



DOCUMENT DE REFERENCE

2018



MESSAGE

du Président du Directoire d'ACTIA Group

Jean-Louis PECH



2018 est un exercice marqué par une forte croissance sous contraintes.

En effet si l'exercice affiche un chiffre d'affaires record à 476,5 millions d'euros, en progression de 10%, ce chiffre masque en réalité des progressions très fortes d'une partie de nos activités qui ont compensé la fin de la fourniture d'une solution télématique d'un important client véhicule léger. Ce contrat représentait plus de 60 millions de ventes en année pleine et c'est donc une progression de près de 20% que nous avons assumé sur quasiment l'ensemble de nos segments.

Bien sûr cette croissance constitue un élément très positif. En ligne avec notre stratégie, elle témoigne de la pertinence d'ACTIA sur ses marchés et de la place majeure que constitue l'électronique dans le monde d'aujourd'hui, mais elle représente également un énorme défi.

Quant aux contraintes, elles se sont essentiellement exprimées sur deux plans.

Tout d'abord, la difficulté à s'approvisionner en composants est restée la caractéristique majeure de cet exercice avec non seulement une augmentation des coûts de certains composants de base, parfois dans des proportions inédites, mais également avec des mises sous allocations, des processus d'approvisionnement et d'achats de plus en plus complexes et instables associés à des temps de livraisons inconnus jusqu'alors. Cette situation a provoqué la mise en tension de nos organisations et de nombreuses pertes d'efficacité : augmentation des stocks de matières premières, arrêt de ligne et diminution des taux d'utilisation de ces mêmes lignes, maintien de transports exceptionnels, ...

Les impacts de cette situation sont nombreux, mais nous avons maîtrisé la situation grâce à un engagement sans faille de nos équipes et la pertinence de nos organisations.

La deuxième contrainte majeure est relative à nos ressources humaines en ingénierie, recherche et développement. Elle s'inscrit, comme la précédente, en tant que conséquence du mouvement massif de digitalisation du monde associé à une pression très forte de l'innovation dans nos domaines.

Les ressources humaines en informatique et en électronique deviennent difficiles à trouver, et le marché de l'emploi sur nos métiers s'est particulièrement tendu. Parallèlement, les sujets deviennent plus complexes avec des exigences nombreuses tant techniques que réglementaires, notamment en matière de sécurité et de safety. Avec un budget de R&D, en 2018, de plus 80 millions d'euros, nous avons dû recourir significativement à des ressources externes pour tenir des engagements de délais de plus en plus contraignants. Face à cela, nous avons posé des actes forts comme la création d'ACTIA Académie en Tunisie, en 2018, et le renforcement de nos relations à de nombreuses écoles et universités qui devraient nous permettre de mieux adresser ce sujet.

Au-delà de cette vision générale de l'exercice, quelques éléments sur nos activités sont à souligner.

La division Automotive est restée en croissance particulièrement soutenue par les produits télématiques, malgré la diminution de nos activités véhicules légers. Le secteur Trucks s'est bien comporté enregistrant une progression de 7% tout en concédant des productivités aux clients qui ont, de fait, pénalisé notre rentabilité. Les activités liées aux calculateurs et aux architectures électroniques restent en forte croissance et on notera la très bonne tenue des segments véhicules spéciaux (logistique, travaux et agricole) ainsi que le domaine bus et cars avec des croissances à plus de 20%, qui nous conforte dans notre stratégie de niche en tant que partenaire électronique des constructeurs de ces différents domaines.

En dehors du Contrôle Technique, les activités Aftermarket liées au domaine Automotive sont en léger retrait avec un retard dans le déploiement des activités télématiques deuxième monte et les services connectés associés qui restent en deçà de nos prévisions de croissance.

Enfin toujours dans la division Automotive, les activités liées à l'électromobilité restent contrastées. Nos clients historiques sont malheureusement en retrait mais les très nombreuses études et travaux de démonstration réalisés au cours de l'exercice laissent entrevoir de très bonnes perspectives dans le domaine.

Si le secteur Aéronautique reste stable, les ventes dans le Ferroviaire connaissent également une forte croissance avec plus de 20% de progression, conséquence de partenariats solides avec les constructeurs de ce secteur. Ces activités se développent progressivement comme des éléments structurant du Groupe, en ligne avec notre stratégie de diversification. Nous adressons une offre non seulement dans le domaine historique de l'information voyageur, mais également dans le domaine de l'assemblage et du pilotage des batteries où ACTIA devrait s'affirmer dans les années à venir comme un acteur de référence.

Enfin la division Telecom a, quant à elle, enregistré une année exceptionnelle, en particulier au deuxième semestre. Grâce à l'exportation, les activités Satcom ont connu un vrai décollage avec un doublement du chiffre d'affaires sur la livraison de nos produits standards. Au-delà des chiffres, c'est une grande source de satisfaction pour les équipes que de voir nos offres remporter de telles compétitions. A noter que les contrats gagnés dans le domaine de l'énergie n'ont pas encore produit leurs effets, l'année 2018 étant essentiellement consacrée au développement des nouveaux produits. Cependant, ils permettent de confirmer la croissance et la consolidation de cette division au sein de notre Groupe.

Donc 2018 est une année particulièrement intense au niveau de l'exploitation mais pas seulement. En effet, parallèlement nous avons développé notre empreinte dans nos territoires et plus largement nos investissements industriels dans des proportions tout à fait exceptionnelles, préparant ainsi l'ACTIA des années 2020.

Ainsi, en 2018, nous avons démarré notre nouvelle unité de production électronique à Detroit (Etats-Unis), tour de force réalisé en moins de 12 mois, renforcé nos infrastructures dans de très nombreux pays, comme en France, en Tunisie, ou en Allemagne pour les chantiers les plus significatifs. C'est au total plus de 45 millions investis en immobilier sur 3 ans, dont 22 millions en France. Cette vague d'investissements sera finalisée en 2019 et verra ACTIA pourvue, dans de nombreux pays, d'infrastructures agrandies, rénovées et dotées d'équipements de grande qualité. Enfin, ACTIA a poursuivi un effort important dans l'accompagnement de nos équipes en formation et en gestion de carrière pour développer les talents de demain. Nous pourrons ainsi poursuivre notre croissance et asseoir notre pérennité.

C'est donc toujours avec confiance et fierté, portés par l'engagement de nos équipes que nous faisons face au profond défi et changement que constitue une électronique au service des grands enjeux de demain: une humanité plus connectée, plus respectueuse de l'environnement, bénéficiant d'une mobilité durable.

Jean-Louis PECH
Président du Directoire
ACTIA Group

1.	RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	8
1.1	Responsable du Document de Référence	8
1.2	Attestation du responsable du Document de Référence	8
2.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	9
2.1	Commissaires aux Comptes Titulaires	9
2.2	Commissaires aux Comptes Suppléants	9
3.	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR	10
3.1	Informations juridiques	10
3.1.1	Raison sociale et nom commercial	10
3.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement	10
3.1.3	Date de constitution et durée de vie	10
3.1.4	Siège Social et forme juridique	10
3.2	Historique	10
4.	ORGANIGRAMME	12
4.1	Organigramme	12
4.2	Périmètre de consolidation	12
4.3	Description sommaire du Groupe	12
5.	RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE INCLUANT LE RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE	14
5.1	Présentation des résolutions	14
5.1.1	Ordre du jour	14
5.1.2	Projet de résolutions	14
5.2	Informations financières sélectionnées de la période	18
5.2.1	Chiffres clés	18
5.2.2	Résultats consolidés	20
5.2.3	Exposé sommaire de la situation du Groupe au cours de l'exercice écoulé 2018	21
5.2.4	Situation de l'endettement	23
5.2.5	Engagements hors bilan	24
5.3	Aperçu des activités	24
5.3.1	Division Automotive	25
5.3.2	Division Telecom	34
5.3.3	Informations générales sur les filiales	40
5.3.4	Position concurrentielle	40
5.3.5	Facteurs influant sensiblement le résultat opérationnel	41
5.4	Informations sur les tendances	42
5.4.1	Evènements importants depuis la clôture	42
5.4.2	Objectifs – Evolutions et perspectives d'avenir	42
5.5	Stratégie	44
5.5.1	Facteurs clés de succès	45
5.5.2	Axes stratégiques	46
5.5.3	Domaines d'Activité Stratégique	47
5.5.4	Maîtrise de la production	50
5.5.5	Recherche & Développement de très haute technologie	51
5.5.6	Environnement technologique	51
5.5.7	Brevets et Protection industrielle	53
5.6	Investissements	53
5.6.1	Corporels	53
5.6.2	Incorporels	54
5.6.3	Engagements d'investissements	55

5.7 Développement durable	56
5.7.1 Le modèle d'affaires du Groupe ACTIA	56
5.7.2 Les principaux risques recensés	58
5.7.3 Le périmètre de consolidation	58
5.7.4 La fidélisation des talents	59
5.7.5 Santé & sécurité	68
5.7.6 Lutte contre l'absentéisme	69
5.7.7 L'économie circulaire	70
5.7.8 Le dérèglement climatique	73
5.7.9 Les autres enjeux	78
5.8 Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion	92
5.9 Propriétés immobilières, usines et équipements	95
5.9.1 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	95
5.9.2 Impact environnemental de l'utilisation de ces immobilisations	98
5.10 Facteurs de risques	98
5.10.1 Les risques juridiques et fiscaux	98
5.10.2 Les risques industriels et environnementaux	98
5.10.3 Les risques opérationnels	98
5.11 Procédures de contrôle interne mises en place par la Société	100
5.11.1 Risques financiers liés aux effets du changement climatique	103
5.11.2 Certification des systèmes qualité des sociétés du Groupe au 31 décembre 2018	103
5.12 Informations concernant l'émetteur	104
5.12.1 Evènements significatifs	105
5.12.2 Affectation du résultat	105
5.12.3 Distributions antérieures de dividendes	106
5.12.4 Situation de l'endettement	106
5.12.5 Charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)	106
5.12.6 Egalité Professionnelle	106
5.12.7 Décomposition des dettes fournisseurs	107
5.12.8 Décomposition des créances clients	107
5.12.9 Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice	108
5.12.10 Tableau des résultats financiers des 5 dernières années	108
5.12.11 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	108
5.13 Principaux Actionnaires	115
5.13.1 Répartition du Capital Social et des droits de vote	115
5.13.2 Contrôle et détention	119
5.13.3 Pacte d'Actionnaires	119
5.13.4 Engagements de conservation de titres	120
5.13.5 Nantissements d'actions ou d'actifs	120
5.13.6 Actions propres détenues par la Société	120
5.13.7 Transactions effectuées sur les titres de la Société	120
5.13.8 Programme de rachat d'actions en cours	120
5.13.9 Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions	121
5.13.10 Plan d'Epargne Groupe et Plan d'Epargne Groupe International	121
5.13.11 Quotité de capital détenu à la clôture de l'exercice	121
5.13.12 Augmentation de capital réservée	121
5.13.13 Nomination d'Actionnaires salariés en qualité de membre du Conseil de Surveillance	122
5.13.14 Désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés	122
5.13.15 Pouvoirs pour les formalités (douzième résolution)	122

5.14 Commissaires aux Comptes	122
5.15 Conclusion	123
6. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	124
6.1 Gouvernance d'entreprise	124
6.1.1 Composition du Conseil de Surveillance	124
6.1.2 Conformité au Code de Gouvernance MIDDLENEXT	126
6.1.3 Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance	127
6.1.4 Pouvoirs du Directoire	130
6.1.5 Participation des Actionnaires aux Assemblées Générales	131
6.2 Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	131
6.3 Organes d'administration, de Direction et de Surveillance	132
6.3.1 Composition du Directoire	132
6.3.2 Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours des 5 derniers exercices – Expertise et expérience des organes de Direction en matière de gestion	132
6.3.3 Déclaration d'absence de condamnation des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire	153
6.3.4 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et de la Direction Générale	153
6.3.5 Nominations, renouvellements et ratifications de cooptation	153
6.4 Rémunérations des mandataires	154
6.4.1 La politique de rémunération des Dirigeants	154
6.4.2 Approbation des éléments de la politique de rémunération (say on pay ex ante)	154
6.4.3 Rémunération et avantages des mandataires sociaux	154
6.4.4 Eléments de rémunération soumis au vote (say on pay ex post)	157
6.5 Délégations accordées dans le domaine des augmentations de capital	157
6.5.1 Augmentation de Capital Social	157
6.5.2 Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions	157
6.5.3 Plan d'Attribution Gratuite d'Actions	158
6.6 Opérations avec les parties liées	158
6.6.1 Information spécifique relative aux conventions	158
6.6.2 Nature et montant des conventions règlementées réalisées par l'émetteur	158
6.6.3 Opérations avec les parties liées	158
6.7 Observations et travaux du Conseil de Surveillance	158
6.7.1 Observations du Conseil de Surveillance	159
6.7.2 Objet des travaux du Conseil de Surveillance	159
6.7.3 Mandats d'un Commissaire aux Comptes titulaire et de son suppléant (sixième et septième résolutions)	159
6.7.4 Say on Pay (huitième et neuvième résolutions)	160
7. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	164
7.1 Comptes consolidés	164
7.1.1 Bilan Consolidé	164
7.1.2 Compte de résultat consolidé	166
7.1.3 Etat du résultat global	166
7.1.4 Variation des Capitaux Propres	167
7.1.5 Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé	168
7.1.6 Notes annexes aux comptes consolidés	169
7.1.7 Honoraires versés aux contrôleurs légaux des comptes	225
7.1.8 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	227
7.2 Comptes sociaux	231
7.2.1 Bilan social	231

7.2.2	Compte de résultat social	233
7.2.3	Notes annexes	234
7.2.4	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	244
7.3	Informations financières diverses	247
7.3.1	Politique de distribution des dividendes	247
7.3.2	Procédures judiciaires et d'arbitrage	247
7.3.3	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	247
8.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	248
8.1	Capital Social	248
8.1.1	Capital Social souscrit	248
8.1.2	Actions non représentatives du capital	248
8.1.3	Actions auto détenues	248
8.1.4	Valeurs mobilières converties, échangeables ou assorties de bons de souscription	248
8.1.5	Conditions d'acquisition	248
8.1.6	Capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	248
8.1.7	Historique du Capital Social	248
8.1.8	Descriptif du programme de rachat de la Société de ses propres actions	249
8.2	Acte constitutif et statuts	249
8.2.1	Objet social	249
8.2.2	Membres des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance	250
8.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	251
8.2.4	Actions nécessaires pour la modification des droits des Actionnaires	252
8.2.5	Assemblées Générales	252
8.2.6	Éléments de changement de contrôle	253
8.2.7	Franchissement de seuil	253
8.2.8	Conditions de modification du capital	254
9.	CONTRATS IMPORTANTS	255
10.	INFORMATIONS PROVENANT DES TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	256
11.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	257
12.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	258
13.	TABLES DE CORRESPONDANCE	259
13.1	Table de correspondance du Document de Référence	259
13.2	Table de correspondance du Rapport Financier Annuel	263
13.3	Incorporation par référence des comptes 2016 et 2017	263
14.	GLOSSAIRE	264

1. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE

1.1 Responsable du Document de Référence

Jean-Louis PECH – Président du Directoire
ACTIA Group
5 rue Jorge Semprun - BP 74215 - 31432 TOULOUSE Cedex 4
Téléphone : +33 (0)5 61 17 61 98

1.2 Attestation du responsable du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 14 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Jean-Louis PECH
Président du Directoire

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 Commissaires aux Comptes Titulaires

- ❖ **KPMG AUDIT** – Département de KPMG S.A. – Rue Carmin – BP 17610 – 31676 LABEGE Cedex

Nommé par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018 pour une période de six exercices, ce mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2023.

Date du début du premier mandat : Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2000.

- ❖ **Eric BLACHE** – 11, rue Laborde – 75008 PARIS

Nommé par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 pour une période de six exercices, ce mandat expirera à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Date du début du premier mandat : Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013.

2.2 Commissaires aux Comptes Suppléants

- ❖ **EURAUDIT** – domicilié Résidence Cap Wilson – 81 boulevard Carnot – 31000 TOULOUSE

Nommé par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018 en remplacement de Muriel CORREIA, démissionnaire pour raisons personnelles, ce mandat expirera à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Date du début du premier mandat : Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018.

3. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1 Informations juridiques

3.1.1 Raison sociale et nom commercial

Raison Sociale : ACTIA Group



3.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement

L'émetteur est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le n° : 542 080 791.

3.1.3 Date de constitution et durée de vie

Article 5 des statuts

« La durée de la Société, initialement fixée à cinquante années, à compter du 27 septembre 1907, jour de sa constitution, a, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 18 décembre 1956, été prorogée pour une durée de 99 ans, à compter du 27 septembre 1957, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires. »

3.1.4 Siège Social et forme juridique

Siège Social : 5, rue Jorge Semprun – TOULOUSE (31400)

Forme juridique : Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

Capital Social : 15 074 955,75 €

Législation régissant les activités de l'émetteur : législation française

Pays d'origine : France

Adresse postale : 5 rue Jorge Semprun - BP 74215 - 31432 TOULOUSE Cedex 4

Téléphone : +33 (0)5.61.17.61.98

3.2 Historique

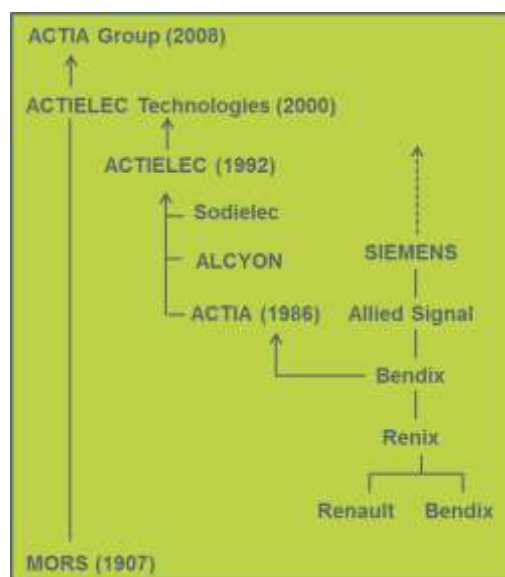
ACTIA Group a pour origine le rachat, en 1986, par la Société Anonyme ACTIA créée à cet effet, du Département « Produits Spéciaux » de Bendix Electronics S.A. elle-même issue de Renix S.A., Joint-Venture constituée au début des années 1970 entre Renault et Bendix afin d'inventer l'allumage électronique intégral, précurseur de l'électronique embarquée dans le véhicule léger.

Le tour de table initial d'ACTIA S.A. est formé par Louis PECH et Pierre CALMELS, personnalités régionales, actuels Président et Vice-Président du Conseil de Surveillance d'ACTIA Group S.A., qui en détiennent directement et indirectement la majorité, et Eric CHABRERIE, industriel du secteur automobile.

Pour assurer sa croissance, ACTIA S.A. a été amenée à prendre des participations majoritaires, dans des sociétés régionales dans un premier temps, telles qu'ALCYON Production System S.A. (Production Électronique) et SODIELEC S.A. (Télécommunications). En 1991, l'essentiel de ce qui va devenir le Groupe ACTIA est constitué : il compte alors 315 personnes, réalise un chiffre d'affaires consolidé de 26,8 M€ et génère une capacité d'autofinancement de 1,2 M€.

En 1992, suite au développement très rapide d'ACTIA S.A. et de ses filiales, une opération de restructuration juridique a été réalisée, transférant à ACTIELEC S.A., créée à cet effet, le rôle de holding, organisant les entités industrielles par secteur où leurs savoir-faire sont reconnus :

- ❖ ACTIA S.A., Société de tête de la Division Automotive ;
- ❖ SODIELEC S.A., Société de tête de la Division Telecom ;
- ❖ ALCYON Production System S.A., Société de tête de la Division Production Électronique ;



3. Informations concernant l'émetteur

Le Groupe poursuit le développement de ses activités notamment par la réalisation de plusieurs opérations de croissance externe ou de création et par son organisation, notamment à l'international, à savoir :

- ❖ 1989 : MEIGA (France) ;
- ❖ 1990 : AIXIA devenue ACTIA 3E (France) et ACTIA UK (Royaume-Uni) ;
- ❖ 1991 : TEKHNE devenue ACTIA Muller UK (Royaume-Uni), entité liquidée en 2014 ;
- ❖ 1992 : VIDEO BUS devenue ACTIA Systems (Espagne) et ATAL devenue ACTIA CZ (République Tchèque) ;
- ❖ 1993 : ACVIBUS devenue ACTIA de Mexico (Mexique) et I+Me devenue ACTIA I+Me (Allemagne) ;
- ❖ 1994 : ACTIA INC (U.S.A.) et DATENO S.A. (France) ;
- ❖ 1996 : ATON Systèmes devenue ACTIA PCs (France) ;
- ❖ 1997 : ACTIA Do Brasil (Brésil) et CIPI devenue CIPI ACTIA (Tunisie) ;
- ❖ 2000 : ACTIA Italia (Italie), Advanced Technology Inc. devenue ACTIA Corp. (U.S.A.), BERENISCE SAS (France), ACTIA Nederland (Pays-Bas), fusion d'ACTIELEC S.A. et de MORS S.A. société cotée et création de MORS Technologies et d'OCEANO Technologies ;
- ❖ 2001 : ACTIA Polska (Pologne) et EBIM S.A. (France) ;
- ❖ 2002 : ACTIA India (Inde) et fusion d'ALCYON Production System et d'ACTIA ;
- ❖ 2003 : ACTIA China (Chine), LUDICAR devenue ACTIA Muller España (Espagne), acquisition de MULLER Bem (France) et fusion MEIGA/BERENISCE SAS/MULLER Bem pour devenir ACTIA Muller ;
- ❖ 2004 : NIRA Components A.B. devenue ACTIA Nordic (Suède) et fusion absorption de DATENO / MORS Technologies (issue de MORS) / EBIM par SODIELEC ;
- ❖ 2005 : ARDIA (Tunisie) ;
- ❖ 2008 : ACTIA Tunisie (Tunisie) ;
- ❖ 2015 : fusion ACTIA Automotive et ACTIA Muller ;
- ❖ 2017 : Market-IP (Belgique) et ouverture d'un bureau au Japon.

Suite à la fusion de MORS S.A. et ACTIELEC S.A. le 26 mai 2000, le Groupe change de nom et devient ACTIELEC Technologies. Le 15 septembre 2008, l'Assemblée Générale Mixte décide d'adopter la dénomination sociale d'**ACTIA Group** pour s'organiser autour de sa marque fédératrice ACTIA. Ainsi, depuis 2008, l'ensemble des entités du Groupe ont adopté la marque ACTIA dans leur raison sociale notamment, ses principales filiales ACTIA S.A. et SODIELEC S.A., sociétés de tête des divisions Automotive et Télécommunications, sont devenues respectivement ACTIA Automotive S.A. et ACTIA Telecom S.A..

En 2018, ACTIA Group S.A. a procédé à la création de deux nouvelles filiales :

- ❖ **ACTIA Electronics** (Romulus – USA), créée en mars 2018, est une nouvelle unité de production de cartes électroniques destinées au marché américain, avec l'objectif de tripler le volume d'activité du Groupe sur ce secteur géographique d'ici 5 ans.
- ❖ **ACTIA Africa** (Tunis – Tunisie), créée en avril, doit répondre aux ambitions du Groupe de renforcer sa présence commerciale sur le marché africain, dans des secteurs de pointe comme le pilotage de la distribution de l'énergie, le contrôle technique et le diagnostic électronique après-vente des véhicules, le transport, notamment de passagers, et la mobilité électrique.

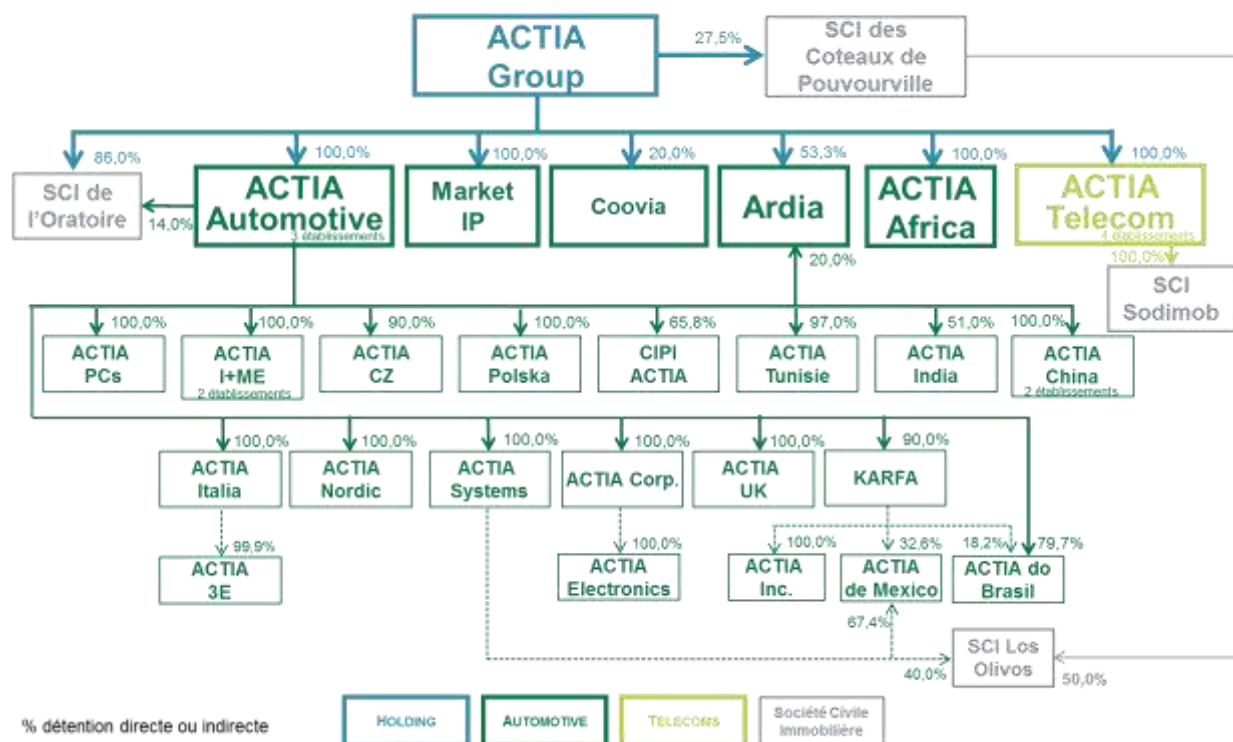
Au cours de l'année 2018, il a également été procédé au rachat des actions détenues par des minoritaires au sein de la filiale ACTIA PCs (France) par ACTIA Group SA, représentant 12,2 % du capital social.

4. ORGANIGRAMME

4.1 Organigramme

L'organigramme au 31 décembre 2018 du Groupe est le suivant :

Organigramme Décembre 2018



4.2 Périmètre de consolidation

Ce chapitre est traité dans les notes annexes aux comptes consolidés au § Note 3.2 « Sociétés consolidées ».

4.3 Description sommaire du Groupe

ACTIA Group est la société cotée du Groupe. Les annexes sociales au § 7.2.3 « Notes annexes » permettent de mieux appréhender son rôle et sa structure bilancielle.

L'organisation du Groupe est articulée suivant :

- ❖ **Une société holding animatrice LP2C**, actionnaire de référence du Groupe qui est chargée, au niveau du Groupe :
 - de définir la politique générale et de conduire la stratégie générale et les orientations fondamentales du Groupe ACTIA,
 - de déterminer la politique d'exploitation et de développement des filiales,
 - de faire jouer toutes les synergies de nature, tant au profit du Groupe ACTIA pris dans son ensemble que de chacune de ses filiales, à renforcer l'image du Groupe, soutenir sa croissance, optimiser les services rendus à ses clients, capitaliser les expériences et les savoir-faire, mobiliser les compétences de ses collaborateurs et activer son développement,
 - de définir la politique générale de croissance externe par le développement des sites existants, par la création de nouveaux sites, par la prise de participation dans des sociétés existantes ou à créer,
 - de définir les orientations en matière de politique de gestion des ressources humaines de manière à ce qu'elle accompagne et soutienne la stratégie et les performances des filiales,

- de définir et coordonner les activités de R&D des filiales en vue notamment d'améliorer leurs performances et leurs synergies, en fonction notamment des expertises développées par chacune des sociétés membres du Groupe,
- et de définir les orientations et l'homogénéité de la communication des filiales.

❖ Par ailleurs, elle réalise différentes prestations au niveau du Groupe :

- dans les domaines administratif, juridique, comptable et financier,
- dans le domaine de la qualité,
- dans le domaine de la communication,
- dans le domaine des ressources humaines,
- dans le domaine de l'immobilier,
- dans le domaine de la gestion et des procédures internes du Groupe,
- dans le domaine du « Business development ».

Pour sa part, ACTIA Group complète ces prestations notamment dans les domaines suivants :

- administratif, juridique, comptable et financier,
- communication,
- ressources humaines,
- systèmes informatiques,
- achats,
- immobilier,
- gestion et procédures internes du Groupe,
- « Business development »,
- technologie.

Ces relations se traduisent par des conventions règlementées ; leurs objets et les flux qu'elles engendrent sont détaillés au § 5.12.11 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés ».

Deux divisions spécialisées respectivement :

- en conception, fabrication et diagnostic de systèmes embarqués électroniques en petite et moyenne séries (Automotive),
- en conception, fabrication et maintien en condition opérationnelle d'équipements professionnels basés sur les hyperfréquences (Télécommunications).

5. RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE INCLUANT LE RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

5.1 Présentation des résolutions

Le 28 mai 2019, nous réunirons les Actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, pour exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, entendre les rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, leur demander de statuer sur les comptes de cet exercice, sur l'affectation du résultat et sur les conventions visées aux articles L225-86 et suivants du Code de Commerce.

Au cours de cette Assemblée, les résolutions suivantes seront soumises à approbation :

5.1.1 Ordre du jour

I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- ❖ Approbation des comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement ;
- ❖ Approbation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- ❖ Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et fixation du dividende ;
- ❖ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés et approbation de ces conventions ;
- ❖ Nomination de BMA en remplacement d'Eric BLACHE, aux fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire ;
- ❖ Non renouvellement et non remplacement d'EURAUDIT aux fonctions de Commissaire aux Comptes suppléant ;
- ❖ Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé à Jean-Louis PECH, Président du Directoire ;
- ❖ Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Directoire ;
- ❖ Autorisation à donner au Directoire à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L225-209 du Code de Commerce ; durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond.

II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- ❖ Délégation de compétence à donner au Directoire pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise en application des articles L3332-18 et suivants du Code du Travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L3332-21 du Code du Travail ;
- ❖ Pouvoirs pour les formalités.

5.1.2 Projet de résolutions

I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice social clos le 31 décembre 2018, approuve les comptes sociaux annuels arrêtés à cette date tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un résultat net de 2 219 271,53 €.

Elle approuve également les opérations traduites sur ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve les dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, qui s'élèvent à 2 267 € pour cet exercice, correspondant aux amortissements excédentaires sur les véhicules de fonction.

DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire (incluant le rapport sur la gestion du Groupe), du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2018, approuve les comptes consolidés établis à cette date, tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un résultat de l'exercice attribuable au Groupe de 9 026 805 €.

TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Sur proposition du Directoire, l'Assemblée Générale décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la façon suivante :

Origine		
Compte « Report à Nouveau » au 31 décembre 2018		11 140 926,32 €
Résultat de l'exercice : bénéfice de		2 219 271,53 €
Affectation		
Au compte « Report à Nouveau » qui s'établira à	11 350 203,75 €	
A titre de dividendes	2 009 994,10 €	
TOTAUX	13 360 197,85 €	13 360 197,85 €

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,10 euro.

Le détachement du coupon interviendra le 12 juin 2019 ; le paiement des dividendes sera effectué le 14 juin 2019.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code Général des Impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après, notamment, un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code Général des Impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Il est précisé qu'au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé que la Société a procédé aux distributions de dividendes suivantes au cours des trois derniers exercices :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividende	Autres revenus distribués	
2015	2 009 994,10 €* Soit 0,10 € par action	-	-
2016	3 014 991,15 €* Soit 0,15 € par action	-	-
2017	2 411 992,92 €* Soit 0,12 € par action	-	-

* Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues, non versé et affecté au compte report à nouveau.

QUATRIEME RESOLUTION : APPROBATION DES CONVENTIONS AVEC LP2C VISEES AUX ARTICLES L225-86 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux Comptes qui lui a été présenté sur les conventions auxquelles les articles L225-86 et suivants du Code de Commerce sont applicables, l'Assemblée Générale approuve la convention d'animation et la convention d'assistance et de prestations conclues lors de l'exercice antérieur avec la société holding animatrice LP2C qui y sont mentionnées.

CINQUIEME RESOLUTION : APPROBATION DES AUTRES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS VISES AUX ARTICLES L225-86 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux Comptes qui lui a été présenté sur les conventions auxquelles les articles L225-86 et suivants du Code de Commerce sont applicables, l'Assemblée Générale approuve les conventions nouvelles, ainsi que les autres conventions et engagements des exercices antérieurs non approuvés par l'Assemblée Générale, qui y sont mentionnés.

SIXIEME RESOLUTION : NOMINATION DE BMA AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

Sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale nomme aux fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire, BMA, en remplacement d'Eric BLACHE, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à se tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

BMA qui n'a vérifié, au cours des deux derniers exercices, aucune opération d'apport ou de fusion dans la Société et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce, a déclaré accepter ces fonctions.

SEPTIEME RESOLUTION : NON RENOUVELLEMENT ET NON REMPLACEMENT D'EURAUDIT AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

L'Assemblée Générale constate l'échéance du mandat de Commissaire aux Comptes suppléant d'EURAUDIT et prend acte de son souhait de ne pas être renouvelé de son mandat.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale prenant acte que :

- ❖ La nomination d'un Commissaire aux Comptes suppléant n'est plus obligatoire depuis la loi Sapin II du 9 décembre 2016 qui a modifié l'article L823-1 du Code de Commerce, si le Commissaire aux Comptes titulaire n'est pas une personne physique ou une société unipersonnelle ;
- ❖ BMA, Commissaire aux Comptes titulaire ci-dessus nommé, est une Société pluripersonnelle ;

décide, sur proposition du Conseil de Surveillance, de ne pas procéder à la nomination d'un Commissaire aux Comptes suppléant.

HUITIEME RESOLUTION : APPROBATION DES ELEMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES OU ATTRIBUES AU TITRE DE L'EXERCICE ECOULE A JEAN-LOUIS PECH, PRESIDENT DU DIRECTOIRE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-100 alinéa II du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de son mandat à Jean-Louis PECH, Président du Directoire, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise au § 6.4.4 « Eléments de rémunération soumis au vote (say on pay ex post) » du Document de Référence 2018.

NEUVIEME RESOLUTION : APPROBATION DES PRINCIPES ET CRITERES DE DETERMINATION, DE REPARTITION ET D'ATTRIBUTION DES ELEMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE ATTRIBUABLES AU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-82-2 du Code de Commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président du Directoire, tels que détaillés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise au § 6.4.2 « Approbation des éléments de la politique de rémunération (say on pay ex ante) » du Document de Référence 2018.

DIXIEME RESOLUTION : AUTORISATION A DONNER AU DIRECTOIRE A L'EFFET DE FAIRE RACHETER PAR LA SOCIETE SES PROPRES ACTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE L'ARTICLE L225-209 DU CODE DE COMMERCE

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Directoire, autorise ce dernier, pour une période de dix-huit mois, conformément aux articles L225-209 et suivants du Code de Commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 2 % du nombre d'actions composant le Capital Social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Les acquisitions, qui ne pourront avoir pour effet de porter le nombre total d'actions propres détenues par la Société à plus de 10 % du Capital Social, pourraient être effectuées en vue :

- ❖ D'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement (P.S.I.) au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- ❖ De conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que la totalité des actions acquises à cet effet ne pourra excéder 5 % du Capital Social de la Société ;
- ❖ D'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plan assimilé) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un Plan d'Epargne d'Entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;
- ❖ D'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation boursière en vigueur.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Directoire appréciera. Toutefois, ces opérations ne pourront pas être effectuées en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre. La Société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 14 euros par action. En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions ou d'Attribution Gratuite d'Actions, le montant sus indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 5 627 972 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

La présente autorisation met fin à l'autorisation donnée au Directoire par la précédente Assemblée Générale du 30 mai 2018, dans sa onzième résolution.

II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

ONZIEME RESOLUTION : DELEGATION DE COMPETENCE POUR PROCEDER A UNE AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX ADHERENTS D'UN P.E.E.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L225-129-6, L225-138-1 et L228-92 du Code de Commerce et L3332-18 et suivants du Code du Travail :

- ❖ Délègue sa compétence au Directoire à l'effet, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs Plans d'Epargne Entreprise ou de Groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce et de l'article L3344-1 du Code du Travail ;
- ❖ Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente délégation ;
- ❖ Fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation ;
- ❖ Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisée(s) par utilisation de la présente délégation à 3 % du montant du Capital Social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- ❖ Décide que le prix des actions à émettre, en application de l'alinéa 1 de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 20 %, ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L3332-25 et L3332-26 du Code du Travail est supérieure ou égale à dix ans (ou de tout autre pourcentage maximum prévu par les dispositions légales applicables au moment de la fixation du prix), à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Directoire fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne ;

- ❖ Confère tous pouvoirs au Directoire pour mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

DOUZIEME RESOLUTION : POUVOIRS A CONFERER

L'Assemblée Générale constate, qu'en raison d'une erreur matérielle du teneur de titres de la Société, le procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018 a été modifié le 4 octobre 2018.

En effet, après rectification de l'erreur technique du prestataire externe en charge du service titres d'ACTIA Group, la feuille de présence a été corrigée comme suit : les Actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 12 200 729 actions sur les 20 099 941 formant le Capital (soit 60,70 %) et détiennent 22 088 106 droits de vote sur un total de 32 173 220 (soit 68,65 %). Le résultat des votes de chaque résolution a également été corrigé en conséquence.

Ce procès-verbal rectifié est annexé au procès-verbal de la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes les formalités relatives au dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018 rectifié, au Greffe du Tribunal de Toulouse, aux fins de publicité.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la Loi.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées et les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Le présent rapport de gestion vise à donner toute information sur ces différentes résolutions afin de vous permettre de décider en connaissance de cause. Il a également pour objet de présenter la situation de la Société et du Groupe.

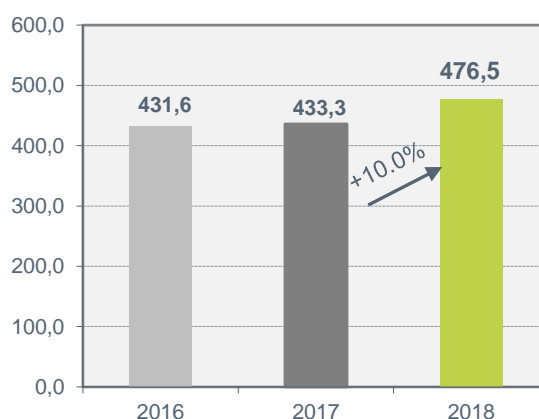
5.2 Informations financières sélectionnées de la période

Les chiffres repris dans ces tableaux et ces graphes sont des chiffres audités. Pour améliorer la compréhension du lecteur, nous avons privilégié, dans les données du rapport de gestion, les chiffres des contributions des divisions, en lieu et place des chiffres consolidés des divisions. Les différences entre les deux approches sont mineures, aussi cela permet d'homogénéiser l'information donnée tout au long du présent Document de Référence.

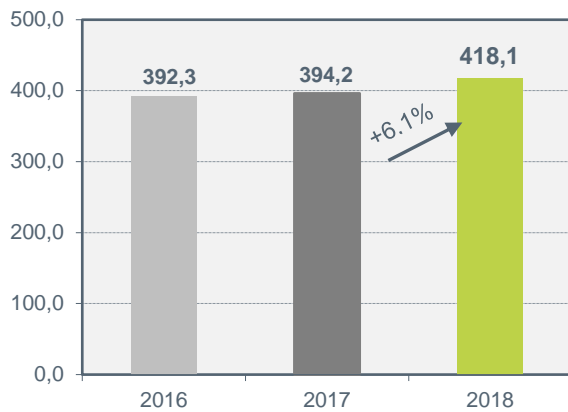
Les comptes sociaux et consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Directoire du 25 mars 2019 et soumis au Conseil de Surveillance du même jour.

5.2.1 Chiffres clés

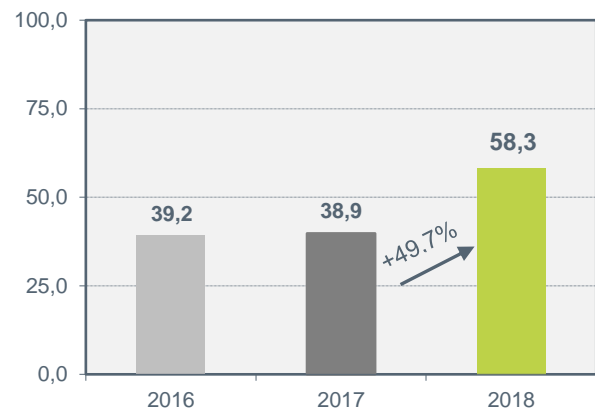
Chiffre d'affaires consolidé en M€



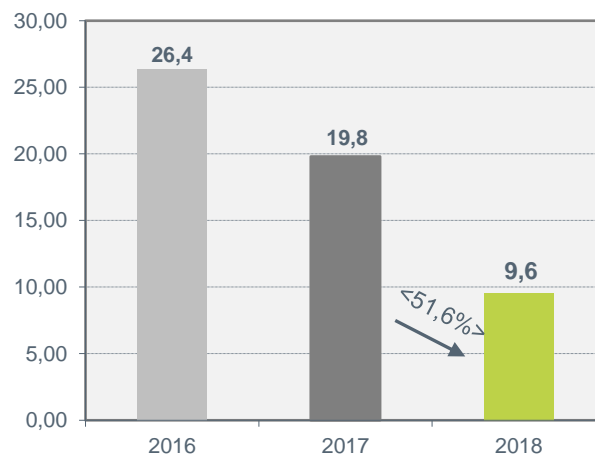
Chiffre d'affaires contributif de la Division Automotive en M€



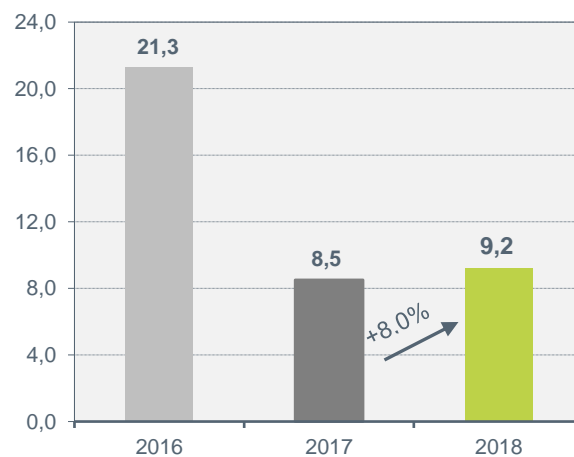
Chiffre d'affaires contributif de la Division Telecom en M€



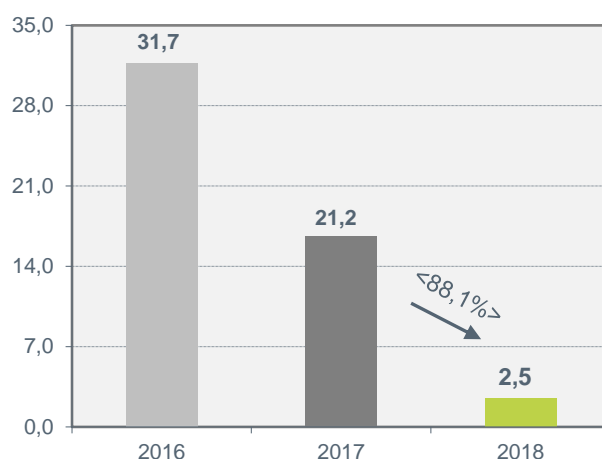
Résultat Opérationnel en M€



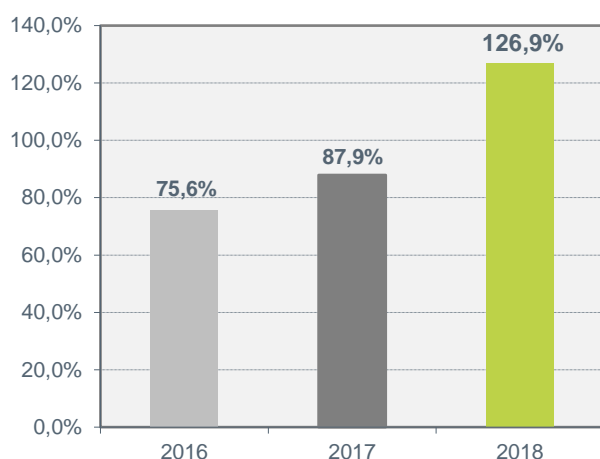
Résultat Net de la période en M€



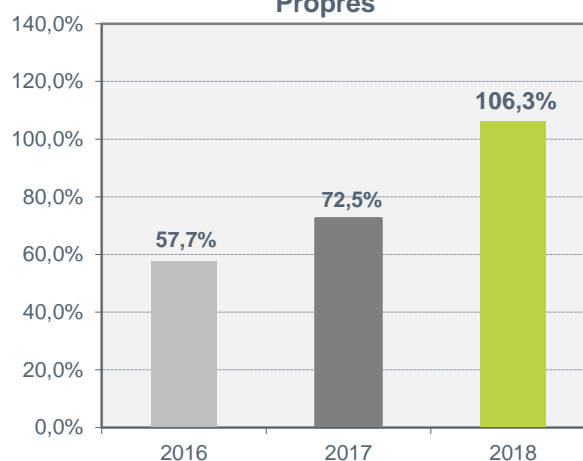
Flux de trésorerie opérationnel en M€



Ratio d'Endettement / Fonds Propres



Ratio d'Endettement hors mobilisation de créances / Fonds Propres



Le détail du calcul du ratio d'endettement est précisé au § Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés.

5.2.2 Résultats consolidés

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un chiffre d'affaires de 476,5 M€ en progression de 10,0 % et un Résultat Attribuable au Groupe de 9,0 M€ contre 8,3 M€ en 2017, soit une progression de 9,2 %.

Au titre de l'exercice 2018, les résultats consolidés s'établissent comme suit :

Résultats consolidés du Groupe (en k€)	2018	2017	2016
Chiffre d'affaires	476 520	433 320	431 648
Résultat opérationnel courant	8 667	18 967	26 135
Résultat opérationnel	9 575	19 803	26 361
Résultat financier	3 371	<8 988>	<2 614>
Résultat de la période (A)	9 194	8 510	21 285
✓ attribuable aux actionnaires du Groupe	9 027	8 264	20 914
✓ participations ne donnant pas le contrôle	167	246	371

Résultats consolidés du Groupe (en k€)	2018	2017	2016
Impôt (B)	2 867	1 856	2 590
Dépréciation des goodwill (C)	0	0	0
Intérêts et charges financières (D)	3 260	2 626	2 191
Valorisation des instruments de couverture (E)	<6 505>	5 988	269
Dotations aux amortissements (F)	20 688	18 654	16 209
EBITDA (A+B+C+D+E+F)	29 505	37 633	42 543

NB : données intégrant l'évolution de la norme IFRS 15 pour les comptes 2018 et 2017, les comptes 2016 n'ayant pas été retraités.

Nous demanderons aux Actionnaires d'approuver ces comptes consolidés.

5.2.3 Exposé sommaire de la situation du Groupe au cours de l'exercice écoulé 2018

Les éléments de préparation des comptes consolidés sont détaillés dans la Note 2 « Principes comptables » des notes annexes aux comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 s'établit à 476,5 M€ en croissance de 10,0 % par rapport à 2017, dépassant les objectifs initialement fixés. Les ventes réalisées par les filiales internationales s'élèvent à 254,4 M€, soit 53,4 % du chiffre d'affaires consolidé. Ainsi les clients à l'international représentent 72,8 % du chiffre d'affaires avec des évolutions géographiques conformes aux attentes, à savoir une légère progression des ventes en France mais inférieure à celle des autres pays et donc réduisant sa représentation, un fort recul au Royaume-Uni lié à la fin d'un important contrat automobile au S2 2017, une forte progression en Suède, Egypte et Belgique.

Division Automotive

La division Automotive représente 87,7 % du chiffres d'affaires consolidé du Groupe, en progression de 6,1 %.

Avec la fin d'un des deux contrats pour le secteur automobile (T4 2017), l'année 2018 était attendue stable, absorbant ainsi un manque d'activité de plus de 40 M€. La division a largement dépassé son objectif, notamment par la très belle progression des ventes de son autre client automobile, qui a compensé une large partie.

Au global, l'activité boîtiers télématiques, tous secteurs confondus, ne reculent que de 2,0 %, le développement des ventes dans les véhicules industriels (poids lourds, engins agricoles...) compensent également le volume manquant.

Globalement, l'activité en relation avec les clients constructeurs, dite 1^{ère} monte, a connu une progression soutenue, quel que soit le segment de marché, les différents produits composant l'offre de systèmes embarqués accompagnant l'évolution du secteur.

Même si l'offre de chaine de traction, notamment dans le cadre de la livraison du dernier kilomètre, n'a pas encore trouvé son marché, de nombreux prototypes étant en test chez nos clients, les solutions accompagnant la mobilité électrique, en particulier les packs de batteries pour véhicules industriels, ont connu une forte progression sur l'exercice.

Après une année en demi-teinte, le secteur Aftermarket finit l'année en croissance (+ 4,2 %), les activités dans le Contrôle Technique profitant au 4^{ème} trimestre d'une mise à niveau imposée en France, mais le secteur de l'équipement de garage continuant à souffrir d'une transformation du secteur lié à l'usage de véhicules.

La part des ventes du secteur Manufacturing Design & Services reste stable à 10,0 % du chiffre d'affaires consolidé.

La répartition géographique des ventes reste assez stable au sein de la division par grandes zones, sachant qu'au sein de l'Europe, le recul au Royaume-Uni est largement compensé par la progression en Suède, Belgique, Allemagne ou Pays Bas, l'international représentant 77,1 % des ventes de la division.

Au sein de nos filiales, indépendamment de la fin du contrat impactant les structures française et suédoise, c'est notre filiale allemande qui connaît la plus forte progression, tirée par la montée en puissance des livraisons de packs de batteries. Après une année 2017 difficile face à une concurrence locale exacerbée, notre filiale chinoise a retrouvé la croissance, même si les marchés restent très tendus. Notre filiale mexicaine a, quant à elle, réussi à stabiliser son activité, alors que les élections présidentielles au Mexique entraînent habituellement un recul de ses ventes, la stabilisation de son activité venant de sa capacité à adresser de nouveaux clients de la zone LATAM, dans le domaine du Bus & Cars.

Malheureusement, la belle progression des ventes et donc la capacité à absorber la fin d'un contrat majeur, n'a pu se traduire dans les résultats. En effet, la division Automotive a connu une année de très fortes tensions sur ses achats, rencontrant pour la première fois de son histoire une hausse des prix d'un certain nombre de composants, associée à une baisse contractuelle des prix sur les produits à fort volume, la rentabilité s'en est directement trouvée affectée. Les tensions se sont également traduites par une mise sous allocation et donc des livraisons fractionnées et différées dans le temps, ce qui a réduit l'efficacité de l'outil industriel. Cependant, l'énergie déployée par les équipes a permis d'honorer nos engagements de livraison vis-à-vis de nos clients.

De plus, la division Automotive a rencontré en 2018, dans la lignée de 2017 et dans la perspective de l'arrêt du deuxième contrat dans la télématique véhicule léger, une très forte activité de développement liée aux succès commerciaux engrangés depuis deux ans, qui entreront progressivement en production à partir de 2020.

Enfin, menant également des sujets de fonds, les équipes ont accompagné le développement d'un nouveau site industriel aux Etats-Unis, préparé le déploiement d'outils digitaux comme le PLM (lancement 2019) et l'ERP (lancement 2020), géré l'extension/construction de bâtiments en France et en Tunisie, ce qui impacte naturellement la rentabilité immédiate de la division. Aussi, son résultat opérationnel, fortement impacté au 1^{er} semestre (1,1 M€), s'est reconstruit au 2nd semestre (3,8 M€) pour reculer de 69,8 %, à 4,9 M€ contre 16,4 M€ au 31/12/17.

La valorisation des instruments de couverture, fortement défavorable au 31/12/17 (<5,2 M€>) enregistre une valorisation de 1,2 M€, impactant le résultat financier de 6,5 M€. Indépendamment des situations de fin d'exercice et des fortes fluctuations des marchés, les instruments de couverture ont permis d'assurer une acquisition de dollars pour ses achats légèrement améliorée par rapport à 2017 (1,182 contre 1,162 en moyenne sur 2017).

Division Telecom

Attendue en croissance sur l'année, notamment grâce à la montée en puissance progressive de ses segments Energie (+ 13,2 %) et Ferroviaire-Transports (+ 29,4 %), la division Telecom a dépassé ses objectifs grâce à la signature d'un contrat avec l'Egypte pour la fourniture de stations terriennes, livrables entre 2018 et 2020. De fait, avec ses contrats récurrents et ce succès à l'export, le département SatCom enregistre une croissance de 118,4 % sur l'exercice. Avec la fin du déploiement de la 4G, le département IRT retrouve son niveau habituel de vente malgré un recul de 30,8 %.

Accompagnant cette croissance par une augmentation des effectifs et un appel à la sous-traitance, la division Telecom enregistre toutefois une nouvelle progression de son résultat opérationnel (+ 39,6 %) qui atteint 5,2 M€ pour l'ensemble de l'exercice après un premier semestre faible (0,1 M€) qui préparait la forte activité du 2nd semestre.

Ainsi, au niveau du Groupe, l'objectif initial d'une légère croissance sur l'année 2018 malgré la fin d'un important contrat en 2017, contribuant pour plus de 40 M€ cet exercice, a été largement dépassé par la surperformance des deux divisions. Cependant, le deuxième contrat télématique dans l'automobile, ainsi que les contrats sur le segment poids lourds à marges contraintes et impactés par la dégradation du marché du composant, dégradent le mix produits alors même que l'arrivée de nouveaux marchés devait progressivement améliorer la rentabilité du Groupe.

Ainsi, le résultat opérationnel s'établit à 9,6 M€ contre 19,8 M€ en 2017, impacté par une nouvelle progression des effectifs (+ 6,9 %) passant de 3 459 à 3 697 personnes. Cependant, cette évolution anticipant les besoins liés aux nouveaux marchés a rencontré des difficultés de recrutement dans de nombreux pays, compensées par l'appel à de la sous-traitance (+ 30,0 %), plus coûteuse que des moyens internes. Elle permet également d'avoir accès à des ressources spécifiques qui ne s'inscrivent pas dans des besoins récurrents au niveau du Groupe.

Les effectifs directement affectés au développement des nouveaux produits augmentent de 105 personnes (+ 11,2 %), générant une forte progression des dépenses du Groupe à 81,0 M€ contre 66,9 M€ en 2017 (+ 21,0 %), avec une part plus importante des immobilisations (+ 35,2 %) liées aux nouveaux contrats. Ceux-ci permettent également de bénéficier d'un meilleur accompagnement au travers du Crédit d'Impôt Recherche qui progresse de 24,4 % en 2018. La part refacturée au client reste stable avec un taux de 36,2 % contre 36,7 % en 2017. Ainsi, les efforts de R&D portés par le Groupe représentent 17,0 % du chiffre d'affaires contre 15,4 % en 2017.

Malgré les tensions sur le marché des composants perturbant la production, l'appel aux transports exceptionnels a pu être limité, le poste Transport retrouvant son niveau habituel (- 21,1 %) par rapport à l'activité globale du Groupe.

Bien que les fluctuations soient encore importantes en 2018, le Groupe a pu améliorer la parité moyenne d'acquisition de dollars pour assurer ses achats avec un taux de 1,1823 contre 1,1624 l'année précédente, se retrouvant proche de la parité moyenne des marchés (1,1815 en 2018), sécurisant ainsi les achats par rapport aux prix vendus à nos clients.

La valorisation mark to market de ces instruments connaît, elle, une très forte fluctuation liée à la parité de clôture, enregistrant cette année une valorisation positive de +1,2 M€ contre - 5,2 M€ au 31/12/17. En dehors de son impact (+ 6,5 M€), le résultat financier se dégrade (+ 4,4 %) du fait de l'augmentation du coût de la dette, celle-ci progressant de 30,4 % sur l'exercice, notamment sous l'impact du financement du programme immobilier accompagnant la croissance des structures françaises, tunisiennes, américaines et italiennes.

Le taux d'intérêt brut s'améliore à 1,59 % contre 1,67 % en 2017, le Groupe continuant à bénéficier de financement moyen terme à taux bas, tout en intégrant le coût plus élevé des financements obligataires. Avec la mise en place progressive de financements pour l'agrandissement de plusieurs de ses sites, le Groupe a ainsi reconstruit une dette moyen et long terme plus longue, tout en conservant des lignes court terme moins sollicitées et de la trésorerie disponible significative.

Cependant, ce plan d'investissements dans les structures immobilières du Groupe, associé aux moyens de production, de digitalisation et à la R&D pour les produits qui généreront l'activité future, a entraîné une forte progression des dettes nettes du Groupe, dégradant tant le gearing qui passe de 87,9 % à 126,9 %, que le levier (2,98 contre 5,71 en 2017).

Hors mobilisation de créances, le gearing s'établit à 106,3 % contre 72,5 % à fin 2017, le Groupe ne mobilisant que 10,5 % de son poste clients. Ces niveaux de ratios entraînent le non-respect des covenants liés à 25 % de la dette, avec un reclassement des échéances moyen et long terme en court terme pour 41,2 M€. Au 19 avril, cinq des six établissements financiers concernés ont accepté les demandes de waiver, une autre étant en cours de traitement des demandes.

La variation du BFR se trouve à nouveau impactée, comme fin 2017, par les tensions sur le marché des composants électroniques au niveau mondial, porté par la croissance de l'économie mondiale et l'engouement pour les objets connectés. De plus de <26,3 M€>, la variation du BFR s'explique avant tout par la progression de 27,2 M€ (+ 24,9 %), à la fois liée aux stocks de matières premières (impact de l'allongement des délais de livraisons, de la mise sous allocation, de la hausse de prix et de la croissance de l'activité) ainsi qu'aux stocks études (en cours de biens et services) du fait de la préparation de nouveaux produits pour nos clients. Les délais de paiement fournisseurs et clients évoluent peu sur l'exercice, l'écart entre les deux restant impactant en période de croissance.

Filiales et opérations sur les participations intragroupes existantes

En 2018, ACTIA a procédé à la création de deux entités à l'International :

- ❖ ACTIA Electronics (Etats-Unis), structure ayant pour vocation la production de cartes électroniques pour le Groupe aux Etats-Unis et sur tout le continent Nord-Américain ;
- ❖ ACTIA Africa (Tunisie), société commerciale visant le développement du Groupe en Afrique (promotion, commercialisation et support technique), notamment dans le domaine de l'énergie et de la mobilité urbaine.

Ces deux entités sont détenues à 100 % par le Groupe.

ACTIA Group a aussi procédé au rachat des actionnaires minoritaires de sa filiale ACTIA PCs.

Enfin, suite aux difficultés rencontrées par la société COOVIA, dont la procédure de liquidation judiciaire a été prononcée le 5 mars 2019, le Groupe a entièrement provisionné les créances vis-à-vis de cette structure détenue à 20 %, au 31 décembre 2018, soit un montant de 823,5 k€

Les autres filiales et participations du Groupe n'appellent pas de commentaires particuliers, sachant que cette information est développée dans la Note 3 « Périmètre de consolidation », des notes annexes aux comptes consolidés.

5.2.4 Situation de l'endettement

Avec un programme d'investissement de 52,3 M€, couvrant un programme immobilier sur 3 ans (2017-2019), l'acquisition de nouveaux moyens de production et un niveau de R&D suffisant pour accompagner le développement de nouveaux produits, le niveau de l'endettement du Groupe a évolué comme suit :

(en M€)	2018	2017
Résultat	9,2	8,5
+ Charge d'impôt	2,9	1,9
+ Intérêts financiers	3,3	2,6
+ Dotations nettes aux amortissements	20,7	18,7
- Dépréciation des goodwill	0,0	0,0
Impact JV instruments financiers	<6,5>	6,0
EBITDA hors instruments financiers	29,5	37,6
Dettes brutes	205,6	157,6
Trésorerie	37,0	45,6
Dettes nettes	168,6	112,1
Fonds propres	132,8	127,5
Levier	5,71	2,98
Gearing	1,27	0,88

(en M€)	2018	2017
Dettes liées à l'immobilier	16,1	3,7
Dettes nettes hors immobilier	152,4	108,4
Levier	5,17	2,88
Gearing	1,15	0,85

Dettes liées à la mobilisation de créances	27,4	19,6
Dettes nettes hors mobilisation de créances	141,2	92,4
Levier	4,79	2,46
Gearing	1,06	0,73

Dettes nettes hors immobilier / mobilisation de créances	125,1	88,8
Levier	4,24	2,36
Gearing	0,94	0,70

Cette information est détaillée au § Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés.

Cependant, il est précisé que les opérations immobilières en cours au sein du Groupe avec l'extension de bâtiments ou la construction à vocation de mettre fin à des locations, ne se reflètent que partiellement dans la situation au 31 décembre 2018. Il est rappelé que le programme de construction, extension et rénovation, touchant les sites de Madrid, Toulouse, Chartres, Tunis, Dinard, Puy-Sainte-Réparate, Millau, Manosque et Romulus (USA), représentant un investissement direct et indirect de 38 M€ sur 3 ans a été lancé en 2017. Il n'impacte que faiblement les flux de trésorerie, les nouveaux remboursements d'emprunts venant se substituer aux anciens totalement remboursés ou à des loyers à l'exception des Etats-Unis, mais entraîne une remontée de la dette moyen et long terme (financements sur 10 ou 15 ans).

Aussi, pour analyser l'évolution de l'endettement, exceptionnellement forte en cette période de programme immobilier et n'utilisant pas d'outils déconsolidant pour le financement de son poste clients, le Groupe observe l'évolution de ses ratios en retraitant ces données, telles que ci-dessus présentées.

Avec ces différents programmes, ACTIA a pu être accompagné par des financements moyen et long terme, correspondant mieux à ses besoins, tant en termes d'outils industriels que d'innovation, et lui permettra de réagir rapidement en cas d'opportunités.

De plus, il est à signaler que les disponibilités atteignant 36,9 M€ au 31 décembre et l'utilisation limitée des lignes court terme à 37,6 % de leur potentiel donne de la souplesse au Groupe.

Enfin, il est signalé que la présentation bilancielle ne prend pas en compte la valorisation des actifs immobiliers. Comme présenté au paragraphe 5.9.1 « Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées », la valeur d'expertise réalisée en 2018 s'élève à 43,0 M€ alors que la valeur nette comptable est de 14,7 M€.

Cependant, l'évolution de la situation financière entraîne le non-respect de covenants à fin 2018, des waivers ont été sollicités le 25 mars 2019, suite à la tenue du Conseil de Surveillance validant les comptes annuels en vue de leur soumission à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019. Au 19 avril, cinq des six établissements financiers concernés ont déjà répondu favorablement à la demande.

5.2.5 Engagements hors bilan

Cette information est développée aux § Note 26 « Engagements hors bilan », Note 27 « Garanties sur éléments d'actif » et Note 29 « Autres informations » des notes annexes aux comptes consolidés.

5.3 Aperçu des activités

ACTIA Group reste organisé autour de deux secteurs :

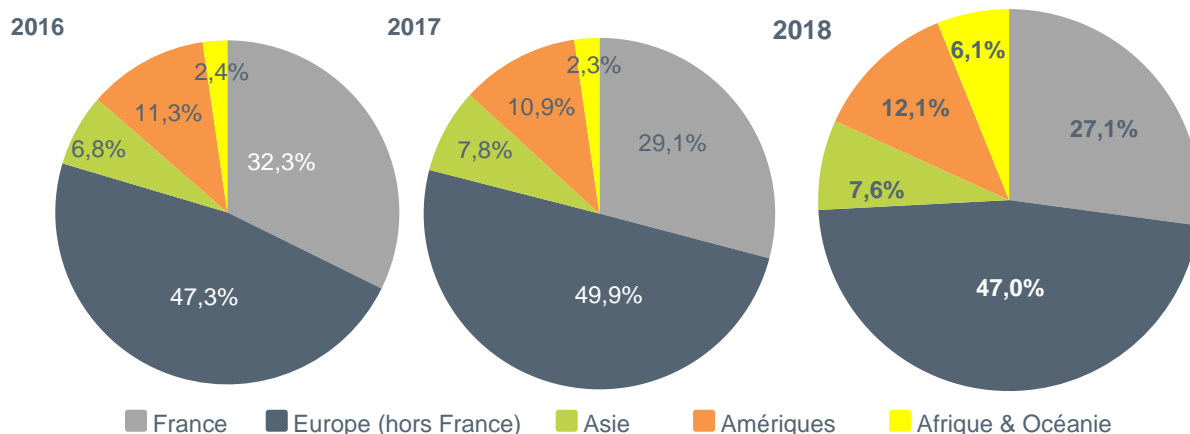
- ❖ La division Automotive,
- ❖ La division Telecom,

dont les descriptions sont réalisées ci-après.

Les deux divisions ont développé depuis de nombreuses années des technologies et des savoir-faire spécifiques. Nous poursuivons la mise en œuvre des synergies dans le domaine du ferroviaire, pour le transport en commun de personnes où des offres systèmes, communes aux deux divisions, peuvent être proposées alliant les équipements de télécommunications aux différents systèmes développés par la division Automotive. Ces marchés sont longs à se développer, mais les succès commerciaux confortent cette stratégie.

De plus, cette synergie offre également des avantages dans le domaine l'énergie ou du satellite où les compétences de nos deux divisions permettent de répondre aux enjeux d'une évolution rapide de ces secteurs.

Fortement déployée à l'International, la division Automotive contribue à une large diffusion des produits sur tous les continents. Cependant, grâce à un premier marché export significatif, la division Telecom a contribué à faire progresser les ventes en Afrique (Egypte).



Même si la France continue à progresser (+ 2,0 %), sa part dans les ventes consolidées du Groupe se réduit chaque année, l'Europe continuant sa progression avec le bon niveau de livraison des constructeurs européens dans leurs usines européennes (+ 30,4 % en Suède ; + 68,9 % en Belgique) mais aussi aux Etats-Unis (+ 30,1 %). Il est à noter que la fin du contrat avec un constructeur automobile a fortement impacté le niveau de livraison au Royaume-Uni (- 87,3 %) qui recule à la 11^{ème} place des pays facturés contre la 3^{ème} en 2017.

5.3.1 Division Automotive

La division Automotive est organisée en trois départements, selon trois types de marchés :

- ❖ Les constructeurs de véhicules, aussi appelés « **OEM** » pour « Original Equipment Manufacturers » ;
- ❖ Les marchés de seconde monte, aussi appelés « **Aftermarket** » ;
- ❖ La conception et la fabrication de cartes électroniques pour compte de tiers, ainsi que les services associés, regroupés dans le département « Manufacturing-Design & Services » ou « **MDS** ».

Alliant les compétences de l'électronique embarquée aux savoir-faire de la production électronique, cette division se développe, depuis son origine, auprès des constructeurs automobiles, poids lourds, bus & cars, engins spéciaux (manutention, agricole, chantier...) mais également sur les secteurs du véhicule électrique, de l'aéronautique et du ferroviaire.

La contribution de la division Automotive a évolué de la manière suivante :

Résultats contributifs (en k€)	2018	2017	2016
Chiffre d'affaires	418 121	394 242	392 347
Résultat opérationnel courant	4 121	15 596	23 144
Résultat opérationnel	4 942	16 388	23 311
Résultat de la période (A)	6 438	6 132	18 269
Impôt (B)	2 386	1 956	2 646
Dépréciation des goodwill (C)	0	0	0
Intérêts et charges financières (D)	2 401	2 373	1 988
Valorisation des instruments de couverture (E)	<6 223>	5 712	194
Dotations aux amortissements (F)	18 923	17 530	15 048
EBITDA (A+B+C+D+E+F)	23 926	33 703	38 144

NB : données intégrant l'évolution de la norme IFRS 15 pour les comptes 2018 et 2017, les comptes 2016 n'ayant pas été retraités.

Ces chiffres sont présentés en conformité avec le § Note 19 « Secteurs opérationnels » des notes annexes aux comptes consolidés.

Par ailleurs, le contrôle de gestion du Groupe permet de donner l'évolution du chiffre d'affaires entre les trois départements :

Secteur d'activité (en k€)	2018	2017	2016
OEM	320 969	301 646	289 658
Aftermarket	49 408	47 404	57 310
MDS	47 743	45 191	45 379
TOTAL	418 121	394 242	392 347

Département « Constructeurs de véhicules » ou « OEM »

❖ Les produits et les solutions ACTIA®

Le Groupe ACTIA possède une activité diversifiée, tant sur le plan des clients que des produits et des zones géographiques. Dans chaque cas, le Groupe s'appuie sur des compétences pointues pour être compétitif sur les segments choisis.

Dans le domaine des OEM, les principaux produits et services fournis peuvent se regrouper de la façon suivante :

L'architecture électronique et le multiplexage

Un point d'excellence d'ACTIA® est la conception et la réalisation de systèmes électroniques qui connectent l'ensemble des organes électriques et électroniques à bord d'un véhicule. Les produits sont des calculateurs qui gèrent de nombreuses entrées et sorties, pour commander l'ensemble des organes embarqués et les alimenter en électricité.

Ce type de systèmes est dit « multiplexé » car les boîtiers conçus par ACTIA® sont des centres névralgiques, par opposition à une conception où tous les organes électriques seraient reliés à la batterie et à leur système de commande par des fils individuels. Le multiplexage présente des avantages considérables :

- pour la facilité de conception des véhicules nouveaux,
- pour l'économie de fabrication,
- pour la facilité de diagnostic et la fiabilité.

ACTIA® fournit également des outils logiciels pour personnaliser et configurer les systèmes. Par ailleurs, la vente de ces équipements comporte une dimension importante d'accompagnement du client, qui n'est pas forcément un spécialiste de l'électronique.

La gamme de multiplexage d'ACTIA® est à la pointe de l'innovation dans le monde des véhicules professionnels. Le succès commercial de la gamme Actimux pour les bus et cars se confirme et la gamme continue de s'étendre. Dans le secteur des engins spéciaux, la gamme Actiways fournit des solutions de contrôle à haut niveau de sécurité.

L'instrumentation et les postes de conduite

Il s'agit de cadrans, tableaux de bord ou postes de conduite complets pour tous types de véhicules professionnels. PODIUM 2, le poste de conduite pour bus et cars, est complètement intégré avec l'architecture électronique du véhicule, et joue le rôle de centre de commandes vis-à-vis de celle-ci.



PODIUM 2

L'évolution de la technologie permet d'offrir de nouvelles fonctions au marché :

- des tableaux de bord plus modulaires, configurables selon les besoins,
- des tableaux de bord flexibles par un emploi de plus en plus intensif des écrans.

Les systèmes audio et vidéo

Dans ce domaine, ACTIA® fournit des solutions professionnelles pour :

- la vidéosurveillance (CCTV),
- les systèmes d'« Infotainment » des passagers, qui permettent de leur offrir la diffusion d'informations et des distractions comme de la musique, des films, la radio, internet ou de la vidéo à la demande,
- des radios et systèmes audio pour les véhicules, associant la qualité professionnelle à des fonctions spécialisées comme l'audio-guide (tourisme), la diffusion multi-zones...

Les systèmes télématiques

ACTIA® dispose d'un héritage technologique dans le domaine de la télématique, avec près de quinze ans d'expérience, tant à bord de véhicules professionnels que de véhicules légers. De plus, le Groupe maîtrise les exigences de sécurité liées aux contraintes légales du segment spécifique du chronotachygraphe (relevé certifié des heures et données de conduite).

Sur ces bases, ACTIA® développe des plateformes télématiques qui comportent un dispositif de géo-localisation (GPS) et de télécommunication (GSM, GPRS), un calculateur et des mémoires, l'ensemble étant connecté aux réseaux électroniques du véhicule. Elles permettent donc la mise en œuvre de différentes fonctions pour le conducteur ou le gestionnaire de flotte :

- optimisation des performances du véhicule et du conducteur, comme l'éco-conduite,
- confort, avec les remote services, Wifi,
- sécurité, comme l'appel d'urgence automatisé (E-call),
- diagnostic.



TGU-R

La motorisation électrique

ACTIA® dispose de compétences en génie électrique et électronique de puissance, qui s'appliquent à la motorisation de véhicules électriques légers d'utilitaires, voire de bus. ACTIA® conçoit et produit des chaînes de traction électriques complètes à partir de 50 kW pour des véhicules légers, et pouvant aller jusqu'aux 200 kW requis par les bus.

Ces chaînes s'intègrent typiquement dans des flottes de véhicules électriques professionnels (livraisons du dernier kilomètre) de location ou les bus de ville.

Par ailleurs, ACTIA® est également concepteur et producteur de batteries destinées aux véhicules industriels. Le Groupe est présent sur des marchés spécialisés à forte exigence de personnalisation, avec une gamme allant des batteries de faible puissance jusqu'aux batteries de 600V destinées au secteur du transport public, l'électronique conçue par ACTIA (Battery Management System ou BMS) offrant une amélioration de la durée de vie et de la performance des cellules composant le pack de batteries.

Le diagnostic de véhicules

Les ingénieurs d'ACTIA® possèdent un savoir-faire unique dans le domaine du diagnostic électronique, c'est-à-dire le recueil, la mise en forme et l'exploitation des données techniques relatives au fonctionnement électrique et électronique d'un véhicule.

Cela permet d'offrir aux constructeurs trois types de services :

- une *chaîne numérique de diagnostic*, qui permet de gérer le cycle de données depuis le bureau d'études qui conçoit un véhicule jusqu'aux outils de diagnostic qui communiquent avec le véhicule dans les ateliers de réparation. En plus de fournir les outils de conception nécessaires, ACTIA® est à même de proposer des services de développement pour créer des outils logiciels spécifiques, ainsi que des services d'assistance pour créer, mettre en forme ou gérer les données nécessaires au constructeur,

- des systèmes complets pour le diagnostic des véhicules sur les chaînes de montage. Ces systèmes sont dits « End Of Line ». Ils comprennent des équipements de communication avec le véhicule, intégrant un logiciel spécialisé qui participe à la validation du bon fonctionnement du véhicule produit. En outre, la fonction du système consiste de plus en plus au téléchargement de logiciels embarqués dans le véhicule. La prestation proposée par ACTIA® ne se limite pas au système, mais comprend aussi l'installation et la mise en service sur la ligne de production automobile,
- des systèmes de « diagnostic Après-Vente » pour les ateliers de la marque, composés d'une carte de connexion avec le véhicule (appelée « VCI ») et d'un logiciel de diagnostic sur PC durci ou tablette. Le logiciel embarque une base de connaissances fournie par le constructeur automobile, et peut faire appel à des raisonnements à base de modèles ou à base de cas (expérience) pour caractériser une panne et guider la réparation. De plus, des propositions de services peuvent accompagner ces produits avec la mise en place de hotline, de formation des équipes, de suivi des équipements.



❖ Le marché

Chaque produit s'adresse à un marché précis dont le périmètre géographique tend à croître constamment.

Le multiplexage, d'abord consacré aux bus et cars, se diffuse sur l'ensemble des véhicules industriels, plus particulièrement haut de gamme, ainsi que les véhicules militaires ou le ferroviaire.

Avec les produits de postes de conduite qui peuvent y être associés et la recherche accrue de sécurité, de respect de l'environnement et de confort, de contrôle et d'optimisation des coûts, les axes de croissance se situent principalement dans les pays développés d'Europe, des États-Unis et d'Asie. ACTIA a également développé des solutions plus adaptées aux besoins des pays émergents.

Le marché de la télématique couvre l'ensemble des types de véhicules, y compris les véhicules légers, qui apportent évidemment des volumes de production très importants, mais dans des conditions plus difficiles.

Les produits Audio & Vidéo (Infotainment) répondent aux besoins d'un marché particulièrement porteur en Amérique Latine, où le transport par voie routière l'emporte sur l'aérien ou le ferroviaire.

Ainsi, le marché s'étend maintenant pour le Groupe de l'automobile au ferroviaire, en servant les camions, les bus et cars, les engins spéciaux (engins agricoles, engins de chantier, engins de manutention...).

❖ Les clients

Les clients de l'activité « OEM » sont des entreprises qui conçoivent et fabriquent des véhicules, avec des besoins toujours spécifiques. Par conséquent, il s'agit de marchés basés sur des spécifications établies par le client. Ces marchés sont généralement attribués par appel d'offres.

Les constructeurs de véhicules couvrent une très large gamme de clients :

- Petites séries : avions, véhicules militaires, engins agricoles, trains et tramways,
- Moyennes séries : bus, cars, véhicules spéciaux, bateaux,
- Grandes séries : véhicules légers, camions.

Les volumes d'activité varient énormément, depuis des séries qui se comptent, par an, en dizaines de pièces pour les avions, jusqu'à plusieurs centaines de milliers pour les véhicules légers.

Dans le domaine du diagnostic, il convient de distinguer le Groupe PSA qui a labellisé ACTIA® comme « Fournisseur Majeur ». Le partenariat technique très étroit se poursuit. ACTIA® accompagne le Groupe PSA Peugeot Citroën en fournissant une gamme complète de solutions matérielles et logicielles, mais aussi de services pour les sites industriels et pour le réseau après-vente du constructeur français, partout dans le monde.

Dans le domaine télématique, ACTIA est le fournisseur d'équipements standard de plusieurs constructeurs majeurs, tels que Volvo Cars, Volvo AB (marques Volvo Trucks, Renault Trucks, UD Trucks, Mac Trucks...), CNH Industrial, Scania.

❖ Les concurrents

Les concurrents d'ACTIA sont les autres équipementiers électroniques. Selon les cas, il peut s'agir de petites et moyennes entreprises spécialisées, comme Stoneridge dans le domaine de l'électronique embarquée, ou au contraire, de grands groupes intégrés tels que Bosch, Continental, LG ou Samsung.

Dans le domaine du diagnostic, différents prestataires majeurs existent, notamment Bosch ou DSA.

❖ L'activité

En 2018, l'activité OEM est à nouveau en nette croissance, passant de 301,6 à 321,0 M€ de chiffre d'affaires, soit une augmentation de 6,4%. Un relatif rééquilibrage s'opère entre le domaine des véhicules légers, qui est en baisse suite à l'arrêt d'un contrat important mi-2017 et le domaine des véhicules professionnels, qui croît fortement suite à la montée en volume de différents produits nouveaux.

En effet, tant le domaine des bus et cars (+20,2%) que celui des camions (+7,5%) et du Off-highway (+30,9%) augmentent fortement sur l'exercice. Au niveau des pays, 2018 est une année de croissance dans la quasi-totalité des pays où ACTIA a une activité significative. En particulier, les pays émergents qui sont une source d'attention, enregistrent une hausse, comme en Inde (+1,6%) et sensible au Brésil (+6,0%). En Chine, l'activité progresse de 8,6% malgré le contexte économique déprimé dans les bus et cars.

Le chiffre d'affaires dans le domaine des véhicules électriques s'améliore (+ 64,5%) par rapport à 2017. Les ventes de chaînes de traction de moyenne puissance pour les véhicules en auto-partage se stabilisent et les ventes dans le domaine du bus connaissent une importante reprise, notamment grâce aux solutions batteries.



Département « Aftermarket »

Le département « Aftermarket » regroupe les activités pour les clients Automotive autres que les constructeurs, c'est-à-dire :

- les réseaux d'après-vente,
- les garages,
- les centres de contrôle technique,
- les loueurs et opérateurs de transport.

❖ Les solutions ACTIA®

Certains produits offerts en Aftermarket sont de même nature que ceux proposés aux constructeurs OEM. Il s'agit cependant de produits de marque ACTIA®, et non de systèmes spécifiques développés dans le cadre d'un appel d'offres selon le cahier des charges d'un constructeur donné. Les équipements concernés sont :

- les systèmes de télématique (produit ACTIA® TGU2, iCAN®),
- des PC embarqués (SAM ATOM, PES) et des écrans intelligents (IHM-I),
- des produits de télécommunication embarqués/débarqués véhicules,
- des systèmes audio & vidéo à bord.

Au contraire, certains matériels et logiciels sont spécifiques à l'Aftermarket, avec des réponses aux contraintes de la 2^{ème} monte.

Les systèmes de diagnostic multimarques

Les techniciens du département Aftermarket tiennent à jour une base de connaissances propriétaire, relative à la configuration et au fonctionnement électrique et électronique de différents modèles de voitures. Cette base de connaissances permet à ACTIA® de commercialiser des systèmes de diagnostic couvrant différentes marques, à l'usage des ateliers de réparation, au travers de sa gamme Multi-Diag®.

La couverture « véhicules » multimarques représente près de 90 % du parc européen (source interne). Jugé par les professionnels comme l'un des plus performants du marché, le Groupe a joué de tout son savoir-faire pour rendre simple un outil très complexe. Le Groupe diffuse également une gamme de diagnostic multimarques dédiée aux poids lourds, bus et véhicules utilitaires.



Multi-Diag 360

Les équipements d'atelier

ACTIA® propose du matériel de contrôle et de réparation pour véhicules légers, utilitaires ou poids lourds. Les principaux outils pour les garages sont des équipements de contrôle du parallélisme (système 4G, par analyse d'image 3D), des équilibreuses de roues, des analyseurs de gaz, des ponts élévateurs et des équipements complémentaires pour les garages.

ACTIA® s'est engagé, il y a plusieurs années, sur la voie de l'« atelier communicant », en développant des solutions qui intègrent l'outil de diagnostic dans le système d'information du garage, permettant ainsi, soit d'améliorer l'interaction avec d'autres outils de la réparation, soit d'optimiser la gestion du garage, voire du réseau de garages. Cette technologie apporte aux clients une amélioration de la performance, de la productivité et de la qualité de leurs ateliers.

Les solutions de contrôle technique



Opaci-Diag

S'adressant également aux centres de contrôle technique, le Groupe a développé une ligne de contrôle technique destinée au pré-contrôle et au contrôle diffusée dans le monde entier. Il s'agit de systèmes complets intégrant des matériels de précision autour d'une chaîne logicielle et de communication sécurisée. Les matériels sont des bancs de freinage, de suspension, de ripage, des règle-phares, des analyseurs de gaz pour tout type de véhicules (deux-roues, véhicules légers et poids lourds). ACTIA® est à l'écoute des contraintes locales et commercialise, depuis plusieurs années, une station mobile pour le contrôle des véhicules légers ou des poids lourds, idéale pour des régions à faible densité de population. Désormais, les solutions de diagnostic multimarques du Groupe sont également utilisées lors des opérations de contrôle technique des véhicules pour l'accès aux données antipollution – OBD – dans plusieurs pays européens.

Tout comme pour les systèmes de diagnostic multimarques et les équipements d'atelier, la qualité du service est un facteur essentiel. Le Groupe bénéficie d'une très bonne image et recherche l'innovation : installation et mise en service sur site, formation, mise à jour logicielle, « hotline », télé assistance, service après-vente et maintenance. Des offres de services innovantes ont reçu un accueil favorable de la part de notre clientèle, comme l'aide en ligne à la réparation et la connectivité active par internet « ACTIA Connect » pour les possesseurs de Multi-Diag® ou le service « courtoisie » pour les démonte-pneus.

En 2018, le tout nouveau règle-phares SmartLynx a obtenu le prix de l'équipement de l'année décerné par le magazine Décision Atelier.

Le domaine du contrôle technique est en évolution permanente pour répondre à la demande de la société de véhicules plus sûrs et plus respectueux de l'environnement. Après le scandale des émissions qui a mis en évidence l'inadéquation de certains tests, ACTIA® fait partie des équipementiers qui préparent les futures générations d'équipements de contrôle, au travers de la participation à différents groupes de travail, tant français qu'européens. Dans ce cadre, le Groupe est en pointe pour proposer les équipements qui permettront de tester les émissions polluantes dans des conditions représentatives du fonctionnement réel du moteur.

Les solutions de gestion de flotte de véhicules

ACTIA® propose des systèmes et services de gestion de véhicules et de diagnostic à distance. Ils sont basés sur du matériel embarqué et une solution « Cloud ».

Le matériel embarqué est une unité électronique reliée aux calculateurs du véhicule, tout en assurant, d'autre part, une connexion à distance, soit par Wifi, soit le plus souvent par GSM. Dans les domaines des bus et des camions, ACTIA® propose les produits SAMI et TGU.

Dans le domaine des véhicules légers, le produit iCAN a enregistré ses premiers succès commerciaux significatifs. Ce boîtier compact est destiné à faciliter la gestion de flotte de véhicules légers ou utilitaires de toutes tailles. Il s'agit d'une unité de coût modéré, d'installation facile, qui concentre le savoir-faire ACTIA® :



- un niveau de qualité professionnel,
- une reconnaissance du véhicule et une configuration automatique, faisant de l'iCAN un produit facilement installable,
- l'accès aux données fiables du fonctionnement du véhicule, grâce à une stratégie de diagnostic multiple.

Dans tous les cas, l'unité de communication à bord du véhicule est en liaison avec une plateforme informatique de gestion de l'information. Pour cette partie « Cloud », ACTIA propose et exploite plusieurs solutions complémentaires :

- le système de gestion de flotte ACTIA Fleet,
- le système ECOFleet, pour sa part dédié aux bus et particulièrement représenté sur le marché britannique,
- le système DMT pour la gestion des bus en Chine.

Ces systèmes apportent des bénéfices multiples pour les exploitants, leurs passagers et pour l'environnement.

- Dans le transport de passagers, les besoins en solutions pour développer l'inter-modalité se multiplient avec des centrales de mobilité, l'information aux voyageurs en temps réel, la carte unique de transport, la billetterie par internet ou téléphone mobile, l'optimisation des correspondances. ACTIA® s'est aussi positionné sur des solutions innovantes pour la mesure et la réduction de la consommation des véhicules, la mesure et l'amélioration du confort des passagers, la maintenance préventive des véhicules.
- Le transport de marchandises est exigeant sur les critères de sécurité et sur le respect des règlements en matière de temps de conduite, de traçabilité ou de délais. Les projets visant à réduire les émissions de CO² se multiplient. Les principaux coûts d'exploitation étant les salaires, le carburant, le véhicule et son entretien, la productivité est recherchée à tous les niveaux. Les systèmes connectés apportent des solutions à ces différents sujets.

Enfin, le Groupe a développé une solution d'Informatique embarquée autour des services au chronotachygraphe « EasyTach », qui a permis de s'ouvrir sur le marché des gestionnaires de flotte de transports de marchandises.

❖ Le marché

Le marché du diagnostic demande une activité de mise à jour permanente du fait de l'augmentation continue des équipements électroniques embarqués dans les véhicules et de leur constant renouvellement. La part croissante de l'électronique à bord fait que les fonctions de diagnostic sont un enjeu stratégique pour les constructeurs. Ceux-ci exigent une qualité et un service du plus haut niveau pour conférer un avantage concurrentiel à leur réseau après-vente.

Les réseaux de réparation rapide et les garages indépendants contraints de s'adapter à l'évolution à la fois des véhicules et de la réglementation, notamment européenne, offrent aujourd'hui un large marché pour la gamme de solutions Multi-Diag 360®.

Le Groupe a pris des initiatives pour réaliser des outils ergonomiques et de capacité adaptée permettant de réaliser des opérations de maintenance générale, tout en proposant une offre de services complémentaires.

Le contrôle technique est un marché mondial en croissance sur les pays qui se dotent d'une réglementation, comme en Afrique, en Amérique du Sud ou au Moyen-Orient. Notre offre globale incluant notamment les logiciels de gestion, les matériels de contrôle, fixes ou installés dans une station mobile, correspond parfaitement à la diversité des besoins de ces pays qui souhaitent contrôler l'état du parc des véhicules et améliorer ainsi la sécurité routière.

Enfin, dans le secteur des flottes de transport public, il faut noter, en Europe, l'essor du standard ITxPT (Information Technology for Public Transport), dont ACTIA est membre fondateur. Le **label ITxPT** reconnaît des équipements conçus pour être interopérables, ce qui réduit les coûts de conception, d'installation et d'exploitation. Le switch Ethernet embarqué AES.2 a été le premier équipement en Europe ainsi certifié et la labélisation de la gamme ACTIA complète est bien avancée. Ce tournant est fondamental car de plus en plus d'opérateurs de transports en font une condition pour l'achat de nouveaux matériels.

❖ Les clients

Pour le diagnostic multimarques et les équipements lourds de garage et de contrôle technique, la démarche commerciale repose sur certaines filiales du Groupe et sur un réseau de distributeurs et agents, organisé sur 140 pays. Ainsi, cette organisation, alliée à des produits de qualité, a permis de répondre aux besoins de réseaux de réparation rapide comme Feu Vert, Midas, Euromaster ou EuroRepar Car Service...

Dans le domaine du contrôle technique, ACTIA® répond aux appels d'offres de pays mettant en place leurs réglementations, soit directement, soit en association avec des grands groupes internationaux du contrôle technique, auxquels la gestion des centres de contrôle est déléguée.

Pour les flottes de véhicules, les clients peuvent être les opérateurs de transport eux-mêmes (exploitants de bus, de cars, de camions). Ils peuvent aussi être des intégrateurs, c'est-à-dire des entreprises qui utilisent les solutions ACTIA® par des matériels et logiciels complémentaires pour offrir des fonctions spécialisées aux opérateurs. Enfin, le produit iCAN permet d'aborder le segment des loueurs et gestionnaires de flottes importantes.

❖ Les concurrents

La concurrence se répartit selon des marchés bien compartimentés, tels que les constructeurs, l'univers des garages indépendants, les réseaux de réparation ou les réseaux dédiés au contrôle technique.

Dans tous les cas, la principale barrière d'entrée réside dans le niveau technologique et donc dans le coût important de développement d'un nouveau système de diagnostic pouvant atteindre plusieurs millions d'euros. La mutualisation de la R&D sur des briques technologiques permet de maintenir la qualité et la performance des produits au meilleur coût et confère un avantage au Groupe ACTIA®.

Dans le cas des équipements destinés aux ateliers de réparation, s'ajoute la nécessité de bénéficier d'un réseau de distribution et de services adapté, ainsi que d'une notoriété de marque.

Les concurrents d'ACTIA® sont donc :

- pour le diagnostic « multimarques », des sociétés suédoises, allemandes et italiennes.
- pour le contrôle technique, le concurrent majeur du marché est allemand.
- pour le domaine des flottes, hautement concurrentiel, ACTIA® se positionne sur des niches. Pour le matériel, on recense notamment TomTom, Transics, Masternaut, etc.... Pour le traitement informatique, coexistent de très nombreux acteurs, alliant des généralistes de grande taille, des spécialistes de métiers donnés et des concurrents opportunistes de petite taille.

❖ L'activité

En 2018, l'activité Aftermarket représente 49,4 millions d'euros de chiffre d'affaires (+4,2% par rapport à 2017). Le secteur des équipements de garage est stable, avec un niveau pratiquement inchangé depuis 2016, ce secteur enregistrant une concentration des acteurs, particulièrement en France, depuis plusieurs années maintenant.

Dans le domaine du Contrôle Technique, la croissance est de 25,9%. Le premier moteur de croissance reste la France. Alors que 2017 avait été une année de repli, 2018 a été favorable, à la faveur de renouvellements d'équipements liés à l'évolution réglementaire. L'autre foyer de progression en 2018 est la Géorgie.

Le chiffre d'affaires avec les flottes de véhicules est en baisse de 4,7 %. La baisse d'activité en France et au Mexique n'est pas compensée par la croissance en Chine, en Turquie et d'autres pays.

Département « Manufacturing-Design & Services »

❖ Les produits

L'activité MDS consiste en la conception et la production industrielle de cartes et systèmes électroniques pour le compte de tiers. Les domaines d'activité prioritaires correspondent aux compétences du Groupe ACTIA en électronique embarquée. Les principaux clients sont donc logiquement des constructeurs et systémiers dans le domaine ferroviaire, aéronautique... mais également tout industriel ayant besoin de s'appuyer sur un outil de production de cartes électroniques de pointe.

ACTIA® a développé un outil de production répondant aux meilleurs critères de qualité tant dans le domaine de l'automobile (production en grandes et moyennes séries) que dans le domaine l'aéronautique, du ferroviaire ou de la santé (production en petites séries), pour répondre à ses propres besoins tout en l'ouvrant à quelques clients lui permettant de rester à l'écoute du marché.

Organisé autour du bipôle franco-tunisien, le Groupe met en œuvre un nouveau site aux Etats-Unis, à Romulus dans la banlieue de Detroit, qui pourra également répondre, à terme, à la demande de clients pour qui la maîtrise de la qualité reste un élément stratégique.

Le Groupe ACTIA propose donc une série de prestations allant de la conception à la réalisation de cartes électroniques en passant par le test et l'intégration.

ACTIA® dispose également d'une compétence particulière en pérennisation des systèmes électroniques complexes avec une équipe d'experts disposant d'un observatoire de l'obsolescence des composants lui permettant de :

- faire un suivi des systèmes,
- proposer des solutions alternatives par une approche prédictive,
- réaliser les évolutions nécessaires,
- exécuter les validations fonctionnelles,
- gérer la documentation afférente.

Cette activité découle directement des savoir-faire développés pour le maintien en condition opérationnelle (MCO) de nos propres produits, depuis la parfaite connaissance du système dont on veut assurer le fonctionnement pendant encore plusieurs années, au redesign de sous-ensembles si de nouveaux composants doivent être intégrés, jusqu'à la réparation in fine des parties défectueuses, en passant par l'étude approfondie et constamment mise à jour de l'obsolescence des composants électroniques et les recommandations d'approvisionnement qui en découlent.



Toujours à la recherche de la meilleure performance industrielle et de la meilleure qualité, le Groupe a été récompensé de ses efforts en se voyant attribuer, en 2008, la première certification NADCAP (National Aerospace and Defense Contractors Accreditation Program) en Europe pour les procédés spéciaux d'assemblage de cartes électroniques, certification renouvelée depuis. L'usine de Toulouse est également certifiée IRIS (ferroviaire) et ISO TS 16949 (automobile). L'activité de réparation des

équipements aéronautiques est également couverte par l'agrément Part 145.

❖ Le marché

ACTIA Group s'adresse plus particulièrement au marché de la production électronique en petites et moyennes séries, les sites pouvant assurer les meilleurs critères de qualité.

Centré sur ses propres produits, le Groupe conforte ses prestations vis-à-vis de clients des secteurs automobile, aéronautique, ferroviaire voire de la domotique ou de la santé afin de répondre à leurs exigences tant en termes de coût que de qualité et d'appliquer ces règles à ses propres produits.

Dans le domaine de la pérennisation, le marché est concentré sur les entreprises ayant des produits ou des équipements à très longue durée de vie et dont le coût de renouvellement est largement supérieur au coût de maintien en condition opérationnelle (MCO), notamment dans les domaines du nucléaire et de l'aéronautique civile et militaire.



❖ Les clients

Airbus, renouvelant sa confiance au Groupe par la signature d'un contrat en 2017, reste un des clients majeurs, ACTIA cherchant à entretenir une liste de clients nombreuse et diversifiée.

Les services en production électronique sont proposés à tout industriel recherchant une production de haute qualité en petite, moyenne ou grande série. Le site de Toulouse sert plus particulièrement les secteurs de l'aéronautique, du ferroviaire et de la santé. Les sites tunisiens produisent en moyenne et grande séries et accompagnent plus spécifiquement des clients des secteurs automobile ou domotique.

Pour la pérennisation, nos clients sont principalement de grandes entreprises industrielles utilisatrices de systèmes à très longue durée de vie (jusqu'à 30 ans et plus).

❖ Les concurrents

Hormis les grosses structures industrielles asiatiques qui répondent aux besoins de production de masse, ils sont de moins en moins nombreux en Europe.

❖ L'activité

ACTIA bénéficie maintenant pleinement du programme d'investissements progressif réalisé depuis 5 ans.

L'activité progresse légèrement en 2018 passant à 47,7 millions d'euros, contre 45,2 en 2017.

5.3.2 Division Telecom

La division Telecom se positionne sur quatre marchés :

- ❖ SatCom ;
- ❖ Énergie ;
- ❖ Rail ;
- ❖ Infrastructures Réseaux Telecom.

La contribution de la division Telecom a évolué de la manière suivante :

Résultats contributifs du Division Telecom (en k€)	2018	2017	2016
Chiffre d'affaires	58 264	38 921	39 196
Résultat opérationnel courant	5 011	3 641	3 217
Résultat opérationnel	5 195	3 722	3 284
Résultat de la période (A)	4 992	3 328	3 304
Impôt (B)	443	60	<160>
Dépréciation des goodwill (C)	0	0	0
Intérêts et charges financières (D)	63	63	75
Valorisation des instruments de couverture (E)	<282>	276	75
Dotations aux amortissements (F)	1 759	1 318	1 157
EBITDA (A+B+C+D+E+F)	6 975	5 044	4 449

NB : données intégrant l'évolution de la norme IFRS 15 pour les comptes 2018 et 2017, les comptes 2016 n'ayant pas été retraits.

Ces chiffres sont présentés en conformité avec le § Note 19 « Secteurs opérationnels » des notes annexes aux comptes consolidés.

Le contrôle de gestion du Groupe permet de donner l'évolution suivante du chiffre d'affaires entre les quatre activités :

Secteur d'activité (en k€)	2018	2017	2016
SatCom	33 079	15 446	19 226
Énergie	11 250	9 703	9 250
Rail	9 026	6 561	5 464
Infrastructures Réseaux Télécom	4 909	7 210	5 257
TOTAL	58 264	38 921	39 196

La division Telecom (12,2 % des ventes du Groupe) avec un chiffre d'affaires en hausse de 49,7 % atteint un résultat opérationnel et un résultat de la période nettement supérieurs à ceux de 2017.

Département SatCom

❖ Les produits

Utilisant les technologies développées dans le domaine des amplificateurs de puissance et du traitement du signal, la division Telecom s'est imposée dans le domaine des stations terriennes de télécommunication par satellites, créant des systèmes complets aisément transportables, répondant à des besoins exprimés notamment dans le domaine militaire pour les forces armées déployées sur des théâtres d'opérations extérieurs, mais aussi pour les marchés civils des télécommunications.

Le Groupe propose également les produits associés, comme les amplificateurs, les sous-ensembles émission/réception, les logiciels de supervision des stations terriennes, à différents opérateurs ou systémiers. Ainsi, le Groupe se positionne en systémier de premier rang pour l'intégration complète (produits et logiciels) de système de communications par satellite.



❖ Le marché

Le marché historique est national. Depuis maintenant plus de 15 ans, le Groupe accompagne la Délégation Générale de l'Armement (DGA) dans ses différents programmes touchant aux télécommunications militaires, au travers de contrats pluriannuels qui intègrent également le maintien en condition opérationnelle (MCO) des stations plus de dix ou quinze ans après leur livraison. Pour adresser le marché national, le Groupe est amené soit à nouer des partenariats avec les grands systémiers français (AIRBUS, THALES), soit à proposer directement ses services et produits aux différentes entités du ministère des Armées (STAT, DIRISI).

Répondant aux mêmes besoins de Télécommunications, le Groupe développe également des relations au niveau européen et a remporté en 2008 son premier contrat avec l'OTAN, complété régulièrement par des avenants annuels.

Fort de ses savoir-faire, le Groupe déploie de plus en plus son offre à l'international, avec des efforts commerciaux plus particuliers menés sur la zone d'Afrique du Nord, du Moyen Orient avec des négociations aux Emirats Arabes Unis ou en Egypte.

❖ Les clients

Dans le domaine militaire, les clients sont les forces armées des pays concernés soit en contrat direct (Egypte, OTAN), soit de manière indirecte au travers d'autres systémiers de premier rang (THALES, AIRBUS).

Dans le domaine civil, commercial ou TV/radio, les clients sont les opérateurs de télécommunication (ORANGE, EUTELSAT, ARABSAT, NILESAT, YAHSAT) ou des intégrateurs, tant en France qu'à l'étranger, mais également les agences scientifiques (CNES, ESA) ou systémiers de premier rang.

Les clients sont démarchés en s'appuyant sur les succès remportés aussi bien en France qu'à l'export.

Des opportunités existent de plus en plus pour des clients en Russie ou au Moyen Orient, recherchant une alternative à des produits Américains. La capacité à savoir traiter les problématiques de licence d'exportation et de classification de « Bien Double Usage » est devenue primordiale, pour accompagner notre développement à l'International.

❖ Les concurrents

Les situations concurrentielles sont très complexes, notamment dans le domaine des Télécommunications par satellite, du fait de la taille des entreprises en concurrence, des projets ou des enjeux politiques pour un secteur stratégique.

Dans le domaine de l'intégration de stations terriennes, la concurrence est organisée autour de grands groupes des Télécommunications. Par exemple, THALES est à la fois un client en France mais bien souvent un concurrent à l'export.

Dans le domaine des équipements, les principaux concurrents sont américains (CPI, XICOM) et l'évolution de la parité EUR/USD peut impacter fortement la compétitivité des sociétés. L'Espagne est également un nouvel acteur, car elle a pu développer, grâce au support européen, une industrie de télécommunications spatiales très concurrentielle (ACCORDE pour les amplificateurs, INDRA pour les stations).

Dans le domaine de l'installation de station fixe, le Groupe se trouve face à des entreprises telles que Metracom en France, GDSatcom en Allemagne, Pals en Turquie, S3 en Angleterre ou Indra en Espagne.

❖ L'activité

En 2018, le chiffre d'affaires militaire en France a été limitée aux tranches annuelles contractualisées de Maintien en Condition Opérationnelle des stations livrées à la DGA, soit au titre du programme COMCEPT (en bande Ka), soit au titre du programme SYRACUSE3 (en bande X), ces programmes n'appelant plus de livraison de matériels. Ces tranches se déroulent de manière nominale avec des retours d'expérience positifs sur le fonctionnement en opération des stations fabriquées par le Groupe.

Comme chaque année, l'OTAN a contractualisé de nouveaux amendements, assurant une récurrence avec ce client.

De plus, le Groupe a livré à TAS et AIRBUS une nouvelle gamme d'amplificateurs 500W Ka pour station d'ancrage satellite, a développé une nouvelle génération d'amplificateur puissant et compact, à refroidissement liquide pour les navires de la Marine Nationale (THALES) et a mené pour AIRBUS l'industrialisation et la fabrication de cartes embarquées sur satellite dans le cadre du projet de constellation ONE WEB.

Mais l'année 2018 a surtout vu l'aboutissement de la stratégie commerciale déployée à l'export depuis plusieurs années, avec la signature du contrat de Réseau Satellite au profit de l'Egypte. Ce projet a été remporté au terme d'une compétition internationale féroce avec tous les grands acteurs du domaine (USA, Italie, France, Espagne).

Département Energie

❖ Les produits

Avec une expérience de plus de 40 ans dans le contrôle commande et la supervision des réseaux électriques, le Groupe fournit un ensemble d'équipements dédié aux opérateurs de transport et de distribution de l'électricité.

Le Groupe propose ainsi une gamme complète de produits et systèmes adaptés aux réseaux électriques intelligents, dits Smartgrids, en France et à l'international, comprenant :

- des systèmes de téléconduite,
- des systèmes pour le contrôle commande numérique des postes sources HTB / HTA,
- des fonctions Avancées de Réseaux (FAR) dans les postes sources,
- des postes Asservis (RTU) grande capacité,
- des solutions pour les réseaux Microgrids (gestion des énergies renouvelables et numérisation des réseaux)
- des consigneurs d'états,
- des frontaux de communication,
- des coffrets pour la gestion des réseaux basse tension (postes Smart),
- des modems IP, Radio...
- des téléprotections pour les énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien),
- des solutions clefs en mains : salles de contrôle, réseaux de communication...



❖ Le marché

L'arrivée des nouvelles technologies numériques liées aux réseaux électriques intelligents Smartgrids, le développement et l'intégration des énergies renouvelables, la mise en œuvre du réseau pour assurer le fonctionnement des futurs véhicules électriques, et globalement l'accompagnement d'un besoin de plus en plus important en électricité, nécessitent le renforcement et la numérisation des postes sources, cœur de métier du département Energie du Groupe.

❖ Les clients

Répondant aux besoins de gestion de l'énergie, les clients sont essentiellement des sociétés publiques et l'ouverture à l'International est, de ce fait, lente et laborieuse. Aussi, essentiellement concentrés sur les marchés francophones, nos principaux clients sont :

- sur le marché français : ENEDIS, RTE, SNCF,
- à l'export : l'Electricité du Burundi, ONCF et ONE au Maroc, Togo, Benin, Luxembourg,
- une forte implantation dans les réseaux insulaires (Tahiti, Mayotte, la Réunion...).

❖ Les partenaires

Opérant sur une niche technologique, le Groupe travaille en partenariat pour apporter une réponse globale à ses clients. Les principaux partenaires sont :

- Siemens pour le marché PCCN (ENEDIS),
- ICE pour les marchés PCCN et Electre (RTE et ENEDIS),
- Fournié Grospaud pour le marché de téléconduite du réseau LGV au Maroc.

❖ Les concurrents

Nos concurrents sont généralement des sociétés françaises ou étrangères significativement plus importantes que notre Groupe, comme ENGIE, Général Electric Grid ou Schneider, Cahors...

Certains grands groupes peuvent être à la fois concurrents et partenaires comme par exemple, Siemens pour le marché des Postes Contrôles Commandes Numériques (PCCN).

❖ L'activité

L'activité est en croissance régulière depuis plusieurs années (+ 16,0 % en 2018), portée par le marché de la numérisation et la supervision des réseaux électriques, accompagnant la transition énergétique et les réseaux Smartgrids. Le travail se poursuit, pour répondre à ces nouvelles demandes, ACTIA ayant conçu des nouvelles gammes d'équipements.

L'année 2018 a ainsi permis de se renforcer auprès d'ENEDIS au travers de nouveaux projets :

- IBIS : Equipement qui permet de rendre communicant les compteurs électriques dédiés aux industriels,
- Poste Smart : Equipement permettant d'apporter de l'intelligence dans les réseaux basse tension.

Département Rail

❖ Les produits

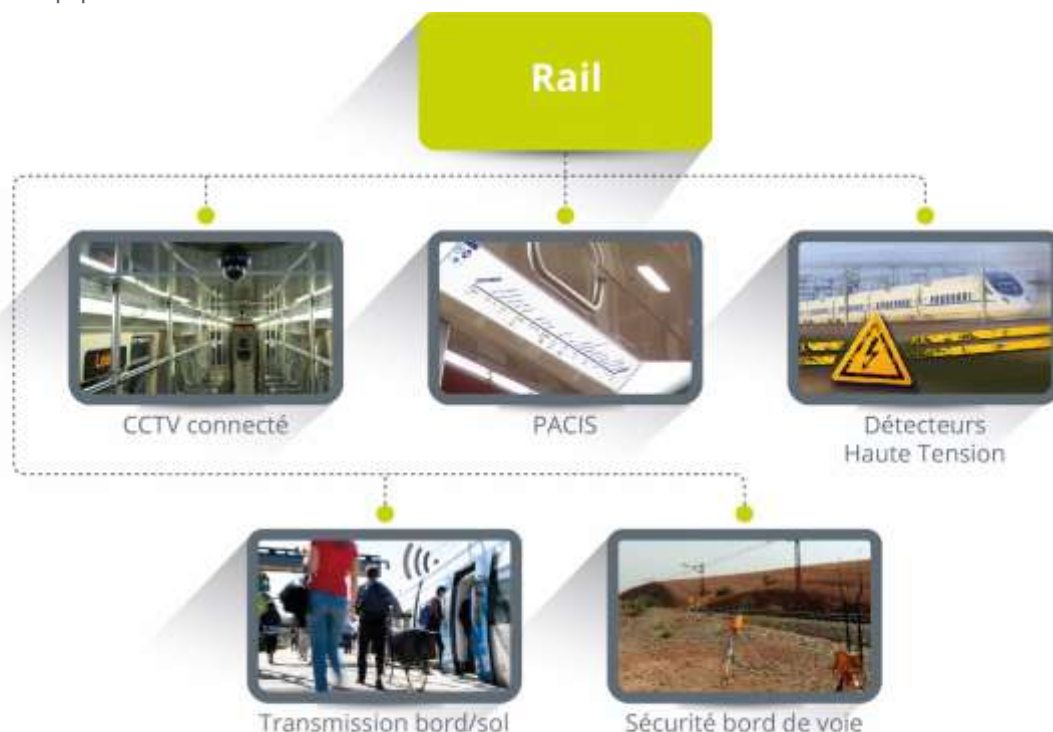
Sur la base de compétences en développement de produits ferroviaires sécuritaires, de la maîtrise des transmissions radio fréquence et haute fréquence et grâce à la capacité de produire et maintenir des produits en petite série de qualité, le Groupe ACTIA a centré son activité télécommunication ferroviaire, sur le site de Millau (Aveyron).

Dans l'optique de développer les activités liées au ferroviaire, le Groupe s'est organisé autour du bi-pôle franco/espagnol, qui permet de bénéficier d'une équipe R&D spécialisée sur le secteur ferroviaire de plus de 60 personnes, soutenue par le bureau d'études tunisien du Groupe et d'une force commerciale démultipliée. Ainsi, la contribution d'ACTIA Telecom est de concevoir et fournir des systèmes et des équipements au service des usagers du train, pour les transmissions Bord/Sol et pour la sécurité bord de voie.

Les différentes solutions consistent en :

- des systèmes d'informations visuelles et sonores pour les voyageurs, comportant des moniteurs, des afficheurs à LEDS ou LCD, des intercoms, des postes de locutions, des plans de ligne dynamique, des serveurs et des applicatifs au sol,... co-développés avec ACTIA Systems en Espagne,

- des systèmes de vidéo-surveillance embarqués temps réel, autonomes ou pilotés du sol, co-développés avec ACTIA Systems en Espagne,
- des systèmes d'annonce sans fil sécuritaires (SIL4) pour les travailleurs en bord de voie,
- des solutions de transmission Bord/Sol spécifiques, adaptées à tout type d'environnement pour la mobilité,
- des équipements de détection ou des relais Haute tension.



❖ Le marché

Le développement du marché ferroviaire est porté par la démographie urbaine et les enjeux de transport collectif qui en découlent mais aussi par les besoins de réfection des réseaux (infrastructure vieillissante).

L'évolution des usages des voyageurs, les enjeux sécuritaires croissants et la nécessité pour les opérateurs d'optimiser les flux de circulation amènent une demande croissante sur les systèmes proposés par le Groupe ACTIA en termes d'informations voyageurs, de vidéo-surveillance à haute définition, d'analyse vidéo et à la mise en place de système de communication à haut débit permettant de transmettre de la vidéo, du son et des données. Ces systèmes communicants élargissent leurs fonctions et applications (embarquées) du bord au sol, comme un système unique et cohérent.

Sur l'infrastructure, la nécessité de réfection des réseaux, les enjeux de compétitivité et de sécurité des chantiers associés à la nécessité de maintenir la circulation, amènent une demande sur des systèmes de sécurité en bord de voie. Dans ce cadre-là, ACTIA Telecom fournit des systèmes d'annonce sans fil, innovants, rapides à mettre en œuvre et sécuritaires (SIL4).

❖ Les clients

Pour les équipements embarqués dans les matériels roulants, le marché s'adresse aux constructeurs et aux opérateurs de transport régionaux, nationaux et urbains.

Pour la sécurité bord de voie, ce sont les opérateurs de transport et de gestion de réseau ferroviaire et les sociétés d'annonce ou de chantier ferroviaire qui portent le marché.

Les constructeurs ALSTOM (métro, RER, trains) et SIEMENS (métro automatique) et les opérateurs SNCF et RATP sont actuellement les principaux clients de la division Telecom, mais l'ouverture à l'international avec des marchés pour l'ONCF (Maroc) et les synergies avec ACTIA Systems doivent permettre de se renforcer chez des constructeurs comme CAF, voire pénétrer de nouveaux clients comme Bombardier ou des opérateurs.

❖ Les concurrents

Les concurrents pour la fourniture de systèmes de vidéosurveillance et d'information voyageurs sont de plusieurs types :

- Fournisseurs de produits,
- Fournisseurs issus de sociétés de services (manufacturing, ingénierie)
- Systémiers plutôt orientés vers le marché des opérateurs.

Les concurrents sur le marché des systèmes d'annonce sont européens. Le niveau de barrière à l'entrée est élevé sur le marché européen, avec un niveau d'exigence élevé et des normes rigoureuses comme la certification sécurité SIL4, qui entraînent des coûts à l'entrée et des délais d'homologation significatifs.

❖ L'activité

Le développement de l'activité ferroviaire continue en 2018 avec une croissance de 37,6 %. Elle a été portée par le démarrage des programmes MP14 et RERNG pour ALSTOM (rénovation du métro parisien et des transports transiliens) mais aussi par un élargissement des produits et services vers des clients opérateurs comme la SNCF, la RATP et l'ONCF. L'activité R&D reste soutenue tant pour le développement et l'adaptation des solutions vendues que pour la préparation des innovations développées sur fonds propres.

Département Infrastructures Réseaux Telecom

❖ Les produits

ACTIA Telecom développe toute une gamme de solutions pour les infrastructures des réseaux de télécommunications, dans les domaines de la téléphonie mobile, de l'ADSL ou du ferroviaire.

Cette offre est développée, qualifiée et fabriquée sur le site de Manosque.

Tout en proposant la solution la plus adaptée en termes d'exigences fonctionnelles, ACTIA Telecom associe l'ensemble d'un process de production et de logistique adapté aux contraintes de déploiement réactifs et saisonniers.

Cette gamme s'étend aujourd'hui des simples produits d'alimentations électriques à des systèmes complexes et complets « clés en main » permettant la réalisation d'un site global de diffusion avec des innovations fortes et dans un esprit de site écologique et intégré.

La gamme de produits comprend notamment :

- des baies outdoors,
- des systèmes d'alimentation électrique basse tension,
- des systèmes d'alimentation continue,
- des sites de télécommunication à déploiement rapide,
- des sites de télécommunication mobile sur la base de camions ou de remorque équipée,
- des solutions complémentaires telles que : shelter en version fixe ou mobile, système de protection contre la foudre, système d'isolation galvanique, ...



❖ Le marché

L'augmentation des besoins liés à la communication offre au Groupe ACTIA une position reconnue dans le domaine grâce à sa réactivité, son adaptabilité et la qualité du service offert. Cependant, cela reste avant tout un marché national du fait d'un besoin important de proximité.

Les deux principaux marchés sont :

- La téléphonie mobile,
- La montée en débit d'internet.

❖ Les clients

Concentrés sur le marché français de la téléphonie, les principaux clients sont : SFR, Bouygues et Orange.

Sur le marché de la montée en débit (Internet), Orange est notre principal client sur un programme de déploiement national ambitieux, la « Montée En Débit (MED) ».

❖ Les concurrents

Sur le marché de la téléphonie, nos principaux compétiteurs sont, soit des intégrateurs ou tâliers implantés en France, soit des fabricants d'équipements télécommunications internationaux (Asie, pays de l'est) pouvant proposer des packages « équipement télécom + infrastructure ». Cependant, ces derniers manquent de souplesse et de réactivité, liés à la proximité.

Sur le marché de l'Internet Haut Débit, dans les zones à faible densité de population, ACTIA Telecom est qualifié par Orange pour le déploiement de baies outdoor. Ce marché est partagé 50/50 entre ACTIA et un autre fournisseur. En revanche, ACTIA Telecom n'est que peu présent sur le marché de l'internet par Fibre Optique qui nécessite peu de valeur ajoutée d'intégrateur. Les tâliers et fabricants d'équipements de fibres optiques occupent ce marché très fortement concurrentiel.

❖ L'activité

Dans le domaine de la téléphonie, ACTIA Telecom livre actuellement à Bouygues Telecom et à Altice SFR des produits destinés à réaliser l'alimentation des sites GSM 4G.

ACTIA Telecom est actuellement en cours de négociation avec Orange pour la fourniture d'une baie « Clés en main » utilisée pour répondre aux besoins de couverture 4G des zones blanches, Orange se projetant également sur le déploiement de la 5G avec cette baie.

Dans le domaine de la montée en débit d'Internet, le contrat de fournitures signé avec Orange pour des baies outdoors destinées au déploiement de l'ADSL haut débit dans les zones à faible densité de population, correspondant aux objectifs de l'Etat prônant le « tout numérique pour tous », est toujours actif avec environ 350 sites livrés en 2018. Une baisse du volume est prévue en 2019 mais, les évolutions de cette offre produit ont permis de prolonger notre contrat jusqu'en 2021 et de l'utiliser sur le déploiement de la fibre optique.

5.3.3 Informations générales sur les filiales

Cette information est développée aux § Note 3.2 « Sociétés consolidées » des notes annexes aux comptes consolidés

5.3.4 Position concurrentielle

D'une manière générale et pour l'ensemble du Groupe, quelle que soit la division, il est précisé que la stratégie de niches recherchée et développée par ACTIA ne permet pas de présenter une position concurrentielle globale claire et précise, car aucune source officielle ne peut répondre à nos caractéristiques.

Cette stratégie a permis de se positionner sur des produits qui répondent aux spécificités de « certains » besoins de nos clients. Il est donc difficile d'obtenir une segmentation homogène qui permette la comparaison avec des concurrents, ceux-ci ne pouvant se positionner que sur une partie des produits développés par ACTIA et réciproquement, le Groupe ne présentant pas l'ensemble de l'offre de ses concurrents.

En général, les données « marché » sont difficiles à obtenir. Par exemple, pour notre activité OEM, le Groupe ACTIA présente une très forte pénétration au niveau mondial dans le domaine du multiplexage pour les bus et les cars, mais la donnée « nombre de bus et cars » susceptibles d'utiliser cette technologie n'existe pas. Le nombre de bus et cars produits dans le monde pourrait être défini, mais la technologie du multiplexage ne s'adresse qu'aux bus et cars « haut de gamme ». De plus, certains pays, comme la Chine ou l'Inde, commencent à intégrer ces technologies et la part de marché que cela représente aujourd'hui et demain n'est pas connue, d'autant plus que ce sont des marchés à forte croissance. Il existe des statistiques pertinentes, mais partielles, qui ne permettent pas une quantification mondiale dans laquelle s'inscrit le Groupe.

Cependant, des éléments de réponses par division sont développés au § 5.3.1 « Division Automotive » et 5.3.2. « Division Telecom ».

5.3.5 Facteurs influant sensiblement le résultat opérationnel

Les chiffres repris dans ce tableau sont des chiffres audités.

	2018			2017 - après IFRS 15			2016
	1° semestre	2° semestre	TOTAL	1° semestre	2° semestre	TOTAL	
Chiffre d'affaires (hors groupe)	226 551	249 969	476 520	218 721	214 600	433 320	431 648
dont Automotive	208 481	209 640	418 121	199 560	194 682	394 242	392 347
dont Télécommunications	18 003	40 261	58 264	19 120	19 801	38 921	39 196
Résultat Opérationnel Courant	1 025	7 642	8 667	6 001	12 966	18 967	26 135
dont Automotive	1 240	2 881	4 121	4 956	10 640	15 596	23 144
dont Télécommunications	39	4 972	5 011	1 389	2 252	3 641	3 217
% ROC / CA	0,5%	3,1%	1,8%	2,7%	6,0%	4,4%	6,1%
dont Automotive	0,6%	1,4%	1,0%	2,5%	5,5%	4,0%	5,9%
dont Télécommunications	0,2%	12,3%	8,6%	7,3%	11,4%	9,4%	8,2%
Résultat Opérationnel	957	8 619	9 575	6 307	13 497	19 803	26 361
dont Automotive	1 102	3 840	4 942	5 250	11 138	16 388	23 311
dont Télécommunications	120	5 075	5 195	1 416	2 306	3 722	3 284
% RO / CA	0,4%	3,4%	2,0%	2,9%	6,3%	4,6%	6,1%
dont Automotive	0,5%	1,8%	1,2%	2,6%	5,7%	4,2%	5,9%
dont Télécommunications	0,7%	12,6%	8,9%	7,4%	11,6%	9,6%	8,4%
Résultat Net	2 052	7 142	9 194	2 411	6 099	8 510	21 285
dont Automotive	2 043	4 396	6 438	1 810	4 322	6 132	18 269
dont Télécommunications	723	4 270	4 992	1 503	1 825	3 328	3 304

NB. : données intégrant l'évolution de la norme IFRS 15 pour les comptes 2018 et 2017, les comptes 2016 n'ayant pas été retraités.

D'une manière générale, la rentabilité du 1^{er} semestre est inférieure à celle du 2nd car la baisse des prix accordée aux clients dès le 1^{er} janvier de l'exercice impacte immédiatement les comptes alors que la reconstitution des marges par la baisse des prix d'achat des composants, appliquée également dès le 1^{er} janvier par nos fournisseurs, ne joue qu'en milieu de 1^{er} semestre du fait des délais d'approvisionnement et de production.

Cependant, l'année 2018 a été marquée par la crise du marché des composants. Contrairement au comportement historique de ce marché où les évolutions technologiques entraînent une baisse des prix systématique, la distorsion entre l'offre où le nombre d'acteurs s'est contracté ces dernières années et la demande qui explose avec la digitalisation des objets, a entraîné une mise sous allocation, avec des livraisons échelonnées et retardées, et une augmentation des prix, en particulier dans le domaine des composants dits passifs.

Aussi, la division Automotive a été particulièrement affectée par ce changement, l'évolution des prix matières ne pouvant être répercutée sur les clients, impactant particulièrement les produits en moyenne et grande séries. De plus, l'arrivée progressive des nouveaux produits n'a permis de faire évoluer le mix produit de manière plus favorable qu'en 2^{ème} partie d'année.

Par ailleurs, accompagnant l'arrivée des nouveaux produits tout en préparant ceux qui viendront se substituer au contrat de boîtiers télématiques automobiles qui s'achèvera au plus tard en 2022, la division a dû faire appel à de la sous-traitance R&D, ayant des difficultés à recruter dans de nombreuses filiales.

Même si le Groupe fait régulièrement appel à la sous-traitance, le niveau 2018 est exceptionnel et impacte les résultats du Groupe, cette ressource étant fort sollicitée, les prix du marché ont augmenté.

Enfin, la productivité globale de la division a été affectée en 2018 par la crise des composants en usine, le cadencement des productions étant tributaire des livraisons des composants, par le lancement du nouveau site de production aux Etats-Unis pour lequel de nombreuses équipes ont collaboré, par l'extension de nombreux bâtiments nécessitant un encadrement spécifique ainsi que par les programmes de digitalisation qui mobilisent beaucoup de personnes mais qui aboutiront avec un nouveau PLM en 2019 et un nouvel ERP en 2020 pour les principales structures de la division.

La division Telecom, moins sensible aux effets volume, à la demande de baisse de prix liés aux productions grande série que la division Automotive et de fait, à la crise des composants, relève plus d'une organisation à coûts fixes.

Aussi, la très forte progression de l'activité de l'année 2018 a permis une amélioration significative de la rentabilité, malgré l'augmentation des achats et surtout de la sous-traitance accompagnant cette croissance

Les fluctuations de la parité EUR/USD en 2018 n'ont pas eu d'incidence significative, les outils de couverture ayant permis de travailler à un taux de change très proche de celui de 2017, avec une parité d'achat moyenne de 1,1782 contre 1,1616 en 2017, protégeant ainsi nos marges des fluctuations du marché. Cependant, la valorisation des instruments de couverture a été particulièrement favorable au 31 décembre avec la baisse de l'euro en fin d'année, entraînant une écriture de valorisation de 6,5 M€ au niveau du résultat financier, quasiment totalement portée par la division Automotive.

5.4 Informations sur les tendances

5.4.1 Evénements importants depuis la clôture

COOVIA, filiale d'ACTIA Group depuis le 2 mai 2016 (détention de 20% du capital), a procédé à une demande d'ouverture de liquidation judiciaire en date du 15 février 2019. La liquidation judiciaire a été prononcée par le Tribunal de Commerce de Toulouse le 5 mars 2019. L'intégralité du compte courant a été provisionnée au 31 décembre 2018.

5.4.2 Objectifs – Evolutions et perspectives d'avenir

Evolution du chiffre d'affaires

Grâce à un ancrage important sur des contrats pluriannuels et les premiers effets des relais de croissance dans le ferroviaire, le véhicule plus électrique, les télécommunications au service des satellites et de l'énergie, le Groupe ACTIA table sur une nouvelle croissance de ses ventes qui pourraient sensiblement dépasser les 500 M€, un niveau qui reste cependant dépendant des ventes des clients finaux.

La division Automotive poursuivra par l'arrivée progressive de nouveaux contrats dans des segments de marché diversifiés (géographique et métiers), avec pour effet de réduire son exposition aux risques commerciaux. La division Telecom après la très forte croissance de l'année 2018 devrait progresser légèrement grâce à la montée en puissance progressive des marchés de l'énergie et du ferroviaire. Cette croissance devrait s'accompagner d'une amélioration de la marge d'EBITDA sous l'effet de mesures internes et une légère diminution de la tension sur le marché des composants dont l'ampleur sera toutefois limitée par la prolongation du contrat pour les boîtiers télématiques automobiles jusqu'à fin 2021, début 2022 et la finalisation des investissements immobiliers.

Perspectives d'avenir

Caractérisées par la diversité des couples clients-marchés, les perspectives d'avenir du Groupe ACTIA restent difficiles à présenter. Cependant, le socle de contrats pluriannuels permet d'espérer un large maintien du chiffre d'affaires, les fins de vie de certains produits, notamment dans la grande série automobiles, étant compensées par la montée en puissance de nouvelles familles de produits.

L'enjeu pour le Groupe est le remplacement d'un quart de son chiffre d'affaires par la montée en puissance de plusieurs couples clients / marchés, pour retrouver une position où aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé, avec l'exception des produits télématiques pour véhicules légers, dont les forts volumes représenteront encore une part importante de l'activité jusqu'à l'extinction du contrat.

❖ Division Automotive

ACTIA poursuit sa stratégie basée sur les savoir-faire développés depuis plus de 30 ans par le Groupe avec une montée progressive dans la chaîne de valeur. Démarrant avec des produits spécifiques répondant à une problématique précise, les propositions du Groupe ont évolué vers une offre système permettant l'intégration optimale de plusieurs produits et/ou fonctions, et vers une offre plus globale qui met le système au cœur d'un ensemble en vue d'une optimisation générale.



La percée dans le domaine de la télématique illustre bien cette place dans la chaîne de la valeur puisque les équipes d'ACTIA ont réussi à imaginer et créer les plateformes télématiques embarquées, à forte valeur ajoutée. Ces systèmes ont pu être vendus à de grandes marques de véhicules Premium ainsi qu'auprès de la plupart des constructeurs de véhicules industriels européens.

- « Constructeurs de véhicules » ou « OEM » :

La stratégie du Groupe ACTIA auprès des constructeurs de véhicules est axée sur la fourniture de systèmes avancés, fondés sur les plateformes technologiques du Groupe et adaptés aux spécifications des clients. Ces systèmes intègrent matériel(s) et logiciel(s) selon une architecture ouverte et modulaire pour répondre au mieux à l'ensemble des contraintes des utilisateurs. Développant une approche partenariale avec ses clients, ACTIA continuera à mettre en avant la possibilité d'adapter ses produits et/ou systèmes à leurs besoins spécifiques.

En 2018, ACTIA a prouvé sa capacité à rééquilibrer son carnet de commandes en parallèle de la baisse des ventes de boîtiers télématiques pour véhicules légers, en comptant sur ses points forts sur les marchés des poids lourds, des engins agricoles et du ferroviaire. ACTIA dispose d'une base de clientèle solide, l'ensemble des clients incluant le Groupe dans leurs listes de consultations. Dans ce cadre, ACTIA continue à répondre activement aux appels d'offres des constructeurs et poursuit en parallèle l'effort de R&D permanent pour maintenir la pertinence technologique de son offre, chaque appel d'offres permettant également de mieux comprendre les attentes du marché.

En 2019, ACTIA prévoit une activité en croissance, du fait de la montée en volume de plusieurs produits dans le domaine des VL, des Camions et du Off-Highway, mais également du bus et cars et du ferroviaire.

- Aftermarket :

Le domaine de l'Aftermarket offre moins de visibilité car les ventes ne bénéficient pas de contrats pluriannuels comme dans le domaine OEM. Sauf évolution réglementaire dans le contrôle technique, qui peut permettre d'assurer un niveau important d'activité, il s'agit de renouveler chaque année le chiffre d'affaires. La stratégie s'oriente cependant à développer les actions commerciales pour les services associés autour des matériels et de la gestion de flotte afin de construire une récurrence plus marquée dans le chiffre d'affaires et de monter également dans la chaîne de la valeur.

ACTIA s'attend à une année 2019 stable ou en légère croissance, grâce à un potentiel commercial dans le domaine du contrôle technique et la matérialisation de contrats de service conclus en 2018.

- Manufacturing-Design & Services :

Ce secteur reste une des bases du Groupe. La conception, l'industrialisation et la production de systèmes pour le compte de tiers permet de s'assurer que l'outil industriel est à la pointe de la technologie avec des coûts adaptés au marché. L'activité devrait rester stable en continuant à représenter autour de 10% du chiffre d'affaires consolidé, avec l'arrivée de nouveaux clients qui se substitueront à la fin de vie de certains contrats.

❖ Télécommunications

Après avoir confirmé en 2018 une très forte croissance de chiffre d'affaires sur les marchés nationaux et internationaux, la division Telecom anticipe, en 2019, une consolidation de cette croissance, dépassant légèrement le niveau atteint en 2018.

- SatCom :

Avec le maintien en condition opérationnelle des systèmes sol et réseau pour la DGA, ce département connaîtra une bonne récurrence sur ses marchés traditionnels. La progression connue en 2018, grâce au contrat SAKARA (Egypte) sera consolidée par les livraisons de ce programme en 2019. Les appels d'offres en cours devront consolider ce niveau pour les années suivantes.



- Energie :

Grâce au mouvement de transition vers des réseaux d'énergie numériques, qui doit se poursuivre dans les prochaines années, ACTIA attend une consolidation d'activité, dans ce secteur, en 2019. A moyen terme, l'évolution technologique se poursuivra et ACTIA attend un regain de croissance grâce à ses efforts de R&D.

- Rail :

La poursuite de l'action commerciale soutenue en 2019 conjuguée aux premiers succès commerciaux des années passées qui rentrent progressivement en production, doivent se traduire par une croissance appréciable sur ce marché, grâce aux relations de confiance établies avec des constructeurs majeurs, dans le cadre d'appels d'offres publics d'investissement ou de renouvellement en Europe.

- Infrastructures Réseaux Télécom :

Malgré la fin du déploiement de la 4G en France, cette activité mature devrait rester stable en 2019 dans l'attente des nouveaux marchés des opérateurs de télécommunications (5G).

Priorités pour 2019

Les axes majeurs du Groupe restent inchangés, car ils s'inscrivent dans le long terme.

ACTIA confirme son positionnement comme entreprise de haute technologie, dans des domaines très compétitifs. Par conséquent, le Groupe maintiendra son effort de R&D, afin de conforter sa pertinence technologique, ainsi que son effort commercial pour élargir sa palette de clients/marchés et accompagner la transformation des métiers par l'innovation, la mobilité, les contraintes réglementaires, la transition énergétique, l'environnement... A noter l'importance renouvelée du développement logiciel et des services, comme éléments intégrés dans les équipements électroniques produits par ACTIA, mais aussi comme source de revenu à part entière.

2019 marquera également la fin du cycle du programme d'investissements immobiliers permettant d'accompagner la croissance du Groupe. L'effort des équipes restera donc encore soutenu pour mener à bien ces projets tout en assurant leur rôle dans l'activité. Projet majeur et structurant, la digitalisation au travers de la mise en œuvre d'un outil PLM (2019) et d'un nouvel ERP (2020), pour les principales structures de la division Automotive reste un objectif majeur de l'exercice.

Enfin, après une année 2018 où la rentabilité s'est trouvée fortement affectée par la crise du marché des composants, le Groupe priorise les actions pour jouer sur les leviers d'amélioration de la rentabilité opérationnelle. Ils concernent des actions communes des directions commerce/achat/juridique pour mieux sécuriser les évolutions futures des prix des composants, l'animation et le suivi RH dans le Groupe afin de faire grandir l'attractivité et pérenniser l'emploi dans l'ensemble des filiales (formation, gestion des carrières, marque employeurs...) afin de faciliter le processus d'embauche et réduire l'appel à la sous-traitance R&D, mise en œuvre de nouveaux outils pour augmenter l'efficacité des équipes, tout en assurant le meilleur de la qualité vis-à-vis des clients.

5.5 Stratégie

Le Groupe ACTIA connaît depuis de nombreuses années, un rythme de croissance soutenu, dans un contexte difficile, notamment du fait de sa taille par rapport à ses clients, à ses concurrents ou à ses fournisseurs.

Son positionnement stratégique correspond à une mission bien précise :

**Concevoir et fabriquer une électronique au service des systèmes
avec une exigence de qualité sans compromis
pour des clients internationaux.**

Il correspond à une vision stratégique :

- ❖ Etre leader ou acteur de référence international sur des Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) identifiées et gagner en notoriété avec une marque forte ;
- ❖ Monter sur la chaîne de la valeur pour maintenir nos marges et renforcer la cohérence et la compétitivité de nos offres ;
- ❖ Etre opportuniste et intelligent dans un monde qui bouge ;
- ❖ Rester indépendants dans nos choix stratégiques.

Basé sur nos valeurs :

- ❖ Une société fière de ses ancrages (histoire, territoire,...) et tournée vers l'avenir ;
- ❖ Une société portée par des valeurs fortes : l'éthique, le respect, l'engagement, l'agilité, la proximité.

Fort de ses valeurs enracinées dans le respect, l'engagement et le service, et avec ses capacités d'innovation, son agilité, son écoute et la proximité avec ses clients, le Groupe ACTIA s'affirme face à une concurrence mondiale très dure, faite de grands groupes internationaux.

5.5.1 Facteurs clés de succès

Nos facteurs clés de succès sont regroupés autour de quatre thèmes. Ils permettent de définir nos plans d'actions :

- ❖ **L'Efficiency**, composante essentielle de notre compétitivité ;
- ❖ **La Qualité**, socle fondamental, indispensable à tout développement du Groupe ;
- ❖ **L'Innovation**, composante essentielle de notre démarche stratégique ;
- ❖ **La Sécurisation** de nos activités, dans un contexte concurrentiel difficile.

Projets de développement

Projets d'amélioration



❖ Facteur clés de succès – **EFFICIENCE**

- Poursuivre les efforts engagés et accroître notre productivité et notre rentabilité ;
- Optimiser les coûts grâce à notre intégration verticale qui utilise nos outils industriels,...
- Poursuivre notre politique d'investissement : capacité industrielle performante, compétitive et internationale, R&D axés sur des briques technologiques choisies, capital humain...
- Digitalisation de l'entreprise et amélioration de nos organisations pour accompagner la croissance, progresser en maturité, gagner en agilité, en simplicité ;
- Sanctuariser et mobiliser la ressource humaine pour obtenir plus d'efficience et développer le comportement collaboratif ;
- Former et développer nos ressources internes ;
- Améliorer notre performance achats :
 - valoriser nos positions sur les marchés,
 - mieux articuler achats et technologie,
 - mieux intégrer l'analyse de risque.

❖ Facteur clés de succès – **QUALITE**

- Améliorer la qualité totale ;
- Satisfaire aux exigences requises par les domaines adressés ;
- S'adapter aux évolutions des certifications toujours plus exigeantes ;
- Améliorer nos tableaux de bord de façon à faciliter le pilotage ;
- Améliorer la qualité client.

ACTIA est dans un processus d'amélioration continue avec une démarche « LEAN » qui privilégie des processus formalisés et appliqués avec un processus d'amélioration continue.

La spécialisation du Groupe dans les équipements électroniques fait l'objet d'une démarche de qualité totale, reconnue par plusieurs certifications :

- ISO 9001 : Systèmes de management de la qualité ;
- ISO TS 16949 : Systèmes de management de la qualité – industrie automobile ;
- ISO 14001 : Systèmes de management de l'environnement ;
- EN 9100 : Systèmes de management de la qualité – aéronautique/espace et défense ;
- IRIS : Systèmes de management de la qualité – ferroviaire ;
- NADCAP : Procédés de fabrication cartes électroniques – aéronautique ;
- PART 145 : agrément de maintenance et de réparation ;
- ISO 13485 : Dispositifs médicaux -Exigences à des fins réglementaires ;
- ISO 27001 : Système de Management de la Sécurité de l'Information.

Ce management est ainsi basé sur le principe d'une organisation apprenante, avec l'ouverture aux nouvelles technologies, la gestion des ruptures et la formation tout au long de la carrière.

❖ Facteur clés de succès - **INNOVATION**

- Créer et développer des conditions d'innovation et de collaboration ;
- Sélectionner les programmes clés, business intelligence dans les axes stratégiques ;
- Contribuer à faire de nos offres les meilleures ;
- Dynamiser la politique de propriété industrielle notamment dans sa composante brevets ;
- Construire un portefeuille de technologies clés et nouer des partenariats stratégiques clés.

❖ Facteur clés de succès - **SECURISATION**

- Poursuivre nos efforts pour renforcer la sécurité et notre culture du «risk management» :
 - Légale,
 - Technique,
 - Organisationnelle et informationnelle.
- Garantir la sûreté, la sécurité et la résilience des produits et des systèmes.

Malgré l'augmentation de la complexité et les menaces qui pourraient affecter l'utilisation des différents produits et systèmes, le Groupe ACTIA se doit de garantir un très haut niveau de sûreté et sécurité, grâce à des systèmes connectés sensibles, tout en participant à la construction de la confiance entre le consommateur, les constructeurs et les réseaux.

5.5.2 Axes stratégiques

Le cœur du métier d'ACTIA est de concevoir et produire des **systèmes embarqués**. Un système embarqué est composé de 4 éléments :

- ❖ Une partie électronique réalisée à partir d'un circuit imprimé sur lequel sont montés des composants électroniques (calculateurs, mémoires, résistances, inductances, condensateurs,...) ;
- ❖ Un logiciel stocké dans la mémoire de la carte électronique ;
- ❖ Une alimentation en énergie électrique ;
- ❖ Un ensemble mécanique, au minimum un boîtier et parfois des écrans, boutons ou autres instruments de commande.

Pour concevoir et produire son offre, ACTIA est donc organisé autour :

- ❖ De bureaux d'études avec des ingénieurs et techniciens supérieurs pour concevoir les logiciels, les systèmes électroniques, électriques et mécaniques constituant des systèmes embarqués ;
- ❖ D'usines qui permettent de produire les ensembles matériels, de télécharger les logiciels et de contrôler la qualité du système ainsi constitué.

Les systèmes embarqués permettent de traiter des données extérieures fournies par des capteurs, de les analyser, de les synthétiser et de donner des instructions à des acteurs (par exemple des moteurs électriques, des vannes,...).

ACTIA utilise donc comme matières premières des composants électroniques (calculateurs, mémoires, résistances, inductances, condensateurs,...), des ensembles mécaniques (base, capot, face avant, ...) constituant les boîtiers, des éléments capables d'assurer l'alimentation en électricité aux tensions et intensité voulues et des éléments pouvant servir d'interface (écrans, boutons...).

ACTIA utilise aussi des réalisations immatérielles et notamment des logiciels.

Les produits ainsi vendus sont montés généralement à bord de véhicules, que ce soient des automobiles, des engins industriels (camions, bus, cars, tracteurs, engins de chantier,...), des bateaux, des véhicules militaires, des trains, des avions, etc... Aujourd'hui, ces systèmes embarqués ont envahi tous nos véhicules, et à titre d'exemple, une automobile embarque actuellement une puissance de calcul bien supérieure à la plupart des avions de ligne, conçus pour beaucoup au début des années 80.

Il s'agit donc d'embarquer de l'intelligence à bord des véhicules, avec quatre enjeux qui constituent les axes stratégiques du Groupe ACTIA :

- ❖ **La CONNECTIVITÉ** : expert en systèmes embarqués conçus pour des environnements exigeants, ACTIA assure la connectivité de tous les types de véhicules et permet ainsi l'accès à de nombreux services connectés ;
- ❖ **La SÉCURITÉ** : en interne comme en externe, les exigences de sécurité se déclinent dans nos processus, dans nos standards qualité comme dans nos produits ;
- ❖ **La MOBILITÉ** : le transport des personnes et des biens est au cœur des défis technologiques relevés par ACTIA au quotidien. Nous nous engageons en faveur d'une mobilité connectée, durable et sûre ;
- ❖ **L'ENVIRONNEMENT** : ACTIA s'investit dans le développement d'une mobilité durable – systèmes anti-pollution, tractions électriques, éco-conduite – et favorise les comportements écoresponsables : covoiturage, utilisation de véhicules électriques... L'objectif est de réduire l'empreinte environnementale des produits et services (réduction de la consommation des ressources, des émissions de particules, des émissions sonores, déconstruction des aéronefs...), de développer de nouvelles approches de surveillance et de gestion de l'environnement, de prendre en compte les nouveaux usages.

Enfin, sur ces sujets stratégiques, ACTIA s'efforce d'apporter des solutions tout au long du cycle de vie du véhicule.



5.5.3 Domaines d'Activité Stratégique

Face à la concurrence en place et à l'affirmation de nouveaux acteurs dans des pays à faible coût comme la Chine, la Corée, l'Inde ou le Brésil, les enjeux pour une ETI française sont d'augmenter les performances économiques de nos produits : coûts d'acquisition, coûts d'opération..., d'améliorer les performances techniques et de réduire les coûts et les temps de cycle : développement, mise sur le marché, redesign...

Fort de notre stratégie basée sur l'innovation technologique, la qualité et la compétitivité, le Groupe ACTIA doit, pour assurer sa pérennité, poursuivre sa diversification et maintenir ainsi sa croissance et viser les marchés à plus forte rentabilité.

Nos priorités de croissance pour être LEADER ou ACTEUR de REFERENCE sont gérées dans des Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :

DAS = Ligne de Produits X Segment de marché.

Chaque DAS est pilote de :

- ❖ Sa diversification sur l'axe « Ligne de produits » ;
- ❖ Sa croissance géographique dans les pays à fort potentiel industriel et commercial, notamment en Chine et aux Etats-Unis.

ACTIA a donc structuré 4 premiers départements d'activités stratégiques, garants de l'adéquation offre/demande au niveau international. Chaque département regroupe des lignes de produits.

DAS Vehicle Electronic Architecture (VEA)

Ce DAS VEA adresse le marché des constructeurs de véhicules (OEM) quels que soient les produits stratégiques que nous pouvons leur proposer. Cette organisation correspond à une orientation par ligne de produits :



Ce DAS VEA doit répondre aux principaux enjeux et leviers stratégiques. Ces défis renvoient, pour nombre d'entre eux, à faire sauter de nouveaux verrous technologiques ou à amplifier des actions d'innovation autour d'un certain nombre de thèmes prioritaires, à savoir :

- ❖ Développer de nouvelles applications et services associés ;
D'ores et déjà de nouvelles applications ont été identifiées dans les domaines de la mobilité, plus particulièrement urbaine, de l'agriculture, de la fracture numérique...
- ❖ Améliorer l'efficacité et l'attractivité des systèmes de transport ;
- ❖ Augmenter les performances des véhicules industriels : Multiplexage – Smart Power – ARM – Linux ;
- ❖ Concevoir de nouvelles architectures et configurations innovantes : Standardisation – Ouverture – Solution flexible – Ethernet ;
- ❖ Optimiser et améliorer l'environnement de travail du chauffeur : Poste de conduite – Eco-conduite – Système d'Aide à l'Exploitation – Climatisation électrique embarquée ;
- ❖ Exploiter les nouvelles technologies pour le développement de nouvelles applications : Connaissance des comportements – Multimodal (plusieurs modes de transport) – ITS (intelligent transport system) – SIG (système d'information géographique).

DAS Vehicle Lifecycle Management (VLM)

Ce DAS capte le potentiel du marché VLM via la synergie de nos savoir-faire :

Diagnostic connecté / Atelier connecté / Véhicule connecté / Contrôle Technique



Ce DAS VLM doit répondre aux principaux enjeux et leviers stratégiques de ce domaine. Ce DAS oriente les actions d'innovation autour des nouveaux services prioritaires comme :

- ❖ Développer de nouvelles applications et services associés. D'ores et déjà de nouvelles applications ont été identifiées dans les domaines de véhicules connectés ;
- ❖ Augmenter les performances du diagnostic embarqué des véhicules industriels : ExVE, OBD, ... ;
- ❖ Concevoir de nouvelles architectures et configurations innovantes : standardisation - ouverture - cloud ;
- ❖ Optimiser et améliorer l'environnement de travail du garage : outils de diagnostic - garage communicant - mécatronique ;
- ❖ Généraliser et automatiser la supervision, le diagnostic et la maintenance : sécurité - sûreté de fonctionnement - comportement autonome – gestion des véhicules électriques ;
- ❖ Exploiter les nouvelles technologies pour le développement de nouvelles applications : Multimodal (plusieurs modes d'interface) - ITS (intelligent transport système) – SI (système d'information).

DAS Electromobilité

Il permet de déployer une offensive commerciale pour vendre une gamme « sur étagère » d'électronique de puissance pour véhicules commerciaux et véhicules légers (niches/opportunités).



Ce DAS Electromobilité doit répondre aux principaux enjeux et leviers stratégiques de ce domaine. Ce DAS pilote les actions d'innovation autour de l'électronique de puissance et de l'électrotechnique (nouveau moteur électrique) et quelques nouveaux services, à savoir :

- ❖ Gérer efficacement et dynamiquement l'énergie des véhicules : électronique de puissance, chaîne de traction – solution hybride ;
- ❖ Généraliser et automatiser la supervision du véhicule et sa maintenance : sécurité – sûreté de fonctionnement – gestion de l'énergie.

DAS Manufacturing – Design & Services (MDS)

Accroître la capacité et le niveau de qualité de la production.



Ce DAS MDS s'appuie sur un outil de production répondant aux meilleurs critères de qualité tant dans le domaine de l'automobile (production en grandes et moyennes séries) que dans l'aéronautique et le ferroviaire (production en petites séries complexes).

Organisé autour du bipôle franco-tunisien, permettant de répondre à tous les besoins de production interne au plus haut niveau de qualité, l'outil de production répond également à la demande de clients pour qui la maîtrise de la qualité reste un élément stratégique. A terme, le DAS MDS pourra également s'appuyer sur le nouveau site de production américain, lorsque celui-ci aura atteint un niveau de maturité suffisant pour accompagner des clients extérieurs au Groupe.

Le DAS propose donc une série de prestations allant de la conception à la réalisation de cartes électroniques en passant par le test et l'intégration.

Une assistance complémentaire peut être proposée en matière de pérennisation des systèmes électroniques complexes. En effet, une équipe d'experts pilote un observatoire de l'obsolescence des composants.

5.5.4 Maîtrise de la production

Le Groupe ACTIA organise l'industrialisation de ses produits, autour d'usines électroniques, d'ateliers d'intégration et d'usines pilotées au niveau mondial et plus particulièrement en France, en Tunisie, en Allemagne, en Chine et aux Etats-Unis. Pour garantir la capacité d'innovation de ses bureaux d'études, tout en visant les meilleurs niveaux de productivité, ses outils s'appuient sur un laboratoire de génie des procédés propre au Groupe.

Investissant régulièrement dans de nouveaux moyens de production, le Groupe a pu accompagner la forte croissance de son chiffre d'affaires de ces dernières années. Attentif aux dernières évolutions technologiques, les matériels de production sont amenés à être régulièrement remplacés, assurant ainsi un haut niveau de performance et une augmentation du capacitaire.

2018 a permis d'accroître les performances, la maîtrise technologique, la maturité et la compétitivité des sites concernés et de déployer le Contrôle de Gestion Industriel.

Les échanges au niveau Groupe ont été accélérés en vue de :

- ❖ Déployer des standards et les « best practices » principalement Automotive ;
- ❖ Mettre en place une équipe industrialisation Groupe.

Ces actions ont permis d'accompagner les clients et la croissance sur les nouveaux marchés.

Afin de pouvoir mieux répondre aux contraintes locales et en vue d'un développement significatif des activités, le Groupe investit (2018 et 2019) dans une nouvelle usine aux Etats-Unis. Un bâtiment à Romulus (Michigan – Etats-Unis) a été acquis afin d'y monter un site de production de cartes électroniques.



ACTIA Electronics pour le marché américain

5.5.5 Recherche & Développement de très haute technologie

Depuis sa création, le Groupe ACTIA a toujours fondé sa stratégie sur la Recherche et le Développement afin d'apporter des solutions innovantes et différenciantes à ses clients.

ACTIA mise sur l'intelligence avant tout et s'organise autour de plusieurs axes de travail tels que :

- ❖ Acquérir et maintenir des compétences avec de nouveaux outils de développement, une systématisation des validations, une généralisation des outils de gestion et de conception, un management des connaissances, un réseau d'experts extérieurs, un bureau d'études étendu... ;
- ❖ Privilégier une conception modulaire et évolutive, avec des « briques » technologiques, autour :
 - d'une architecture modulaire tant mécanique, qu'électronique, informatique ou énergétique,
 - des modules validés et réutilisables,
 - d'une prise en compte de la variation des besoins par client, de l'évolution de la demande et de l'émergence technologique.
- ❖ Penser globalement pour exprimer une vision innovante sur les systèmes et les services en :
 - imaginant et validant les systèmes de demain pour les garages et centres de contrôle technique, les véhicules et les flottes de véhicules,
 - tirant les spécifications pour les nouveaux produits et en les développant,
 - mettant au point et vendant les services liés.
- ❖ S'appuyer sur l'environnement local dans tous les pays où ACTIA est présent.

L'organisation du Groupe a permis de mettre en place des centres de compétence dans des domaines spécifiques sur lesquels ACTIA peut s'appuyer pour répondre aux attentes de ses clients, avec, par exemple, un centre d'excellence en Allemagne, en Suède, en Espagne et en Tunisie.

Le Groupe est en capacité de mettre en œuvre les politiques locales pour accompagner le développement de sa R&D, par exemple :

- en France, l'utilisation du soutien à l'innovation : CIR, aides publiques, la participation à l'IRT Saint-Exupéry à Toulouse, ainsi qu'aux pôles de compétitivité locaux,
 - en Tunisie, le rapprochement avec les écoles d'ingénieurs et les laboratoires de recherche,
 - en Chine, l'établissement de partenariats avec l'écosystème constitué par les autorités publiques, les constructeurs de véhicules et les partenaires technologiques, l'utilisation du soutien à l'innovation.
- ❖ Etre agile et capable d'aller vite grâce à son intégration industrielle ;
 - ❖ Présenter un bon niveau de sécurité dans les solutions proposées ;
 - ❖ Avoir une capacité financière suffisante pour co-investir.
- Le Groupe investit de manière importante dans la R&D avec plus de 1 000 ingénieurs et techniciens au sein de l'ensemble de ses structures.
- ❖ Au travers d'une procédure qui s'organise autour d'une prise de décisions en Executive Committee, instance qui regroupe les directeurs généraux des filiales les plus importantes et les directeurs des départements, pour être validée en Conseil de Surveillance, sont choisis les grands programmes de R&D sur lesquels se fondera, par activité, la stratégie de demain.

5.5.6 Environnement technologique

Face à ces marchés en pleine croissance et aux enjeux, notamment technologiques, des secteurs concernés, la région Occitanie occupe une place spécifique, originale et incontournable, tant au niveau européen que mondial.

Dans ce contexte local unique, ACTIA s'intègre à la remarquable dynamique de structuration et d'organisation des acteurs engagée en Occitanie comme au niveau national.

Elle s'exprime particulièrement avec notre représentation dans différents programmes :

Type de Relation	Désignation
Relation par type de marché	Aéronautique – Espace – Systèmes embarqués : TOMPASSE, Comité Stratégique régional de la Filière
	Rail : MipyRail, FIF, CS2F
	CNPA : Conseil National des Professionnels de l'Automobile
	Automobile : Automotech (ARIA - PFA), SIA
	Equipements d'atelier et diagnostic : GIEG
	Production électronique : PLEIADE (WE Network)
	Numérique : La Mêlée, IOT Valley, Digitalplace
Relation avec les Pôles	Pôle de niveau mondial « Aerospace Valley » (aéronautique, espace et systèmes embarqués)
	Agri Sud-Ouest Innovation – Pôle de compétitivité agricole, agroalimentaire et agro-industriel, RobAgri pour le marché de robots innovants
	Energie : Capénergie, Smart Occitania
	Pôle CARA, European Cluster for Mobiliby Solutions (Ex LUTB)
Relation et technologie	IRT Saint-Exupéry à Toulouse
	Fondation INSA
	Projets avec CEA-Tech à Toulouse, CEA Leti et CEA Liten à Grenoble
	Groupe Obsolescence : AFNOR / UTE, PRECONOB

En 2018, ACTIA a encadré trois thèses CIFRE avec des laboratoires présents en Occitanie.

ACTIA est engagé dans plusieurs dossiers dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIAVE) comme ADEME, FUI, PSPC, ANR, Région-FEDER, Horizon 2020.



L'année 2018 a vu la poursuite et l'aboutissement de plusieurs programmes correspondants à nos savoir-faire :

❖ Télématique et Télécommunications :

- Institut de Recherche Technologique **IRT Saint-Exupéry** : ACTIA se positionne en cohérence avec les enjeux, défis et programmes de recherche technologique relevant de l'Institut de Recherche Technologique Saint-Exupéry,
- ACTIA est un membre du Conseil d'Administration de l'IRT Saint Exupéry ; plusieurs plateformes sont aujourd'hui retenues et ACTIA est impliqué dans deux projets.



❖ Intelligence artificielle

- Dans le cadre d'un Institut Interdisciplinaire d'Intelligence Artificielle (3IA), ACTIA est acteur dans le projet d'Institut 3IA ANITI - Artificial and Natural Intelligence Toulouse Institute,
- Ce projet concentre son activité de recherche sur l'intelligence artificielle hybride qui associe différentes méthodes et technologies. L'écosystème toulousain l'étudie et l'expérimente depuis plusieurs années, notamment pour les transports autonomes et pour la smart agriculture.

❖ Electronique de puissance

- Le projet PSPC VUE-FLEX (pour Véhicule Utilitaire Electrique FLEXible) qui a développé un Véhicule Utilitaire 3,5 tonnes électrifié au plus juste, flexible et intelligent permettant d'atteindre un TCO (coût total d'usage) compétitif,

❖ Architecture électronique

- EBSF-2 et l'organisation ITSPT : programme de recherche européen, dans les transports terrestres, qui s'intéresse au système bus dans son ensemble.

❖ Diagnostic services connectés

- Projet IT-Agro : support à l'innovation pour l'agriculture intensive qui vise la modulation intra-parcellaire pour le travail du sol,
- GENOME : pronostic sur machine tournante haute vitesse ; Health-Monitoring,
- RESPECT et Fragil-IT : surveillance personnes âgées fragiles (santé connectée).

❖ EMS – Génie des procédés dans la fabrication électronique

- Usine du futur : projet d'excellence industrielle à Colomiers,
- Flexicube : intégration de robotique flexible dans l'usine,
- Projet FUI Vision 4.0 traitant la logique d'interconnexion entre les machines automatiques.

5.5.7 Brevets et Protection industrielle

En ce qui concerne la protection industrielle de ses produits, le Groupe ACTIA dispose d'un service juridique qui se charge d'effectuer toutes les démarches relatives aux brevets, marques et modèles. De plus, le Groupe fait ponctuellement appel à un cabinet externe spécialisé sur ce sujet.

À ce jour, plusieurs brevets ont été déposés, tant au niveau national qu'international par le Groupe.

Dans le domaine du logiciel, ACTIA réalise des dépôts de code-source des applications à l'Agence pour la Protection des Programmes (APP).

5.6 Investissements

L'ensemble des investissements corporels et incorporels immobilisés par le Groupe s'élève à contre 52,3 M€ en 2018, contre 29,0 M€ en 2017.

5.6.1 Corporels

Les informations relatives aux investissements corporels réalisés sur la période sont détaillées dans les notes annexes aux comptes consolidés au § Note 5 « Immobilisations corporelles » des notes annexes aux comptes consolidés.

En 2018, le Groupe a poursuivi ses investissements pour ses moyens de production couvrant le renouvellement de matériels vieillissants, l'acquisition de matériels complémentaires pour accroître le capacitaire des lignes de production en Tunisie et une nouvelle ligne CMS (Composants Montés en Surface) en France, le tout complété sur les deux sites de différents matériels permettant d'améliorer la productivité et la flexibilité de nos moyens de production. Il s'est également agi, comme tous les ans, d'acquérir les matériels dédiés à certains programmes comme des bancs et des interfaces de test ou des outillages.

Répondant à un besoin de production aux Etats-Unis, le Groupe s'est porté acquéreur, en mars 2018, d'un bâtiment de 5 700 m² à Romulus (Michigan – Etats-Unis). Menant de front des travaux de rénovation et l'acquisition des matériels de production, la nouvelle filiale créée pour accueillir cette activité, ACTIA Electronics, a pu taper sa première carte en novembre 2018. Finalisant la réception des matériels et l'organisation globale du site et réalisant les audits de certification courant 2^{ème} trimestre 2019, le site devrait être en capacité de lancer ses premières cartes en série à la fin de l'été 2019.

Les moyens informatiques sont également renouvelés à raison d'un quart par exercice en moyenne dans le Groupe. Le programme d'investissement pour un nouvel ERP et PLM lancé en 2017, et se structurant sur 3 ans auprès des principales entités de la division Automotive en termes de flux, s'est poursuivi en 2018, mobilisant les différents métiers et services support du Groupe.

Enfin, le programme immobilier lancé en 2017, pour un montant global de 25,7 M€, certains financements étant portés par les SCI mises en équivalence par le Groupe, s'est poursuivi en 2018 avec :

- ❖ La livraison en avril 2018 d'un bâtiment à Toulouse (siège - France) de 2 300 m² (financement et bien portés par une SCI mise en équivalence) ;

- ❖ La rénovation d'une partie du bâtiment de l'usine de Colomiers (France) – août 2017, l'extension prévue étant différée en 2019 ;
- ❖ La construction d'un bâtiment de 8 500 m² comprenant bureaux, ateliers et zone de stockage à Chartres, en remplacement de la location actuelle – livraison mars 2019 ;
- ❖ La construction d'un bâtiment de 6 000 m² (terrain déjà acquis) comprenant bureaux et laboratoires à Tunis (bureau d'études - Tunisie), en remplacement de la location actuelle – livraison échelonnée entre décembre 2018 et juin 2019 ;
- ❖ La construction d'une usine de 6 700 m² (terrain déjà acquis) à Tunis (usine - Tunisie), en remplacement de la location actuelle – livraison fin 2019 ;

Ce programme initial a été complété par l'acquisition et la mise en œuvre de la nouvelle usine aux Etats-Unis (15 M€) et un programme d'extension et de rénovation de l'ensemble des sites de la division Telecom pour 5 M€ :

- ❖ Extension (+ 1 140 m²) et réaménagement du site de Dinard (SatCom) ;
- ❖ Démolition, réhabilitation et extension (+ 2 000 m²) du site du Puy-Sainte-Réparate (Energie) ;
- ❖ Rénovation et réaménagement du site de Millau (Rail) ;
- ❖ Extension du bâtiment du site de Manosque (IRT).

Enfin, profitant d'une opportunité, notre filiale italienne s'est portée acquéreuse de ses locaux au cours du 2^{ème} trimestre 2018.

5.6.2 Incorporels

Les informations relatives aux investissements incorporels réalisés sur la période sont détaillées dans les notes annexes aux comptes consolidés au § Note 4 : « Immobilisations incorporelles » des notes annexes aux comptes consolidés. Ils concernent essentiellement la Recherche & Développement.

En 2018, les dépenses en R&D se sont élevées à 81,0 M€, enregistrant une progression de 21,0 % correspondant essentiellement à une augmentation des besoins d'accompagnement des programmes client en lien avec les succès commerciaux depuis 2016 et les premières mises en production à partir de fin 2018, notamment dans le domaine du ferroviaire et des batteries. Ainsi, le taux de refacturation des coûts de R&D reste stable et s'établit à 36,2 %, contre 36,7 % en 2017, traduisant la tendance de fond de clients demandant la prise en charge de la majeure partie des frais de développement spécifique à ACTIA.

Le sujet reste stratégique puisqu'il permet de maintenir à un niveau élevé la technicité du Groupe. Le contrôle de gestion du Groupe permet d'établir le tableau ci-dessous qui résume son évolution :

en k€	2018	2017	2016
Coût total de la R&D	80 985	66 950	56 799
Coût de la R&D vendue	29 302	24 579	20 267
R&D immobilisée dans l'exercice	20 240	14 967	7 809
Charges de l'exercice ^(A)	31 442	27 403	28 723
Amortissement de l'exercice de la R&D immobilisée ^(B)	12 677	12 839	10 241
Crédit Impôt Recherche en produit dans l'exercice et subventions ^(C)	4 935	4 342	5 116
Impact de la R&D dans le compte de résultat (A) + (B) – (C)	39 185	35 901	33 848
Effectif	1 044	939	824

NB : données intégrant l'évolution de la norme IFRS 15 pour les comptes 2018 et 2017, les comptes 2016 n'ayant pas été retraits.

Le coût total de la R&D est composé de la masse salariale chargée des ingénieurs et techniciens travaillant sur les projets de R&D, ainsi que les coûts éventuels de prestations sous-traitées.

Il est rappelé que le Groupe investit de manière importante dans la R&D. En 2018, les coûts liés à la R&D ont représenté 17,0 % de son chiffre d'affaires consolidé. Apportant des solutions spécifiques à ses clients, solutions basées sur des savoir-faire reconnus et l'innovation, une partie de ces développements spécifiques peut être prise en charge par les clients.

De plus, une part de ses travaux bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche, de subventions et/ou d'avances remboursables. En 2018, les dépenses correspondant à la mise en œuvre de nouvelles solutions innovantes au service des clients, les aides de l'état ont augmenté de 24,4 %.

Aussi, le poids de la R&D supportée par le Groupe dans son compte de résultat, en dehors de la part facturée aux clients et des aides de l'État, représente 8,2 % du chiffre d'affaires en 2017 comme en 2018, témoignant toujours d'un effort important du Groupe pour se maintenir au meilleur niveau. La part de R&D immobilisée est de 25,0 % en 2018, en hausse par rapport à 2017, en lien avec les nombreux programmes qui préparent le remplacement de l'activité télématique véhicule léger amenée à s'arrêter en 2020, mais prorogée jusqu'au 1^{er} semestre 2022, avec la fin du contrat constructeur. Cette forte activité a donc entraîné un niveau d'immobilisation supérieur aux amortissements qui se sont stabilisés à 12,7 M€ en 2018.

Au niveau des divisions, cela se traduit de la manière suivante :

Division Automotive

Les chiffres repris dans le tableau suivant sont issus du contrôle de gestion.

Le total des dépenses en R&D en 2018 a été de 66,5 M€ contre 57,0 M€ en 2017, ventilé en :

en k€	2018	2017	2016
Coût de la R&D vendue	19 560	18 588	15 762
R&D immobilisée dans l'exercice	17 748	13 112	6 491
Charges de l'exercice	29 239	25 255	26 146
Effectif	980	882	771

La part du coût de la R&D vendue est en hausse de 5,2 % et représente 29,4 % des dépenses. Maintenir une prise en charge partielle des dépenses de R&D, est un atout majeur du Groupe dans la relation partenariale avec les clients. Cependant, le contexte économique incite nos clients à réduire cette prise en charge immédiate du coût de la R&D au profit d'un amortissement dans le prix du produit fini.

Division Telecom

Les chiffres repris dans le tableau suivant sont issus du contrôle de gestion.

Le total des dépenses en R&D 2018 a été de 14,4 M€ contre 10,0 M€ en 2017, ventilé en :

en k€	2018	2017	2016
Coût de la R&D vendue	9 742	5 991	4 505
R&D immobilisée dans l'exercice	2 492	1 855	1 318
Charges de l'exercice	2 203	2 149	2 577
Effectif	64	57	53

Au-delà de programmes pluriannuels, la division Telecom a lancé le développement de produits dans le cadre de nouveaux succès commerciaux. Le niveau de refacturation a progressé dans cette division, disposant d'un accompagnement sur les marchés export et les programmes de télécommunications militaires et de l'énergie bénéficiant d'une meilleure implication des clients.

5.6.3 Engagements d'investissements

À la date d'établissement du présent document, le Groupe a engagé un certain nombre d'investissements dans le cadre de son exploitation normale.

En effet, les travaux de R&D engagés par le Groupe sont pluriannuels et visent à maintenir les produits développés au meilleur niveau en anticipant les besoins du marché. Aussi, on retrouve dans le programme d'investissements, les boîtiers télématiques tant dédiés au marché de la 1^{ère} monte (constructeurs) qu'à celui de la 2^{ème} monte (constructeurs, gestionnaires de flotte,...), les afficheurs pour tableaux de bord, les calculateurs embarqués, les adaptations aux spécificités clients des chaînes de traction, les équipements de Contrôle Technique pour suivre les évolutions des réglementations tant en France qu'à l'international, les postes de contrôle commande numérique pour les réseaux d'énergie, les matériels de sécurisation bord de voie...

Le Groupe a également engagé, depuis 2 ans, les travaux pour le changement des outils PLM et ERP, qui seront donc poursuivis en 2019. Le parc informatique reconduira son renouvellement, comme chaque année.

Concernant les outils de production, le niveau d'engagement retrouvera un niveau normatif avec l'acquisition de matériels complémentaires ou de remplacement pour accroître le capacitaire et la productivité, et répondre aux besoins de production de nouveaux produits, tant en France qu'en Tunisie. Pour les Etats-Unis, il s'agit de finaliser l'acquisition des matériels et outillages pour que le site puisse officiellement démarrer sa production à l'automne 2019.

Enfin, le programme immobilier lancé en 2017, complété en 2018 et rappelé au paragraphe 5.6.1 « Corporels », sera poursuivi et majoritairement abouti au cours de l'exercice 2019.

5.7 Développement durable

5.7.1 Le modèle d'affaires du Groupe ACTIA

ACTIA est un Groupe international basé à Toulouse, spécialisé dans la conception, la fabrication et le diagnostic des systèmes électroniques.

ACTIA est particulièrement présent dans 3 marchés que sont la mobilité des biens et des personnes, la gestion de l'énergie et les télécommunications.

Des produits aux systèmes et des systèmes aux réseaux, la stratégie d'ACTIA est de progresser sur une chaîne de valeur qui permet de proposer à ses clients une offre de solutions toujours plus complète et aboutie à partir de niches de marchés bien identifiés sur lesquelles ACTIA construit une position de leader.

Entreprise de Taille Intermédiaire familiale, les co-fondateurs détiennent directement ou indirectement près de 50 % du capital du Groupe et 62 % des droits de vote, ce qui confère une pérennité à la structure et une cohérence du projet d'entreprise tant dans sa culture que dans sa stratégie.

Le modèle d'affaires du Groupe ACTIA repose sur l'ambition d'une contribution positive au monde tant en externe dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, des télécommunications, qu'en interne à partir du développement de la richesse humaine qui la constitue, et ce autour des deux principaux pôles de compétences qui la constitue : la conception et la fabrication.

Pour conserver et développer son capital humain et industriel, la stratégie d'ACTIA s'appuie sur deux piliers qui fondent son moteur de croissance :

- ❖ Un positionnement et des facteurs de succès clairement identifiés :
 - L'esprit d'entreprendre et de responsabilité qui anime le Groupe et fonde sa culture ;
 - La recherche de l'excellence opérationnelle tant sur les outils industriels de fabrication que sur les processus de conception, qui se traduit en particulier par l'obtention de très nombreuses certifications tant en France qu'au niveau international ;
 - La capacité d'adaptation et de mouvement face aux évolutions rapides des marchés et des technologies ;
 - Une pratique maîtrisée de la gestion des risques qui conduit en particulier à s'exprimer à partir de même technologie sur des marchés très diversifiés et présentant des temps de cycle différenciés.
- ❖ Une stratégie de croissance s'appuyant :
 - Sur des niches sur lesquelles ACTIA qui est reconnu comme un des leaders du marché ou à les moyens de le devenir ;
 - Une montée sur la chaîne de la valeur à partir de ses niches, qui conduit progressivement au déploiement d'une offre de systèmes plus globaux proposant à des solutions complètes ;
 - Une forte capacité d'innovation et de recherche & développement.

ACTIA CONCEPTEUR & FABRICANT DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

MOBILITÉ

ÉNERGIE

TÉLÉCOM

TENDANCES des 3 principaux Marchés sur lesquels s'exprime ACTIA

Exigences sociétales
&
Pression réglementaire

Besoin d'efficacité
(% économique,
énergie, impact
environnemental,
etc.)

Accroissement
de la demande
&
croissance
démographique

Électrification
&
Digitalisation

RESSOURCES ACTIA

- ✓ Un projet
- ✓ Richesse humaine
- ✓ Entreprise Familiale



FACTEURS DE SUCCÈS
& POSITIONNEMENT

- ✓ Esprit d'entreprise
- ✓ Excellence opérationnelle
- ✓ Capacité d'adaptation
- ✓ Gestion des risques et diversification



STRATÉGIE DE CROISSANCE

- ✓ Stratégie de niches avec des positions de LEADER
- ✓ Innovation
- ✓ Montée sur la chaîne de valeur



CRÉATION DE VALEUR ENTRE 2016 & 2018

✓ Capital humain

Collaborateurs dans le monde : +13%
Équipe R&D : +26,7%

✓ Capital industriel

Nombre de composants : +54,7%
Nombre de produits finis : +38,8%

✓ Capital financier

CA consolidé : +10,4%
Dépenses de R&D : +42,5%



Place
du
logiciel

Concentration
&
mondialisation
des acteurs

Miniaturisation
& innovation
Ruptures
technologiques

Besoin croissant
en
investissements

Tension
sur
les prix

TENDANCES de l'Industrie Électronique

5.7.2 Les principaux risques recensés

Conformément aux articles L225-102-1 et R225-104 du Code de Commerce, l'entreprise a procédé à la revue de ses principaux risques extra financiers à partir de l'analyse de leur matérialité existante, de leur pertinence et de la gravité de leurs enjeux liés à l'analyse des risques financiers.

La Direction Générale du Groupe, le Comité en charge du suivi de la RSE et le Comité de pilotage des risques ont établi une cartographie des risques. Pour ce premier exercice, cette cartographie a été établie au niveau de la principale filiale, la Société ACTIA Automotive ; cette revue est étendue aux principales filiales du Groupe, et notamment aux sites de production, au Bureau d'Etudes tunisien ainsi qu'à la filiale suédoise. Elle sera progressivement étendue aux autres filiales du Groupe.

Cette cartographie a fait ressortir différents **enjeux** pour le Groupe, avec les points de vigilance associés, soit :

- ❖ La **fidélisation des talents** ;
- ❖ La **sécurité de nos salariés** au-travers notamment du suivi de l'accidentologie dans le Groupe ;
- ❖ La **lutte contre l'absentéisme**, avec le suivi des indicateurs et les politiques associées ;
- ❖ La **vigilance en matière de lutte contre la pollution**, principalement au travers de la gestion des déchets et de la consommation de l'eau ;
- ❖ Le **dérèglement climatique**, avec le suivi et les actions de prévention en termes de consommation d'énergie.

5.7.3 Le périmètre de consolidation

La communication sociale, sociétale et environnementale est réalisée sur le périmètre de la consolidation financière, telle que détaillée au § Note 3.2 « Sociétés Consolidées » des notes annexes aux comptes consolidés.

Le périmètre est systématiquement mis à jour, en fonction de l'évolution du Groupe. Ainsi, en 2018, ACTIA NL, société en cours de liquidation, qui n'a plus aucune activité depuis 2016, ne figure plus dans le périmètre et ce depuis 2015. Par ailleurs, la Société COOVIA, filiale à 20 % d'ACTIA Group, en cours de liquidation et mise en équivalence dans les comptes consolidés, a été écartée du rapport social et environnemental, en raison de son faible effectif (effectif moyen 2018 : 2 personnes), la contrainte administrative liée au recueil des informations étant éminemment supérieure à la contribution de la filiale au sein du Groupe. Enfin, ACTIA Electronics, société créée aux USA courant 2018, a été intégrée dans le rapport social, mais exclue, pour 2018, du rapport environnemental, l'activité de cette filiale n'étant pas significative en termes d'impact environnemental et le recueil des informations sur la période s'avérant compliqué à réaliser, pour un impact insignifiant par rapport au périmètre global.

Les données concernent l'ensemble des filiales du Groupe, à l'exception de celles qui n'exercent aucune activité nécessitant des moyens et qui n'ont pas de salarié propre sont mentionnées dans le tableau suivant :

Nom	Pays	Métiers	Commentaires
SCI Los Olivos	Espagne	Immobilier	Absence d'effectif
KARFA	Mexique	Gestion de participations	Absence d'effectif
ACTIA NL	Pays-Bas	Etudes et fabrications électroniques	En cours de liquidation - Absence d'effectif
SCI Sodimob	France	Immobilier	Absence d'effectif
SCI de l'Oratoire	France	Immobilier	Absence d'effectif
COOVIA	France	Conseil en mobilité	En cours de liquidation - Effectif réduit
ACTIA Electronics	USA	Etudes et fabrications électroniques	Non comprise dans le périmètre environnemental
SCI Les Coteaux de Pouvoirville	France	Immobilier	Absence d'effectif

Il est précisé que ces structures peuvent bénéficier de moyens partagés avec d'autres sociétés du Groupe et les données concernées sont intégrées dans l'analyse au niveau de ces dernières.

Par ailleurs, dans l'ensemble du rapport, et dans un souci de lisibilité, les informations sont regroupées par secteur :

- ❖ Automotive France ;
- ❖ Automotive Europe (hors France) ;
- ❖ Automotive Tunisie ;

- ❖ Automotive reste du monde ;
- ❖ Total Automotive ;
- ❖ Télécommunications (France) ;
- ❖ Total France ;
- ❖ Total Groupe.

Les tableaux sont établis selon la méthodologie suivante :

	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécommunications	Total France	Total Groupe
	①	②	③	④	⑤	⑥	⑦	⑧
Totaux					①+②+ ③+④		①+⑥ + ACTIA Group S.A.	②+③+ ④+⑦

Il est précisé qu'au niveau de tous les tableaux et graphes, l'information « Europe » ne comprend pas la France, l'information étant spécifiquement détaillée et que les chiffres repris dans les graphes et tableaux ci-après sont des chiffres issus du contrôle de gestion.

5.7.4 La fidélisation des talents

Le Groupe ACTIA évolue dans un environnement mondialisé, en constante évolution, dans lequel la diversité des compétences est un atout essentiel pour répondre aux évolutions technologiques inhérentes aux métiers du Groupe. Son développement repose sur son aptitude à attirer et à fidéliser les meilleurs talents.

L'évolution technologique, avec la digitalisation de l'ensemble de l'économie mondiale, a entraîné une très forte pression tant à l'embauche d'ingénieurs et techniciens qu'au niveau du maintien des équipes en place, tout particulièrement en Tunisie, où le niveau de formation est équivalent aux meilleures écoles européennes. Aussi, depuis l'été 2017 où le turnover avait fortement progressé en Tunisie, mais également face aux difficultés rencontrées tant aux Etats-Unis qu'en Chine, voire en France, le Groupe a décidé de développer, de façon plus poussée, plusieurs outils, dont le suivi des effectifs, des embauches et départs, une attention particulière étant portée sur le turnover par secteur géographique, la mise en place d'une politique de mobilité, la création d'un comité des carrières qui devrait être pleinement opérationnel en 2019 lors de la mise à disposition d'un logiciel spécifiquement dédié à ce sujet, des actions sur la Qualité de Vie au Travail, des efforts renouvelés sur la formation de ses collaborateurs et la lutte contre toutes les formes de discrimination, notamment concernant l'égalité femmes / hommes.

Les effectifs

En constante progression depuis plusieurs années pour accompagner la croissance du Groupe, l'évolution des effectifs au 31 décembre, sur les trois derniers exercices, est la suivante :

- ❖ 2016 3 268 personnes (+ 6,6 %)
- ❖ 2017 3 459 personnes (+ 5,8 %)
- ❖ 2018 3 697 personnes (+ 6,9 %)

La répartition des effectifs à la date de clôture de l'exercice s'établit de la manière suivante pour les trois dernières années :

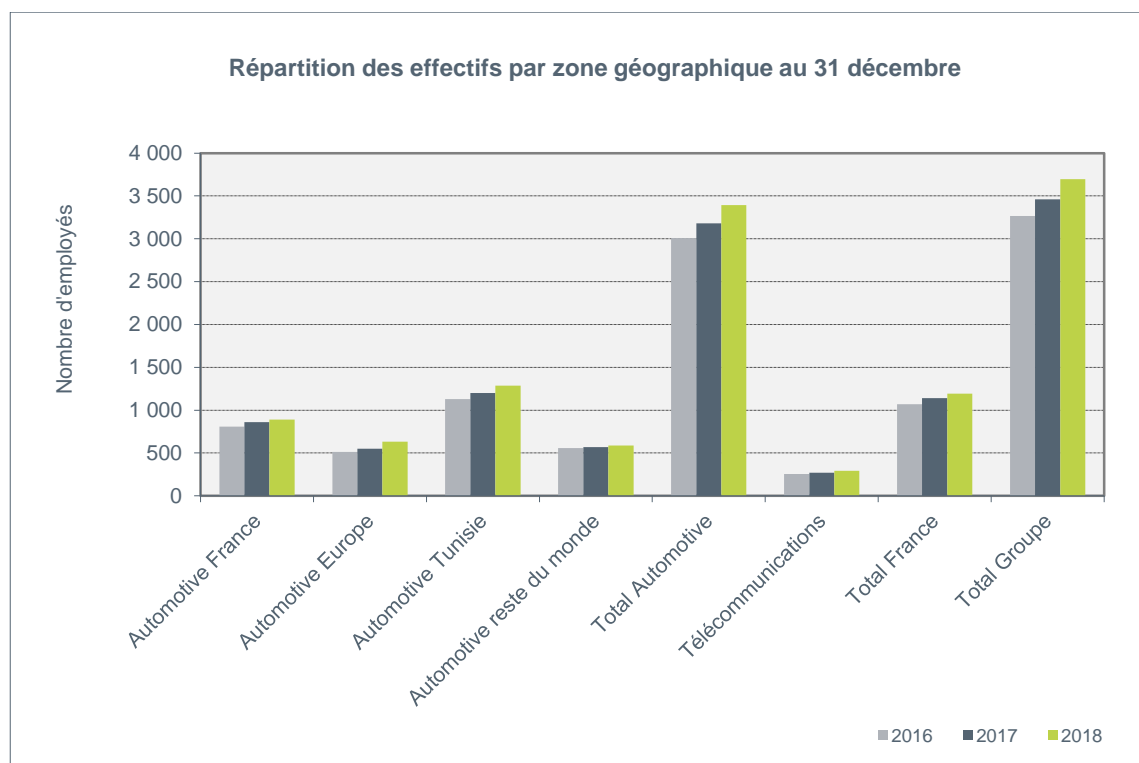
	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécommunications	Total France	Total Groupe
2016	808	514	1 129	557	3 008	254	1 068	3 268
2017	860	551	1 199	569	3 179	270	1 140	3 459
2018	889	631	1 286	589	3 395	293	1 191	3 697
Ecart/2017	+ 29	+ 80	+ 87	+ 20	+ 216	+ 23	+ 51	+ 238
% d'évolution	+ 3,4%	+ 14,5%	+ 7,3%	+ 3,5%	+ 6,8%	+ 8,5%	+ 4,5%	+ 6,9%

Ces effectifs incluent les Contrats à Durée Indéterminée (CDI : contrat sans durée, qui peut seulement être interrompu par un licenciement, une démission, une retraite, une rupture conventionnelle ou un autre départ volontaire du salarié), les Contrats à Durée Déterminée (CDD : contrat conclu sur une durée initialement déterminée), les contrats de qualification et les contrats en alternance qui sont assimilés à des Contrats à Durée Déterminée.

Cette augmentation concerne principalement :

- ❖ Les hommes, qui représentent 62,6 % de l'augmentation globale, excepté en République Tchèque, en Inde, aux Etats-Unis et sur deux structures en Tunisie, où l'augmentation globale est au profit des femmes ;
- ❖ Les contrats à durée indéterminée, dont la progression est de 265 personnes sur l'année, alors que les contrats à durée déterminée ont diminué de 27 postes, consolidant ainsi l'emploi au sein des différentes structures du Groupe ;
- ❖ Enfin, les cadres, comme les non-cadres, profitent équitablement de cet accroissement, enregistrant plus 119 personnes dans chaque catégorie.

La répartition est la suivante :

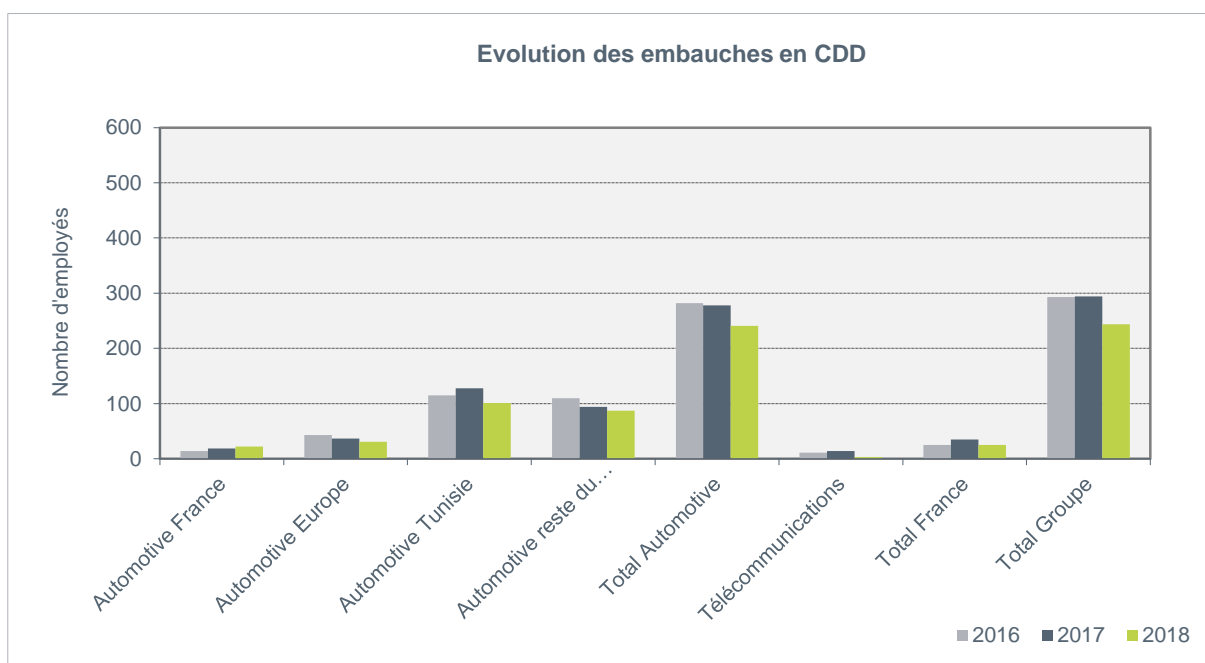
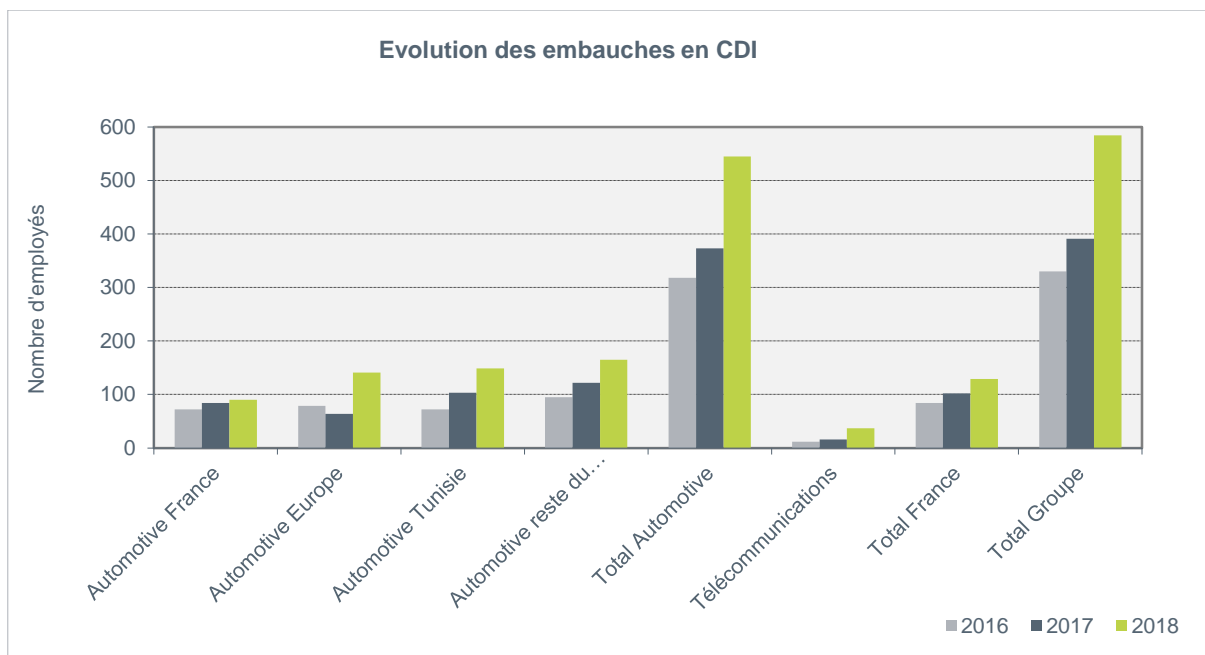


Les embauches

Les départs naturels, conjugués à la progression de l'activité, ont maintenu un niveau d'embauche soutenu en 2018, représentant 834 postes, chiffre en augmentation de 21,8 % par rapport à 2017 (685 embauches). Ces chiffres ne reprennent pas les Contrats à Durée Déterminée relatifs aux contrats aidés tels que les contrats de qualification et les contrats en alternance qui sont traités par ailleurs, en termes d'embauche.

Ces embauches sont la conséquence directe de l'adaptation nécessaire des ressources pour servir l'évolution de l'activité du Groupe. Elles sont principalement intervenues dans les filiales situées en Tunisie, en France et aux USA.

Elles sont aussi représentatives de la pression de l'emploi sur certaines zones géographiques, en particulier aux Etats-Unis où le plein emploi génère un très fort turnover, met à mal la fidélité des équipes sur les postes existants et rend laborieuse la constitution d'une nouvelle équipe de production.



Le recours à des CDD représente 29,3 % des embauches, en baisse constante par rapport aux exercices précédents. La Tunisie, la Chine et le Mexique représentent respectivement 41,4 %, 21,3 % et 14,3 % des embauches en CDD. Il est rappelé qu'en Tunisie un CDD peut avoir une durée maximale de 4 ans, expliquant ce taux significatif.

Par ailleurs, 81 CDD signés avant 2018 ont été transformés en CDI sur l'exercice 2018 et 266 CDD antérieurs à l'exercice ont fait l'objet d'un renouvellement en 2018.

Des difficultés de recrutement sont toujours remontées dont les motifs restent variés et récurrents : niveau de rémunération par rapport au marché local, pénurie sur certaines compétences techniques très demandées, notamment liées à la digitalisation de notre environnement (connectivité, domotique, services, ...), localisation des sites en région, fort volume de recrutement, manque de mobilité, ...

Représentant 6,9 % des emplois dans le Groupe, le recours au travail par intérim continue sa progression sur l'exercice, avec 256 intérimaires, contre 190 l'an dernier. Les principaux pays concernés continuent à être, par ordre décroissant, la France, l'Allemagne et la Suède qui représentent ensemble 97,6 % des intérimaires employés sur l'exercice. La durée moyenne des missions d'intérim varie de trente-six jours à moins de deux ans, en fonction de la filiale. Vivier potentiel à l'embauche, il est cependant observé que toutes les propositions de transformation de contrat intérim en CDI ne trouvent pas l'accord des personnes concernées, en particulier en France.

ACTIA Group a recours aux contrats aidés (contrats qualificatifs, en alternance, ...) dans les pays où la réglementation locale le permet. Ainsi, le Groupe a employé 114 personnes en contrat aidé au cours de l'exercice 2018, chiffre en baisse sur la période. La France représente 73,7 % de ces contrats, suivie par la Tunisie qui contribue à hauteur de 20,2 %. En 2018, ces contrats ont généré 25 embauches, contre 52 en 2017.

Enfin, le Groupe a fait appel à 147 stagiaires dans le cadre de formations diplômantes. La durée des stages a varié de 37 à 183 jours avec une moyenne, sur le Groupe, de 69 jours, chiffre stable par rapport à l'année dernière ; parmi ces stagiaires, 42 ont été embauchés à la fin du stage. Ces stages ont principalement eu lieu en France, premier contributeur pour la deuxième année consécutive, et en Tunisie. Le travail régulier avec les écoles, en particulier d'ingénieurs, permet d'entretenir un lien fort et ainsi un vivier pour nos futures embauches, tout en favorisant l'intégration des jeunes dans le monde de l'entreprise avec une première expérience enrichissante.

Les départs

Sur l'exercice, les licenciements ont concerné 69 personnes, essentiellement à l'international (91,3 %) ; ce chiffre est en légère augmentation (+4,5 %) par rapport à 2017 et concerne principalement le Mexique, les USA et la République Tchèque, à l'instar de 2017.

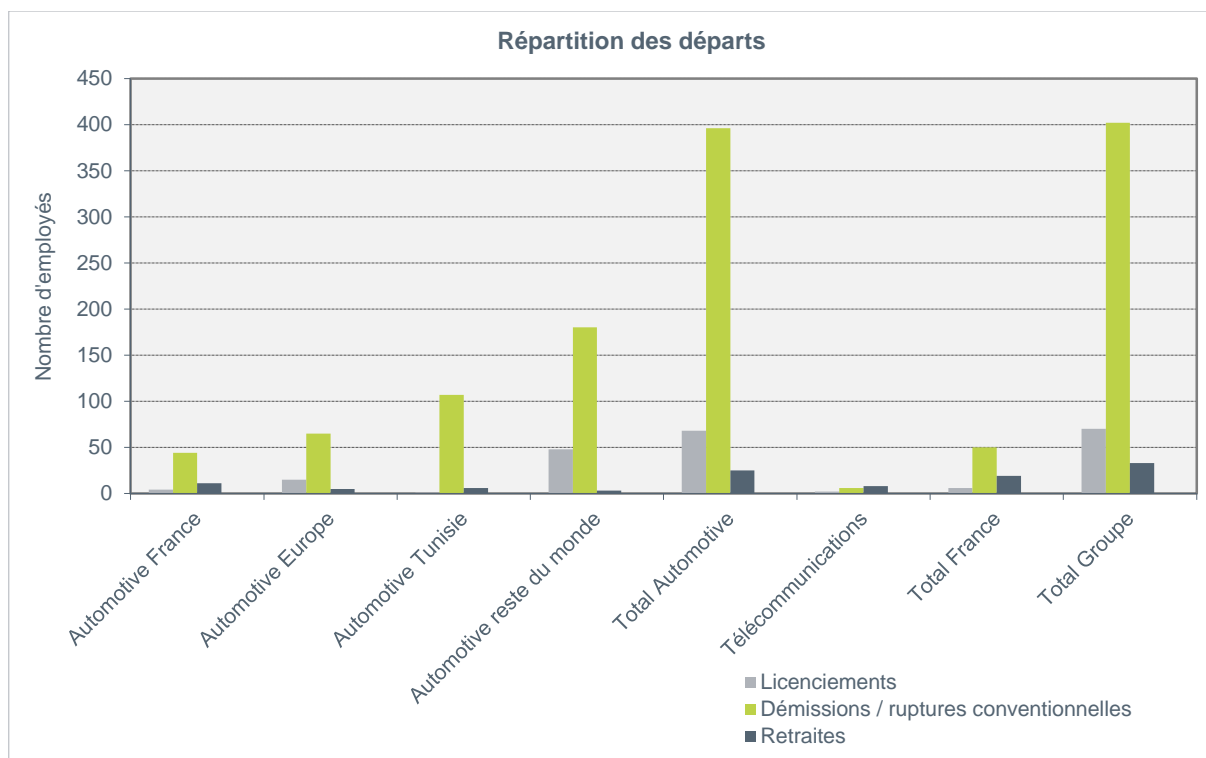
Les motifs sont les suivants :

- ❖ inaptitude : 82,6 % des cas ; ce taux peut s'expliquer par le plein emploi américain où la nécessité de pourvoir à un poste entraîne des embauches parfois peu adaptées ;
- ❖ faute : 15,9 % des cas.

Par ailleurs, le Groupe a enregistré 403 démissions et ruptures conventionnelles, dont 59,8 % sont intervenues en Tunisie, en Chine et aux Etats-Unis, s'expliquant par la forte pression locale : plein emploi aux Etats-Unis, revalorisation permanente des carrières en Chine, cannibalisation des ingénieurs par l'Europe en Tunisie. Ces démissions et ruptures conventionnelles se sont réparties entre 246 employés non cadres et 157 cadres.

Enfin, 33 départs à la retraite ont été enregistrés, dont 22 non cadres, la France représentant 57,6 % de ces départs.

La répartition des départs, dans leur généralité, est la suivante :



Le turnover

Comme les années précédentes, le turnover du Groupe reste important en Tunisie, au niveau du Bureau d'Etudes, en Chine et aux USA avec la valorisation des acquis et le plein emploi, engendrant des difficultés de stabilisation de poste sur ces pays.

Conscient de ces difficultés, le Groupe, dans le cadre de la politique déployée pour conserver ses talents, a décidé de suivre son taux de turnover. Pour le calcul de ce taux, le Groupe a retenu la définition suivante : $[(\text{nombre de départs au cours de l'année N} + \text{nombre d'arrivées au cours de l'année N}) / 2] / \text{Effectif au 31 décembre de l'année N-1}$.

Ce dernier a évolué de la façon suivante :

	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécommunications	Total France	Total Groupe
2016	6,6%	20,4%	11,5%	35,8%	16,0%	7,2%	6,8%	15,3%
2017	9,3%	18,5%	15,1%	40,2%	18,8%	6,7%	8,8%	17,9%
2018	9,9%	23,3%	15,2%	43,0%	20,1%	10,4%	10,0%	19,4%
Ecart/2017	0,6%	4,8%	0,1%	2,8%	1,4%	3,7%	1,2%	1,5%

L'évolution du turnover entre 2018 et 2017 s'explique notamment par l'augmentation importante (+21,8 %) du nombre d'embauches, pour répondre aux besoins du Groupe.

La formation

La majorité des entités du Groupe met en œuvre un plan de formation annuel. Ces plans sont élaborés en s'appuyant sur :

- ❖ les entretiens annuels ;
- ❖ une gestion prévisionnelle des compétences ;
- ❖ les négociations avec les représentants du personnel ou le responsable du site.

Ainsi, sur 2018 et pour l'ensemble du Groupe, 60 984 heures de formation ont été dispensées. Le budget total consacré par le Groupe à la formation est en hausse et représente 1 182 k€, cependant les filiales américaines et indiennes ont été dans l'incapacité de définir cet effort, la charge n'étant pas spécifiquement suivie ou les formations étant réalisées en interne uniquement. Par ailleurs, l'effort du Groupe sur la formation se traduit, sur 2018, avec 43,1 % des effectifs qui ont reçu une formation. Ces indicateurs confirment la volonté du Groupe d'être proactif sur le niveau de performance de ses collaborateurs, afin de maintenir un niveau élevé de compétences dans le Groupe.

Le nombre d'heures de formations par rapport à l'effectif moyen 2018 en Equivalent Temps Plein représente 17 heures par salarié.

Tant au niveau de sa principale filiale française, ACTIA Automotive, qu'au niveau Groupe, la politique de formation est principalement la déclinaison des axes stratégiques définis par la Direction, au travers :

- ❖ de la montée en compétences pour suivre la road-map technologique : ensemble des cœurs de métier en électronique, logiciel ;
- ❖ du développement des projets et des compétences : gestion de projet, conduite du changement ;
- ❖ de l'accompagnement de l'industrialisation et de la production : Lean, nouveaux équipements, outils de tests, méthodes MSA ;
- ❖ de la continuité dans l'accompagnement de nos certifications clients et des normes qualité, ainsi que dans la prévention des risques et la sécurité.

La lutte contre la discrimination

Organisé avec des filiales dans 16 pays différents, la diversité est concrètement vécue par les équipes lors des réunions et des actions communes, que ce soit dans les domaines de la recherche, du commerce, du management ou des fonctions transverses. Les 3 697 employés du Groupe sont ainsi répartis :

- ❖ 97,0 % sont de la nationalité de la filiale,
- ❖ Pour les salariés qui ne sont pas de la nationalité de la filiale :
 - 1,4 % sont des ressortissants de l'Union Européenne,

- 1,6 % viennent d'autres pays.

Cette répartition ne varie que très peu en fonction du pays considéré et reste stable d'une année sur l'autre.

L'égalité des chances est assurée au sein de chaque structure et une mobilité interne au sein du Groupe, à l'International, continue de se mettre en place progressivement, notamment au niveau du Bureau d'Etudes ARDIA. Le Groupe a renforcé l'accompagnement de la mobilité en interne, notamment au travers de la communication ; les demandes de mobilité sont désormais suivies au moment des entretiens professionnels et le Groupe souhaite une progression de ce taux, grâce à un accompagnement individualisé. En 2018, le Groupe a enregistré 40 mobilités en interne, cette donnée étant encore parcellaire.

L'égalité femmes / hommes

Plusieurs exemples d'actions pour l'égalité femmes / hommes ont été remontés, notamment au travers de la conciliation « vie professionnelle / vie personnelle ». De nombreuses possibilités sont offertes aux collaborateurs : le flexi-travail, le télétravail, analysé au cas par cas, lorsque les profils et les postes le permettent, une oreille attentive et bienveillante pour répondre aux demandes de passage à temps partiel, des horaires d'entrée / sortie flexibles, des autorisations pour des absences dues aux visites médicales rémunérées par la société, le choix du lieu de travail en fonction du site souhaité, une approche collaborative avec la mise en place des Groupes de travail sur le bien-être et la conciliation vie privée / vie professionnelle, une politique pour des congés courts en plus des congés réguliers autorisés pour permettre aux collaborateurs de respecter leurs obligations familiales, avec un emploi du temps planifié en conséquence, en plus des jours fériés, le droit à la déconnection, l'appréciation de l'amplitude journée et leur analyse lors des Entretiens Annuels.

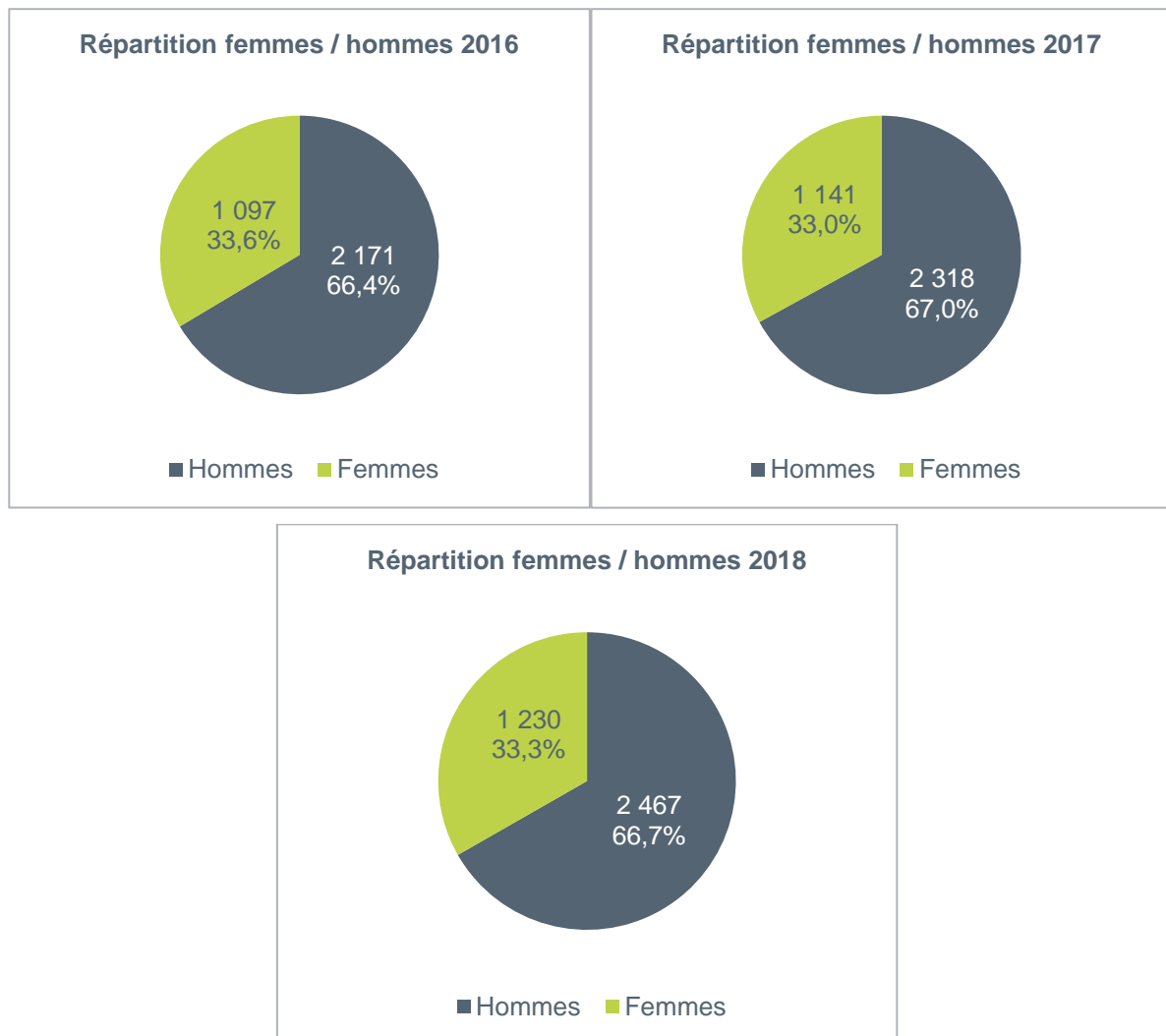
Par ailleurs, pour favoriser l'articulation « vie professionnelle / vie personnelle », ACTIA Automotive, principale filiale du Groupe, a signé un accord avec les représentants du personnel pour la mise en place d'un service de conciergerie, la mise à disposition du service étant financé par la Société et la prestation étant à la charge du salarié. Ce service a pour but d'apporter aux salariés différentes prestations de service, pour faciliter la vie personnelle des salariés et pérenniser les talents dans l'entreprise, notamment féminins. Ce service, dont la philosophie est d'être un véritable avantage social pour les salariés, a montré un taux de satisfaction élevé sur l'exercice et une hausse des services rendus de 34,1 %, après une première hausse de 80,0 %. Les services sont multiples, allant du pressing à l'entretien auto, en passant par la prise en charge de colis, démarches administratives, livraisons de produits locaux, prestations de cordonnerie, de courses diverses, allant jusqu'aux prestations de bien-être, telles que massages, ostéopathie, etc...

Les informations remontées par l'ensemble des filiales démontrent que l'égalité professionnelle femmes / hommes est respectée au niveau des salaires sur l'ensemble du Groupe ; par ailleurs, seul un sentiment de discrimination a été signalé en 2018 ; la salariée a fait part de la demande d'évolution de son statut et a obtenu son passage en tant que cadre, après analyse de son dossier.

En 2018, la répartition femmes / hommes se traduit par une moyenne de 33,3 % de femmes, en progression cette année, particulièrement en Tunisie. La faible représentation des femmes dans les effectifs, commune à tous les secteurs géographiques, est la conséquence directe de la difficulté à trouver des candidates dans les métiers techniques et pour les postes d'encadrement.

Hommes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	583	407	606	374	1 970	197	784	2 171
	72,2%	79,2%	53,7%	67,1%	65,5%	77,6%	73,4%	66,4%
2017	623	437	661	382	2 103	209	838	2 318
	72,4%	79,3%	55,1%	67,1%	66,2%	77,4%	73,5%	67,0%
2018	644	497	704	386	2 231	229	880	2 467
	72,4%	78,8%	54,7%	65,5%	65,7%	78,2%	73,9%	66,7%
Ecart/2017	+ 21	+ 60	+ 43	+ 4	+ 128	+ 20	+ 42	+ 149
% d'évolution	+ 3,4%	+ 13,7%	+ 6,5%	+ 1,0%	+ 6,1%	+ 9,6%	+ 5,0%	+ 6,4%

Femmes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	225	107	523	183	1 038	57	284	1 097
	27,8%	20,8%	46,3%	32,9%	34,5%	22,4%	26,6%	33,6%
2017	237	114	538	187	1 076	61	302	1 141
	27,6%	20,7%	44,9%	32,9%	33,8%	22,6%	26,5%	33,0%
2018	245	134	582	203	1 164	64	311	1 230
	27,6%	21,2%	45,3%	34,5%	34,3%	21,8%	26,1%	33,3%
Ecart/2017	+ 8	+ 20	+ 44	+ 16	+ 88	+ 3	+ 9	+ 89
% d'évolution	+ 3,4%	+ 17,5%	+ 8,2%	+ 8,6%	+ 8,2%	+ 4,9%	+ 3,0%	+ 7,8%
% des femmes / l'évolution de l'effectif	+ 0,0%	+ 2,6%	+ 0,9%	+ 4,9%	+ 1,3%	<3,3%>	<1,4%>	+ 0,9%

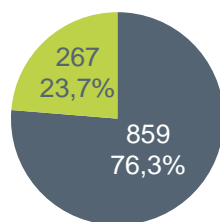


Par ailleurs, les tableaux suivants présentent la répartition cadres / non-cadres pour les catégories femmes / hommes.

Cadres Hommes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	303	51	250	142	746	109	416	859
2017	326	52	261	158	797	118	450	921
2018	347	51	288	163	849	133	487	989
Ecart/2017	+ 21	<1>	+ 27	+ 5	+ 52	+ 15	+ 37	+ 68
% d'évolution	+ 6,4%	<1,9%>	+ 10,3%	+ 3,2%	+ 6,5%	+ 12,7%	+ 8,2%	+ 7,4%

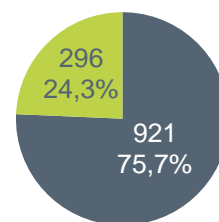
Cadres Femmes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	71	9	131	35	246	20	92	267
2017	80	8	155	31	274	20	102	296
2018	84	7	201	30	322	24	109	347
Ecart/2017	+ 4	<1>	+ 46	<1>	+ 48	+ 4	+ 7	+ 51
% d'évolution	+ 5,0%	<12,5%>	+ 29,7%	<3,2%>	+ 17,5%	+ 20,0%	+ 6,9%	+17,2%

Répartition femmes / hommes chez les cadres en 2016



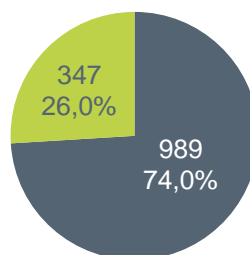
■ Cadres Hommes ■ Cadres Femmes

Répartition femmes / hommes chez les cadres en 2017



■ Cadres Hommes ■ Cadres Femmes

Répartition femmes / hommes chez les cadres en 2018

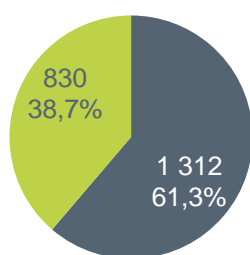


■ Cadres Hommes ■ Cadres Femmes

Non-cadres Hommes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	280	356	356	232	1 224	88	368	1 312
2017	297	385	400	224	1 306	91	388	1 397
2018	297	446	416	223	1 382	96	393	1 478
Ecart/2017	+ 0	+ 61	+ 16	<1>	+ 76	+ 5	+ 5	+ 81
% d'évolution	+ 0,0%	+ 15,8%	+ 4,0%	<0,4%>	+ 5,8%	+ 5,5%	+ 1,3%	+ 5,8%

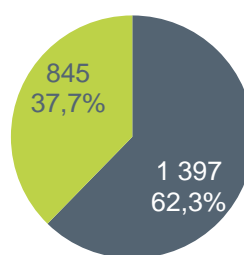
Non-cadres Femmes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	154	98	392	148	792	37	192	830
2017	157	106	383	156	802	41	200	845
2018	161	127	381	173	842	40	202	883
Ecart/2017	+ 4	+ 21	<2>	+ 17	+ 40	<1>	+ 2	+ 38
% d'évolution	+ 2,5%	+ 19,8%	<0,5%>	+ 10,9%	+ 5,0%	<2,4%>	+ 1,0%	+ 4,5%

Répartition femmes / hommes chez les non-cadres en 2016



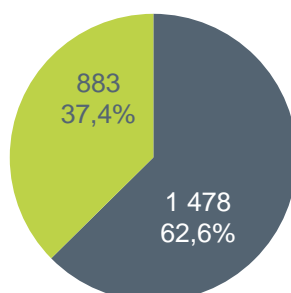
■ Non-cadres Hommes
■ Non-cadres Femmes

Répartition femmes / hommes chez les non-cadres en 2017



■ Non-cadres Hommes
■ Non-cadres Femmes

Répartition femmes / hommes chez les non-cadres en 2018



■ Non-cadres Hommes ■ Non-cadres Femmes

Proportionnellement, les femmes restent donc moins bien représentées chez les cadres que chez les non cadres, mais l'écart continue à s'améliorer, tant en valeur absolue qu'en représentativité, avec une situation différente en fonction des pays. L'amélioration de la part des femmes dans les effectifs est principalement due à deux filiales : ARDIA (Tunisie) et ACTIA Telecom (France). Ceci posé, il convient de préciser que le recrutement de personnel féminin reste compliqué à ce niveau-là dans le Groupe, simplement par manque de candidature.

Au niveau de la Direction, la représentation des femmes dans les Conseils du Groupe est de 19,4 % pour le Groupe et 33,3 % en France ; la situation est plus favorable au sein des Comités de Direction pour les filiales qui en sont dotées ; les Femmes représentent 30,9 % de ces Comités au sein du Groupe et 34,5 % en France ; en termes de représentativité, elles sont donc mieux représentées dans les Comités de Direction du Groupe que dans la catégorie des Cadres.

Le 8 mars 2019, dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme, une animation a été réalisée afin de mettre à l'honneur les femmes innovantes et ainsi sensibiliser les équipes.

En conclusion, au travers des embauches, avec des contrats majoritairement proposés en CDI, l'offre de formations proposées tout au long du parcours des collaborateurs, le Groupe met tout en œuvre pour conserver ses talents. Cela ne l'empêche pas de faire face, notamment en Tunisie, à la pression de groupes internationaux, désireux de s'approprier des ressources bien formées et reconnues sur le marché international de l'emploi, alors que de nombreux pays, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, sont en manque de personnel qualifié, notamment en lien avec les métiers du Digital ou du fait du plein emploi.

5.7.5 Santé & sécurité

Véritable priorité pour le Groupe, la sécurité des personnes est assurée au-travers des actions suivantes :

- ❖ L'identification, l'analyse et la gestion des risques détaillés ;
- ❖ L'animation de Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT) ;
- ❖ La mise en œuvre de systèmes de prévention, de surveillance, de protection et de première urgence ;
- ❖ La formation des secouristes ;
- ❖ La sensibilisation du personnel.

La principale filiale, ACTIA Automotive, dispose d'un manuel de sécurité décrivant les dispositions permettant de sécuriser les biens et les personnes ; ce manuel a permis d'obtenir la certification Opérateur Economique Agréé (OEA), par les services des Douanes françaises.

Les normes de sécurité d'incendie et d'installation électrique sont respectées dans toutes les filiales puisque les structures qui ne réalisent pas les vérifications par elles-mêmes bénéficient de cette prestation au travers de leur contrat de location.

Par ailleurs, la grande majorité des sites a mis en œuvre des diagnostics ou actions d'évaluation de l'ergonomie des postes de travail, la plupart du temps dans le cadre des CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des conditions de Travail). En Allemagne, l'inspection du travail procède à un contrôle annuel. Pour 88,4 % des effectifs, un CHSCT est présent sur le site. Au nombre de 12, ils sont composés de 69 personnes. Ces chiffres sont en hausse sur l'exercice, répondant à la fois à des besoins, mais aussi à une volonté de sécurisation des collaborateurs du Groupe.

En 2018, 32 accidents du travail avec arrêt de travail ont été recensés ; il convient de noter que les accidents du trajet domicile / travail ont été exclus de cet indicateur, afin d'être en parfaite adéquation avec les indicateurs utilisés en France et de fiabiliser ainsi la remontée des informations. Ces accidents ont représenté 381 jours ouvrés d'arrêt de travail. Par ailleurs, 10 jours ouvrés d'arrêt de travail ont été comptabilisés en 2018 en raison d'accidents du travail survenus dans les périodes antérieures, dont les conséquences se sont poursuivies sur l'exercice.

La Société a mis en place un suivi des indices suivants, selon les normes en vigueur :

- ❖ Le **taux de fréquence** qui correspond au nombre d'accidents du travail, à l'exclusion des accidents de trajet, survenus dans l'année, ayant entraîné un arrêt de travail X 1 000 000 / nombre total d'heures travaillées dans l'année ;
- ❖ Le **taux de gravité** qui comprend le nombre total de jours d'absence liés à l'ensemble des accidents survenus sur l'exercice ou les exercices précédents, à l'exclusion des accidents du trajet, X 1 000 / nombre total d'heures travaillées dans l'année ;
- ❖ L'**indice de fréquence** qui tient compte du nombre d'accidents du travail, à l'exclusion des accidents de trajets, survenus dans l'année, ayant entraîné un arrêt de travail X 1 000 / effectif moyen du Groupe.

L'évolution de ces indices sur la période étudiée ressort ainsi :

Taux de fréquence	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Automotive	Télécom-munications	France	Groupe
2016	5,1	10,4	4,5	1,9	5,1	7,9	5,7	5,2
2017	9,1	4,9	7,6	1,7	6,3	4,3	7,8	6,1
2018	5,5	8,1	4,4	4,2	5,3	0,0	4,1	4,9

Taux de gravité	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Automotive	Télécom-munications	France	Groupe
2016	0,3	0,2	0,1	0,0	0,2	0,5	0,4	0,2
2017	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,1
2018	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1

Indice de fréquence	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Automotive	Télécom-munications	France	Groupe
2016	9,0	18,3	8,2	3,8	9,3	11,9	9,6	9,5
2017	14,6	9,4	13,9	3,5	11,4	7,6	12,8	11,1
2018	9,2	15,3	8,0	9,0	9,8	0,0	7,0	9,0

En résumé, l'ensemble des indicateurs est en amélioration en 2018.

Le Groupe n'a enregistré aucun cas de maladie professionnelle.

5.7.6 Lutte contre l'absentéisme

Les arrêts maladie représentent 22 464 jours sur 2018, dont 8 301 en France. Si les chiffres bruts sont en hausse sur le Groupe, rapporté au nombre de salariés moyens, le Groupe enregistre une baisse du nombre de jours de maladie par employé. La répartition par division et par employé, est indiquée dans le tableau suivant :

Jours d'arrêt maladie par employé	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Moyenne Automotive	Télécom-munications	Moyenne France	Moyenne Groupe
2016	7,2	8,2	9,0	2,2	7,2	4,5	6,5	6,9
2017	7,4	7,3	8,6	1,6	6,8	5,0	6,8	6,6
2018	7,3	6,5	7,4	1,9	6,3	7,1	7,2	6,3
Ecart/2017	<0,1>	<0,7>	<1,2>	+ 0,3	<0,5>	+ 2,1	+ 0,4	<0,3>
% d'évolution	<1,9%>	<10,1%>	<13,8%>	+ 22,2%	<7,0%>	+ 41,1%	+ 6,1%	<4,0%>

Une politique de retour à l'emploi est organisée dans le Groupe, même si elle n'est pas toujours formalisée. Elle se traduit par des relations étroites avec la Médecine du Travail pour l'aménagement des postes de travail, l'étude des postes et les visites de pré-reprise, l'organisation de réunions pendant la maladie en vue de préparer le retour, la formalisation d'un entretien pour identifier les raisons et les caractéristiques de la maladie et la façon de prévenir la récurrence de ces absences. En Inde, l'accent est mis sur l'hygiène, notamment par la fourniture d'eau en provenance d'agences certifiées.

Comme indiqué ci-dessus, en termes de Qualité de Vie au Travail, pour favoriser l'articulation « vie professionnelle / vie personnelle », ACTIA Automotive, principale filiale du Groupe, a signé un accord avec les représentants du personnel pour mettre en place un service de conciergerie, dans le but de faciliter la vie personnelle des salariés et de pérenniser les talents dans l'entreprise.

Par ailleurs, ACTIA Automotive a également créé différents groupes de travail dans ses établissements pour lutter contre les Risques Psycho Sociaux, avec, en parallèle, la mise en place d'une ligne d'écoute et de formations pour la gestion de ces risques.

La rénovation et l'extension de nombreux sites ont été mises à profit pour animer des groupes de travail bénévoles pour être force de proposition pour l'amélioration de la qualité de Vie au Travail.

5.7.7 L'économie circulaire

À travers les systèmes de management environnemental mis en place sur les sites certifiés, la veille réglementaire et les processus de suivi qui en découlent, assurent le maintien de leur conformité réglementaire.

Il est précisé que le Groupe n'a pas de contrainte réglementaire spécifique liée à son activité.

Les sites d'ACTIA Automotive et ACTIA Telecom (France), ACTIA I+ME (Allemagne), ACTIA Nordic (Suède), CIPI ACTIA et ACTIA Tunisie (Tunisie), ACTIA India (Inde) et ACTIA China (Chine) sont certifiés ISO 14001. En conséquence, 76,9 % des effectifs du Groupe sont concernés par une politique environnementale définie et validée.

En ce qui concerne les établissements certifiés ISO 14001, ils respectent toutes les réglementations applicables à leurs activités et à leur site, y compris les réglementations nationales et locales (exemple en France : les PLU – Plans Locaux d'Urbanisme).

Au travers de sa politique proactive, le Groupe a pris cet aspect en compte depuis de nombreuses années et met tout en œuvre pour progresser en la matière, en privilégiant le traitement de la fin de vie de ces déchets potentiellement polluants.

Par ailleurs, les deux sites importants de production (Colomiers et Tunis) ont effectué, de manière volontaire, une série de mesures destinées à évaluer plus précisément les rejets dans l'air, émis par l'activité. Les conclusions sont excellentes et montrent la volonté du Groupe de maîtriser les nuisances environnementales.

La gestion des ressources en eau

En dehors des sites de production, la consommation d'eau est de type sanitaire. Pour la production, l'eau est utilisée à plusieurs niveaux :

- ❖ Humidification de l'air dans les ateliers de fabrication de cartes, pour réduire les risques de décharge électrostatique (ESD), associé à un contrôle permanent de la température ;
- ❖ Machines de lavage mises à disposition des services de maintenance pour le nettoyage des équipements.

Pour une utilisation responsable des ressources en eau, le Groupe a déjà mis en œuvre plusieurs mesures :

- ❖ Arrêt du pompage dans les puits sur les sites où cette pratique était habituelle (Colomiers et Tunis principalement) ;
- ❖ Travail sur les équipements en circuit fermé ;
- ❖ Recyclage de l'eau pour les machines de lavage, pour éviter tout risque de pollution.

La consommation totale d'eau par le Groupe est de 31 964 m³.

L'Italie qui avait connu une baisse de sa consommation en 2017, avec moins 990 m³ sur l'année, grâce à un déménagement dans de nouveaux locaux, a enregistré une nouvelle baisse très importante (- 1 933 m³), ce qui la place désormais parmi les consommations moyennes du Groupe (20 litres / salarié / jour). Cette dernière baisse est principalement liée à l'accès aux données réelles de consommation par la filiale, ce qui n'était pas le cas auparavant et ce qui a pu créer un dysfonctionnement dans la remontée des informations.

Même si l'on excepte ce phénomène, la consommation du Groupe par salarié enregistre une baisse de 3,0 % sur l'exercice.

Par ailleurs, le bureau d'études tunisien enregistre une nouvelle baisse, mais reste toujours la société la plus consommatrice d'eau / salarié du Groupe. Le déménagement de cette filiale, désormais prévu dans le courant du 1^{er} semestre 2019, devrait mettre un terme à cette situation (fuite repérée sous le bâtiment loué) qui dure depuis plusieurs années.

D'une manière globale, la consommation d'eau est régulièrement observée par le Groupe qui analyse toutes les variations et intervient pour une meilleure sensibilisation.

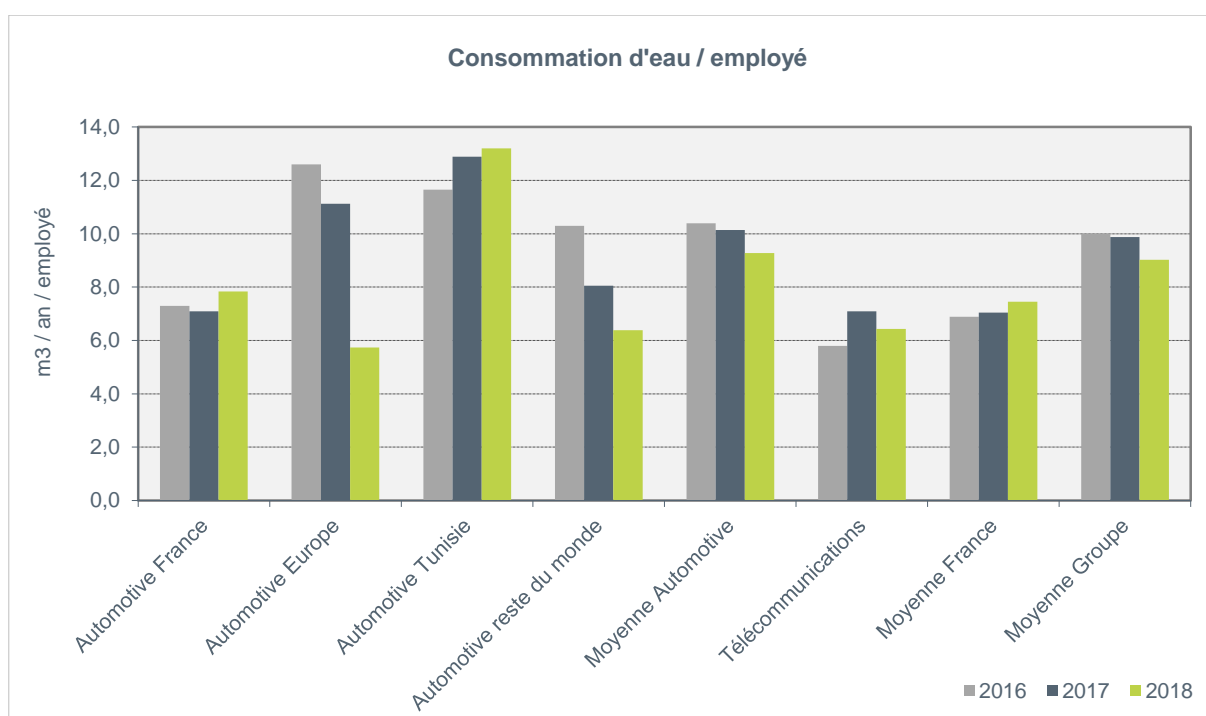
Il convient de noter que certaines filiales n'ont pas accès à leur consommation d'eau, cette donnée étant incluse dans les charges locatives : pour ces entités, le Groupe a choisi de prendre en compte une consommation d'eau estimée sur la base des moyennes nationales ou sectorielles, en fonction de l'information accessible. Ce fonctionnement concerne deux filiales françaises (27 personnes) et les filiales suédoise (109 personnes) et indienne (38 personnes) représentant 4,9 % des effectifs du Groupe.

L'eau consommée sur l'ensemble des sites est issue du réseau de distribution d'eau potable.

Ramenée au nombre d'employés, la consommation de l'ensemble des sites en 2018 avoisine les 9,0 m³ / an / employé, en baisse de 8,6 % par rapport à 2017, avec l'évolution suivante :

m ³ /an/ employé	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Moyenne Automotive	Télécom- munications	Moyenne France	Moyenne Groupe
2016	7,3	12,6	11,7	10,3	10,4	5,8	6,9	10,0
2017	7,1	11,1	12,9	8,1	10,1	7,1	7,0	9,9
2018	7,8	5,7	13,2	6,4	9,3	6,4	7,5	9,0
Ecart / 2017	+ 0,8	<5,4>	+ 0,3	<1,7>	<0,9>	<0,7>	+ 0,4	<0,8>
% d'évolution	+ 11%	<48,4%>	+ 2,4%	<20,7%>	<8,6%>	<9,30%>	+ 5,7%	<8,6%>

Le graphe suivant montre l'évolution de la consommation d'eau par employé depuis 2016 :



Les consommations des sites, excepté les sites de production comme ACTIA Automotive à Colomiers (France), CIPI ACTIA à Tunis (Tunisie) et ACTIA Telecom à Saint Georges de Luzençon (France), restent représentatives d'une activité « services – études ».

La gestion des déchets

Les déchets issus de l'ensemble des activités sont essentiellement des emballages (cartons, palettes, housses plastiques, ...), des déchets de bureau et des rebuts de fabrication dont 11,0 % sont classés « déchets industriels dangereux ». Ces derniers ne sont pas éliminés ou traités sur place, ils sont stockés provisoirement dans des zones dédiées et équipées pour recevoir chaque type de déchets (bennes, compacteurs, bacs de rétention...) avant d'être régulièrement évacués vers les filières homologuées de recyclage, de valorisation ou de traitement. Si la Tunisie posait jusqu'à présent un problème spécifique car elle ne disposait pas de filières valables pour les déchets industriels dangereux, ce problème a été résolu en 2018 et l'ensemble des déchets accumulés ont fait l'objet d'un enlèvement à partir de mars 2018 (soit 5,8 T), par le biais d'une filière conforme pour assurer le traitement de ce type de déchets.

Le recyclage déjà mis en place sur les sites concerne surtout les emballages : cartons, papiers, plastiques ainsi que les métaux ; les piles font également l'objet d'un tri spécifique dans plusieurs structures. Pour les sites ayant mis en place un tri des déchets, une politique de valorisation de la matière est encouragée plutôt qu'une valorisation énergétique quand cela s'avère réalisable.

Pour la réduction et le recyclage des déchets, les actions suivantes ont déjà été mises en place :

- ❖ Mise en place et location de containers de stockage de déchets et d'équipements destinés au traitement des déchets, compactage de certains déchets ;
- ❖ Méthodes de production prenant en compte l'environnement, par la reprise et le réemploi des matières premières dans le process, la recherche de la réduction des emballages plastiques, des déchets, la réduction de l'impact environnemental du produit, la prise en compte des contraintes environnementales dans la documentation de fabrication ;
- ❖ Réduction et valorisation des déchets de production, recyclage et traitement des déchets électriques et électroniques ;
- ❖ Recyclage et valorisation du carton, du papier et des emballages souillés ;
- ❖ Augmentation du taux de valorisation matières et de traitement des déchets ;
- ❖ Initiation par l'unité de production de Toulouse d'une réflexion sur un objectif « zéro papier », avec un déploiement progressif depuis 2016. En 2018, plusieurs étapes ont été déployées, avec une centralisation des bases de données, une action sur l'ouverture des gammes et des fiches suiveuses ;
- ❖ Mise en place de l'objectif « zéro papier » en Espagne où tout l'atelier travaille désormais sans papier ; pour ce faire, des écrans ont été installés pour permettre de suivre les étapes de la fabrication, des actions sur le portail et les matrices de compétence et l'équipement des PC de l'usine pour permettre ce passage à « zéro papier ». Le programme sera poursuivi sur 2019, avec une réflexion à tenir sur le déploiement de cet objectif chez CIPI ACTIA et chez ACTIA Electronics ;
- ❖ Incitation des salariés, possibilité de recycler leurs piles sur site, respect des consignes pour le papier (utilisation rationnelle, tri du papier, collecte, incitations à ne pas imprimer les mails, ...) ;
- ❖ Maintien du taux de valorisation de matières premières, avec un coût annuel de 50,0 k€.

Par ailleurs, une politique active de tri des déchets est d'ores et déjà en place sur la majorité des sites et couvre 96,1 % des équipes au niveau mondial. Les sites français se maintiennent au taux de 100 % en 2018.

De plus en plus de sites formalisent sous forme de bilan, la quantité de déchets produite et/ou recyclée. Sur l'exercice 2018, les filiales qui établissent un bilan qualitatif ou quantitatif, total ou partiel, de leur quantité de déchets représentent désormais 83,7 % des effectifs du Groupe. Les bilans ainsi réalisés permettent d'aboutir à la synthèse suivante, qui reflète une information toujours parcellaire, bien qu'en amélioration, sur le recyclage :

Type de Traitement / Tonnes	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
Valorisation matière	168,5	70,2	83,7	35,5	358,0	42,6	211,1	400,6
Valorisation énergétique	100,2	18,1	0,6	0,0	118,9	1,0	101,3	119,9
Mise en décharge contrôlée	6,4	0,0	65,4	0,0	71,8	0,0	6,4	71,8
Traitement spécifique*	4,9	5,1	4,7	1,0	15,7	0,0	4,9	15,7
TOTAL	280,1	93,4	154,3	36,5	564,3	43,6	323,7	607,9
% DID** / déchets	5,7%	37,3%	8,0%	0,0%	11,2%	13,9%	6,8%	11,4%

* Les traitements spécifiques sont soit par procédé chimique, soit par incinération.

**DID : Déchets Industriels Dangereux

L'exercice 2018 est marqué par une augmentation à la fois des déchets (+ 58,8 T) et des DID (+ 15,6 T) qui résulte de plusieurs facteurs conjoncturels :

- ❖ En France, la destruction d'un bâtiment sur le site du Puy-Sainte-Réparate a entraîné la valorisation de 21,1 T de métaux et de 4,6 T de DID (divers PC, écrans, appareils de mesure, produits obsolètes, ...) ;
- ❖ Sur Toulouse :
 - l'usine de Colomiers s'est équipée d'une nouvelle machine de nettoyage ; ce nouvel équipement permet de séparer les eaux de procédé qui sont désormais recyclées au même titre que les déchets. Cette machine a généré, au cours de l'année, 5,7 T d'eau de lavage classée DID ;

- ACTIA a procédé à l'élimination par valorisation matière de 15,1 T de métaux liés aux PowerTrain, conformément à la demande du client.

Le solde est lié à l'augmentation naturelle de l'activité du Groupe, avec notamment 5,1 T de cartons en Inde et 6,2 T de bois pour ACTIA CZ qui ont été recyclés.

En Tunisie, CIPI ACTIA a fait face, en 2018, à un phénomène ponctuel qui a fortement impacté le tri des déchets. En effet, la filière locale de recyclage a été confrontée au manque de débouchés pour ces produits recyclés et a donc été dans l'incapacité de prendre en compte l'intégralité des déchets habituellement traités. Les 2 personnes de CIPI ACTIA en charge du tri en interne ont donc dû cesser le tri, faute de débouché et la part de valorisation matière des déchets a fortement chuté, avec une augmentation mécanique de la mise en décharge contrôlée.

Il convient de noter que certaines filiales effectuent bien un tri, mais ne font pas systématiquement un bilan quantitatif de ce tri. Elles peuvent être amenées à établir des estimations qui sont ensuite analysées au niveau Groupe pour valider la cohérence des données.

Le groupe reste attentif à mettre tous les moyens en place pour le tri et le recyclage des déchets. Cependant, selon les zones géographiques, les possibilités d'actions ne sont pas homogènes. Aussi, dès qu'une évolution locale le permet, comme en Tunisie en 2018, le Groupe se donnera tous les moyens d'accompagner ces progrès.

Enfin, pour permettre la comparaison des déchets d'un exercice sur l'autre et garder une cohérence des chiffres par rapport à l'activité, le Groupe a décidé de suivre uniquement les déchets directement liés à son activité. Ainsi, en cas de chantier immobilier engendrant des déchets ponctuels, ces derniers ne sont pas reportés.

5.7.8 Le dérèglement climatique

L'énergie

L'ensemble du Groupe reste sensibilisé pour limiter sa consommation énergétique, ce qui se traduit par diverses actions menées localement sur des cibles identifiées :

- ❖ Bâtiments : par la mise en place de détecteurs de présence, de contrôleurs de climatisation, de minuteries, de programmeurs, de ferme-portes pour isoler les espaces à chauffer, par le remplacement des menuiseries aboutissant à une meilleure isolation des locaux, par un arrêt automatique la nuit et le remplacement de chaudières à gaz par des pompes à chaleur ;
- ❖ Equipements : par le changement pour des équipements basse consommation, l'achat de lampes LED et appareils moins énergivores, des nouveaux serveurs basse consommation, le remplacement d'équipements informatiques vieillissants et le remplacement des climatisations ;
- ❖ Comportements des individus : par des campagnes de sensibilisation pour l'extinction des équipements le soir et l'utilisation du chauffage et de la climatisation, la coupure centralisée de l'électricité, la mise en place de détecteurs de présence et de minuteries, par la mise en place d'indicateurs pour sensibiliser le personnel et les impliquer ;
- ❖ Organisation : avec le contrôle de la climatisation en été et l'organisation du temps de travail (par le biais des congés) afin d'éviter les pics de consommation estivale, la sensibilisation généralisée du personnel, la réalisation d'un audit énergétique par un organisme tiers afin d'examiner les actions d'amélioration ;
- ❖ Écoconception : développement de produits et logiciels susceptibles d'engendrer une réduction des consommations de carburant, grâce au suivi des consommations des véhicules et de la performance des conducteurs.

Ces actions s'ajoutent à celles déjà entreprises sur les exercices antérieurs et traduisent une volonté réelle de prendre l'environnement en compte.

Deux types d'énergie continuent à être principalement utilisés sur l'ensemble des sites :

- ❖ l'électricité : 15 498,4 MWh, en hausse de 28,5 % par rapport à 2017. Très disparate d'un site à l'autre, l'évolution de la consommation d'électricité s'explique par l'augmentation de l'activité, des effectifs, des surfaces, et par les travaux immobiliers réalisés ;
- ❖ le gaz naturel : avec 2 688,1 MWh représente une baisse de 14,6 % par rapport à 2017, en raison de l'arrêt de ce type d'énergie sur le site de Lucé (France) lié au déménagement effectué en juillet 2018 ;

La consommation totale d'énergie, qui s'élève sur l'année 2018 à 19 925,0 MWh, est en augmentation de 23,7 % par rapport à 2017.

Cette forte hausse s'explique principalement par une erreur dans la remontée de la consommation d'électricité du site de production tunisien en 2017, avec un oubli de 1,9 MWh. Retraitée de cet oubli, la progression est de 10,4 %.

5. Rapport de gestion du Directoire

Ramenée à une consommation par salarié, on note une augmentation de 16,3 %. Les principaux sites impactés ont vu leur surface augmenter de façon importante (Allemagne, Espagne, Tunisie). Corrigée de l'erreur 2017, cette évolution n'est plus que de 3,8 %.

Comme pour l'eau, le Groupe suit ses consommations d'énergie et cherche à expliquer de façon rationnelle toutes les variations. Ainsi, certaines filiales enregistrent des hausses dues à une augmentation de leur effectif, de la surface occupée, au développement de leur activité ; d'autres voient leur consommation baisser grâce aux efforts réalisés en interne avec une sensibilisation du personnel aux économies d'énergie et un comportement plus raisonnable de ces derniers : extinction des équipements le soir, contrôle du chauffage et de la climatisation....

La consommation de fuel est extrêmement limitée ; elle est principalement utilisée par la filiale espagnole et n'est pas significative par rapport à la consommation totale d'énergie.

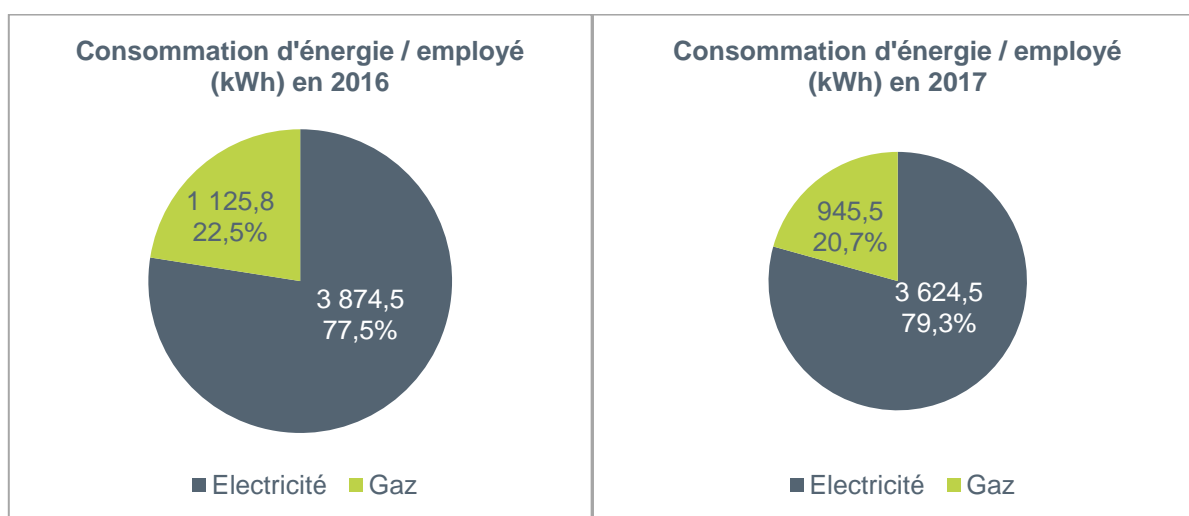
Le tableau récapitulatif des consommations énergétiques est le suivant :

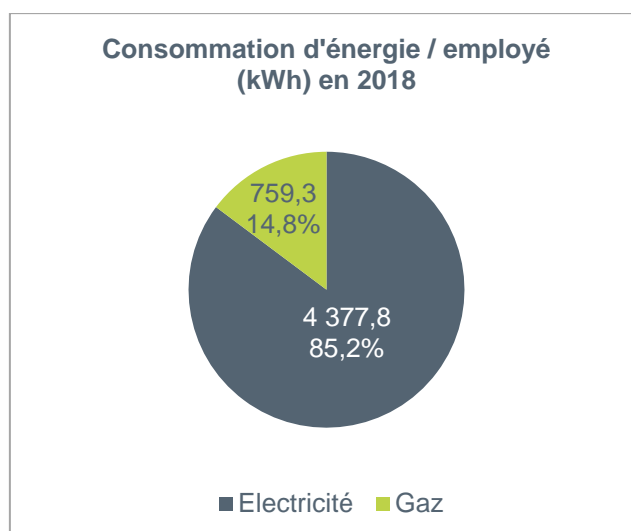
kWh / an / employé	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Moyenne Automotive	Télécommunications	Moyenne France	Moyenne Groupe
2016	7 247,2	4 339,7	4 526,8	3 408,9	5 024,6	8 259,9	7 451,8	5 274,2
2017	6 749,3	4 511,2	3 778,5	3 283,9	4 608,1	7 660,0	6 927,9	4 840,7
2018	6 598,7	5 991,7	5 448,1	3 539,7	5 527,4	6 987,5	6 645,4	5 627,9
Ecart / 2017	<150,6>	+ 1 480,5	+ 1 669,6	+ 255,8	+ 919,3	<672,5>	<282,5>	+ 787,2
% d'évolution	<2,2%>	+ 32,8%	+ 44,2%	+ 7,8%	+ 19,9%	<8,8%>	<4,1%>	+ 16,3%

Corrigée de l'erreur de 2017, l'évolution annuelle serait la suivante :

kWh / an / employé	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Moyenne Automotive	Télécommunications	Moyenne France	Moyenne Groupe
2016	7 247,2	4 339,7	4 526,8	3 408,9	5 024,6	8 259,9	7 451,8	5 274,2
2017	6 749,3	4 511,2	5 453,2	3 283,9	5 240,6	7 660,0	6 927,9	5 421,9
2018	6 598,7	5 991,7	5 448,1	3 539,7	5 527,4	6 987,5	6 645,4	5 627,9
Ecart / 2017	<150,6>	+ 1 480,5	<5,1>	+ 255,8	+ 286,8	<672,5>	<282,5>	+ 206,0
% d'évolution	<2,2%>	+ 32,8%	<0,1%>	+ 7,8%	+ 5,5%	<8,8%>	<4,1%>	+ 3,8%

Le graphe suivant illustre l'évolution de l'énergie consommée ramenée au nombre d'employés :





Après plusieurs années de baisse, le ratio de consommation énergétique par an et par salarié sur la totalité de Groupe a augmenté et s'élève à 5 627,9 kWh en 2018, contre 4 840,7 kWh (5 421,9 kWh en donnée corrigée) en 2017 et 5 274,2 kWh en 2016.

Si on observe l'évolution par rapport aux types de sites (production / hors production), les résultats confirment bien que la hausse de l'utilisation de l'énergie est liée à l'activité ; la faible augmentation constatée sur les sites hors production en 2018 est le résultat de l'adaptation des infrastructures aux effectifs.

Consommation totale d'énergie	Production	Hors Production	Total Groupe
2016	7 383 045	9 278 093	16 661 138
2017	8 860 019	9 180 031	18 040 050
2018	10 213 408	9 710 789	19 924 197
Ecart / 2017	1 353 389	530 758	1 884 147
% d'évolution	+ 15,3%	+ 5,8%	+ 10,4%

Ce tableau montre bien une certaine stabilité des consommations des filiales hors production, quand, dans le même temps, la consommation liée à la production montre une évolution régulière, homogène par rapport à l'activité sur le Groupe. Il convient également de prendre en compte les surfaces de production de CIPI ACTIA, qui sont passées de 4 097 m² en 2014, à 5 177 m² en juin 2017 (+ 26,3 %) à 6 473 m² (25,0 %).

Le recours à des énergies renouvelables est resté stable et repose sur la Tunisie qui utilise de l'eau chaude d'origine solaire (4 panneaux de 2 m², produisant 2 200 Watt) et la Suède dont la totalité de l'électricité consommée provient d'éoliennes pour 46 MWh et de la marée motrice pour 150 MWh. Ainsi, 196 MWh, sans compter l'eau chaude solaire pour laquelle nous n'avons pas d'équivalent de consommation, proviennent d'énergies renouvelables, ce qui représente 1,0 % de la consommation totale d'énergie du Groupe.

Par ailleurs, le chauffage des locaux de notre filiale suédoise est effectué à partir d'eau chaude fournie par une station d'incinération de déchets et correspond à une consommation de 211 MWh, contre 194 MWh en 2017.

De plus, notre filiale allemande utilise pour son chauffage, une énergie intégralement issue de la valorisation énergétique. Cette consommation représente un total de 1 465 MWh, contre 707 MWh en 2017, progression de 100 % liée à une surface de 7 600 m² supplémentaire, mise à disposition dans le cadre de son activité de Systèmes de Management des Batteries ; cette consommation représente 7,4 % de la consommation totale d'énergie du Groupe.

Enfin, Market-IP en Belgique utilise la géothermie mais n'a pas d'élément pour mesurer sa consommation sur ce type d'énergie.

Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Très impliquée dans la mobilité durable au travers des nombreuses solutions et services proposés par le Groupe à ses clients, les sites toulousains ont procédé à l'acquisition de véhicules électriques destinés aux déplacements professionnels de courtes distances (véhicules légers et utilitaires) et ont réalisé leur Plan de Déplacement Entreprise.

Ils ont également réalisé, pour la 2^{ème} année, une campagne d'accompagnement à l'acquisition d'un vélo électrique par les salariés dans le cadre des déplacements domicile / travail. Bénéficiant d'une négociation du service achats auprès d'une enseigne locale, de subvention locale pour certains et du soutien d'ACTIA, les salariés ont pu acquérir un vélo électrique à un prix très attractif. Une incitation au covoiturage a également été mise en œuvre afin de compenser l'arrêt momentané de la ligne de bus desservant un des sites, suite à des travaux de voirie.

Le site de production de Tunisie avait également réalisé un Plan de Déplacement Entreprise et a ensuite mis en place une solution de transport collectif du personnel, sous-traitée à un prestataire externe.

En Suède, le transport ferroviaire est la priorité pour les déplacements intersites.

Pour sa part, le bureau d'études tunisien a mis à disposition de ses salariés une navette de 50 places pour le trajet domicile / travail.

Enfin en Belgique, le covoiturage et les déplacements à vélo sont encouragés chaque fois que possible.

Les activités réalisées sur les sites ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif dans l'atmosphère. Pour autant, certains sites réalisent spontanément des bilans quantitatifs et qualitatifs de leurs rejets dans l'air, dont les deux sites de production : les résultats sont tout à fait satisfaisants. En Tunisie, CIPI-ACTIA réalise une analyse tous les 3 ans (la dernière a eu lieu en 2014). En cas de dérive, des actions correctives sont mises en œuvre ; puis une nouvelle mesure est faite ; en cas de problème, un complément de mesure ou mesure particulière est alors fait. En janvier 2016, un complément sur un aspect poussière, élément significatif dans le cadre de la production de cartes électroniques, a été fait et le site a été déclaré conforme à la réglementation en vigueur. Il convient également de noter qu'ACTIA Automotive, filiale basée à Toulouse, a entrepris, conformément à son obligation réglementaire, une démarche de réalisation d'un bilan des émissions des gaz à effets de serre.

De plus, dans une première approche globale, nous nous sommes attachés à identifier les émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie des différentes entités du groupe avec l'électricité pour son utilisation à des fins industrielles (four, machine de brasage, enceintes climatiques...) et le gaz utilisé exclusivement pour le chauffage des locaux. Les facteurs d'émissions pris en compte résultent des données ADEME sur www.basecarbone.fr. Les émissions exprimées en Tonnes équivalent CO₂ (TCO₂eq) résultent d'une politique de surveillance rigoureuse des consommations d'énergie notamment aux travers du Système de Management de l'Environnement certifié ISO 14001 mis en place dans plus de 76,9 % des entités du Groupe.

Exprimées en Tonnes CO ₂ eq	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive Reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	681	366	2 296	879	4 222	305	986	4 527
2017	545	394	2 008	907	3 854	268	813	4 122
2018	453	542	3 146	936	5 076	234	687	5 310

Par ailleurs, le Groupe a cherché à intégrer en 2016 un nouveau facteur, en prenant en compte les émissions de ces véhicules opérés. Pour parvenir à ce calcul, nous sommes partis de la flotte de véhicules, de leur kilométrage réalisé sur l'exercice considéré et/ou de la consommation de carburant chaque fois que cette donnée était disponible. Les facteurs d'émission sont tirés de la base carbone ADEME ; seuls les facteurs d'émission France étant disponibles, ils ont donc été utilisés par défaut pour l'ensemble du Groupe. En 2018, le Groupe arrive aux résultats suivants, recoupant 91 % du périmètre concerné, certaines filiales n'ayant pas pu remonter les informations nécessaires à ce calcul :

Exprimé en Tonnes équivalent CO ₂	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
Emissions provenant des véhicules opérés	852	267	14	112	1 245	132	984	1 377
Emissions provenant de l'activité	453	542	3 146	936	5 076	234	687	5 310
% véhicules opérés / activité	187,6%	49,3%	0,4%	12,0%	24,5%	56,4%	143,0%	25,9%

En 2017, on relevait les valeurs suivantes :

Exprimé en Tonnes équivalent CO2	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
Emissions provenant des véhicules opérés	975	196	9	236	1 415	138	1 112	1 553
Emissions provenant de l'activité	545	394	2 008	907	3 854	268	813	4 122
% véhicules opérés / activité	179,0%	49,7%	0,4%	26,0%	36,7%	51,3%	136,9%	37,7%

En 2016, on relevait les valeurs suivantes :

Exprimé en Tonnes équivalent CO2	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
Emissions provenant des véhicules opérés	672	217	8	136	1 033	135	807	1 168
Emissions provenant de l'activité	681	366	2 296	879	4 222	305	986	4 527
% véhicules opérés / activité	98,6%	59,4%	0,3%	15,4%	24,5%	44,4%	81,8%	25,8%

Les véhicules mis à disposition des commerciaux, nombreux dans certaines filiales, expliquent les ratios constatés entre les rejets dus aux véhicules opérés et ceux liés à l'activité.

Il est à noter que depuis 2017, ACTIA Automotive S.A. a mis à disposition deux véhicules et une camionnette électriques, pour les déplacements entre ses deux sites toulousains.

Changements climatiques et biodiversité

Comme cela est démontré tout au long de ce chapitre, l'activité du Groupe n'a que peu d'impact sur l'environnement et tout est mis en œuvre pour prendre en considération les changements climatiques auxquels nous assistons, tant dans les mesures prises pour limiter les consommations d'eau et d'énergie que dans la sensibilisation des salariés, informés par :

- ❖ Des brochures ;
- ❖ Un affichage régulier des objectifs, des plans d'amélioration et des résultats des audits ;
- ❖ Des audits de certification ;
- ❖ L'intranet et des courriels ;
- ❖ La mise en avant des journées / semaines environnementales au niveau national et international ;
- ❖ Des réunions à l'embauche et/ou en cours d'année ; des réunions annuelles, trimestrielles, bimensuelles en fonction du site ; des instructions de travail sur les économies d'énergie ;
- ❖ Localement, avec le Brésil, par exemple, les salariés suivent une sensibilisation à l'environnement lors de l'embauche ; ceux déjà dans l'entreprise participent à un programme de formation appelé « équilibre de l'environnement » pendant lequel sont présentés les principaux points et résultats liés aux questions environnementales et chaque année, durant le mois de l'environnement organisé dans le pays, un jour de formation à l'environnement est organisé par semaine autour de conférences et de films liés à la problématique de l'environnement.

La prise en compte de l'environnement et de la biodiversité se traduit également lors de la conception et du développement des produits, au travers des thématiques suivantes :

- ❖ Approche différente dans le choix des matériaux et de certains composants ;
- ❖ Prise en compte de la notion d'écoconception pour les nouveaux produits ;
- ❖ Critères de certification ou de démarche environnementale intégrés dans le système d'évaluation des fournisseurs, élaboration d'un manuel qui définit les exigences pour leur classification, vérification de leur certification ISO14001, audits fournisseurs et/ou leur évaluation annuelle, développement d'actions environnementales avec les principaux fournisseurs ;

- ❖ Localement, avec le Brésil, par exemple, où un manuel des fournisseurs a été élaboré pour définir les exigences de la classification : chaque fournisseur classé comme ayant une activité avec un impact environnemental doit présenter sa licence d'exploitation délivrée par l'entité de l'environnement compétente. L'objectif est de développer des actions environnementales avec les principaux fournisseurs.

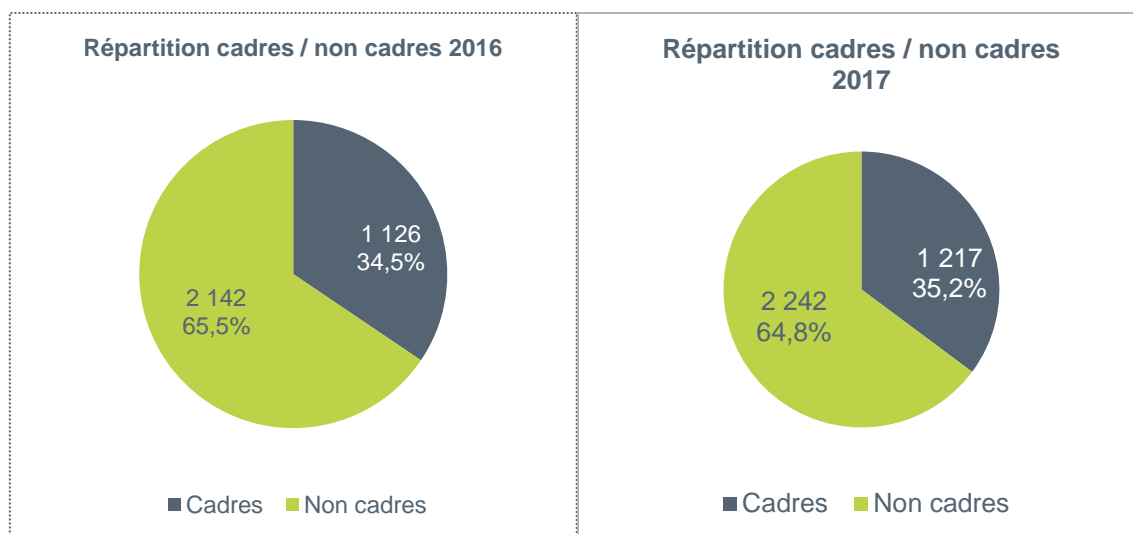
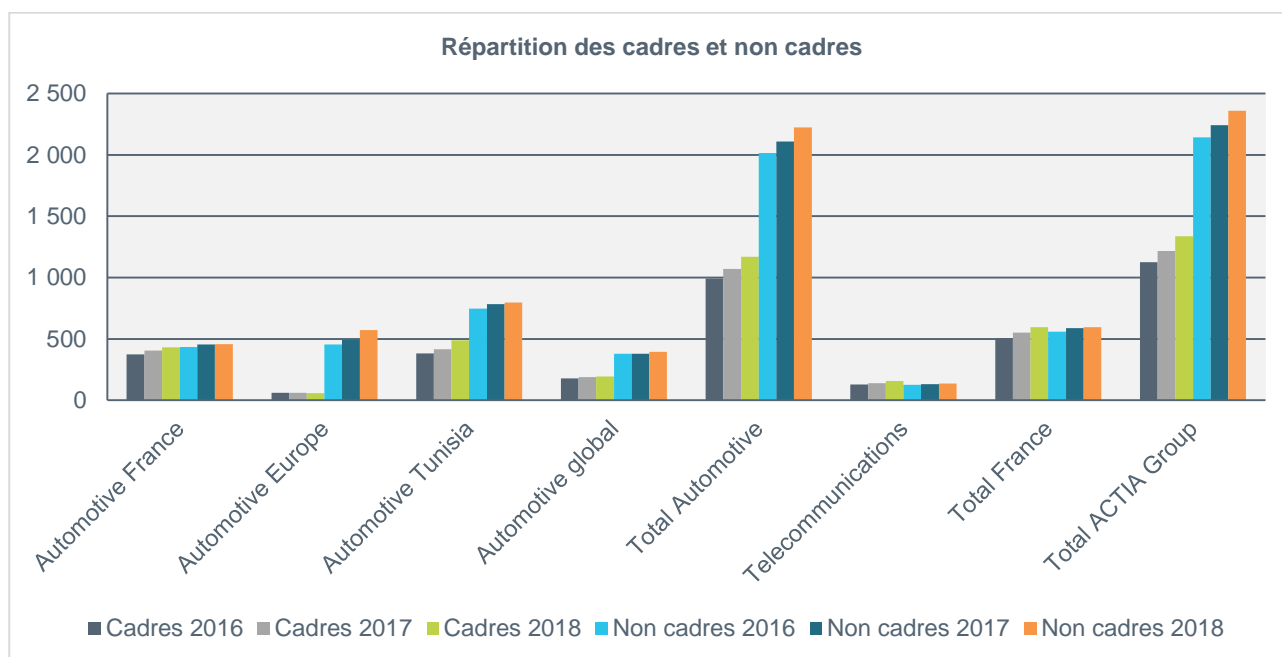
A l'heure actuelle, le Groupe n'a pas identifié de risque majeur lié aux éventuels changements climatiques pouvant affecter son activité. Nous vous rappelons que l'ensemble des risques du Groupe est développé au § Note 25 « Facteurs de risques » des notes annexes aux comptes consolidés et au § 5.10 « Facteurs de risques ».

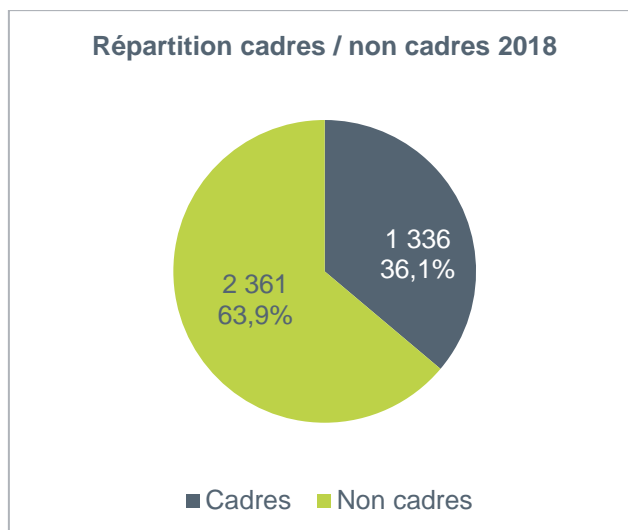
5.7.9 Les autres enjeux

Dans un souci de transparence, le Groupe ACTIA a décidé de continuer à communiquer sur l'ensemble des indicateurs habituellement surveillés par le Groupe.

Les ressources humaines

La répartition cadres / non cadres a suivi l'évolution suivante :

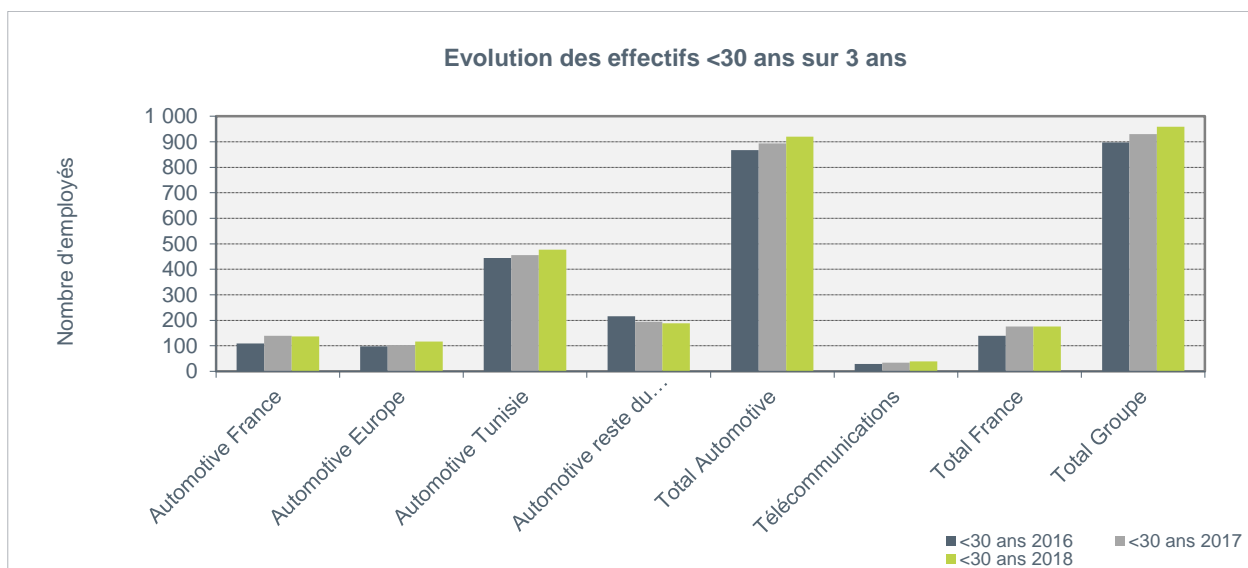


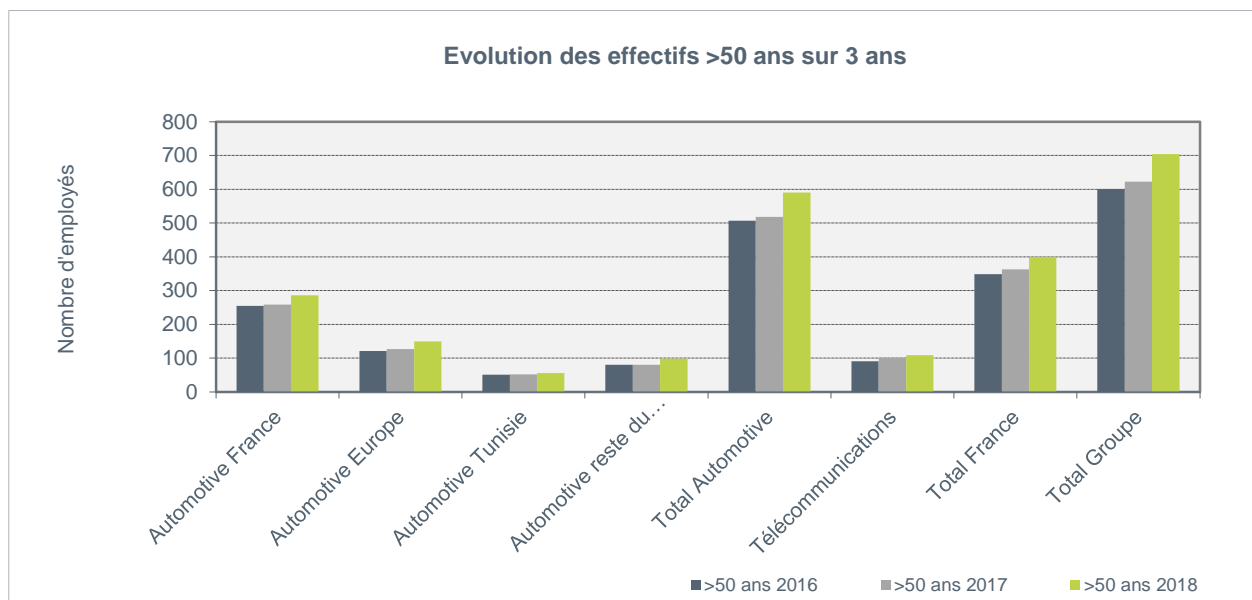
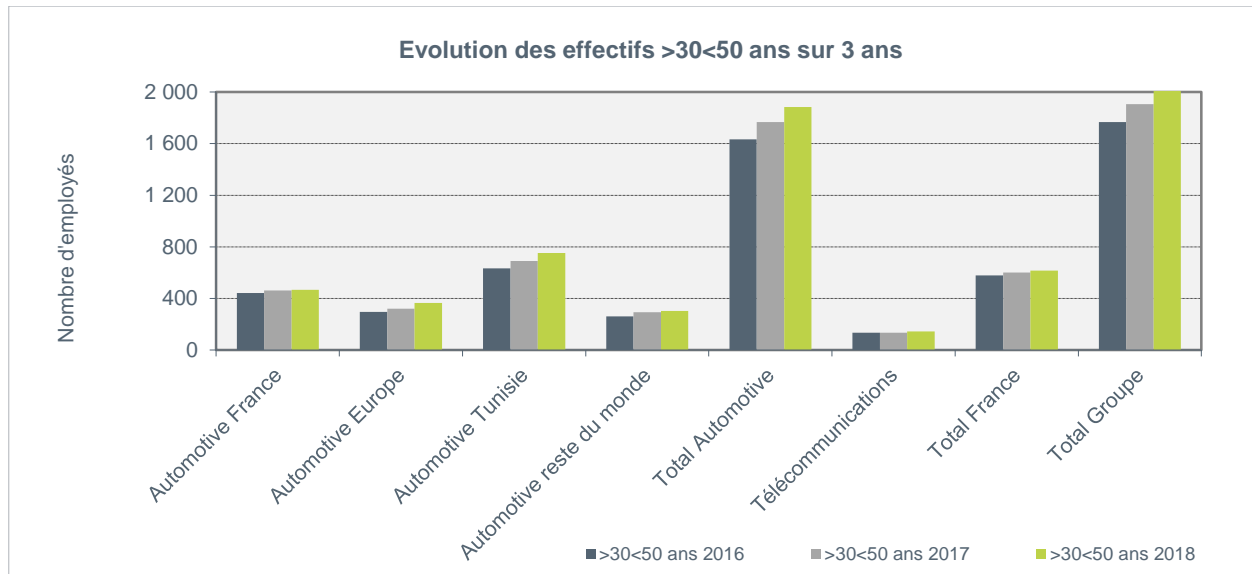


Sur la période, l'évolution des effectifs cadres / non cadres est parfaitement équilibrée (+ 119 collaborateurs pour chaque catégorie). Contrairement à la tendance générale, en Europe (hors France), les cadres sont en décroissance alors que les non cadres augmentent de façon plus significative que dans le reste du Groupe.

En fin d'exercice, les cadres représentent 36,1 % des effectifs du Groupe, en constante progression. En France, les cadres représentent désormais 50,0 %, en augmentation constante sur 3 exercices. Ceci s'explique par la taille des bureaux d'études qui représentent près du quart de la puissance de recherche et développement du Groupe.

Répartition par âge : l'évolution de cette donnée est la suivante :



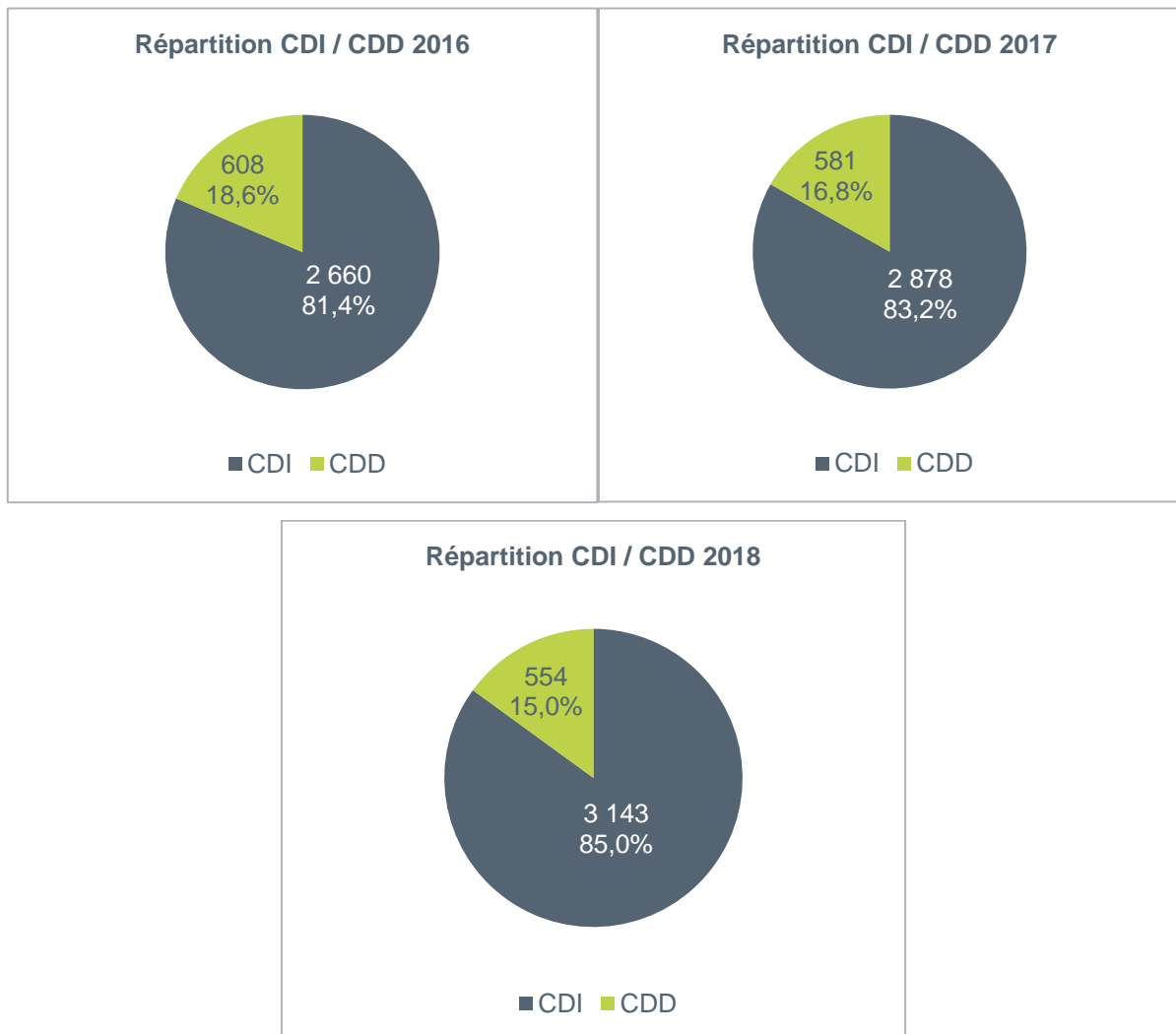
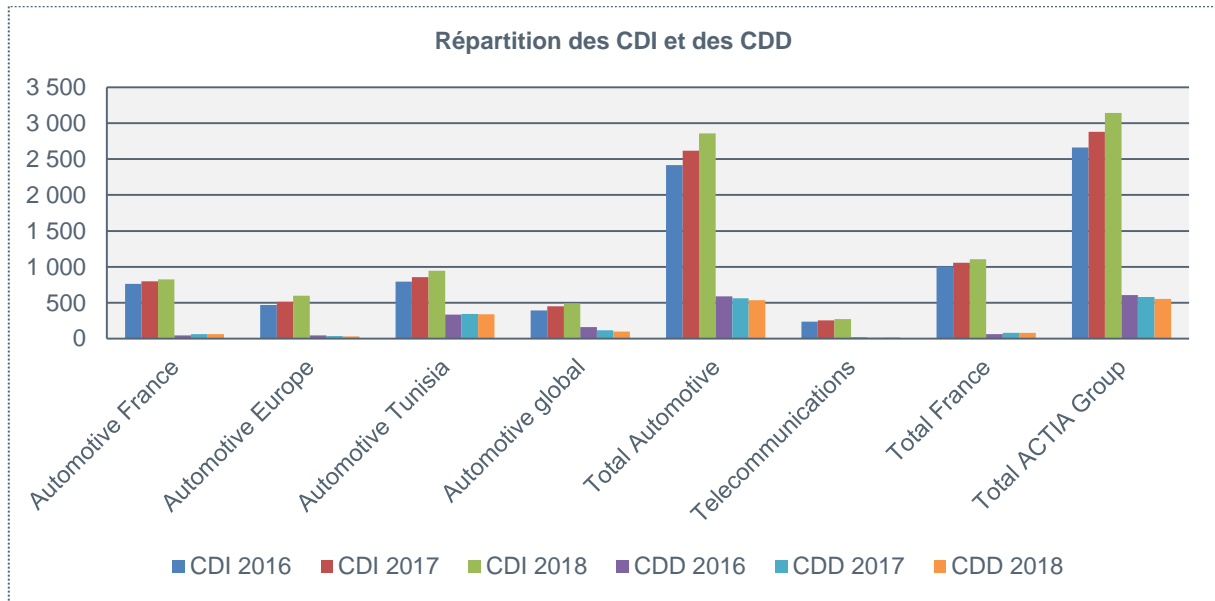


Au global, l'augmentation des effectifs reste disparate d'une région à l'autre et d'un exercice à l'autre.

Sur trois ans, les moins de 30 ans représentent, de façon stable un quart des effectifs ; les plus de 50 ans représentent environ 19 %, là aussi de façon stable ; enfin, les 30 à 50 ans représentent plus de la moitié des effectifs.

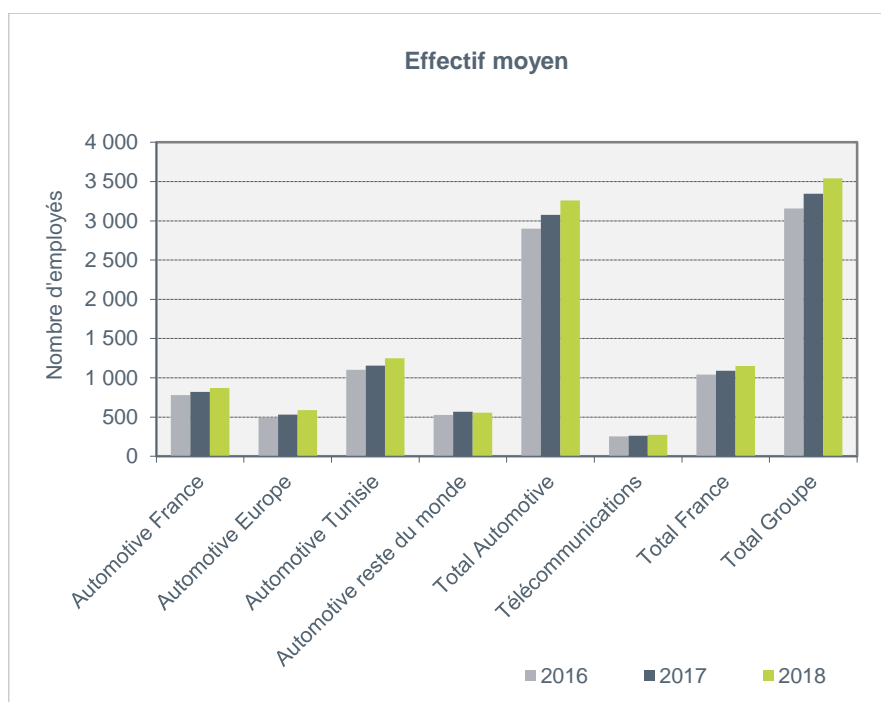
Répartition CDI (Contrat à Durée Indéterminée) / CDD (Contrat à Durée Déterminée) : avec 70,7 % des embauches effectuées en CDI, le Groupe a consolidé ses effectifs, afin de renforcer les compétences pour accompagner l'activité de demain. Ainsi, la part des effectifs en Contrat à Durée Indéterminée a progressé au cours de l'exercice 2018, sur l'ensemble des zones géographiques. Au global, les contrats CDI représentent 85,0 % des effectifs du périmètre global, contre 83,2 % fin 2017. Il est cependant rappelé que, selon les réglementations locales, la durée des CDD peut fortement varier, avec une durée cumulée maximale de 4 ans en Tunisie, ce qui permet à notre structure de mieux s'adapter à ses besoins.

La répartition des CDI/CDD est la suivante :



Au niveau global, les emplois à durée déterminée représentent désormais 15,0 %, contre 16,8 % en 2017 et 18,6 % en 2016.

Par ailleurs, le Groupe observe également l'évolution de son effectif moyen. Cet indicateur permet d'établir des ratios d'analyse de la rentabilité des structures.



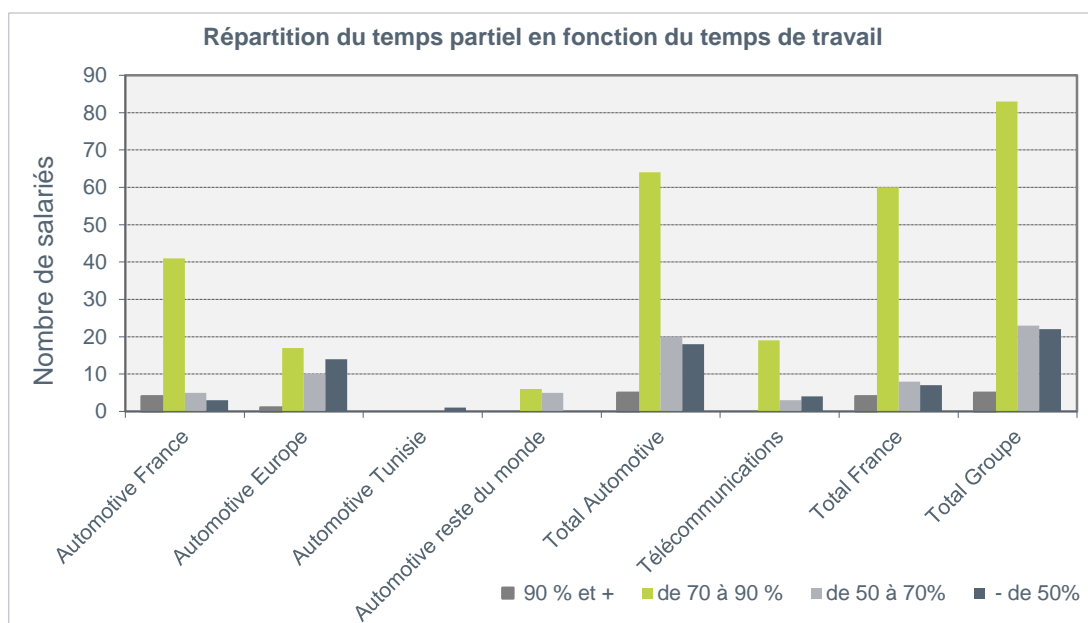
Organisation du temps de travail

En France, le travail est organisé sur 5 jours. Dans le cadre de la législation et de l'accord « Rebond » signé par la principale société française (2014), les cadres et assimilés cadres sont employés selon un forfait annuel de 218 jours de travail par an, ce qui correspond au maximum de la durée autorisée en France ; les autres employés bénéficient de l'horaire hebdomadaire légal de 35 h en temps plein annualisé.

Les filiales Indienne et Mexicaine travaillent 6 jours par semaine, conformément aux règles locales.

S'agissant des usines de production de cartes électroniques, le site de production de Colomiers est généralement organisé en 2x8 et, selon les impératifs ponctuels de production, peut fonctionner en 3x8. Concernant le site tunisien de CIPI ACTIA, un nombre important de lignes de production sont organisées en travail posté (3x8 et / ou 4x8), en fonction des volumes à produire, de la performance, ou du taux de charge des moyens de production. Ils fonctionnent sur une semaine de 6 jours.

Sur l'ensemble du Groupe, 133 personnes sont employées à temps partiel, chiffre identique à 2017, avec 74,9 % de personnel féminin concerné. La répartition du temps partiel est détaillée dans le graphe ci-après :



Le volume global des heures supplémentaires s'élève à 105 711 heures, chiffre en hausse par rapport à 2017, effectuées à 96,0 % par les non cadres. Les sites de production de Tunisie ont totalisé 39,3 % des heures supplémentaires effectuées, dans la continuité des années précédentes.

En 2018, 48 travailleurs handicapés étaient employés au sein du Groupe ACTIA. Certaines réglementations locales imposent ces emplois et le Groupe ne répond pas aux 93 postes qui sont légalement à pourvoir. Un déficit subsiste donc et pour y pallier, ces sites ont recours à des travaux via des Centres d'Aide par le Travail (CAT). Cette sous-traitance représentant un équivalent de 11 personnes ne couvre malheureusement que partiellement le manque. Le Groupe a donc dû s'acquitter d'une pénalité globale de 155,8 k€ pour manquement à ses obligations sur ce volet. Sur ce sujet, ACTIA Group n'a donc pas atteint ces objectifs d'amélioration de ces indicateurs ; le Groupe s'engage à maintenir ses efforts pour tenter de rattraper progressivement son retard.

Cependant, en travaillant ce sujet, il a été constaté en France, que certaines personnes pouvant prétendre au statut de travailleur handicapé ne souhaitaient pas faire les démarches en ce sens. Donc, au-delà de l'emploi, un travail de fond doit être mené pour accompagner l'acceptation du handicap, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau sociétal.

Respect des droits de l'Homme

Auprès de l'ensemble des entités, le Groupe met tout en œuvre pour la promotion et le respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, en matière de respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, d'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession, d'élimination du travail forcé ou obligatoire et d'abolition effective du travail des enfants.

Dans ce cadre-là, CIPI ACTIA, filiale tunisienne, est partenaire adhérent, depuis 2006, au Pacte Mondial des Nations Unies. Le but de ce pacte mondial est d'inciter les entreprises du monde entier à adopter une attitude socialement responsable en s'engageant à intégrer et à promouvoir plusieurs principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, et à la lutte contre la corruption. La signature du Pacte mondial est une démarche volontaire de la part de l'entreprise. En effet, les entreprises adhérentes s'engagent à progresser chaque année dans chacun des 4 thèmes du Pacte mondial et doivent remettre un rapport annuel appelé Communication sur le Progrès (COP) expliquant les progrès qu'elles ont réalisés.

Enfin, 89,3 % des entités qui font appel à de la sous-traitance déclarent veiller au respect de ces conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, par leurs sous-traitants.

Relations sociales

La totalité des sites français du Groupe est rattachée à la convention collective de la Métallurgie. La convention utilisée par les deux sites tunisiens de production de cartes est celle de l'Électricité et de l'Électronique. Cependant, on ne retrouve pas cette notion de convention collective dans l'ensemble des pays où le Groupe est implanté.

58,3 % des effectifs du Groupe travaillent dans des entités où les organisations syndicales sont présentes.

Les représentants du personnel, quant à eux, sont au nombre de 115.

Tous les employés du Groupe reçoivent des informations de la direction via différents supports qui varient d'une filiale à l'autre. Globalement, l'affichage sur tableau est systématiquement utilisé, ainsi que les courriers électroniques, les réunions, les journaux internes. Les employés sont, sur tous les sites, informés des résultats et des objectifs de l'entreprise. Depuis 2014, l'accent est mis sur la communication intragroupe, avec le déploiement d'écrans dans chaque filiale, qui permet d'assurer la diffusion d'informations internes, afin de renforcer la synergie et la cohésion du Groupe à l'international, ainsi que le sentiment d'appartenance au Groupe. Depuis février 2017, pour ACTIA Automotive, cette information peut également être regardée depuis les postes de travail (PC), afin que tout le monde puisse y avoir accès, notamment les personnels itinérants via un accès sécurisé (VPN).

En dehors des obligations légales locales, les prestations suivantes sont proposées :

- | | |
|--------------------------------------|---|
| ❖ santé : complémentaire, prévoyance | pour 86,0 % des employés ⁽¹⁾ ; |
| ❖ tickets restaurants | pour 56,0 % des employés ; |
| ❖ maternité (prime naissance) | pour 26,6 % des employés ; |
| ❖ retraite complémentaire | pour 17,3 % des employés. |

⁽¹⁾ Donnée hors France où les prestations de complémentaire santé sont désormais devenues obligatoires.

72,3 % des employés se voient offrir, selon les entités, des primes telles que : 13^{ème} mois, prime exceptionnelle, frais d'obsèques, prime de mariage, assurance dans le cadre de déplacements, primes supra légales en termes de qualité, assiduité, conduite, rendement et autres primes.

En matière de rémunérations annuelles, ces dernières ont connu les évolutions suivantes sur les trois derniers exercices :

Salaire moyen chargé en €	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	59 261	55 986	9 138	22 249	32 951	61 254	60 210	35 423
2017	58 729	54 813	9 162	21 699	32 608	62 795	60 223	35 207
2018	59 794	56 297	9 847	22 996	33 754	69 502	62 845	36 816

Le salaire moyen chargé correspond aux éléments de salaires et traitements, augmentés des charges sociales, tels qu'ils ressortent de la comptabilité de chaque filiale, divisés par l'effectif moyen.

Par ailleurs, le poids des charges sociales par rapport au salaire brut ressort ainsi :

Charges sociales / Salaire	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	46,9%	29,1%	14,8%	26,6%	34,9%	55,9%	49,0%	37,5%
2017	46,3%	30,2%	14,7%	28,6%	35,2%	56,7%	48,7%	37,9%
2018	42,4%	30,9%	14,1%	32,1%	33,9%	61,9%	47,0%	37,5%

En matière de poids des charges sociales / salaires, malgré la mise en place du Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi, on note que les charges sociales en France restent toujours particulièrement importantes, même si on constate, pour la 2^{ème} année consécutive, une baisse plus marquée en 2018.

Participation et intéressement

Le tableau suivant récapitule les montants passés en charges par le Groupe dans le cadre des accords de participation et / ou d'intéressement signés par les différentes filiales :

Participation en k€	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	0	166	0	25	191	0	0	191
2017	0	198	0	108	306	0	0	306
2018	0	285	0	110	395	0	0	395

Intéressement en k€	Automotive France	Automotive Europe	Automotive Tunisie	Automotive reste du monde	Total Automotive	Télécom-munications	Total France	Total Groupe
2016	1 038	561	0	325	1 924	1 288	2 327	3 212
2017	1 328	362	0	193	1 884	1 280	2 609	3 164
2018	1 086	195	0	330	1 612	1 742	2 829	3 354

Tant pour les accords de participation que pour les accords d'intéressement, les modalités d'application varient d'une structure à l'autre et d'un pays à l'autre, selon la réglementation locale.

Organisation interne de la gestion de l'environnement

La Direction du Groupe ACTIA a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales.

La mise en œuvre des démarches de management environnemental est assurée par un Responsable Environnement au sein de la Direction des Systèmes – Qualité / Environnement d'ACTIA Automotive S.A., pour les deux sites toulousains. Il partage son expérience au sein du Groupe en intervenant ponctuellement en accompagnement.

Le Responsable Environnement a suivi des formations relatives au management environnemental.

Conformément à la mise en place de la norme ISO 14001, la session générale de sensibilisation pour la formation et l'information des salariés en matière d'environnement a été effectuée, pour les sites concernés. Un plan de formation et un planning de sensibilisation ont été établis dans le cadre du SME (Système de Management Environnemental). ACTIA Automotive S.A. organise également une sensibilisation de tout nouvel employé, lors de la journée d'intégration. Le personnel est informé des démarches qui sont menées et des moyens sont à sa disposition pour qu'il fasse remonter toute information pertinente.

L'organisation interne de la gestion des risques en cas d'accident a été menée sur les sites d'ACTIA Automotive S.A.. Cette dernière a engagé une démarche de mise en place d'un système de management environnemental, via la méthode AMDEC, système qui exige l'identification et l'évaluation des situations d'urgence, comme les accidents de pollution, afin de mieux y remédier avec obligation de rédiger une procédure de « réponse aux situations d'urgence », ainsi que d'identifier ces dernières.

Les structures qui disposent d'un service dédié à l'environnement comme ACTIA Automotive et ACTIA Telecom (France), CIPI ACTIA et ACTIA Tunisie (Tunisie), ACTIA Nordic (Suède), ACTIA India (Inde), ACTIA do Brasil (Brésil) et ACTIA China (Chine), totalisent un effectif global dédié supérieur à 12 personnes. Cela représente aujourd'hui 72,8 % des salariés du Groupe accompagnés sur le sujet environnemental.

Par ailleurs, ces sites prennent également en compte les impacts environnementaux au niveau de la conception des nouveaux produits et des procédures fournisseurs et organisent une veille réglementaire.

Consommation et rejets

Consommation de matières premières et d'emballages

Les activités du Groupe ne consomment pas directement de matières premières extraites du milieu naturel puisqu'elles n'interviennent que sur des produits manufacturés (composants électroniques, câbles électriques...), essentiellement composés de métaux et de matières plastiques. La majorité des sites fonctionne depuis plusieurs années avec des systèmes de tri des déchets notamment les emballages (cartons, bois, matériaux de calage, plastiques, palettes), avec une volonté de réemploi des caisses en bois, plastiques et cartons et de favoriser la valorisation matière de ceux-ci. La standardisation et la diminution du nombre de références d'emballages restent également de rigueur.

Concernant les emballages, le Groupe utilise différents types de produits : cartons, matériaux de calage en bois, films plastiques, papier, mousse extrudée. Il reste très difficile de remonter une donnée chiffrée de consommation de ces matériaux, aucun outil de suivi spécifique n'étant mis en place. Certaines données sont aujourd'hui transmises en unités, d'autres en tonnes ou m³.

Dans le cadre de son implication toujours plus forte du suivi environnemental de son activité, ACTIA Group a fait remonter les données relatives à sa consommation de produits chimiques. Il ressort de cette étude que le Groupe emploie environ 27,4 m³ de produits chimiques divers, contre 28,1 m³ en 2017 et 32,9 m³ en 2016 : vernis, solvants, crèmes à braser, alcool isopropylique, principalement. Les mesures mises en place sur le principal site de production de Tunisie ont permis cette baisse, malgré l'augmentation de la production. Les principales mesures concernent :

- ❖ L'amélioration du système de pompage a permis une baisse de l'utilisation des vernis ;
- ❖ Pour les solvants, leur utilisation a été limitée ;
- ❖ Enfin, l'optimisation du nombre de référence des crèmes à braser, conjuguée à la stabilisation des procédés de sérigraphie, a permis d'enregistrer de bons résultats.

Pour plus de pertinence, le Groupe a décidé de ne prendre en compte que les produits significatifs utilisés sur ces principaux sites de production, à savoir les vernis, solvants, diluants et crèmes à braser, afin d'en suivre efficacement l'évolution à venir. L'augmentation de cette donnée est liée à l'accroissement de l'activité.

Conditions d'utilisation des sols

L'activité de l'ensemble des sites n'utilise pas les sols en tant que tels, si ce n'est pour l'implantation des bâtiments.

L'ensemble des sites représente une emprise globale sur les sols de 28 ha. Sur la totalité de la superficie des sites, 43,8 % de la surface est occupée par des espaces verts entretenus (62,2 % sur le périmètre français). Les espaces boisés représentent 0,7 % de ces espaces verts.

Rejets dans l'eau, dans les sols

Les activités réalisées sur les sites ne sont pas à l'origine de rejets significatifs dans l'eau ou dans les sols :

- ❖ les eaux usées présentent un caractère « domestique » et sont rejetées dans les réseaux d'assainissement pour y être traitées ; plusieurs alternatives existent : réseau des eaux usées, fosse septique, drainage, voire ferme d'épandage en Chine ;

- ❖ les produits potentiellement polluants (vernis, solvants, ...) ne sont pas stockés à même le sol, mais dans des contenants de rétention ad hoc, avant traitement, suivant la norme en vigueur (cf. § La gestion des déchets).

Nuisances sonores ou olfactives

Là encore, nos activités sont peu bruyantes et non odorantes. Deux incidents ont été remontés de nos filiales :

- ❖ En Inde, e, 2015, l'utilisation de produits chimiques, notamment de vernis, avait incommodé le personnel, mais n'avait eu aucun effet à l'extérieur. Des mesures ont été immédiatement mises en œuvre avec la fourniture de protections tels que gants et masques et l'installation d'une machine afin d'automatiser cette partie de la production et d'en limiter ainsi les risques de nuisance ;
- ❖ En Tunisie, le personnel du bureau d'études est parfois gêné par des nuisances olfactives provenant d'une station d'épuration à proximité. La nuisance n'est donc pas liée à notre activité. Des actions ont été menées auprès des autorités locales, sans prise en compte à ce jour. Le déménagement sur le nouveau site en 2019 et le filtre à air prévu lors de la construction doit prévenir ces odeurs.

En dehors de ces remontées, aucune nuisance n'a été enregistrée par les différents sites, ni même signalée par le voisinage durant l'année 2018, ni par le passé.

Montant des provisions et garanties

Au regard des activités du Groupe qui ne présentent pas de risque significatif en matière d'environnement, aucune provision et/ou garantie n'a été contractée sur l'année 2018, ni sur les exercices antérieurs.

Montant des indemnités versées sur l'exercice et actions réparatrices

En 2018, aucune indemnité n'a dû être versée suite à un problème ou accident environnemental et aucune action réparatrice en matière d'environnement n'a dû être entreprise.

Engagements sociétaux en faveur du développement durable

Le gaspillage alimentaire

Dans sa globalité, le Groupe n'est pas concerné par cet enjeu. Pour autant, certaines filiales ont décidé de questionner les sous-traitants et d'inclure, dans la mesure du possible, ce sujet dans les négociations avec les différents prestataires en charge de la restauration des différents sites. Notamment, il est à noter que, lors du renouvellement de son prestataire, ACTIA Automotive a sélectionné un prestataire mobilisé sur ce sujet ; il propose, entre autres, de nombreuses initiatives pour la réduction des déchets, leur valorisation, un circuit court pour l'approvisionnement alimentaire et suit régulièrement ses indicateurs environnementaux, sociaux et sociétaux. Une disposition dont l'impact a été immédiatement mesurable a consisté à laisser se servir chaque salarié, réduisant quasiment à zéro les déchets dans les plateaux.

Ce choix défendu par les représentants du personnel avait également pour but de proposer une alimentation plus saine, ce qui a eu pour conséquence directe d'augmenter la fréquentation du restaurant, d'où :

- ❖ Un impact sur le bien-être au travail : les salariés se disent plus alerte l'après-midi ; une restauration sur place génère moins de stress car moins d'attente, les locaux sont plus agréables et moins bruyants ;
- ❖ Un impact écologique en limitant les déplacements en voitures : les salariés ne sortent pas du site pour se restaurer ;
- ❖ Un impact sur l'ambiance entre salariés : la convivialité et l'opportunité de rencontres et d'échanges au-delà des contacts habituels.

Par ailleurs, les atouts défendus par cette société sont multiples :

- ❖ Achats locaux ou régionaux, sans centrale d'achats ; le gérant est totalement autonome dans son choix de fournisseurs ;
- ❖ La formation des salariés est au cœur de leurs préoccupations ;
- ❖ Tout nouvel embauché rencontre systématiquement le Président-Directeur-Général, au cours d'une journée de découverte de l'entreprise ;
- ❖ Tout salarié devient actionnaire de l'entreprise, après une ancienneté de 10 ans ;
- ❖ Les produits alimentaires arrivant sur le site sont des produits frais. Certes, ils peuvent générer plus de déchets (épluchures, cagettes), mais il s'agit là de déchets facilement recyclables (compostage, valorisation), dont la filière est parfaitement maîtrisée ;

- ❖ Le gérant du site est un cuisinier ; il est donc partie prenante aux axes d'amélioration et au taux de satisfaction par rapport à l'ensemble des prestations proposées ;
- ❖ Plusieurs actions de solidarité ont été organisées pendant les 8 premiers mois de collaboration, avec notamment la vente de brioches au profit d'une association pour le handicap.

Les autres enjeux en relation avec le gaspillage alimentaire, à savoir : la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal, une alimentation responsable, équitable et durable, ne sont pas pertinents pour le Groupe.

Sous-traitance

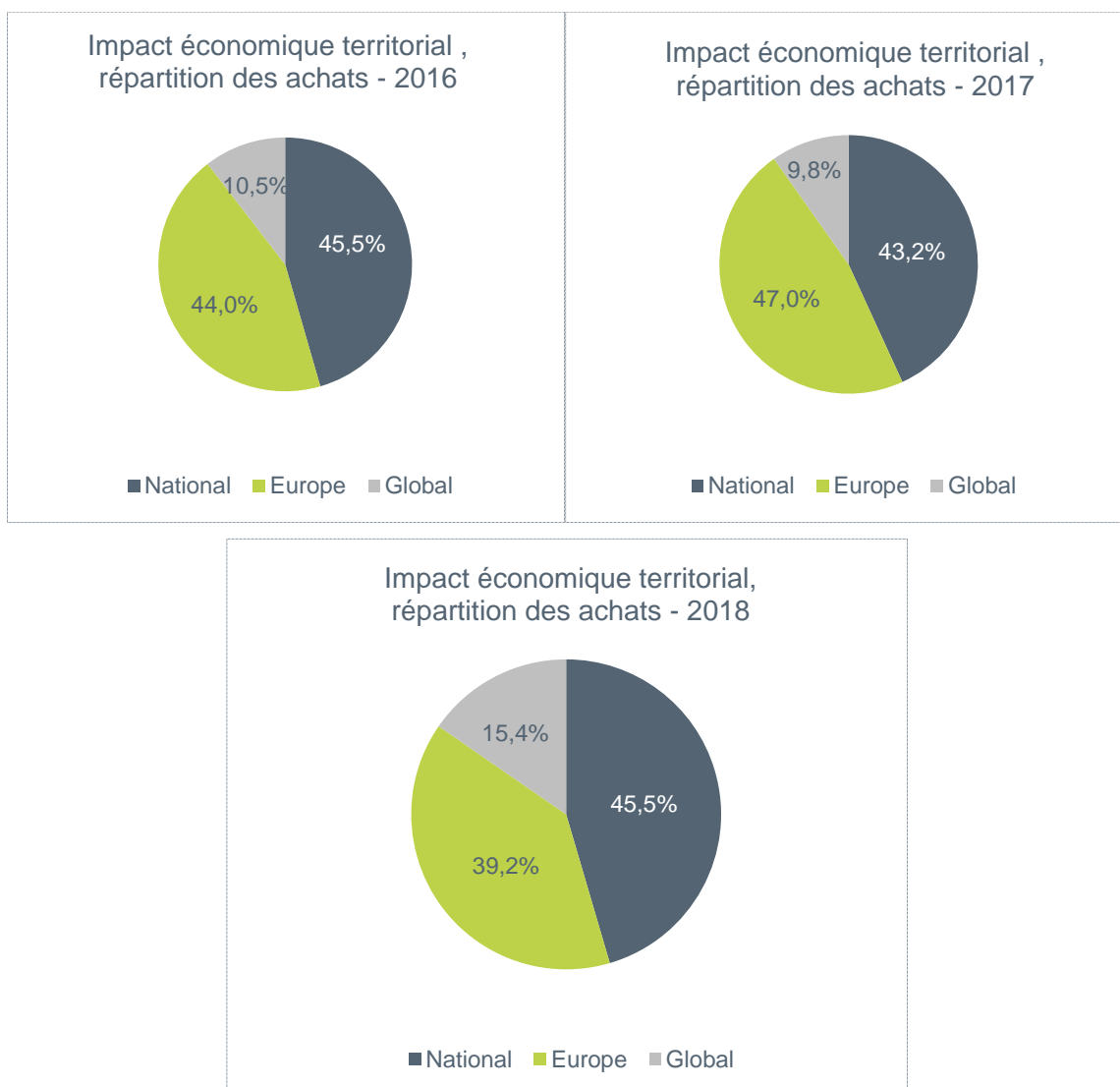
La plupart des sites considérés font appel à de la sous-traitance pour différents travaux, avec deux types principaux :

- ❖ En matière de production, certaines filiales peuvent être amenées à sous-traiter des sous-ensembles, comme par exemple dans le domaine de l'audio-vidéo embarqué. Ces productions interviennent directement chez les sous-traitants qualifiés par le Groupe ;
- ❖ En matière de R&D, selon les spécificités des demandes, les sous-traitants peuvent intervenir directement dans les locaux de l'entreprise, chez nos clients ou depuis leurs bureaux.

Les sous-traitants actuels varient selon les entités du Groupe et certaines de nos filiales ont mis en place des procédures d'évaluation (audits), au titre du respect des standards de qualité demandés, des conditions sociales de travail et des normes environnementales souhaitées en fonction de leur niveau de certification.

Relations avec l'environnement local

L'impact économique territorial est calculé à partir de la répartition des achats liés à la production et se traduit comme suit :



Avec une évolution peu marquée d'un exercice sur l'autre, la pérennité du Groupe, grâce à une croissance internationale, permet de maintenir des retombées positives en termes d'impact économique sur le territoire français.

Cependant, dans les métiers de l'électronique, la fabrication mondiale étant largement concentrée en Asie et en Amérique du Nord, il est impossible de favoriser le territoire de proximité, n'y trouvant pas les ressources recherchées.

Relations avec les parties prenantes et les œuvres sociales

Certaines entités du Groupe adhèrent à des organismes professionnels : Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM France) et Syndicat Patronal de la Métallurgie de Madrid, Medef (syndicat patronal France), organismes scientifiques comme l'ANRT, Aerospace Valley, Tompasse ou encore des organismes sociaux comme Action Logement, organisme de collecte de la taxe pour la construction de logements et de l'accompagnement des salariés par l'accès à un logement, en ce qui concerne la France, mais aussi à l'international avec l'adhésion de CIPI ACTIA au Pacte Mondial des Nations Unies relatif aux droits de l'homme et de l'environnement, l'ANFIA (Association de l'Industrie Automobile) en Italie, MAFEX (association du Ferroviaire) en Espagne, SMMT (syndicat local) en Angleterre ou l'Association des Bus et Cars en Chine.

Par ailleurs, le Groupe entretient de bonnes relations avec les établissements d'enseignement supérieur via lesquels il conduit des activités de recherche et des partenariats dans le cadre de stages de fin d'études. En France, ACTIA Group a signé une convention de partenariat avec six Grandes Écoles : l'École des Mines ALBI-CARMAUX, la Toulouse Business School, l'ENSEEIH (École Nationale Supérieure d'Électrotechnique, d'Électronique, d'Informatique, d'Hydraulique et des Télécommunications), l'ENSIL (École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Limoges), l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse) et l'ISAE (Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace) s'inscrivant dans la démarche du programme d'excellence E+, initié par le Groupe dès 2008.

Sur le plan international, des partenariats ont été conclus avec l'école Politecnico de Turin et Milan, l'Università di Bari (Italie), l'Institut technologique de Monterrey (Mexique), l'Université de Shanghai ou le collège des ingénieurs de Nanjing (Chine), ou encore en Tunisie avec plusieurs écoles d'ingénieurs.

Certaines filiales apportent leur soutien à différentes associations locales, comme sur Toulouse à « Nos Quartiers ont du Talent », au travers d'un accompagnement des jeunes venant de quartiers difficiles dans leur recherche d'emploi (coaching) ou « Espérance Banlieue Toulouse », développant des écoles de proximité pour les enfants (maternelle, primaire) en difficulté, ou encore en Espagne au travers de son adhésion à la « Fundación Creality », dont la mission est de parvenir à une nette amélioration et à un progrès dans la qualité de vie des personnes en situation de vulnérabilité, de risque et / ou d'exclusion sociale et donc vers l'autonomie personnelle, grâce à des interventions assistées par les animaux. Elle intervient notamment au travers de programmes d'activités assistées par des chiens qui se rendent directement au sein de structures (hôpitaux, cliniques, centres de rééducation, ...) auprès des publics concernés et leurs familles.

Les interventions du Groupe peuvent se faire au travers de dons de matériels, comme du matériel informatique à « La Compagnie du Code » qui anime des ateliers de sensibilisation ou de formation au code informatique en direction des jeunes, d'implication des équipes (Nos Quartiers ont du Talent), ou des participations financières aux associations choisies. ACTIA Group soutient également la Fondation INSA, dont l'objectif est de pérenniser son action en faveur de l'égalité des chances auprès d'élèves-ingénieurs qui se trouvent dans une précarité destructurante en leur offrant la possibilité d'obtenir une bourse. Jean-Louis PECH, Président du Directoire d'ACTIA Group est Président de cette Association depuis fin 2016, à laquelle le Groupe apporte également un soutien financier. Cette Association intervient sur des sujets aussi variés que l'accompagnement de la diversité, de l'innovation, de la féminisation, du handicap...

Pour sa part, ARDIA a choisi de soutenir une école primaire, en apportant son parrainage pour la remise en état des locaux et pour l'amélioration du cadre d'étude des élèves. Le choix a porté sur l'école primaire de SIDI AMMAR, dans la région de FERNANA (Gouvernorat de JENDOUBA). Ce partenariat se déroulera en plusieurs étapes :

- ❖ Visite de l'école par l'équipe des bénévoles d'ARDIA et établissement d'un état des lieux ;
- ❖ Établissement d'une roadmap pour déployer une aide auprès de l'école ;
- ❖ Organisation des visites pour le lancement et le suivi des travaux ;
- ❖ Accompagnement des élèves lors des prochaines rentrées scolaires.

En termes de moyens déployés, ils sont les suivants :

- ❖ Financiers, avec des dons faits par les salariés et par l'entreprise ;
- ❖ Humains pour une aide au niveau des travaux, tant dans l'accompagnement que dans leur suivi, aide réalisée par les salariés pendant leur temps de repos ;

- ❖ Logistiques, avec une prise en charge des déplacements par l'entreprise (en fonction du nombre des participants soit par la mise à disposition de bus, soit par la prise en charge des frais de déplacement et des repas).

La première visite s'est déroulée le 29 septembre 2018 ; elle a été l'occasion d'offrir les fournitures nécessaires aux écoliers en se basant sur les priorités définies par le Directeur de l'école.



ARDIA souhaite que ce projet social soit un projet d'entreprise, porté par ses salariés et représente une empreinte concrète de son engagement dans l'amélioration des conditions de certains de leurs concitoyens.

Sans imposer un cadre à ses filiales, le Groupe invite chacune d'entre elles à participer et à soutenir en local la formation, l'intégration et l'égalité des chances. Aussi, le support de communication interne ACTIA Flash relaie régulièrement les actions menées pour les encourager et les soutenir. En 2019, une action sera menée en France afin que les collaborateurs présentent et soutiennent des actions caritatives qui seront soumises au vote des collaborateurs et la première d'entre elles bénéficiera d'un soutien du Groupe

Loyauté des pratiques et évasion fiscale

ACTIA Group a mis en place une commission en charge d'établir une **charte éthique** au niveau du Groupe afin de transmettre à tous les collaborateurs les valeurs de respect et d'intégrité qui sont portées par les familles fondatrices. Mise en place en France dans le courant de l'exercice 2014, cette charte a été déployée sur le plan international fin 2016. En 2018, le **code de conduite anticorruption** d'ACTIA Group a été déployé dans l'intégralité du Groupe, ainsi que le dispositif de recueil des alertes émanant des salariés et des parties prenantes en cas de manquement au code de conduite anticorruption. Enfin, le Groupe réfléchit à un **code de conduite des valeurs** concernant les thématiques suivantes : rapports professionnels, conflits d'intérêt, communication, protection des actifs du Groupe, utilisation responsable des ressources mises à disposition, éthique, confidentialité, protection de l'environnement...

Concernant les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs, les produits développés par le Groupe accompagnent les préoccupations de sécurité et d'amélioration du respect de l'environnement, particulièrement dans le domaine de la mobilité des personnes et des marchandises.

ACTIA Group intervient la plupart du temps sur un des éléments d'un produit plus complexe qui pourra ensuite être utilisé par le consommateur final. De ce fait, le Groupe répond aux exigences définies en ce sens par le fabricant du produit final.

En termes d'évasion fiscale, il convient de noter que le Groupe ne dispose pas d'implantation dans un pays figurant sur la liste noire des paradis fiscaux. Entre 1997 et 2005, le Groupe s'est implanté en Tunisie afin de développer des sites de production de cartes et de R&D à coût réduit afin de leur permettre de rester compétitif dans les appels d'offres internationaux. Conformément à la législation en vigueur à l'époque par rapport aux capitaux étrangers, ces structures ont un statut de société offshore. Le développement de l'activité du Groupe a permis de créer de nombreux emplois en local et lors de la crise tunisienne en 2011, le Groupe s'est engagé à soutenir l'activité, alors que de nombreux clients demandaient à retirer la production de Tunisie. En effet, la Direction du Groupe considère que notre rôle est essentiel, par l'emploi, la formation et l'investissement local pour soutenir l'activité économique.

La politique des prix de transfert d'ACTIA est basée sur le profit split, qui s'appuie sur la valeur ajoutée de chaque société ; ils sont établis en fonction de l'environnement opérationnel des transactions, de la localisation des incorporels et des circonstances économiques.

Synthèse

L'ambition du Groupe ACTIA, en termes de développement durable et de contribution positive au monde, a été reconnue et primée en 2018. En effet, ACTIA Group a progressé dans le classement des 70 sociétés constituant le GAÏA Index, indice boursier de référence pour les valeurs moyennes en matière de développement durable. Parmi les 700 sociétés cotées à la bourse de Paris, 230 PME et ETI françaises sont évaluées et classées selon leur degré d'implication en matière de transparence extra financière et de performance RSE (gouvernance, capital humain, environnement et relations avec les parties prenantes externes), le GAÏA Index ne retenant que les 70 premières d'entre elles. De plus en plus de sociétés étant attentives à ces sujets, la progression dans ce classement récompense les efforts faits par le Groupe ACTIA.



Par ailleurs, le Groupe est suivi par ECOVADIS depuis 2014, au travers d'ACTIA Automotive et de l'ensemble de ses filiales et d'ACTIA Telecom. ECOVADIS est en charge d'analyser les résultats du Groupe sur ses politiques et déploiement de celles-ci, en matière d'environnement, social et droits de l'homme, éthique et achats responsables.

Là aussi, en progression constante, les résultats 2018 sont encourageants, à savoir :

- ❖ Pour ACTIA Automotive :



ACTIA AUTOMOTIVE SA (GROUP) a reçu une médaille d'argent pour sa performance RSE ! Pour recevoir cette médaille, les entreprises doivent obtenir un score global de 46-61.

- ❖ Pour ACTIA Telecom :



En juillet 2018, ACTIA Telecom a encore amélioré son résultat en obtenant un score qui lui permet désormais de recevoir le niveau de reconnaissance « Gold », la plaçant parmi les 5 % des sociétés les mieux notées par Ecovadis.

5.8 Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Société (ci-après « entité ») désigné Organisme Tiers Indépendant (OTI), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049¹, nous vous présentons notre rapport sur la Déclaration consolidée de Performance Extra-Financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2018 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion du Groupe en application des dispositions légales et réglementaires des articles L225-102-1, R225-105 et R225-105-1 du Code de Commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Directoire d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur demande au siège de l'entité.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L822-11-3 du Code de Commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes désigné OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- ❖ La conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R225-105 du Code de Commerce ;
- ❖ La sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R225 105 du Code de Commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- ❖ Le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- ❖ La conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A225-1 et suivants du Code de Commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'Organisme Tiers Indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette intervention, ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 – *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions légales et réglementaires et la sincérité des Informations :

- ❖ Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité et de ses effets quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats ;

¹ Dont la portée d'accréditation est disponible sur le site www.cofrac.fr

- ❖ Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- ❖ Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- ❖ Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L225-102-1 ;
- ❖ Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- ❖ Nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R225-105 ;
- ❖ Nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;
- ❖ Nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité ;
- ❖ Nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- ❖ Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- ❖ Nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- ❖ Nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs² que nous avons considérés les plus importants :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices³ et couvrent entre 24% et 42% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests ;
- ❖ Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes⁴ ;
- ❖ Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre novembre 2018 et avril 2019 sur une durée totale d'intervention d'environ deux semaines.

² Indicateurs sociaux : Effectif inscrit fin de période, Turnover, Part des femmes au Conseil d'Administration, Part des femmes au Comité de Direction, Nombre de jours d'arrêt maladie par employé, Nombre d'heures de formation par effectif moyen, Nombre d'accidents du travail avec arrêt, Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt, Taux de gravité des accidents du travail.

Indicateurs environnementaux : Consommation totale d'eau, Consommation totale d'énergie, Emissions de gaz à effet de serre liées à la consommation totale d'énergie, Quantité de déchets dangereux et non dangereux produits et part de déchets valorisés.

³ CIPI ACTIA, ARDIA.

⁴ Qualité de vie au travail et prévention des risques d'atteinte à la santé et à la sécurité des salariés, Politiques en matière d'éthique dans la conduite des affaires, Politiques de réduction de l'empreinte environnementale, Procédures de certification environnementale.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris La Défense, le 24 avril 2019

KPMG S.A.

Philippe ARNAUD
Associé
Sustainability Services

Philippe SAINT-PIERRE
Associé

Mathieu LERUSTE
Associé

5.9 Propriétés immobilières, usines et équipements

5.9.1 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées

P : Propriétaire direct ou indirect (SCI appartenant intégralement au Groupe) ; L : Locataire ; I : Locataire d'une SCI appartenant partiellement au Groupe.

Nom	Site	Secteur d'activité	Type de détention
ACTIA Group	Toulouse	Holding	I (1)
Automotive			
ACTIA Automotive	Toulouse	Etudes et commercialisation électroniques	I (1)
	Colomiers	Fabrications électroniques	P (2)
	Chartres	Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle	L
	Toulouse	Logistique	L
ACTIA PCs	Maisons Alfort	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA 3E	Le Bourget du Lac	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA UK	Newtown (<i>Royaume-Uni</i>)	Etudes et fabrications électroniques	P
ACTIA Systems	Getafe Madrid (<i>Espagne</i>)	Études et fabrications de matériels Audio & Vidéo	I (3)
ACTIA de Mexico	Mexico (<i>Mexique</i>)	Fabrication et distribution solutions Audio & Vidéo	L
ACTIA do Brasil	Porto Alegre (<i>Brésil</i>)	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA Inc.	Deaborn - Michigan (<i>USA</i>)	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA CZ	Tabor (<i>Rép. Tchèque</i>)	Etudes et fabrications électroniques	P
ACTIA Italia	Torino (<i>Italie</i>)	Etudes et fabrications électroniques	P
ACTIA I + Me	Braunschweig (<i>Allemagne</i>)	Etudes et fabrications électroniques	P/L
ACTIA Corp.	Elkhart - Indiana (<i>USA</i>)	Etudes et fabrications électroniques	P
ACTIA Electronics	Romulus - Michigan (<i>USA</i>)	Fabrications électroniques	P
ACTIA Polska	Piaseczno (<i>Pologne</i>)	Etudes électroniques et commercialisation	L
CIPI ACTIA	Tunis (<i>Tunisie</i>)	Fabrications électroniques	P
ACTIA Tunisie	Tunis (<i>Tunisie</i>)	Fabrications électroniques	L
ACTIA India	New Delhi (<i>Inde</i>)	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA China	Shanghai (<i>Chine</i>)	Etudes et fabrications électroniques	L
	Wuhan (<i>Chine</i>)	Etudes électroniques	L
	Sollentuna (<i>Suède</i>)	Etudes et fabrications électroniques	L
ACTIA Nordic	Linköping (<i>Suède</i>)	Etudes électroniques	L
	Göteborg (<i>Suède</i>)	Etudes électroniques	L
Télécommunications			
ACTIA Telecom	Saint-Georges-de-Luzençon	Etudes et fabrications électroniques	P (4)
	Dinard	Etudes et fabrications électroniques	P / L
	Puy-Sainte-Réparate	Etudes et fabrications électroniques	P
	Manosque	Etudes et fabrications électroniques	P
ARDIA	Tunis (<i>Tunisie</i>)	Etudes électroniques	L
ACTIA Africa	Tunis (<i>Tunisie</i>)	Promotion, commercialisation et support technique	L
MARKET-IP	Namur (<i>Belgique</i>)	Etudes électroniques	L

(1) SCI des Coteaux de Pouvoirville

(2) SCI de l'Oratoire

(3) SCI los Olivos

(4) SCI Sodimob

Il est précisé que les actifs essentiels sont détenus par le Groupe. Ces actifs n'ont pas été valorisés lors du passage aux normes IFRS fin 2004 et restent donc enregistrés à leur valeur historique dans les comptes consolidés.

Afin d'améliorer l'information, il a été décidé de faire intervenir des cabinets d'expertises indépendants pour donner une mesure régulière de la valeur de ses biens. Les actifs immobiliers du Groupe ont été évalués à la fin de l'exercice 2018 et la valorisation cumulée s'établissait à 61,3 M€ en valeur moyenne brute ; pondérée du taux de participation, cette valeur moyenne ressort à 43,0 M€.

Indépendamment des sociétés mises en équivalence, les actifs directement détenus par le Groupe sont évalués au 31 décembre à 43,0 M€ et leur valeur nette comptable s'établit à 14,7 M€, correspondant essentiellement aux derniers travaux réalisés dans le Groupe.

Suivant l'option prise par le Groupe, afin de ne pas voir ses comptes impactés par les variations du marché de l'immobilier qui ne représente pas son cœur de métier, et conformément aux normes IFRS, ACTIA Group n'engagera aucune écriture visant à revaloriser ces actifs dans ses comptes consolidés. Sur le plan stratégique, le Groupe a toujours considéré que les biens immobiliers sont des outils mis à sa disposition dans le cadre de son activité industrielle.

Les actifs immobiliers considérés comme stratégiques concernent, avant tout, la production. Aussi, le site de production français, établissement d'ACTIA Automotive S.A., situé à Colomiers est détenu à 100 % par le Groupe au travers de la SCI de l'Oratoire, qui porte actuellement le projet de construction du site de Chartres, 2^{ème} établissement d'ACTIA Automotive consacré à la production, qui a été livré fin mars 2019 et n'entrant dans la valorisation qu'à hauteur des encours livrés au 31 décembre 2018. Le 2^{ème} site de production situé à Tunis (Tunisie) est inscrit dans les actifs de notre filiale CIPI ACTIA, détenue à 65,8 % par le Groupe. Concernant le site d'intégration également situé à Tunis, ACTIA Tunisie est encore locataire mais elle devrait pouvoir emménager dans le nouveau bâtiment, en cours de construction et dont elle sera propriétaire, début 2020. Enfin, le dernier site de production situé à Romulus (Michigan – USA) est la propriété de sa maison mère ACTIA Corp., détenue à 100 % par le Groupe.

Les équipements lourds du site français font généralement l'objet de financement en crédit-bail, tandis que les équipements tunisiens et américains sont financés par du crédit bancaire moyen terme, les solutions bancaires locales n'offrant pas ce type de financement.

L'organisation de la production du Groupe s'articule désormais autour du pôle France / Tunisie / Etats-Unis. Ainsi, avec les mêmes types de matériels, les mêmes outils de test et les mêmes procédures, le Groupe bénéficie d'une plus grande flexibilité dans l'usage de son outil de production. Les investissements sont coordonnés entre les différents sites afin d'assurer une progression du capacitaire tout en améliorant la qualité et en réduisant les cycles de production.

En 2018, le **site de Colomiers** (France) a accueilli les activités suivantes :

- ❖ La production électronique ;
- ❖ Le centre de réparation ;
- ❖ Les métiers de support.

Ces activités ont permis de produire plus de 300 000 heures, soit une progression de plus de 30 % par rapport à 2017 et l'utilisation des installations a été, en moyenne, de plus de 95 %. Cette progression est liée à la montée en volume des activités Automotive grande série et au lancement de nouveaux produits Ferroviaire et Télécommunications. L'infrastructure a également continué à évoluer afin d'optimiser nos surfaces de production tout en améliorant le cadre de travail de nos équipes. Notre centre Logistique continue à évoluer et s'est agrandi avec la location d'un dernier 3^{ème} bâtiment sur le même site de Fondreyre (Toulouse – France).

Notre site toulousain continue sa modernisation robotique, cobotique et data avec l'arrivée de nouveaux moyens tout en continuant à développer son projet d'excellence opérationnel en petites et moyennes séries.

Nos sites tunisiens ont également connu une activité croissante principalement menée par la télématique tant véhicule léger, que camions ou engins spéciaux et ses forts volumes ainsi que par de nouveaux produits.

Le schéma directeur de nos **sites Tunisiens** est le suivant :

- ❖ CIPI ACTIA : production de cartes et d'équipements électroniques en moyenne et grande séries, principalement pour le secteur automobile ou poids lourds ;
- ❖ ACTIA Tunisie : assemblage et intégration de moyennes et grandes séries, pour tous types de marchés.

En 2018, le centre de production CIPI ACTIA a réalisé plus de 550 000 heures d'activité et l'utilisation des installations a été de 90 %, avec une organisation en 4x8, sur 6,5 jours, pour la moitié des équipements.

L'infrastructure de notre site CIPI ACTIA continue son évolution avec une révision complète des implantations des lignes de production ainsi que l'ouverture courant décembre d'un nouvel entrepôt de logistique moderne à quelques mètres de l'usine, ceci afin d'améliorer notre efficacité, nos flux et notre environnement de stockage.

L'activité de l'usine d'ACTIA Tunisie a été stable durant l'année. Elle a produit plus de 100 000 heures, ce qui représente 60 % de son potentiel. Fin 2017, la construction d'un bâtiment a été lancée, sur un terrain appartenant à ACTIA Tunisie, qui accueillera l'intégralité des activités de cette dernière, et permettra de mettre fin à la location du bâtiment actuel qui n'est pas en capacité d'accompagner l'évolution de l'activité. Le planning de déménagement vers ce nouveau site industriel est pour le moment envisagé pour le fin 2019 – début 2020.

Notre dispositif de production électronique tunisien reste un des tous premiers du bassin méditerranéen.

Notre nouveau site ACTIA Electronics (Etats-Unis), en cours d'aménagement et d'installation depuis septembre 2018, devrait démarrer en production courant mai 2019 sur une première carte Marine destinée à ACTIA Corp, puis sur un produit Télématique pour VOLVO Truck à l'été 2019 après l'obtention des certifications nécessaires à ce type de production. Ce site adressera les besoins de l'Amérique du Nord avec les mêmes outils industriels que nos sites historiques français et tunisiens.

Ce site doit atteindre 50 personnes en production milieu 2020 ; il sera en capacité d'accueillir 4 lignes CMS et l'ensemble des postes menant à l'intégration de produits complets.

La période à venir sera centrée sur les axes d'amélioration des usines en termes de :

- process, afin de suivre les évolutions technologiques de nos produits et anticiper les exigences clients,
- démarrage du site basé aux USA,
- préparation et migration vers le nouvel ERP M3 (courant 2020),
- accroissement de la coordination globale des procédés de production et de qualification,
- robotisation et cobotisation afin d'améliorer notre efficacité et flexibilité de production,
- sécurisation des moyens d'inspections rayons X pour le site de CIPI ACTIA,
- remplacement de ligne CMS petit série à Colomiers et amélioration continue de certaines lignes CMS Tunisienne,
- inter connectivité des sites industriels entre eux pour une amélioration de la gestion des données produits, de test ainsi que de production,
- amélioration des processus amont à la production visant à simplifier et accélérer la préparation des données pour la production (codification, MES, ..).

En dehors de ces trois sites de production de cartes électroniques qui demandent des moyens de production importants, le Groupe utilise des bureaux (administratif, bureau d'études) et des ateliers d'intégration. En règle générale, les besoins ne présentent pas de caractère spécifique et sont donc des locaux facilement disponibles à la location. Cependant, le Groupe a saisi des opportunités d'acquisition immobilière au cours de son histoire, biens pouvant d'ailleurs provenir des structures acquises lors de croissances externes. En 2018, notre filiale italienne a ainsi acquis les locaux dont elle était locataire à Turin, à un prix très attractif par rapport au marché local. Il se retrouve donc propriétaire de certains bâtiments, directement ou indirectement.

Il convient de noter que les filiales anglaise, américaine, tchèque, italienne et allemande sont directement propriétaires de leurs locaux, bureaux et ateliers.

Les sites de la division Telecom sont détenus directement par ACTIA Telecom ou au travers la SCI Sodimob, détenue à 100 % par le Groupe.

Deux sites, dits non stratégiques, sont détenus pour partie par le Groupe, pour partie par les dirigeants et pour partie par des minoritaires. Il s'agit des bâtiments (bureaux et ateliers) utilisés par notre filiale espagnole, détenus au travers de la SCI Los Olivos dont la répartition du capital est la suivante :

Répartition du capital de la SCI los Olivos	%
SCI Les Coteaux de Pouvoirville	50,0 %
ACTIA Systems	40,0 %
Personnes physiques	10,0 %
Total	100,0 %

En France, les bâtiments de bureaux accueillant les sièges ACTIA Group S.A. et ACTIA Automotive S.A. sont détenus en pleine propriété par la SCI Les Coteaux de Pouvoirville. La répartition du capital de cette dernière est la suivante :

Répartition du capital de la SCI les Coteaux de Pouvoirville	%
ACTIA Group	27,5 %
LP2C	50,1 %
Personnes physiques	22,4 %
Total	100,0 %

Le Groupe s'est assuré que le prix des loyers appliqués sur ces deux dernières infrastructures corresponde au prix du marché, par l'intervention d'un expert extérieur au Groupe, lors de la signature des baux commerciaux, lesquels sont révisés selon l'index d'évolution du prix des loyers publié par l'INSEE et son équivalent espagnol.

5.9.2 Impact environnemental de l'utilisation de ces immobilisations

Cette information est développée au § 5.7.9 « Les autres enjeux » du chapitre 5.7 « Développement durable » du Rapport de Gestion du Directoire.

5.10 Facteurs de risques

Outre les autres informations contenues dans le Document de Référence, les Actionnaires et les acheteurs potentiels de titres doivent considérer avec soin les facteurs détaillés ci-dessous lorsqu'ils évaluent le Groupe et ses activités commerciales.

Le Groupe ACTIA procède à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, sa capacité à réaliser ses objectifs. Ce paragraphe présente les facteurs de risques pertinents et significatifs, identifiés à la date de publication du Document de Référence.

Le Groupe ACTIA considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous ainsi que les risques financiers détaillés au § Note 28 « Facteurs de risques » des notes annexes aux comptes consolidés, informant sur les risques liés aux instruments financiers dans ses états financiers, conformément à la norme IFRS 7 Appendice B6.

5.10.1 Les risques juridiques et fiscaux

Il n'existe pas à notre connaissance de risques juridiques ou fiscaux liés à l'environnement réglementaire et/ou à l'exécution des contrats, susceptibles d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe (cf. § 7.3.2. « Procédures judiciaires et d'arbitrage »).

5.10.2 Les risques industriels et environnementaux

Comme mentionné dans notre rapport environnemental inclus dans le Document de Référence au § 5.7.9 « Montant des provisions et garanties », le Groupe ne présente pas d'exposition particulière aux risques environnementaux.

Les activités du Groupe ne représentent pas de risque significatif en matière d'environnement et le Groupe n'a pas de contrainte réglementaire réellement spécifique liée à son activité.

5.10.3 Les risques opérationnels

Le principal risque opérationnel se situe au niveau des approvisionnements de composants électroniques pour le Groupe. En effet, le fort développement des objets connectés aujourd'hui conjugué à la croissance mondiale, même ralentie, peut impacter l'organisation des achats, comme la fin de production d'un composant ou le manque de capacité d'un fabricant.

Face à une demande mondiale croissante en électronique, différents phénomènes peuvent perturber l'approvisionnement d'un composant ou d'une famille de composants, à savoir :

- ❖ **Fin de fabrication d'un composant** : lorsqu'un fabricant décide de l'arrêt de la fabrication d'un composant, il prévient ses clients et leur demande de passer la « dernière commande » couvrant l'ensemble de leurs besoins (Last Buy Order). Ce cas de figure pénalise l'évolution des stocks avec un fort appel, mais ne présente qu'un risque modéré dans le temps, puisqu'il s'agit avant tout d'anticiper les besoins au plus juste afin de ne pas être en manque ou de générer du stock obsolète. Ce sujet est régulièrement traité par les équipes et peut

ponctuellement impacter le bilan, comme en 2015, où l'approvisionnement d'un composant avait impacté de plusieurs millions d'euros les stocks du Groupe, stock qui s'était écoulé normalement en 2016 ;

- ❖ Manque de capacitaires d'un fabricant : les quantités fabriquées par un fournisseur sont insuffisantes pour répondre à la demande du marché. Quand cela correspond à un composant spécifique, comme cela fut le cas en 2017 pour le Groupe, les caractéristiques imposées par le client rendent difficiles l'approvisionnement par une autre source. En l'occurrence, ACTIA a mis 9 mois à partir du moment où le fournisseur a annoncé ne plus être en capacité de répondre à la demande pour identifier, tester, certifier, faire valider par le client et approvisionner le composant de substitution. Ainsi, des frais de transports exceptionnels importants ont été enregistrés en 2017, afin de se faire livrer et de livrer aux clients et ne pas stopper leurs chaînes de production ;
- ❖ Tensions de marché : sans créer un manque particulier, la recrudescence de la demande (téléphonie, objets connectés,...) amène des tensions sur le marché du composant qui se traduisent prioritairement par une augmentation des délais d'approvisionnement et/ou par une livraison sous allocation. Lors de la commercialisation de produits de grande consommation comme une tablette nouvelle génération, il arrive que les besoins en composants, de toutes catégories, soient tels, qu'ils perturbent fortement le marché. Depuis l'automne 2017, les tensions ne sont pas liées à la sortie d'un produit particulier, mais à un engouement général d'autant plus marqué que la majeure partie des pays étaient en croissance en 2018. Aussi, toutes les familles de composants sont touchées, les fabricants ayant mal anticipé les besoins de capacitaires ont annoncé un retour « à la normale » que pour 2020. La tendance est cependant à l'amélioration en 2019, du fait d'un ralentissement de la croissance dans certains pays. Sans réduire les contraintes d'approvisionnements, certains composants recommencent à bénéficier d'une baisse de prix. Ce type de tensions est lourd à manager, car l'organisation des achats autour de différents fabricants, des distributeurs, voire l'appel à des brokers permet de faire face. En 2018, elle a entraîné une hausse des prix des composants pour un marché habituellement baissier.

Aussi, avec une longue expérience sur ces sujets, mais également grâce à une équipe interne « pérennisation » qui gère en particulier le suivi réglementaire lié aux composants sensibles (ITAR, EAR), toutes les évolutions réglementaires, en général et au niveau mondial et les annonces de fin de production, le Groupe a les moyens de manager ce sujet, qui peut prendre ponctuellement de l'ampleur.

L'autre point de vigilance pour le Groupe consiste en la gestion des compétences. En effet, il s'agit de travailler au niveau mondial sans pour autant avoir les moyens d'un grand groupe. Avec des pays où le plein emploi est installé, comme aux États-Unis ou en Chine, les personnels, une fois formés, ne montrent pas toujours une grande fidélité à l'entreprise et partent rejoindre le plus offrant. Cette tendance peut également se retrouver, en Europe, sur des catégories de métiers, comme les ingénieurs logiciels, où la demande a fortement progressé sur ces compétences du fait de la digitalisation, avec même une recherche de profils jusqu'au Maghreb où notre bureau d'études tunisien a pu voir ses ingénieurs se faire chasser par les grands groupes. Aussi, le Groupe a mis progressivement en place une gestion des compétences à l'échelle mondiale avec des possibilités de mobilité au sein du Groupe, tout en essayant de maintenir une politique de rémunérations raisonnable. Un outil de formation ACTIA Academy concilié à la gestion des carrières, initialement mis en œuvre en Tunisie, par le bureau d'études, a vocation d'être déployé progressivement partout dans le Groupe afin de fidéliser les équipes en interne, au sein du Groupe. Un travail de fonds est également mené sur la marque employeur pour enrichir notre approche des valeurs portées par l'entreprise familiale qu'est ACTIA.

Malgré des équipes de R&D en constante progression (+ 105 personnes dédiées), le Groupe continue à faire appel à de la sous-traitance R&D extérieure, notamment sur des points à très haute technicité ou en période d'intense activité comme ce fut le cas en 2018, du fait de la difficulté de trouver les compétences requises au recrutement. Les équipes ont été sollicitées tant sur des projets directement liés à un développement client, que sur des projets propres au Groupe. Ce thème reste sous une observation fine, la sous-traitance coûtant plus chère que la ressource propre.

Face au contexte géopolitique toujours à risque, le Groupe reste attentif à l'évolution de la Tunisie, même si l'activité tant production que R&D n'a pas connu de perturbation depuis plusieurs années, les équipes locales œuvrant à l'amélioration continue des process et de la qualité, pour une reconnaissance renouvelée de nos clients quant à notre savoir-faire.

La mondialisation des échanges reste sensible au poids de certains pays comme les États-Unis. En 2018, alors que le gouvernement français incitait les entreprises françaises à accompagner le développement économique de l'Iran, il a fallu stopper toute activité. Sans représenter encore beaucoup de chiffre d'affaires (0,7 M€ en 2017), les perspectives (autour de 5 M€ par an) se sont immédiatement éteintes par l'impact de la politique américaine.

Aussi, le Groupe est attentif à l'évolution de cette dernière, notamment dans les pays où il est implanté, comme au Mexique ou en Chine. Sans que nos filiales concernées travaillent pour les États-Unis depuis ces pays-là, le ralentissement économique que peut engendrer le relèvement des barrières douanières américaines peut nous impacter à terme. Cependant, nos clients sont largement internationaux et donc ont un risque maîtrisé de ce sujet.

5.11 Procédures de contrôle interne mises en place par la Société

Nous vous rappelons que notre Groupe a mis en place des procédures de contrôle interne en vue d'assurer la gestion financière et la maîtrise des risques et d'élaborer les informations données aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes. Le Directoire a décidé de s'appuyer sur le guide de mise en œuvre du Cadre de référence du contrôle interne édité par l'AMF pour les valeurs moyennes et petites. A ce jour, le Groupe n'a pas procédé à une évaluation de son contrôle interne.

Les procédures mises en œuvre comprennent un dispositif de prévention et de maîtrise des risques résultant de nos activités et des risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers, et ce afin d'assurer la protection du patrimoine et la pérennité de notre Groupe.

Le contrôle interne, mis en œuvre par le Directoire, le management et le personnel du Groupe, au niveau de la maison mère et de l'ensemble de ses filiales consolidées, a pour objectif de nous assurer que les informations financières sont exactes, exhaustives et fiables, élaborées dans le respect des règles générales applicables en la matière, et que les lois et réglementations en vigueur sont respectées. Ce processus est régulièrement travaillé par la Direction, en vue de son amélioration permanente et de son adaptation à la structure du Groupe.

Maîtrise des risques liés à l'activité

ACTIA Group intervient en tant qu'équipementier électronique sur deux segments d'activité :

- ❖ La division Automotive avec ACTIA Automotive S.A. et ses filiales ;
- ❖ La division Telecom avec ACTIA Telecom S.A..

En s'appuyant sur les travaux et les recommandations émis dans le cadre de l'animation par la holding LP2C, le Directoire de la Société fixe la politique générale, la stratégie et les marchés sur lesquels il souhaite se développer.

Le suivi de l'activité est organisé par département. On rappellera qu'il s'agit :

- ❖ Pour la division Automotive :
 - OEM (Original Equipment Manufacturers) ou 1^{ère} monte : systèmes télématiques, architecture électronique et multiplexée, instrumentation, systèmes audio & vidéo, électronique de puissance, motorisation électrique, diagnostic,
 - Aftermarket ou 2^{ème} monte : diagnostic multimarques, équipements d'atelier, solutions de contrôle technique, solutions de gestion de flotte, systèmes télématiques,
 - MDS (Manufacturing - Design & Services) : production électronique et services associés, pérennisation.
- ❖ Pour la division Telecom :
 - SatCom : équipements en systèmes de stations terriennes,
 - Énergie : équipements de contrôle / commande des réseaux de transport et de distribution de l'énergie, systèmes de transmission spécifiques, maintien en condition opérationnelle (MCO),
 - Rail : équipements destinés aux applications ferroviaires,
 - Infrastructures Réseaux Télécom : équipements et systèmes pour les domaines de Télécommunications, dédiés aux opérateurs de téléphonie.

Dans tous ces domaines, le Groupe a obtenu toutes les certifications de qualité nécessaires à l'exercice de ses métiers et en particulier la certification ISO 9001. Les certifications du Groupe sont développées au § 5.11.2 « Certification des systèmes qualité des sociétés du Groupe au 31 décembre 2018 ». Le Groupe maîtrise ainsi les risques liés aux principaux processus de conception, d'achat-approvisionnement, de production et de contrôle des produits. Cette qualité fait l'objet d'un audit externe annuel par plusieurs autorités et organismes de certification indépendants et de multiples audits des clients, dans chacun de nos sites. De très nombreux audits clients, ainsi que des audits internes croisés (ACTIA Automotive, ACTIA Telecom) contribuent également à l'amélioration du dispositif de maîtrise de la qualité.

Plusieurs autres certifications tant spécifiques aux différents domaines / marchés (automobile, aéronautique, ferroviaire, ...) que liées à un enjeu particulier comme l'environnement (ISO 14001) ou la sécurité informatique (ISO 27001) obtenues et/ou en cours d'obtention témoignent de la volonté du Groupe de maintenir son niveau qualité en progression et adapté aux demandes de ses clients.

- ❖ Les acteurs

Le Directoire pour la holding ACTIA Group, les Conseils d'Administration, les Comités de Direction et leurs équipes associées pour les filiales jouent un rôle essentiel dans le contrôle interne. Par ailleurs, le Groupe fait appel, en tant

que de besoin, à des experts spécialisés, comme dans le domaine des assurances, du Crédit Impôt Recherche, des taxes sociales ou fiscales, par exemple.

❖ Leur rôle

Le Directoire d'ACTIA Group, les Conseils d'Administration et les Comités de Direction des filiales, lors de leurs réunions régulières, suivent les risques déjà identifiés et réalisent une veille permanente des marchés, des évolutions technologiques, de la concurrence, afin d'identifier les éventuels nouveaux risques pouvant survenir.

Ils sont chargés de l'élaboration et du contrôle périodique des indicateurs dans les différents domaines, sous l'autorité de la Directrice Financière, du Secrétaire Général et du Président du Directoire, de mettre en œuvre les actions préventives et/ou correctives adéquates et ont un rôle d'alerte prépondérant.

Ils interviennent également pour coordonner le processus d'élaboration des prévisions budgétaires réalisées par les divisions et pour assurer le suivi des réalisations.

❖ Les principaux domaines d'intervention identifiés sont liés aux :

- risques financiers, technologiques, industriels et commerciaux,
- risques liés aux principaux processus de conception, de développement, d'industrialisation, d'achats, d'approvisionnements, de production et de contrôle des produits,
- risques environnementaux,
- risques sur stocks (rotation, pénurie, délais d'approvisionnement...),
- risques de taux et de change,
- frais généraux et autres dépenses,
- orientation et suivi de la R&D,
- risques juridiques et contentieux,
- risques de fraude et de cyber fraude.

Une analyse des incidences potentielles et du degré de maîtrise estimé des principaux risques identifiés est effectuée selon l'information détaillée au § Note 28 : « Facteurs de risques », des notes annexes aux comptes consolidés et au § 5.10 « Facteurs de risques ».

En fonction de leur nature, la communication interne sur les risques est principalement réalisée lors des réunions des Comités de Direction, des Budget Meetings, des Executive Committees, ... et à chaque fois qu'un événement sensible apparaît (tentative de fraude au Président par exemple). La messagerie et la télévision interne au Groupe, ACTIA Flash, sont également des relais lorsqu'il s'agit de diffuser au plus grand nombre.

Contrôle interne

En matière comptable et financière, un contrôle de gestion et audit interne est organisé par les deux divisions au niveau de chaque Département d'Activités Stratégiques et/ou Direction Opérationnelle / Business Unit.

Ce contrôle interne est réalisé par une équipe dédiée de contrôle de gestion ou par le responsable financier de la filiale, selon la taille de cette dernière.

Des procédures comptables existent et sont adaptées en fonction de l'activité, des risques identifiés, des systèmes d'information et de la taille des différentes filiales concernées.

En matière de contrôle financier Groupe : une équipe dédiée assure le contrôle financier du Groupe, au niveau international.

Ce contrôle s'effectue au travers des procédures de reporting révisées régulièrement. Il est appuyé par des visites dans les filiales, ainsi que, plus ponctuellement, par une réunion des équipes comptables et financières des filiales, notamment lorsqu'un sujet spécifique doit être abordé. Les principaux travaux réalisés consistent à :

- ❖ Superviser, organiser et coordonner la fourniture et le contrôle des informations financières par les services administratifs, comptables et financiers du Groupe ; s'assurer de la cohérence des méthodes comptables appliquées ;
- ❖ Collecter toutes les informations nécessaires auprès des responsables opérationnels et des Commissaires aux Comptes ;
- ❖ Structurer les données représentatives de la marche du Groupe relatives aux prises de décision (bilans, comptes de résultats, tableaux de bord) ;
- ❖ Conseiller les Directions Générales sur les prévisions à court et moyen termes ;

- ❖ Coordonner le suivi des procédures de contrôle interne et la mise en application des recommandations formulées par les Commissaires aux Comptes ;
- ❖ Formuler des propositions sur les outils de gestion du Groupe, leurs évolutions et leurs mises en œuvre ;
- ❖ Réaliser des études financières et économiques nécessaires (choix des investissements, etc...).

La procédure de reporting du Groupe comprend :

- ❖ Le reporting mensuel avec des outils informatiques développés en interne et régulièrement adaptés aux évolutions ;
- ❖ La situation trimestrielle des comptes ;
- ❖ La consolidation des comptes.

Par ailleurs, le Comité Financier animé par le Secrétaire Général du Groupe a en charge le suivi des principales filiales afin d'être garant de la cohérence des différents systèmes comptables et financiers et de la fiabilité des synthèses financières et économiques élaborées. Avec des réunions bihebdomadaires, le Comité Financier traite notamment les domaines suivants :

- ❖ Suivi des budgets et des structures de comptabilité analytique ;
- ❖ Evolution des procédures de reporting en place ;
- ❖ Délais de production des comptes ;
- ❖ Suivi des règles et méthodes comptables du Groupe, notamment concernant les frais de développement immobilisés et stockés, la reconnaissance du revenu ;
- ❖ Suivi des règles locales pour l'établissement des comptes sociaux ;
- ❖ Suivi des normes IFRS pour l'établissement des comptes consolidés ;
- ❖ Suivi du Besoin en Fonds de Roulement et plus particulièrement l'évolution des stocks et des délais paiements clients ;
- ❖ Suivi des investissements et des financements associés, et des relations bancaires qui en découlent.

Les principes comptables utilisés dans l'ensemble des sociétés du Groupe correspondent aux principes en vigueur localement (par exemple règlement 2014-03 en France), pour la réalisation des comptes sociaux. Les principes comptables et les retraitements IFRS sont centralisés au niveau de la maison mère, lors de la consolidation.

En vue du respect des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés cotées, un échéancier des obligations périodiques est formalisé tant sur les problématiques de publication que sur les autres procédures réglementaires (juridiques, fiscales, ...). La veille réglementaire est assurée par le bureau de consolidation et par la Direction Financière du Groupe.

Avant leur diffusion, les informations provenant du bureau de consolidation sont soumises au contrôle de gestion et validées par la Directrice Financière et le Secrétaire Général. Puis, l'ensemble des informations à publier est validé par la Direction Générale et le Conseil de Surveillance.

L'évolution des **systèmes d'informations** a pour objectif de satisfaire aux exigences de fiabilité, disponibilité, efficacité, sécurité et pertinence de l'information comptable et financière.

La rationalisation des serveurs et des logiciels ERP utilisés (MOVEX, SAP Business One et AX-Dynamix-Microsoft) dans les principales structures du Groupe ACTIA tant en France qu'à l'étranger se poursuit, les solutions ERP servant de support dans l'exploitation opérationnelle. Les investissements en matière de systèmes d'information, ont été focalisés sur la robustesse des systèmes, l'emploi des évolutions récentes en matière de réseaux et le déploiement de progiciels de gestion de projets et d'applications scientifiques. Le remplacement de l'ERP MOVEX a été engagé. Le progiciel choisi est M3, dont l'éditeur (Infor) est le même que MOVEX. Le déploiement de ce projet se déroule sur la période 2018 / 2020.

De façon systématique, l'accès aux systèmes (système d'informations techniques (ERP), ressources humaines, financiers, messageries,...) n'est possible qu'à partir du moment où l'utilisateur est identifié par un mot de passe avec une procédure de changement contraignante en place.

Les outils utilisés sont des progiciels d'information du commerce. La façon dont ils traitent l'information est validée au moment de leur mise en service opérationnel sur site et au fur et à mesure de leur utilisation.

Nos serveurs sont soit en infogérance chez des tiers, soit directement gérés par les équipes IT du Groupe. Dans le cas de l'infogérance, nous avons des contrats d'engagement de nos prestataires infogérants qui nous garantissent la sauvegarde quotidienne et hebdomadaire des données et l'intégrité physique des informations qui sont sur les serveurs de données.

La certification en termes de sécurité informatique a fait l'objet des premiers audits en 2015. Notre filiale ARDIA (bureau d'études en Tunisie) a été homologuée ISO 27001 en 2015. La certification ISO 27001 a été attribuée à ACTIA Automotive et Market-IP en 2018 ; ACTIA Telecom se présentera à cette demande de certification en 2020.

Conformément aux orientations fixées, le Groupe a renforcé ses équipes par une nouvelle compétence spécialisée, de haut niveau, dans le domaine de la Sécurité des Systèmes d'Information, qui détermine en permanence les mesures à prendre en termes de :

- ❖ Prévention, formation, information des managers et de l'ensemble des personnels concernés ;
- ❖ Processus, procédures et dispositions applicables aux différents types de données et moyens informatiques (architecture réseaux, terminaux personnels, ...), dans l'objectif de réduire les risques et en cas de survenance, les conséquences desdits incidents.

A noter également que le risque cybersécurité induit par nos propres produits sur les systèmes de nos clients est désormais couvert par l'assurance Responsabilité Civile Groupe.

Axes de progrès - Suivi des actions menées

Les audits de surveillance des certifications se sont parfaitement déroulés fin 2018 et ont conduit à leur maintien avec quelques pistes de progrès mais surtout une appréciation favorable de la maturité du système.

Le détail de toutes les certifications en place dans le Groupe est donné au § 5.11.2 « Certification des systèmes qualité des sociétés du Groupe au 31 décembre 2018 ».

Concernant les systèmes d'informations, les principales actions suivantes ont été conduites :

- ❖ Services bureautiques : poursuite du renouvellement du parc (25 %) et harmonisation ;
- ❖ Services communications : développement des réseaux privés internationaux – amélioration des réseaux physiques et virtuels (sécurité et wifi) ;
- ❖ Services gestion : exploitation et amélioration d'outils de productivité et de reporting pour fonctions financières, gestion de configuration intégrée, CRM, EDI base gestion des contrats, SIRH ;
- ❖ Services développements : upgrade logiciel gestion de projets – outils de développements et de validation logiciels ;
- ❖ Services de sécurité : plan de reprise d'activité amélioré – amélioration des systèmes d'archivage ;

En 2019, sera déployé pour les principales sociétés françaises du Groupe un nouveau système d'identification et de contrôle d'accès aux zones sécurisées et protégées au travers d'une technologie badge RFID.

Enfin, des dispositifs de vidéosurveillance seront également déployés afin de renforcer la surveillance de nos sites français.

5.11.1 Risques financiers liés aux effets du changement climatique

Le Groupe n'a pas identifié de risque majeur lié aux éventuels changements climatiques pouvant affecter son activité. Nous vous rappelons que les informations liées aux changements climatiques sont développées au § 5.7.8 « Le dérèglement climatique » du Rapport de Gestion du Directoire. Par ailleurs, les risques du Groupe sont développés au § Note 28 « Facteurs de risques » des notes annexes aux comptes consolidés et au § 5.10 « Facteurs de risques ».

5.11.2 Certification des systèmes qualité des sociétés du Groupe au 31 décembre 2018

Société	ISO 9001	ISO TS 16949	ISO 14001	EN 9100	IRIS	NADCAP
	Systèmes de management de la qualité	Systèmes de management de la qualité – industrie automobile	Systèmes de management de l'environnement	Systèmes de management de la qualité – aéronautique/ espace et défense	Systèmes de management de la qualité – ferroviaire	Procédés de fabrication cartes électroniques - aéronautique
ACTIA Automotive SA	Certifié	Certification des sites Toulousains	Certifié	Certification des sites Toulousains	Certification des sites Toulousains	Certification des sites Toulousains
ACTIA PCs	Certifié					
ACTIA Italia	Certifié					
ACTIA I+Me	Certifié		Certifié			

Société	ISO 9001	ISO TS 16949	ISO 14001	EN 9100	IRIS	NADCAP
	Systèmes de management de la qualité	Systèmes de management de la qualité – industrie automobile	Systèmes de management de l'environnement	Systèmes de management de la qualité – aéronautique/ espace et défense	Systèmes de management de la qualité – ferroviaire	Procédés de fabrication cartes électroniques - aéronautique
ACTIA Systems	Certifié					
ACTIA Nordic		Certifié	Certifié			
ACTIA UK	Certifié					
Market-IP	Certifié					
ACTIA India	Certifié	Certifié	Certifié			
ACTIA de Mexico	Certifié					
ACTIA Chine	Certifié	Certifié	Certifié			
ACTIA do Brasil	Certifié					
ACTIA Corp.	Certifié					
CIPI ACTIA	Certifié	Certifié	Certifié			
ARDIA	Certifié					
ACTIA Tunisie	Certifié	Certifié	Certifié			
ACTIA Telecom	Certifié		Certifié		Certifié	

❖ Les autres certifications :

- ACTIA Telecom : Qualité Totale selon annexe V directive R&TTE (Télécom) pour les sites de Millau et de Dinard - PART 21 G + PART 145, exigences aéronautiques sur le site de Provence,
- ACTIA CZ : approbation du SMQ, suivant critère gouvernemental Slovaque,
- ACTIA Automotive :
sur Chartres : certification d'approbation de système qualité par le LNE (métrologie légale, réparation d'analyseurs de gaz et d'opacimètres et agrément délivré par la DRIRE pour le contrôle des appareils de mesure de pollution) ;
sur Toulouse : EN 9110 (réparation aéronautique) ; PART 145 (périmètre aéronautique) ; ISO 27001 (management de la sécurité de l'information), depuis 2018 ;
- Market-IP : ISO 27001 depuis 2018 ;
- ARDIA : ISO 17025, ISO 27001 et CMMI DEV V1.2.

❖ Les certifications en cours d'homologation :

- ACTIA India : OHSAS 18001-2007 en cours,
- ACTIA Telecom : ISO 450001, en cours.

5.12 Informations concernant l'émetteur

Les comptes sociaux d'ACTIA Group S.A. font apparaître un chiffre d'affaires de 1,7 M€, en baisse de 38,3 % par rapport à 2017. Cette baisse est liée à la refonte des conventions d'animation et d'assistance au niveau du Groupe ; il convient de noter qu'en parallèle la facturation faite par LP2C à ACTIA Group a enregistré une baisse de 82,9 % et ressort à 0,3 M€ sur l'exercice. Pour sa part, ACTIA Group, après avoir mis ses ressources internes en adéquation avec sa stratégie à l'international, a vu la part de sa refacturation propre augmenter de 398 k€. Le résultat net ressort à 2 219 k€ contre un bénéfice de 5 767 k€ pour l'exercice précédent. Cette évolution est liée à la baisse des dividendes versés par ses filiales, au titre de 2017.

ACTIA Group S.A. n'a aucune activité propre et toutes les fonctions exercées au bénéfice de ses filiales ou de la holding patrimoniale sont refacturées à ces structures sur la base du coût réel avec une marge de 15 %, correspondant aux frais de gestion. Cette facturation ne couvre pas l'ensemble des frais de Commissariat aux Comptes, de communication, de conseil juridico-fiscal et autres frais liés à la position de société cotée, frais qu'il n'est pas possible de répartir sur l'ensemble des filiales, dans le cadre des contraintes juridiques et fiscales réglementaires. Seules les prestations définies par les conventions d'assistance, prestations développées au § 4.3 « Description sommaire du Groupe » font l'objet de facturation.

Le déficit opérationnel de la Société provient donc des coûts liés à sa présence sur le marché boursier et à son rôle de holding, avec les interventions extérieures en matière juridique, fiscale, communication, Commissariat aux Comptes pour les comptes sociaux et consolidés, etc... qui représentent à eux seuls un coût de 306,4 k€ sur l'exercice, contre 253,1 k€ en 2017 ; l'augmentation est principalement due à des frais d'honoraires de Commissariat aux Comptes liés aux évolutions des normes IFRS.

Au titre de l'exercice 2018, les principaux indicateurs des comptes sociaux sont :

Résultats sociaux en k€	2018	2017	2016
Chiffre d'affaires net	1 713	2 777	2 395
Produits d'Exploitation	2 573	3 563	3 037
Charges d'Exploitation	3 590	4 574	3 954
Résultat d'Exploitation	<1 017>	<1 011>	<918>
Résultat Financier	3 275	6 611	3 262
Résultat Exceptionnel	3	10	1
Résultat Net	2 219	5 767	2 263

Nous demanderons aux Actionnaires d'approuver ces comptes sociaux.

5.12.1 Evènements significatifs

Aucun évènement significatif n'a affecté la structure holding, en dehors de la refonte des conventions ci-avant présentée.

5.12.2 Affectation du résultat

En conformité avec la loi et nos statuts, lors de l'Assemblée Générale sera proposée l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la manière suivante :

Origine	
Compte « Report à Nouveau » au 31 décembre 2018	11 140 926,32 €
Résultat de l'exercice : bénéfice de	2 219 271,53 €
Affectation	
Au compte « Report à Nouveau » qui s'établira à	11 350 203,75 €
A titre de dividendes	2 009 994,10 €
TOTAUX	13 360 197,85 €

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,10 euros.

Le détachement du coupon interviendra le 12 juin 2019 ; le paiement des dividendes sera effectué le 14 juin 2019.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code Général des Impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code Général des Impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

5.12.3 Distributions antérieures de dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la Société a procédé aux distributions de dividendes suivantes au cours des trois derniers exercices.

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividende par action	Autres revenus distribués	
2015	2 009 994,10 €* Soit 0,10 € par action		
2016	3 014 991,15 €* Soit 0,15 € par action		
2017	2 411 992,92 €* Soit 0,12 € par action		

* Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues, non versé et affecté au compte report à nouveau.

5.12.4 Situation de l'endettement

Au titre de l'exercice 2018, la société ACTIA Group a levé deux financements moyen terme en vue, notamment, de croissance externe ou d'acquisitions de parts minoritaires au sein du Groupe. A ce titre, elle s'est portée acquéreuse des minoritaires d'ACTIA PCs qui est maintenant détenue à 100 % par le Groupe. D'autres acquisitions sont envisagées et pourront être réalisées grâce au financement non encore débloqué à cette date.

Aucune des lignes court terme (découvert, billet de trésorerie) n'est utilisée au 31 décembre 2018 et cette structure ne bénéficie pas de la possibilité de financer son poste client puisque intégralement dédié au Groupe.

Cependant, l'évolution de la situation financière du Groupe entraîne le non-respect de covenants pour sept emprunts à fin 2018. Des waivers ont été sollicités le 25 mars 2019, suite à la tenue du Conseil de Surveillance validant les comptes annuels en vue de leur soumission à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019. Au 19 avril, deux des trois établissements concernés ont déjà répondu favorablement à la demande.

Cette information est développée au § Note 3.10 « Dettes » des notes annexes aux comptes sociaux.

5.12.5 Charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)

Il sera demandé au cours de l'Assemblée Générale d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 2 267 €, correspondant aux amortissements excédentaires sur les véhicules de fonction.

Aucun impôt n'est dû au titre de l'exercice 2018.

5.12.6 Egalité Professionnelle

ACTIA Group S.A. est la Société Holding du Groupe. Pour remplir ses fonctions de holding, elle dispose de 10 salariés à la date du 31 décembre 2018.

À ce jour, comme indiqué au § 5.7.4 « La lutte contre la discrimination », aucun sentiment de discrimination n'est enregistré tant dans le Groupe que dans la holding où aucune inégalité professionnelle femmes / hommes n'a été constatée.

5.12.7 Décomposition des dettes fournisseurs

À la clôture de l'exercice, la répartition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs d'ACTIA Group S.A. (hors provision pour factures fournisseurs non parvenues) par date d'échéance est la suivante :

Factures reçues non réglées au 31/12/2018 dont le terme est échu						
Chiffres exprimés en €	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	500					2
Montant total des factures concernées H.T.	3 450 866				301	301
% du montant total des achats H.T. de l'exercice					0,01 %	0,01 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Selon les Conditions Générales de Ventes de nos fournisseurs <input type="checkbox"/> Délais légaux					

5.12.8 Décomposition des créances clients

À la clôture de l'exercice, la répartition des créances clients par date d'échéance est la suivante :

Factures émises non réglées au 31/12/2018 dont le terme est échu						
Chiffres exprimés en €	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	173					22
Montant total des factures concernées H.T.	4 768 456	212		61 343	113 792	175 347
% du montant total des achats H.T. de l'exercice		0,00 %		1,29 %	2,39 %	3,68 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux : 30 jours fin de mois					

5.12.9 Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

COOVIA, filiale d'ACTIA Group depuis le 2 mai 2016, a procédé à une demande d'ouverture de liquidation judiciaire en date du 15 février 2019. La liquidation judiciaire a été prononcée par le Tribunal de Commerce de Toulouse le 5 mars 2019. L'intégralité des créances dues a été provisionnée au 31 décembre 2018 ainsi que les titres portés par ACTIA Group S.A..

5.12.10 Tableau des résultats financiers des 5 dernières années

En Euros	2018	2017	2016	2015	2014
Situation financière en fin d'exercice					
Capital Social	15 074 956	15 074 956	15 074 956	15 074 956	15 074 956
Nombre d'actions émises	20 099 941	20 099 941	20 099 941	20 099 941	20 099 941
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 712 968	2 777 018	2 394 764	2 527 501	2 264 219
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	3 093 994	5 818 496	2 345 915	4 120 084	3 446 339
Impôt sur les sociétés	40 722	<156 586>	82 566	70 465	42 203
Résultat après impôt, amortissements et provisions	2 219 272	5 766 829	2 262 529	4 353 577	3 402 633
Montant des bénéfices distribués	2 411 993	3 014 991	2 009 994	2 009 994	2 009 994
Résultat des opérations réduit à une seule action					
Résultat après impôt mais avant amortissements et provisions	0,15	0,30	0,11	0,20	0,17
Résultat après impôt, amortissements et provisions	0,11	0,29	0,11	0,22	0,17
Dividende versé à chaque action	0,12	0,15	0,10	0,10	0,10
Personnel					
Nombre de salariés (effectif moyen)	8	7	5	5	4
Montant de la masse salariale	953 523	667 535	595 203	564 687	472 840
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres, etc...)	375 186	283 796	258 119	244 267	200 748

5.12.11 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

A l'Assemblée Générale d'ACTIA Group S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Avec la société S.C.I. Les Coteaux de Pouvoirville

- ❖ **Nature et objet** : Contrat de bail commercial.
- ❖ **Personnes concernées** : Pierre CALMELS.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :
Selon un contrat de location, la S.C.I. Les Coteaux de Pouvoirville loue à votre Société des locaux sis 5, rue Jorge Semprun à Toulouse avec refacturation de la taxe foncière.
- ❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé** :
Le montant des loyers versés au cours de l'exercice s'élève à € 42.850 H.T. ;
Le montant de la taxe foncière refacturée au cours de l'exercice s'élève à € 10.941.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

Nous portons à votre connaissance les conventions et engagements suivants, autorisés et conclus au cours de l'exercice N-1 qui figuraient dans notre rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés relatif à l'exercice N-1 et qui n'ont pas été approuvés par l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice N-1.

Avec la société LP2C S.A.

- ❖ **Nature et objet** : Convention d'animation.
- ❖ **Personnes concernées** : Marine CANDELON et Catherine MALLET et Louis PECH, Jean-Louis PECH et Pierre CALMELS.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :
LP2C participe activement à la conduite de la politique du Groupe ACTIA, elle en définit les priorités stratégiques et les axes de développement et elle assure la coordination et la mise en œuvre de ces différentes actions entre les différentes sociétés du Groupe ACTIA.
 - Convention d'animation de LP2C S.A. en faveur de chacune des filiales et sous-filiales de LP2C, pour le rôle qu'elle exerce seule et exclusivement au niveau de la définition de la politique générale du Groupe ACTIA et qu'elle anime dans l'intérêt de l'ensemble des sociétés du Groupe ACTIA.

A ce titre, LP2C S.A. facture un montant global annuel de € 370.000 pour l'ensemble des sociétés du Groupe, réparti entre les sociétés du Groupe sur la base de la valeur ajoutée de l'année précédente.

La durée de la convention d'animation est de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2018, renouvelable par tacite reconduction par période de douze mois consécutifs.
- ❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé** :
Au 31 décembre 2018, le montant facturé par LP2C à ACTIA Group s'élève à € 1.000.
- ❖ **Nature et objet** : Convention d'assistance et de prestations de services.
- ❖ **Personnes concernées** : Marine CANDELON et Catherine MALLET et Louis PECH, Jean-Louis PECH et Pierre CALMELS.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :
L'intérêt commun du Groupe LP2C/ACTIA recoupe celui de chacune des filiales, qui peuvent, en conséquence, accroître leur efficacité et leur rentabilité par ces opérations. En effet, cette prise en charge se traduit, au niveau du Groupe LP2C - ACTIA, par une réduction de ses coûts globaux de gestion, par la réalisation d'économies d'échelle sur les coûts fixes et donc par une plus grande efficacité et rentabilité, tandis que les filiales et sous-filiales, tout en bénéficiant de ces coûts réduits, peuvent concentrer leur énergie sur leur activité principale et ainsi accroître leurs performances économiques.

Une convention d'assistance et de prestations de services de LP2C S.A., en faveur de chacune des filiales et sous filiales LP2C S.A., dans le cadre des prestations de services permanentes que LP2C S.A. rend au Groupe notamment :

- Assistance administrative, juridique, comptable et financière
- Assistance dans le domaine de la qualité
- Assistance dans le domaine de la communication
- Assistance dans le domaine des Ressources Humaines
- Assistance dans le domaine de l'immobilier
- Assistance dans le domaine de la gestion et des procédures internes Groupe
- Assistance dans le domaine du « business development ».

Les modalités de fixation de la rémunération hors taxes des prestations de services rendues sont les suivantes : LP2C S.A. perçoit une redevance fixée sur la base d'un budget prévisionnel établi en début d'exercice. La rémunération est déterminée en fonction des coûts directs et indirects réellement engagés par la société LP2C S.A. majorés de 15%.

La durée de la convention d'assistance est de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2018, renouvelable par tacite reconduction par période de douze mois consécutifs.

❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé :**

Au 31 décembre 2018, le montant facturé par LP2C à ACTIA Group s'élève à € 321 204.

❖ **Nature et objet :** Convention d'assistance et de prestations de services spécifiques.

❖ **Personnes concernées :** Marine CANDELON et Catherine MALLET et Louis PECH, Jean-Louis PECH et Pierre CALMELS.

❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités :**

Cette convention est dans l'intérêt commun de LP2C S.A. et d'ACTIA Group S.A. et permet à LP2C S.A. d'accroître son efficacité et sa rentabilité par ces opérations. En effet, cette prise en charge se traduit, au niveau de LP2C S.A. et d'ACTIA Group S.A., par une réduction de leurs coûts globaux de gestion, par la réalisation d'économies d'échelle sur les coûts fixes et donc par une plus grande efficacité et rentabilité.

Les prestations de services spécifiques qu'ACTIA Group S.A. rend à LP2C S.A. sont relatives à l'assistance en matière comptable et secrétariat de Direction.

Les modalités de fixation de la rémunération hors taxes des prestations de services rendues par ACTIA Group S.A. sont les suivantes : en contrepartie des prestations de services rendues, ACTIA Group S.A. reçoit de la part de LP2C S.A. une redevance fixée sur la base d'un budget prévisionnel établi en début d'exercice. La rémunération est déterminée en fonction des coûts directs et indirects réellement engagés par la Société Actia Group S.A. majorés de 15%.

La durée de la convention d'assistance est de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2018, renouvelable par tacite reconduction par période de douze mois successifs.

❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé :**

Au 31 décembre 2018, le montant facturé par ACTIA Group S.A. à LP2C S.A. s'élève à € 46.484.

Avec l'ensemble de ses filiales

❖ **Nature et objet :** Convention d'assistance et de prestations de services.

❖ **Personnes concernées :**

- ACTIA Automotive S.A. : Marine CANDELON et Laura PECH et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA 3E S.A.: Marine CANDELON et Louis PECH et Jean-Louis PECH.
- ACTIA Telecom S.A.: Marine CANDELON et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA PCs S.A.: Catherine MALLET et Jean-Louis PECH.
- SCI les Coteaux de Pouvoirville : Pierre CALMELS.

- SCI de l'Oratoire : Pierre CALMELS et Louis PECH.
- SCI Sodimob : Jean-Louis PECH.
- ACTIA CZ : Jean-Louis PECH.
- ACTIA I+ME : Jean-Louis PECH.
- ACTIA Systems : Catherine MALLET et Louis PECH, Jean-Louis PECH et Pierre CALMELS.
- SCI los Olivos : Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA UK : Catherine MALLET et Jean-Louis PECH et Louis PECH.
- ACTIA Italia : Catherine MALLET et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA Polska : Jean-Louis PECH.
- ACTIA Nordic : Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- KARFA : Louis Pech, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA do Brasil : Catherine MALLET et Louis PECH et Jean-Louis PECH.
- ACTIA de Mexico : Catherine MALLET et Louis PECH et Jean-Louis PECH.
- ACTIA Inc : Catherine MALLET et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA Corp : Catherine MALLET et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ACTIA China : Catherine MALLET et Louis PECH.
- ACTIA India : Catherine MALLET et Pierre CALMELS, Jean-Louis PECH.
- CIPI ACTIA : Catherine MALLET et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ARDIA : Louis PECH, Jean-Louis PECH et Pierre CALMELS.
- ACTIA Tunisie : Louis PECH et Jean-Louis PECH.
- Market-IP : Jean-Louis PECH.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités :

Dans le cadre de la réorganisation globale, cette convention d'assistance et de prestations d'ACTIA Group S.A. est mise en place en faveur de chacune des filiales et sous-filiales, pour couvrir les prestations permanentes qu'ACTIA Group S.A. rend au Groupe. L'intérêt commun d'ACTIA Group S.A. recoupe celui de chacune des filiales, qui peuvent, en conséquence, accroître leur efficacité et leur rentabilité par ces opérations. En effet, cette prise en charge se traduit, au niveau du Groupe ACTIA, par une réduction de ses coûts globaux de gestion, par la réalisation d'économies d'échelle sur les coûts fixes et donc par une plus grande efficacité et rentabilité, tandis que les filiales, tout en bénéficiant de ces coûts réduits, peuvent concentrer leur énergie sur leur activité principale et ainsi accroître leurs performances économiques.

Les prestations de services permanentes qu'ACTIA Group S.A. rend au Groupe sont les suivantes :

- Assistance administrative, juridique, comptable et financière ainsi que mise à disposition d'avances en compte-courant
- Assistance dans le domaine de la communication
- Assistance dans le domaine des Ressources Humaines
- Assistance dans le domaine des systèmes d'information
- Assistance dans le domaine des achats
- Assistance dans le domaine de l'immobilier
- Assistance dans le domaine de la gestion et des procédures internes Groupe
- Assistance dans le domaine du « business development »
- Assistance dans le domaine de la technologie

Les modalités de fixation de la rémunération hors taxes des prestations de services rendues par ACTIA Group S.A. sont les suivantes : en contrepartie des prestations de services rendues, ACTIA Group S.A. reçoit de la part de chacune des filiales et sous-filiales concernées une redevance fixée sur la base d'un budget prévisionnel établi en début d'exercice. La rémunération est déterminée en fonction des coûts directs et indirects réellement engagés par la Société ACTIA Group S.A. majorés de 15%.

La durée de la convention d'assistance est de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2018, renouvelable par tacite reconduction par période de douze mois successifs.

Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé :

Au 31 décembre 2018, les montants facturés hors taxes par ACTIA Group s'élèvent à :

- ACTIA Automotive S.A. : € 612.260 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services et € 40.187 d'intérêts de compte courant. Au 31 décembre 2018, le solde débiteur du compte courant d'Actia Automotive S.A. s'élève à € 9.387.507.
- ACTIA 3E S.A. : € 6.472 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Telecom S.A. : € 164.104 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA PCs S.A. : € 14.076 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- SCI les Coteaux de Pouvoirville : € 88.984 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- SCI de l'Oratoire : € 33.436 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA CZ : € 12.560 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA I+ME : € 102.964 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Systems : € 48.592 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA UK : € 13.536 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Italia : € 41.280 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Polska : € 3.116 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Nordic : € 139.400 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA do Brasil : € 6.088 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA de Mexico : € 18.900 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Corp : € 81.044 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA China : € 30.876 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA India : € 3.208 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- CIPI ACTIA : € 65.456 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ACTIA Tunisie : € 9.964 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.
- ARDIA : € 166.568 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services et € 774 d'intérêts de compte courant. Au 31 décembre 2018, le solde débiteur du compte courant d'ARDIA s'élève à € 264.052.
- Market-IP : € 3.600 dans le cadre de la convention d'assistance et de prestations de services.

Avec la société ACTIA Automotive S.A.

- ❖ **Nature et objet** : Garanties dans le cadre d'un marché AIRBUS.
- ❖ **Personnes concernées** : Mesdames Marine Candelon et Laura Pech et Messieurs Louis Pech, Pierre Calmels et Jean-Louis Pech.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

Airbus a sollicité la garantie d'ACTIA Group à première demande plein et entière de tous les droits et obligations d'ACTIA Automotive S.A. en 2017. La garantie est étendue tant les plans financier que juridique, légal et de responsabilité civile.

Dans le cadre de ce marché, la responsabilité d'ACTIA Automotive S.A. peut être recherchée à hauteur du montant du contrat, qui avoisine, en 2018, € 17.000.000. ACTIA Automotive S.A. bénéficie d'une assurance spécifique pour les produits aéronautiques à hauteur de € 200 000 000 par sinistre, la responsabilité d'ACTIA Group ne pouvant être recherchée au-delà de ce montant. Sur le plan de la Responsabilité Civile, ACTIA Group sera fondée à mettre en œuvre cette assurance, en cas de défaillance de sa filiales ACTIA Automotive S.A..

Dans la mesure où ACTIA Automotive S.A. mettra en jeu la garantie de son assurance en cas de sinistre, la garantie octroyée à notre filiale sort du cadre ordinaire des garanties facturées par la Société, la charge de l'assurance liée à ce contrat étant intégralement supportée par ACTIA Automotive S.A..

❖ Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé :

Cette garantie n'a pas donné lieu à une facturation de la part de votre Société au cours de l'exercice.

Avec la Société COOVIA S.A.S.

❖ **Nature et objet** : Convention d'avance en compte courant.

❖ **Personnes concernées** : Jean-Louis Pech.

❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

Le Groupe a souhaité accompagner le démarrage d'une jeune startup, avec pour but d'être présent dans les services d'auto-partage appliqué à la mobilité urbaine.

La Société ACTIA Group S.A. peut mettre à disposition de la société COOVIA S.A.S. des avances en compte courant. Pour ces avances en compte courant, votre société facture selon l'origine des sommes mises à disposition, à savoir :

- Si la société ne fait pas appel au marché, au taux d'intérêt Euribor 3 mois majoré d'un demi-point ;
- Si la société fait appel au marché, au taux de l'emprunt majoré d'un demi-point.

Cette convention a été conclue pour une période de 6 ans à compter du 22 juillet 2016.

❖ Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé

Au 31 décembre 2018, le solde du compte courant de la société COOVIA S.A.S est de € 800.000, totalement déprécié dans les comptes. Le montant des intérêts facturés s'élève à € 14.157.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société ACTIA Automotive S.A.

❖ **Nature et objet** : Garanties dans le cadre d'un marché AIRBUS.

❖ **Personnes concernées** : Marine CANDELON et Laura PECH et Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.

❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

ACTIA Automotive S.A. a signé un important contrat avec AIRBUS pour la conception, le développement, la fabrication, la fourniture et la maintenance d'équipements avioniques. Dans le cadre de ce contrat, AIRBUS a sollicité la garantie d'ACTIA Group S.A. à première demande pleine et entière de tous les droits et obligations de ACTIA Automotive S.A.. La garantie est étendue tant sur les plans financier que juridique, légal et de responsabilité civile.

Dans le cadre de ce marché, la responsabilité d'ACTIA Automotive S.A. pourra être recherchée à hauteur de € 200.000.000. ACTIA Automotive S.A. a donc souscrit une assurance spécifique pour les produits aéronautiques à hauteur de € 200 000 000 par sinistre, la responsabilité d'ACTIA Group ne pouvant être recherchée au-delà de ce montant. Sur le plan de la Responsabilité Civile, ACTIA Group sera fondée à mettre en œuvre cette assurance, en cas de défaillance de sa filiale ACTIA Automotive S.A..

Dans la mesure où ACTIA Automotive S.A. mettra en jeu la garantie de son assurance en cas de sinistre, la garantie octroyée à notre filiale depuis 2007 sort du cadre ordinaire des garanties facturées par la Société, la charge de l'assurance liée à ce contrat étant intégralement supportée par ACTIA Automotive S.A..

Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé.

Cette caution n'a pas donné lieu à une facturation de la part de votre société au cours de l'exercice.

Avec la société ACTIA Telecom S.A

- ❖ **Nature et objet** : Autorisation de nantissements de titres.
- ❖ **Personnes concernées** : Marine CANDELON Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

Dans le cadre de l'octroi d'un prêt à votre filiale de € 3.500.000 sur 7 ans en 2016 par une banque française, votre Conseil a autorisé à titre de garantie, le nantissement d'actions Actia Telecom S.A. détenues par votre société à hauteur de 120 % du financement, basé sur la valeur de rachat aux minoritaires, soit € 12,20 par action, soit un total de 344.262 actions. Cette autorisation court jusqu'au 21 juillet 2023.
- ❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé** :

Cette autorisation n'a pas donné lieu à une facturation au cours de l'exercice.
- ❖ **Nature et objet** : Convention de trésorerie.
- ❖ **Personnes concernées** : Marine CANDELON Louis PECH, Pierre CALMELS et Jean-Louis PECH.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

Dans un souci de rationalisation et d'optimisation de la trésorerie du Groupe, votre société a contractualisé une convention de trésorerie avec ACTIA Telecom S.A., en 2014, afin de pouvoir bénéficier de la trésorerie excédentaire de cette filiale.

Le plafond de la convention de trésorerie s'élève à € 3.000.000 rémunéré au taux intermédiaire entre les taux de financement et les taux de placement sur le court terme.
- ❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé** :

Cette garantie n'a pas été mise en œuvre en 2018.

Avec la société S.C.I. de L'Oratoire

- ❖ **Nature et objet** : Convention de trésorerie.
- ❖ **Personnes concernées** : Louis PECH et Pierre CALMELS.
- ❖ **Motifs justifiant de son intérêt pour la société / Modalités** :

La SCI de L'ORATOIRE a cédé dans le cadre d'une cession-bail son bien immobilier en vue d'améliorer la trésorerie du Groupe.

Le contrat de crédit-bail a été signé le 4 février 2005, pour € 3.000.000. La SCI de L'ORATOIRE n'ayant pas usage de cette trésorerie pourra mettre à disposition d'ACTIA Group S.A., la somme de € 2.000.000, solde restant après remboursement des emprunts bancaires. Un premier déblocage de € 1.500.000 a été effectué en date du 11 février 2005.

La convention de trésorerie signée est conforme aux termes des conventions de trésorerie en vigueur dans le Groupe, à savoir : taux moyen mensuel sur les marchés monétaires plus 0,5.
- ❖ **Montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice écoulé** :

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre en 2018.

Labège, le 24 avril 2019

Paris, le 24 avril 2019

KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Mathieu Leruste
Associé

Eric Blache

5.13 Principaux Actionnaires

5.13.1 Répartition du Capital Social et des droits de vote

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement, aux dates mentionnées, plus de 5 % - 10 % - 15 % - 20 % - 25 % - 30 % - 33,33 % - 50 % - 66,66 % - 90 % ou 95 % du Capital Social ou des droits de vote aux Assemblées Générales.

Capital Social et droits de vote au 31 décembre 2016

	Nombre d'actions % du capital		Droits de vote bruts		Droits de vote nets	
LP2C	10 016 166	49,83%	19 837 695	63,68%	19 837 695	63,72%
Personnes physiques familles PECH et CALMELS	67 196	0,33%	134 392	0,43%	134 392	0,43%
Sous-total familles PECH et CALMELS	10 083 362	50,17%	19 972 087	64,11%	19 972 087	64,15%
SIDMIA International	1 171 848	5,83%	2 328 750	7,48%	2 328 750	7,48%
Personnes physiques famille THRUM	213	0,00%	426	0,00%	426	0,00%
Sous-total famille THRUM	1 172 061	5,83%	2 329 176	7,48%	2 329 176	7,48%
Total Pacte Concert	11 255 423	56,00%	22 301 263	71,59%	22 301 263	71,63%
SGPFEC	1 037 141	5,16%	1 037 141	3,33%	1 037 141	3,33%
Public	7 791 004	38,76%	7 795 776	25,03%	7 795 776	25,04%
Autodétention	16 373	0,08%	16 373	0,05%	0	0,00%
Total	20 099 941	100,00%	31 150 553	100,00%	31 134 180	100,00%

Capital Social et droits de vote au 31 décembre 2017

	Nombre d'actions % du capital		Droits de vote bruts		Droits de vote nets	
LP2C	10 016 166	49,83%	19 837 695	61,62%	19 837 695	61,65%
Personnes physiques familles PECH et CALMELS	67 196	0,33%	134 392	0,42%	134 392	0,42%
Sous-total familles PECH et CALMELS	10 083 362	50,17%	19 972 087	62,04%	19 972 087	62,07%
SIDMIA International	1 171 848	5,83%	2 328 750	7,23%	2 328 750	7,24%
Personnes physiques famille THRUM	213	0,00%	426	0,00%	426	0,00%
Sous-total famille THRUM	1 172 061	5,83%	2 329 176	7,24%	2 329 176	7,24%
Total Pacte Concert	11 255 423	56,00%	22 301 263	69,28%	22 301 263	69,30%
SGPFEC	1 037 141	5,16%	2 074 282	6,44%	2 074 282	6,45%
Public	7 795 163	38,78%	7 803 503	24,24%	7 803 503	24,25%
Autodétention	12 214	0,06%	12 214	0,04%	0	0,00%
Total	20 099 941	100,00%	32 191 262	100,00%	32 179 048	100,00%

Capital Social et droits de vote au 31 décembre 2018

	Nombre d'actions % du capital		Droits de vote bruts		Droits de vote nets	
LP2C	10 016 166	49,83%	19 857 065	61,63%	19 857 065	61,67%
Personnes physiques familles PECH et CALMELS	67 196	0,33%	134 392	0,42%	134 392	0,42%
Sous-total familles PECH et CALMELS	10 083 362	50,17%	19 991 457	62,05%	19 991 457	62,08%
SIDMIA International	1 171 848	5,83%	2 330 434	7,23%	2 330 434	7,24%
Personnes physiques famille THRUM	213	0,00%	426	0,00%	426	0,00%
Sous-total famille THRUM	1 172 061	5,83%	2 330 860	7,23%	2 330 860	7,24%
Total Pacte Concert	11 255 423	56,00%	22 322 317	69,28%	22 322 317	69,32%
SGPFEC	1 037 141	5,16%	2 074 282	6,44%	2 074 282	6,44%
Public	7 788 583	38,75%	7 804 578	24,22%	7 804 578	24,24%
Autodétention	18 794	0,09%	18 794	0,06%	0	0,00%
Total	20 099 941	100,00%	32 219 971	100,00%	32 201 177	100,00%

Droits de vote brut ou droits de vote théoriques : il s'agit du nombre total de droits de vote, en ce compris ceux attachés aux actions qui en sont privés, à savoir les actions en autodétention.

Droits de vote net ou droits de vote exerçables en Assemblée Générale : les actions détenues en autodétention ne sont pas comptabilisées.

La Société LP2C est détenue à part égale par les familles PECH et CALMELS.

La Société SIDMIA International est détenue par la famille THRUM.

Le pacte de concert entre les familles PECH, CALMELS et THRUM porte sur la totalité des actions détenues par les sociétés et quasiment la totalité des actions des personnes physiques. Les actions non incluses à l'origine du pacte ne représentent pas un pourcentage suffisamment significatif pour être détaillé. Il est précisé que le pacte ne comporte pas de date d'échéance. Les principales clauses de ce pacte sont détaillées au § 5.13.3 « Pacte d'Actionnaires ».

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun Actionnaire non cité dans les tableaux ci-dessus qui détiendrait 5 % ou plus des actions ou des droits de vote d'ACTIA Group S.A..

Les droits de vote sont présentés au § 8.2.3 « Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions ».

Franchissements de seuil

Il est précisé qu'au cours des trois dernières années, ACTIA Group a été informée des franchissements de seuil suivants :

- ❖ Le sous-concert composé des familles PECH et CALMELS et de la Société LP2C qu'ils contrôlent a franchi à la hausse le seuil de 50 % du Capital social de la Société (avis AMF 216C2280), en date du 5 octobre 2016.
- ❖ La Société par Actions Simplifiée SGPFEC a franchi à la hausse le seuil de 5 % des droits de vote de la Société (avis AMF 217C1550), en date du 5 juin 2017.

Autres valeurs mobilières donnant accès au Capital Social

Il n'existe pas d'autres titres ou valeurs mobilières donnant accès au Capital Social.

Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital, des options de souscription et d'achat et des actions gratuites

Au cours de l'exercice 2018, aucun ajustement des bases de conversion n'a été opéré.

Marché des titres ACTIA Group

ACTIA Group S.A. est coté sur Euronext à Paris (compartiment C), code ISIN FR0000076655.

Au cours de l'exercice 2018, le total des actions échangées a été de 5 403 055, contre 8 500 146 en 2017 et 8 250 387 en 2016, soit une moyenne quotidienne de 21 188 actions sur 255 jours de Bourse contre 33 334 en 2017 et 32 103 actions en 2016.

En 2018, le cours en valeur de clôture a évolué avec :

- ❖ le plus haut de : 9,07 € atteint du 14 mai 2018,
- ❖ le plus bas de : 2,93 € atteint 24 décembre 2018,
- ❖ et une clôture le 31/12/2018 3,38 €.

Après la stabilisation du volume d'échanges en 2017 et un recul du titre en fin d'exercice, sur l'exercice 2018, l'action ACTIA Group a marqué un recul en termes de nombre d'échanges par rapport à 2017 et un important recul en valeur (<51,6 %>) par rapport au 31 décembre 2017. En début d'exercice, le titre a surperformé l'indice CAC Mid&Small, mais la tendance s'est fortement inversée à partir de septembre 2018, suite à la publication des résultats du 1^{er} semestre et du niveau d'endettement du Groupe, pour terminer en recul de 54,8 % alors que l'indice CAC Mid&Small terminait en recul moins marqué (18,7 %).

Le contrat de liquidité a été sollicité en 2018, avec plus de 281 486 titres achetés et 274 906 titres vendus sur l'ensemble de l'année, représentant près de 10 % des échanges globaux. Ces actions quotidiennes ont permis d'optimiser au mieux les variations day-to-day et intraday du titre en réduisant les variations extrêmes.

Il est à noter qu'ACTIA Group a rejoint, en 2015, les 70 sociétés constituant le **GAÏA Index**, indice boursier de référence pour les valeurs moyennes en matière de développement durable. Parmi les 700 sociétés cotées à la bourse de Paris, 230 PME et ETI françaises sont ainsi évaluées et classées selon leur degré d'implication en matière de transparence extra-financière et de performance RSE (gouvernance, capital humain, environnement et relations avec les parties prenantes externes), le GAÏA Index ne retenant que les 70 premières. Entré dans le classement en 2015, le Groupe ACTIA a encore progressé en 2018, sur les résultats 2017, en terminant 25^{ème} sur 230 au classement général, en progression de 5 places et 6^{ème} sur 78 dans la catégorie « chiffre d'affaires entre 150 et 500 millions € », en progression d'une place, quand on comptabilise 11 sociétés supplémentaires dans cette catégorie sur l'exercice.

A la date du 27 mars 2019, ACTIA Group était présent dans les indices suivants :

INDICE	Poids d'ACTIA Group dans l'indice
CAC ALL SHARES	0,00 %
CAC ALL-TRADABLE	0,00 %
CAC INDUSTRIALS	0,02 %
CAC MID & SMALL	0,02 %
CAC SMALL	0,13 %
ENT PEA-PME 150	0,19 %

Le tableau suivant donne une synthèse de la performance du titre ACTIA Group sur 3 exercices :

	Performance		Volatilité	
	ACTIA Group	CAC MID & SMALL	ACTIA Group	CAC MID & SMALL
2016	44,6 %	7,2 %	34,1%	17,1 %
2017	<7,5> %	22,0 %	30,9%	10,7 %
2018	<51,58> %	<21,57> %	41,7%	13,7 %
6 derniers mois	<52,62> %	<9,45> %	40,8%	12,0%

Évolution du cours de clôture et des volumes échangés du 1^{er} janvier 2017 au 29 mars 2019 – Cours de clôture en euros

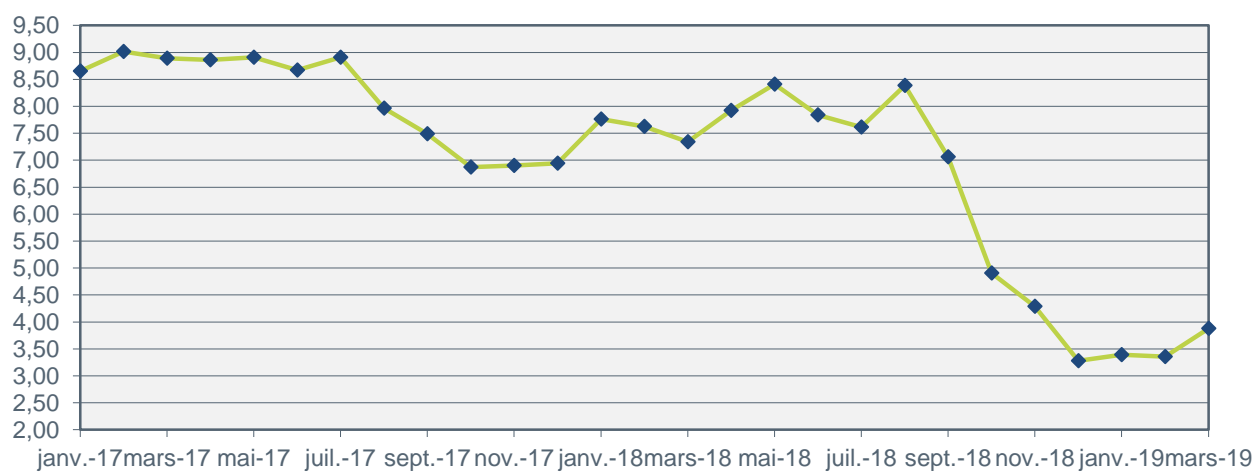
2017	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Cours moyen	Volume de titres échangés
janv-17	9,69	7,90	8,66	1 123 590
févr-17	9,51	8,65	9,02	803 827
mars-17	9,14	8,67	8,89	737 455
avr-17	9,43	8,33	8,86	861 411
mai-17	9,20	8,40	8,91	698 724
juin-17	8,90	8,50	8,67	748 424
juil-17	9,19	8,51	8,91	467 426

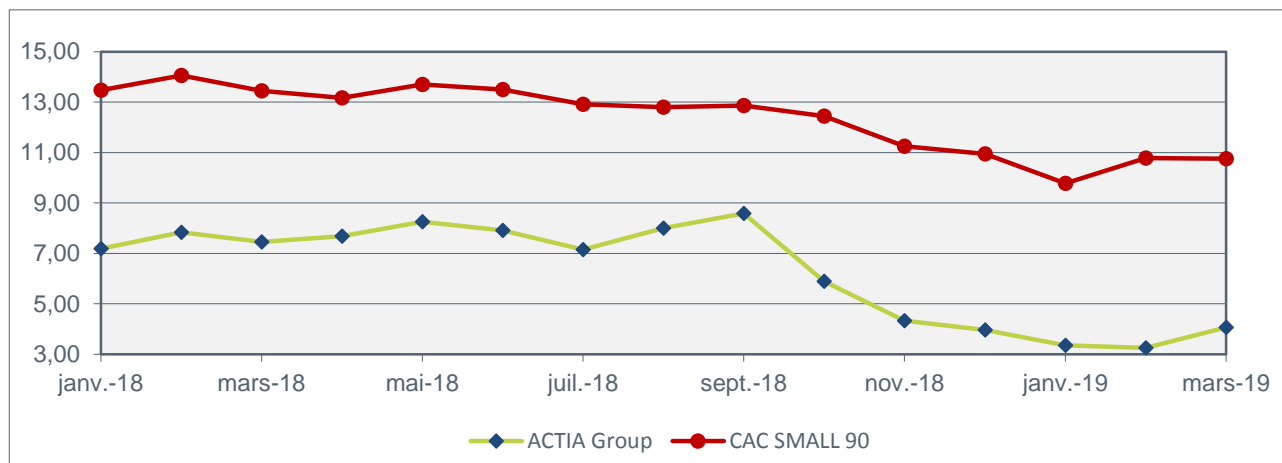
2017	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Cours moyen	Volume de titres échangés
août-17	9,09	7,56	7,97	769 716
sept-17	7,65	7,35	7,49	473 381
oct-17	7,12	6,58	6,87	695 324
nov-17	7,51	6,56	6,90	813 825
déc-17	7,14	6,75	6,94	307 043

2018	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Cours moyen	Volume de titres échangés
janv-18	7,96	7,19	7,76	473 241
févr-18	7,89	7,27	7,63	430 377
mars-18	7,84	7,07	7,34	353 382
avr-18	8,15	7,55	7,92	325 298
mai-18	9,07	8,00	8,41	518 671
juin-18	8,05	7,21	7,84	196 395
juil-18	7,91	6,89	7,62	360 060
août-18	8,58	8,00	8,39	211 388
sept-18	8,58	6,10	7,06	362 031
oct-18	5,96	3,76	4,91	671 671
nov-18	4,85	3,76	4,29	851 695
déc-18	3,99	2,93	3,28	648 846

2019	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Cours moyen	Volume de titres échangés
janv-19	3,49	3,30	3,39	596 210
févr-19	4,05	2,99	3,35	1 041 963
mars-19	4,24	3,62	3,88	692 833

Graphique d'évolution du cours (cours moyen mensuel de clôture en euros)



Graphique d'évolution depuis le 1^{er} janvier 2018 (cours de clôture le 1^{er} jour du mois)

5.13.2 Contrôle et détention

Les informations concernant la détention et le droit de vote détaillées au § 5.13.1 « Répartition du Capital Social et des droits de vote », montrent que le Groupe est majoritairement détenu et contrôlé, directement et indirectement, par les familles PECH et CALMELS, au travers de la société LP2C.

En vue de s'assurer que le contrôle ne soit pas exercé de manière abusive et de garantir une bonne gouvernance, le Groupe a adopté une structure duale en Conseil de Surveillance et Directoire, détaillés au § 6.3.1 « Composition du Directoire ». Les familles PECH et CALMELS occupent les postes de Président, Louis PECH et Vice-Président, Pierre CALMELS du Conseil de Surveillance. Parmi les huit autres membres du Conseil, un autre membre, Laura PECH, appartient à la famille d'un des fondateurs, les autres n'ont pas de lien avec eux. Quatre sont totalement indépendants et assurent une bonne gouvernance pour le Groupe. Depuis l'élection du 6 novembre 2018, un membre représente les salariés des sociétés françaises.

Les deux familles PECH et CALMELS sont également présentes au niveau du Directoire, avec Marine CANDELON, fille de Pierre CALMELS, Catherine MALLET, fille de Louis PECH et Jean-Louis PECH, fils de Louis PECH et père de Laura PECH, qui assure la présidence du Directoire.

Les familles fondatrices ont ainsi assuré la pérennité du Groupe tout en préservant une gouvernance indépendante au sein du Conseil.

5.13.3 Pacte d'Actionnaires

Un pacte d'Actionnaires entre Louis PECH et Pierre CALMELS, d'une part, et Günther THRUM, d'autre part, a été signé le 11 décembre 2000.

Les parties déclarent agir de concert à l'égard de la Société ACTIA Group S.A. en vue de prévoir principalement :

- ❖ Un engagement de concertation précédant tout Conseil et toute Assemblée Générale d'Actionnaires ;
- ❖ Un engagement de maintien de la répartition des sièges au Conseil ;
- ❖ Un engagement de maintien de participation afin que les adhérents détiennent un pourcentage minimal de droit de vote de la Société ;
- ❖ Un engagement de concertation avant toute cession réalisée par l'un des quelconques signataires de tout ou partie des valeurs mobilières qu'il détient (y compris les titres non maintenus au nominatif) ;
- ❖ Un droit de préemption réciproque entre les deux groupes d'Actionnaires ;
- ❖ En cas d'offre publique, à laquelle l'une d'elles souhaiterait apporter ses titres, l'ensemble des parties s'engage à se concerter afin de prendre en commun les décisions tendant à permettre la réalisation du projet élaboré par la partie demanderesse sans remettre en cause les fondements de ce pacte quant au maintien du contrôle d'ACTIA Group et à la poursuite de sa stratégie industrielle ;

- ❖ Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, les actions ACTIA Group ne seraient plus inscrites sur un marché réglementé, et si les Actionnaires du Groupe « PECH et CALMELS » envisagent de céder tout ou partie de leurs actions ACTIA Group et que la cession envisagée soit susceptible de leur faire perdre le contrôle (40 % des droits de vote) d'ACTIA Group, ils devront offrir aux Actionnaires du Groupe « THRUM » la possibilité de céder tous leurs titres ACTIA Group aux mêmes conditions de prix et de règlement que celles obtenues de l'acquéreur.

Au 31 décembre 2018, ce pacte concernait un total de 11 255 423 actions (détention de 56,0 %) et de 22 322 317 droits de vote (contrôle de 69,32 %).

5.13.4 Engagements de conservation de titres

À l'exception du pacte d'Actionnaires cité ci-dessus, il n'y a, à notre connaissance, pas d'engagement de conservation de titres sur les actions de la Société ACTIA Group S.A..

5.13.5 Nantissements d'actions ou d'actifs

Nom de l'Actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Conditions de levée	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur
LP2C	LCL	22-sept-16	22-sept-21	Remboursement prêt	230 770	1,1 %
TOTAL GENERAL DES TITRES NANTIS					230 770	1,1%

A la connaissance de la Société, 230 770 actions sont donc nanties au profit d'établissements financiers à la date du 31 décembre 2018, ce qui représente un pourcentage de 1,1 % du Capital Social de la Société.

5.13.6 Actions propres détenues par la Société

Les informations concernant ce chapitre sont décrites au § Note 3.7 « Actions propres » des notes annexes aux comptes sociaux.

5.13.7 Transactions effectuées sur les titres de la Société

A la connaissance de la Société, les mandataires sociaux n'ont effectué aucune transaction sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2018.

5.13.8 Programme de rachat d'actions en cours

Le contrat de liquidité, géré par la société Portzamparc, a connu les évolutions suivantes sur l'exercice :

- ❖ Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice : 281 486 ;
- ❖ Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice : 274 906 ;
- ❖ Cours moyen des achats : 6,87 € ;
- ❖ Cours moyen des ventes : 6,76 € ;
- ❖ Montant des frais de négociation : 12 057,80 € ;
- ❖ Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice : 15 466 titres ;
- ❖ Valeur de ces titres évaluée au cours moyen d'achat : 106 196,28 € ;
- ❖ Valeur nominale pour chacune des finalités : 100 % du programme de rachat d'actions a été utilisé afin d'assurer l'animation du marché ou la liquidité de l'action, par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement (P.S.I.) au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF ;
- ❖ Nombre des actions utilisées : aucune ;
- ❖ Eventuelles réallocations dont elles ont fait l'objet : néant ;
- ❖ Fraction du capital qu'elles représentent : 0,08 %.

5.13.9 Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions

Nous vous proposons, aux termes de la dixième résolution, de conférer au Directoire, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 2 % du nombre d'actions composant le Capital Social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 30 mai 2018, dans sa onzième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- ❖ D'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action, par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement (P.S.I.) au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- ❖ De conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que la totalité des actions acquises à cet effet ne pourra excéder 5 % du Capital Social de la Société ;
- ❖ D'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plan assimilé) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre de Plan d'Epargne d'Entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé) au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;
- ❖ D'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation boursière en vigueur.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Directoire appréciera. Toutefois, ces opérations ne pourraient pas être effectuées en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

La Société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 14 euros par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 5 627 972 euros.

Ces opérations ne pourraient pas être effectuées en période d'offre publique.

Le Directoire disposerait donc des pouvoirs pour faire le nécessaire en pareille matière.

5.13.10 Plan d'Epargne Groupe et Plan d'Epargne Groupe International

Il n'existe pas d'accord de Plan d'Épargne Groupe ou de Plan d'Épargne Groupe International au sein du Groupe.

5.13.11 Quotité de capital détenu à la clôture de l'exercice

À la clôture de l'exercice, il n'y a pas de participation des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce dans le Capital Social de ACTIA Group S.A..

5.13.12 Augmentation de capital réservée

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec le second alinéa de l'article L225-129-6 du Code de Commerce, aux termes duquel l'Assemblée Générale Extraordinaire doit statuer au moins tous les trois ans sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L3332-18 et suivants du Code du travail.

Dans le cadre de cette délégation, il vous est proposé d'autoriser le Directoire, à augmenter le Capital Social, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs Plans d'Epargne Entreprise ou de Groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce et de l'article L3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L3332-21 du Code du travail, le Directoire pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de Plans d'Epargne d'Entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des Actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de la délégation serait de 3 % du montant du Capital Social atteint lors de la décision du Directoire de réalisation de cette augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.

Cette délégation aurait une durée de 26 mois.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de l'article L3332-19 du Code du travail, le prix des actions à émettre ne pourrait être ni inférieur de plus de 20 % (ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L3332-25 et L3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans) à la moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision du Directoire fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne.

Si cette règle devait faire l'objet d'une modification législative, il conviendrait d'appliquer les nouvelles dispositions applicables.

Le Directoire disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

5.13.13 Nomination d'Actionnaires salariés en qualité de membre du Conseil de Surveillance

La détention des salariés telle que définie à l'article L225-102 du Code de Commerce étant inférieure à 3 % du Capital Social de notre Société, il n'y a pas lieu de prévoir la mise en place des dispositions relatives à la désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés.

5.13.14 Désignation de membres du Conseil de Surveillance par les salariés

Conformément à l'article L225-79-2 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale du 30 mai 2018 a autorisé une modification des statuts pour prévoir les modalités de désignation de membres du Conseil de Surveillance représentant les salariés.

L'élection auprès des salariés de la Société et de ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est basé sur le territoire français dans les conditions fixées à l'article L225-28 du Code de Commerce s'est donc déroulée les 5 et 6 novembre 2018. Michel DAMIANI, élu par 52,76 % des salariés en France ayant pris part au vote, a donc rejoint le Conseil de Surveillance d'ACTIA Group, lors du premier Conseil tenu post-élection.

5.13.15 Pouvoirs pour les formalités (douzième résolution)

Il vous est proposé dans ce cadre, après avoir pris acte d'une erreur matérielle sur le nombre d'actions et de droits de vote détenus par les Actionnaires ayant participé à l'Assemblée Générale du 30 mai 2018, de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ladite Assemblée à l'effet d'accomplir toutes les formalités corrélatives au dépôt dudit procès-verbal corrigé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Il est également demandé plus généralement de bien vouloir donner tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la prochaine Assemblée à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la Loi.

5.14 Commissaires aux Comptes

Les mandats du Commissaire aux Comptes titulaire, Eric BLACHE et du Commissaire aux Comptes suppléant, EURAUDIT, arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Le Conseil de Surveillance vous soumettra sa recommandation sur ces mandats.

5.15 Conclusion

Le Directoire invite tout Actionnaire à approuver, par son vote, le texte des résolutions qu'il propose.

LE DIRECTOIRE

6. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise a été arrêté par le Conseil de Surveillance du 25 mars 2019 et transmis aux Commissaires aux Comptes.

6.1 Gouvernance d'entreprise

Notre Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de Middlednext de septembre 2016, disponible sur le site internet de Middlednext, ci-après le « Code de référence ». Dans sa séance du 17 décembre 2018, le Conseil de Surveillance a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « points de vigilance » et les a revus.

6.1.1 Composition du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2018, la composition du Conseil de Surveillance est la suivante :

Nom, prénom, fonction	Année première nomination	Echéance du mandat*
Louis PECH, Président du Conseil de Surveillance, père de Jean-Louis PECH et de Catherine MALLET, grand-père de Laura PECH	2002	2020
Pierre CALMELS, Vice-Président du Conseil de Surveillance, père de Marine CANDELON-BONNEMAISON	2003	2021
Henri-Paul BROCHET, Membre du Conseil de Surveillance	2008	2020
Catherine CASAMATTA, Membre du Conseil de Surveillance	2017	2023
Alain COSTES, Membre du Conseil de Surveillance	2003	2021
Carole GARCIA, Membre du Conseil de Surveillance	2014	2020
Laura PECH, Membre du Conseil de Surveillance (petite-fille de Louis PECH, fille de Jean-Louis PECH)	2017	2023
Günther THRUM, Membre du Conseil de Surveillance	2002	2020
Véronique VÉDRINE, Membre du Conseil de Surveillance	2004	2021
Michel DAMIANI, Membre du Conseil de Surveillance, représentant les salariés	2018	2022

* A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé

Au sein du Conseil de Surveillance, la durée des mandats est de 6 ans. Les membres du Conseil de Surveillance ont tous été nommés ou ratifiés par l'Assemblée Générale, à l'exception du membre du Conseil représentant les salariés qui a été désigné dans le cadre d'une élection auprès des salariés de la Société et de ses filiales, directes ou indirectes, concernées par les conditions fixées à l'article L225-28 du Code de Commerce.

Concernant le principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil de Surveillance, il est précisé que le conseil comporte 4 femmes et 5 hommes sur un total de neuf membres, le membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés n'étant pas à inclure dans ce calcul. La proportion des membres de chaque sexe est bien au moins égale à 40% conformément à la réglementation applicable.

LES CENSEURS

Au 31 décembre 2018, les censeurs étaient au nombre de trois :

Nom, prénom	Année première nomination	Echéance du mandat
Jean-Philippe BRINET	2009	14 janvier 2019*
Christian DESMOULINS	2014	2022
Frédéric THRUM	2017	2021

* Jean-Philippe BRINET, censeur depuis 2009, a adressé sa lettre de démission en date du 14 janvier 2019, pour raisons personnelles. Le Conseil de Surveillance du 25 mars 2019 a pris acte de sa démission.

LES MANDATAIRES INDEPENDANTS

Critères retenus : pour être considéré comme mandataire indépendant, le Membre du Conseil de Surveillance doit respecter les critères suivants :

1. Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié, ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société du Groupe ;
2. Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être, en relation d'affaires significative avec la Société ou le Groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.) ;
3. Ne pas être Actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
4. Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un Actionnaire de référence ;
5. Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, Commissaire aux Comptes de l'entreprise.

Pour l'application de ces critères, la notion de groupe retenue est la suivante : toute société contrôlée ou contrôlant ACTIA Group au sens de l'article L233-3 du Code de Commerce.

Nous vous précisons, ci-après, le tableau de synthèse précisant la conformité, ou non, de chacun des Membres du Conseil de Surveillance au regard de chaque critère du Code de référence :

Nom, prénom, fonction	Critère 1	Critère 2	Critère 3	Critère 4	Critère 5	Conclusion
Louis PECH, Président du Conseil de Surveillance	NON	OUI	NON	NON	OUI	NON
Pierre CALMELS, Vice-Président du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON
Henri-Paul BROCHET, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Catherine CASAMATTA, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Alain COSTES, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Michel DAMIANI, Membre du Conseil de Surveillance, représentant les salariés	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Carole GARCIA, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Laura PECH, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Günther THRUM, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON
Véronique VÉDRINE, Membre du Conseil de Surveillance	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON

Les mandataires sociaux indépendants sont donc :

❖ Alain COSTES	Membre du Conseil de Surveillance ;
❖ Henri-Paul BROCHET	Membre du Conseil de Surveillance ;
❖ Catherine CASAMATTA	Membre du Conseil de Surveillance ;
❖ Carole GARCIA	Membre du Conseil de Surveillance.

6.1.2 Conformité au Code de Gouvernance MIDDLENEXT

La Société respecte l'ensemble des recommandations du Code Middlednext à l'exception des dispositions suivantes du Code de référence qui ont été écartées par le Groupe :

❖ Rémunération des Membres du Conseil de Surveillance (R10)

A ce jour, contrairement au Code de référence qui recommande qu'un minimum de jetons de présence soit attribué, notamment aux membres indépendants, aucun jeton de présence n'a été attribué, en conformité avec la politique développée dans le Groupe depuis l'origine. Néanmoins, ce sujet est à l'étude, notamment pour établir une juste rémunération des Membres du Conseil de Surveillance indépendants.

Par ailleurs, les dispositions suivantes du Code de référence ont été adaptées à la structure du Groupe, conformément aux possibilités offertes par le Code Middlednext :

❖ Comité d'audit

Le Conseil de Surveillance a décidé de ne pas créer de Comité d'audit ad hoc mais de remplir les fonctions dévolues à ce Comité. Conformément à l'article L823-20 du Code de Commerce, la Société est ainsi exemptée de l'obligation de constituer un comité spécialisé spécifique.

Conformément aux recommandations stipulées dans le Code de référence, une réflexion a été menée sur le sujet et il a été jugé qu'un tel comité n'apporterait rien de significatif à notre Société notamment en matière de suivi de l'élaboration de l'information financière ou de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Conseil de Surveillance réuni sous forme de Comité d'Audit est convoqué selon les mêmes règles de convocation que le Conseil de Surveillance. Il se réunit au minimum deux fois par an, pour l'examen des comptes annuels et semestriels, et ce, préalablement à la tenue du Conseil de Surveillance appelé à statuer sur lesdits comptes.

Sa mission consiste à :

- suivre le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité,
- suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance,
- émettre une recommandation au Conseil de Surveillance sur les Commissaires aux Comptes dont la désignation ou le renouvellement sera proposé à l'Assemblée Générale,
- suivre la réalisation par les Commissaires aux Comptes de leur mission,
- approuver la fourniture des Services Autres que la Certification des Comptes et plus généralement de toute mission ou prérogative conformément aux dispositions légales,
- rendre compte régulièrement au Conseil de Surveillance de l'exercice de ses missions, des résultats de la mission de certification des comptes et de l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée,
- et plus généralement exécuter toute mission et/ou exercer toute prérogative définie par les dispositions légales.

Le Conseil de Surveillance réuni sous forme de Comité d'audit dispose de la faculté de recourir à des conseils extérieurs, avocats ou consultants.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil de Surveillance réuni sous forme de Comité d'audit s'est réuni à quatre reprises principalement pour la présentation des résultats annuels de l'exercice 2017 et pour les résultats du premier semestre 2018 et pour le lancement d'une procédure d'appel d'offres en vue de la sélection d'un Commissaire aux Comptes suppléant, puis d'un Commissaire aux Comptes titulaire.

❖ Comité des nominations et des rémunérations

Aucun comité n'a été créé à ce jour, les décisions de nomination et de rémunération étant prises collégialement. Compte tenu de la bonne proportion de membres indépendants au sein du Conseil, conformément aux préconisations du Code de référence et à la structure de l'actionnariat de la Société, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à la création d'un tel comité, dans l'immédiat.

6.1.3 Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

ACTIA Group S.A. est une Société à Conseil de Surveillance et Directoire depuis son Assemblée Générale Extraordinaire du 12 novembre 2002.

Les comptes annuels, arrêtés par le Directoire ainsi que le projet de rapport de gestion ont été transmis, par voie électronique, aux membres du Conseil de Surveillance dans la semaine précédant la réunion appelée à les examiner.

Chaque fois qu'un membre du Conseil en a fait la demande, le Président lui a communiqué, dans la mesure du possible, les informations et documents complémentaires qu'il désirait recevoir.

Conformément aux statuts, l'ordre du jour est fixé par le Président du Conseil de Surveillance.

Fréquence des réunions

Les modalités de convocation, de réunion, de quorum et de majorité du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts de la Société et par le Règlement Intérieur du Conseil de Surveillance.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance s'est réuni quatre fois, conformément à la législation et aux statuts, notamment pour :

- ❖ Examiner les chiffres d'affaires trimestriels, les comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- ❖ Examiner la stratégie définie par LP2C, la valider et la déployer au sein du Groupe ;
- ❖ Examiner l'ordre du jour et les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale et les compléter concernant les mandats des Commissaires aux Comptes arrivant à échéance ainsi que le « Say on pay » ;
- ❖ Arrêter les termes de son rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- ❖ Renouveler le mandat d'un Censeur ;
- ❖ Renouveler le Directoire ;
- ❖ Examiner des conventions règlementées, les documents d'information financière et prévisionnelle ;
- ❖ Analyser et autoriser les opérations de croissance externe ;
- ❖ Autoriser les emprunts et les garanties ;
- ❖ Autoriser les avances en compte courant et les garanties afférentes au financement de nos filiales ;
- ❖ Conformément au Code de référence, revoir les « points de vigilance » du Code de référence, évaluer le plan de succession des Dirigeants, procéder à une revue annuelle des conflits d'intérêts, revoir la qualification d'indépendant de ses membres et évaluer le fonctionnement du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Modifier le règlement intérieur du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Débattre des questions concernant le temps nécessaire à la préparation des Conseils et la formation pour le nouveau membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés ;
- ❖ Analyser la charte du Comité d'Ethique du Groupe.

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que le nécessite la gestion des affaires courantes qui sont du ressort de cet organe de décision. Il est régulièrement convoqué sur les analyses des comptes (situations intermédiaires ou arrêté) avec une approche systématique de l'analyse du trimestre, du semestre ou de l'année et des perspectives et stratégies à développer. Il analyse et délibère sur chaque point inscrit à l'ordre du jour ; un vote est opéré à main levée sur chaque décision.

Sont également abordées les problématiques de financement, soit au niveau de la Holding, soit au niveau des filiales, avec les garanties afférentes.

Lors de ces réunions, le Conseil de Surveillance entend les présentations relatives aux :

- ❖ Principes et méthodes comptables retenus et principales options comptables retenues ;

- ❖ Impacts des changements de méthodes éventuels ;
- ❖ Variations de périmètre de consolidation ;
- ❖ Principales données sociales et consolidées chiffrées communiquées (formation du résultat, présentation du bilan et de la situation financière).

Il entend également le compte rendu des Commissaires aux Comptes sur l'étendue, l'avancement et les conclusions de leurs missions, dès lors que leur audit ou revue limitée des états financiers est prévue par la réglementation applicable.

Convocation des Conseils

Conformément à la réglementation en vigueur, à nos statuts et aux pratiques de la Société, les membres du Conseil de Surveillance ont été convoqués par téléphone, courriel et/ou courrier dans un délai suffisant pour permettre la présence du plus grand nombre à l'ensemble des réunions. La date est habituellement fixée deux mois à l'avance et l'ordre du jour communiqué dans la semaine qui précède la réunion.

Par ailleurs, conformément aux articles L823-17 et R823-9 alinéa 2 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués à l'ensemble des réunions qui ont examiné et arrêté les comptes annuels et intermédiaires, par courriel et lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

Pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions, le Président s'efforce de leur communiquer toute information ou document nécessaire dans un délai préalable raisonnable.

Tenue des réunions

Les réunions du Conseil de Surveillance se sont toutes déroulées au Siège Social. Conformément au règlement intérieur, les membres du Conseil de Surveillance peuvent assister au Conseil par des moyens de visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication, cette modalité de participation n'étant pas applicable pour l'adoption des décisions qui ont pour objet l'examen des comptes de l'exercice et du rapport de gestion.

Le taux de présence des membres du Conseil de Surveillance peut varier d'une réunion à l'autre, dans le respect des règles de quorum et de majorité nécessaires. Les membres du Conseil ont témoigné de l'assiduité habituelle, aucun absentéisme notable n'étant à déplorer. Le taux de membres présents sur l'ensemble de ces Conseils reste stable à 76 %.

Décisions adoptées

Toutes les résolutions soumises au Conseil de Surveillance ont été adoptées à l'unanimité.

Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués sans délai à tous ses membres, en vue de leur relecture. L'approbation dudit procès-verbal est effectuée au cours du Conseil suivant.

Nombre d'actions devant être détenues par les membres du Conseil de Surveillance

Depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2015, les statuts de la Société prévoient qu'il n'est plus nécessaire de détenir une action de la Société pour être membre du Conseil de Surveillance.

Nous vous indiquons ci-après le nombre d'actions détenues personnellement par chaque mandataire social au 31 décembre 2018 :

Mandataire Social	Nombre d'actions et pourcentage du capital		Nombre et pourcentages de droits de vote bruts	
Conseil de surveillance				
Louis PECH	61 344	0,31%	122 688	0,39%
Pierre CALMELS	273	0,00%	546	0,00%
Henri-Paul BROCHET	100	0,00%	200	0,00%
Catherine CASAMATTA	0	0,00%	0	0,00%
Alain COSTES	5	0,00%	10	0,00%
Michel DAMIANI	26	0,00%	52	0,00%

Mandataire Social	Nombre d'actions et pourcentage du capital		Nombre et pourcentages de droits de vote bruts	
Conseil de surveillance				
Carole GARCIA ⁽¹⁾	1	0,00%	1	0,00%
Laura PECH	0	0,00%	0	0,00%
Günther THRUM	213	0,00%	426	0,00%
Véronique VÉDRINE	20	0,00%	40	0,00%
Directoire				
Jean-Louis PECH	2 996	0,01%	5 992	0,02%
Marine CANDELON	74	0,00%	148	0,00%
Catherine MALLET	796	0,00%	1 592	0,01%

(1) Il s'agit d'une action prêtée par ACTIA Group, dans le cadre de son mandat social.

Pour une parfaite connaissance des détentions, leur détail à la clôture de l'exercice est communiqué au § 5.13.1 « Répartition du Capital Social et des droits de vote », étant précisé que les familles PECH et CALMELS et Günther THRUM ont des actions à titre indirect au travers des sociétés LP2C et SIDMIA International.

A la date d'établissement du présent Document de Référence, la situation n'a pas évolué.

Nombre de membres du Conseil de Surveillance élus par les salariés

Conformément à l'article L225-79-2 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale du 30 mai 2018 a autorisé une modification des statuts pour prévoir les modalités de désignation de membres du Conseil de Surveillance représentant les salariés.

L'élection auprès des salariés de la Société et de ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français dans les conditions fixées à l'article L225-28 du Code de Commerce s'est donc déroulée les 5 et 6 novembre 2018. Michel DAMIANI, élu par 52,76 % des salariés en France ayant pris part au vote, a donc rejoint le Conseil de Surveillance d'ACTIA Group.

Nombre de censeurs nommés

A la date d'établissement du document, ils sont au nombre de deux, le Conseil de Surveillance du 25 mars 2019 ayant pris acte de la démission de Jean-Philippe BRINET, pour motifs personnels, par courrier du 14 janvier 2019.

Règlement Intérieur

Le Conseil de Surveillance a mis en place un Règlement Intérieur, consultable au Siège Social de la Société ou transmis sur simple demande. Ce Règlement Intérieur a été mis à jour en 2018 pour tenir compte de l'ensemble des évolutions intervenues depuis son approbation, en décembre 2009. Les principales dispositions de ce Règlement concernent :

- ❖ Le rôle du Conseil de Surveillance ;
- ❖ La composition du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Les devoirs des membres et la déontologie ;
- ❖ Les réunions du Conseil de Surveillance ;
- ❖ La rémunération des membres ;
- ❖ L'évaluation du Conseil ;
- ❖ L'adaptation, les modifications et la publicité du Règlement Intérieur.

Évaluation des travaux du Conseil

Conformément au Code de référence adopté par le Conseil de Surveillance, les membres du Conseil de Surveillance ont été invités à s'exprimer sur son fonctionnement au cours du Conseil qui s'est tenu le 17 décembre 2018. Aucun dysfonctionnement n'a été relevé.

6.1.4 Pouvoirs du Directoire

La limite des pouvoirs du Directoire a été définie par le Conseil de Surveillance du 3 février 2004, selon les termes suivants :

« Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts, le Conseil de Surveillance décide de modifier les limites qu'il a fixées lors de sa réunion du 12 novembre 2002 et autorise par conséquent le Directoire à effectuer, sans l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, les opérations suivantes dans les limites suivantes :

- ❖ Achat d'immeubles par nature dont la valeur est inférieure à 1 000 k€ H.T. ;
- ❖ Achat, vente, échange, apport de tous autres biens immobiliers et droits quelconques mobiliers ou immobiliers, dont la valeur est inférieure à 1 000 k€ H.T. ;
- ❖ Création de tous établissements quelconques, tant en France qu'à l'étranger, représentant un investissement dont le montant sera inférieur à 1 000 k€ avec obligation d'information du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Emprunts même non assortis de sûretés, dont le montant sera inférieur à 1 000 k€ par emprunt avec une durée inférieure à 7 ans. L'enveloppe globale annuelle de ces emprunts ne pourra excéder 3 000 k€ et sera révisée chaque année ;
- ❖ Création de sociétés et prises de participations sous toutes formes dans toutes sociétés ou entreprises, dont le montant est inférieur à 1 000 k€ par opération, avec obligation d'information du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Prêts, crédits ou avances consentis par la Société, d'une durée supérieure à 1 an et d'un montant en principal inférieur à 500 k€ par opération et 2 000 k€ par an toutes opérations confondues ;
- ❖ Location, prise à bail de tous immeubles ou fonds de commerce, d'une durée pouvant aller jusqu'à 9 ans et pour un loyer inférieur à 500 k€ HT par an ;
- ❖ Contrats commerciaux d'une durée inférieure à 3 ans et portant sur un montant inférieur à 2 000 k€ H.T. ;
- ❖ Engagements directs même non assortis de garanties, pour des montants inférieurs à 2 000 k€ ;
- ❖ Engagements et licenciements d'employés de la Société dont le salaire annuel sera inférieur à 300 k€.

Toutes opérations dépassant les limites fixées ci-dessus devront faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil de Surveillance. En outre, le Directoire ne pourra pas donner de cautions, d'aval ou de garanties sans l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance. »

En sus des opérations susvisées excédant les montants indiqués, sont également soumis à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts et du règlement intérieur du Conseil, les opérations suivantes :

- ❖ Adhésion à un Groupement d'Intérêt Economique ou à toute forme d'Association ou de Société pouvant entraîner la responsabilité solidaire et/ou indéfinie de la Société ;
- ❖ Représentation de la Société dans toutes opérations de liquidation amiable, toutes procédures de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- ❖ Convocation d'une Assemblée Générale Ordinaire dont l'ordre du jour comporte :
 - La proposition de candidats aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance,
 - La révocation d'un ou plusieurs membre(s) du Conseil de Surveillance,
 - Le renouvellement des fonctions d'un ou plusieurs membre(s) du Conseil de Surveillance.
- ❖ Convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire dont l'ordre du jour comporte :
 - L'apport total ou partiel du patrimoine social, à une ou plusieurs société(s), constituée(s) ou à constituer, par voie de fusion, de scission ou apport partiel d'actif,
 - La réduction, l'augmentation, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, ou l'amortissement du capital social,
 - La modification d'une ou plusieurs clause(s) des statuts.
- ❖ Dépassement du budget de l'exercice social en cours, préalablement approuvé par le Conseil de Surveillance.

6.1.5 Participation des Actionnaires aux Assemblées Générales

Les modalités de participation des Actionnaires aux Assemblées Générales figurent à l'article 31 des statuts.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales par l'inscription en compte des titres au nom de l'Actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- ❖ Soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société ;
- ❖ Soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription en compte des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les Actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- ❖ Donner une procuration à toute personne physique ou morale de son choix ;
- ❖ Adresser une procuration à la Société ;
- ❖ Voter par correspondance.

Les demandes d'inscription de points ou projets de résolutions à l'ordre du jour par les Actionnaires doivent être envoyées au Siège Social, par Lettre Recommandée avec demande d'Avis de Réception, au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'Assemblée Générale.

6.2 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application des articles L225-68 et L225-37-5 du Code de Commerce, il est précisé les points susceptibles d'avoir une **incidence en matière d'offre publique** :

- ❖ La structure du Capital Social ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la Société et toutes informations en la matière sont détaillées au § 5.13 « Principaux Actionnaires » ;
- ❖ Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote ;
- ❖ À la connaissance de la Société, un pacte d'Actionnaires a été conclu entre les familles des dirigeants (Louis PECH et Pierre CALMELS) et la Société SIDMIA International ; il est décrit au § 5.13.3 « Pacte d'Actionnaires » ;
- ❖ Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux. Il est néanmoins précisé que conformément à l'article 10 des statuts, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du Capital Social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins sans interruption au nom du même actionnaire ;
- ❖ Il n'existe pas de mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier ; la Société ne dispose ni de PEE, ni de FCPE ;
- ❖ Les règles de nomination et de révocation des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance sont les règles légales et statutaires prévues aux articles 13 et 17 ; un résumé des dispositions statutaires concernant les organes sociaux est disponible au § 8.2.2 « Membres des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance » ;
- ❖ En matière de pouvoirs du Directoire, les délégations d'augmentation du capital en cours sont décrites dans le tableau des délégations d'augmentation du capital au § 6.5 « Délégations accordées dans le domaine des augmentations de capital ». Par ailleurs, les pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions figurent au § 5.13.9 « Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions » ;
- ❖ La modification des statuts de notre Société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- ❖ Il n'existe pas d'accord (contrats commerciaux, contrats financiers...) conclu par la Société qui soit modifié ou prenne fin en cas de changement de contrôle de la Société ;
- ❖ Il n'existe aucun accord prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire ou pour les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange.

6.3 Organes d'administration, de Direction et de Surveillance

6.3.1 Composition du Directoire

La composition du Directoire est la suivante :

- ❖ Jean-Louis PECH Président du Directoire, fils de Louis PECH, père de Laura PECH ;
- ❖ Marine CANDELON-BONNEMAISON Membre du Directoire, fille de Pierre CALMELS ;
- ❖ Catherine MALLET Membre du Directoire, fille de Louis PECH.

Hormis les liens familiaux susvisés, il n'en existe pas d'autres entre les mandataires sociaux.

6.3.2 Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours des 5 derniers exercices – Expertise et expérience des organes de Direction en matière de gestion



❖ **Louis PECH** (père de Jean-Louis PECH et de Catherine MALLET et grand-père de Laura PECH) est le Président du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 novembre 2002 ; son mandat a été renouvelé lors des Assemblées Générales Annuelles qui se sont tenues le 6 mai 2008 et le 28 mai 2014 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les sociétés ci-après :

❖ Mandats

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Président du Directoire	LP2C	France
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA Automotive	France
Administrateur	ACTIA de Mexico	Mexique
	KARFA	Mexique
	ACTIA Italia	Italie
	ACTIA China	Chine
	SCI los Olivos	Espagne
	ACTIA UK	Angleterre
	ACTIA Nordic	Suède
	ACTIA Inc.	USA
	ACTIA Corp.	USA
Membre du Conseil Consultatif	ACTIA do Brasil	Brésil
Représentant permanent de LP2C	CIPI ACTIA	Tunisie
	ACTIA Tunisie	Tunisie
	ARDIA	Tunisie
	ACTIA Telecom	France
	ACTIA Systems	Espagne
Représentant permanent d'ACTIA Automotive	ACTIA 3E	France
Co-Gérant	SCI de l'Oratoire	France
Conseiller Honoraire	Banque de France de Toulouse	France
	Conseil du Commerce Extérieur de la France	France
Président d'honneur	CCI de Toulouse	France
	Le Cercle D'oc	France
	Conseil du Commerce Extérieur de Midi-Pyrénées	France
Membre	Académie d'Occitanie	France
	Association des Capitouls	France

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Représentant permanent d'ACTIA Automotive	ACTIA Muller	France	2015
Président	Comité d'investissement Midi Capital	France	2016
Membre du Comité des Sages	Muséum d'Histoire Naturelle	France	2016
Membre du Conseil Consultatif Régional	Société Générale	France	2016
	NATIXIS	France	2016
Vice-Président	Le Cercle D'oc	France	2017
Administrateur	ACTIA Nederland	Pays-bas	2017
	ACTIA Tunisie	Tunisie	2016
	CIPI ACTIA	Tunisie	2014
	ARDIA	Tunisie	2016
	ACTIA India	Inde	2016
	ACTIA Systems	Espagne	2015
Censeur statutaire	Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées	France	2017

❖ Adresse

ACTIA Group – 5 rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL :

Né le 27 avril 1934 à Ferrals-Les-Corbières (Aude)

Marié, 4 enfants

• ETUDES :

Diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Toulouse

1954 – 1957

• CARRIERE :

ATELIERS SEMCA – Secrétaire Général

1960 – 1962

MICROTURBO le 2 janvier 1963 après avoir assuré la création de cette Société depuis la Société ABG SEMCA – Directeur Commercial puis Directeur Général Adjoint
Quitte la Société après avoir assumé simultanément pendant 3 ans les activités de MICROTURBO et les fonctions de Direction chez MERCIE et ACTIA Automotive

1963 – 1989

ACTIA Automotive

depuis 07/1989

LP2C (Holding du Groupe)

depuis 07/1994

• DECORATIONS :

Médaille d'Argent du Travail

Officier de l'Ordre National du Mérite

Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques

Officier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur

• DISTINCTION :

Prix Chivas

1985

• ACTIVITE SOCIALE PASSEE :

Membre associé de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse

1986 – 1991

Président de la Commission Industrie et Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse

1986 – 1991

Vice-Président de la Commission du Commerce Extérieur à la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Toulouse

1988 – 1992

Président du Comité Régional Midi-Pyrénées des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

1988 – 1993

Président du Comité Régional d'Exportation (Conseil Régional)	1990 – 1993
Président du Groupe d'Étude et de Mobilisation (GEM) Midi-Pyrénées	1991 – 1993
Président du Comité de Promotion des Échanges Internationaux (Charte de l'Exportation)	1991 – 1995
Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse	1991 – 1997
Conseiller de la Banque de France Toulouse	1993 – 2005
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse	1994 – 1997
Vice-Président de l'Union Patronale Région Midi-Pyrénées	1994 – 1997
Membre du Conseil Économique et Social Région Midi-Pyrénées	1994 – 1997
Président de l'ADERMIP (Association pour le Développement de l'Enseignement de l'Économie et des Recherches de Midi-Pyrénées)	1994 – 1999
Membre du Bureau de l'Union Patronale de la Haute-Garonne	1994 – 1999
Administrateur de l'Institut National Polytechnique de Toulouse	1994 – 2002
Vice-Président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Midi-Pyrénées	1995 – 1997
Vice-Président du Comité Départemental de Développement Économique (Conseil Général)	1995 – 2000
Président de l'IERSET (Institut Européen de Recherche sur les Systèmes Electroniques pour les Transports)	1996 – 2003
Président de la Société d'Epargne Locale Toulouse Nord (Groupe Caisse d'Epargne)	2000 – 2004
Administrateur de la Société d'Epargne Locale Toulouse Nord (Groupe Caisse d'Epargne)	2000 – 2007
Censeur au Conseil de Surveillance TOFINSO	2003 – 2005
Administrateur d'Espace Sport Technologies (France)	2003 – 2005
Administrateur de l'Association FACE Grand Toulouse (France)	2003 – 2005

- ❖ **Pierre CALMELS** (père de Marine CANDELON-BONNEMAISON) est le Vice-Président du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 9 mai 2003 ; son mandat a été renouvelé lors des Assemblées Générales Annuelles qui se sont tenues le 14 mai 2009 et le 28 mai 2015 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :



❖ Mandats

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Président du Conseil de Surveillance	LP2C	France
Vice-Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA Automotive	France
Administrateur	ACTIA Italia	Italie
	SCI Los Olivos	Espagne
	ACTIA Nederland	Pays-Bas
	ACTIA Systems	Espagne
	ACTIA Corp.	USA
	ACTIA Inc.	USA
	KARFA	Mexique
	ACTIA India	Inde
	ARDIA	Tunisie
	ACTIA Telecom	France

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
	ACTIA Nordic	Suède
Représentant permanent d'ACTIA Group	CIPI ACTIA	Tunisie
Co-Gérant	SCI les Coteaux de Pourville	France
	SCI de l'Oratoire	France

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur	CIPI ACTIA	Tunisie	2014
	ACTIA de Mexico	Mexique	2015
Membre du Conseil Consultatif	ACTIA do Brasil	Brésil	2017

❖ Adresse

ACTIA Group – 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL :

Né le 29 novembre 1936 à Ploubazlanec (Côtes d'Armor)

Marié, 5 enfants

• ETUDES :

Ecole Polytechnique – Paris – AFN

1957 – 1959

Service Militaire – Marignane Avord

1959 – 1960

ISAE (ex ENSAE) – Paris

1960 – 1962

ICG – Toulouse

1983 – 1985

• CARRIERE :

CEAT (Centre d'Essais Aéronautiques de Toulouse)

1962 – 1969

Ingénieur Armement

Responsable Laboratoire Conditionnement (3 ans)

Chef du Groupe Matériaux et Structure (4 ans)

MICROTURBO SA – Toulouse

1969 – 1990

Directeur Technique (7 ans)

Directeur Programmes (9 ans)

Directeur Général (5 ans)

ACTIA Automotive SA – Toulouse

depuis 12/1990

LP2C (Holding du Groupe)

depuis 07/1994



❖ **Günther THRUN** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 novembre 2002 ; son mandat a été renouvelé lors des Assemblées Générales Annuelles qui se sont tenues le 6 mai 2008 et le 28 mai 2014 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ **Mandats**

Mandats en cours				
Mandats		Société	Pays	
Gérant		SIDMIA International SARL	France	
Administrateur		INTELLIGENT GENERATION LLC	USA	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices				
Mandats		Société	Pays	Fin du mandat
Gérant		SIDMIA S.A.S.	France	2016

❖ **Adresse**

SIDMIA International – 48, quai Alphonse Le Gallo – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

❖ **Expertise et expérience**

- **ETAT CIVIL :**
Né le 9 juin 1938 à Karlsruhe (Allemagne)
Marié, 2 enfants
- **ETUDES :**
Université Technique – Karlsruhe (Allemagne) 1957 – 1963
Diplôme d'ingénieur
- **CARRIERE :**
REINZ (Allemagne) 1963 – 1969
Ingénieur d'application
Chef du bureau d'application
SNECI (Levallois) 1969 – 1972
Ingénieur commercial
SIDMIA (Boulogne-Billancourt) 1972 – 2016
Gérant
SIDMIA International (Boulogne-Billancourt) depuis 1988
Gérant

- ❖ **Alain COSTES** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 novembre 2003 ; son mandat a été renouvelé lors des Assemblées Générales Annuelles qui se sont tenues le 14 mai 2009 et le 28 mai 2015 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :



❖ **Mandats**

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Président du Conseil d'Administration	Gip RENATER	France	
	GROUPE ESC de Toulouse	France	
	INP-Ensate de Toulouse	France	
	IUT de Figeac	France	
Vice-Président	CANCEROPOLE de Toulouse	France	
	AMPERE	France	
Administrateur	MAPPING Conseils	France	
	Pôle de Compétitivité Cancer Bio Santé	France	
	AVAMIP	France	
	PRES Université Toulouse	France	
	RTRA Aéronautique	France	
Membre Associé	CCI de Toulouse	France	
Président du Conseil Scientifique	Fondation de Recherche InNaBioSanté	France	
Membre du Conseil Scientifique	Sciences-Animation	France	
Président Référent Recherche/Innovation	CRCI Midi-Pyrénées	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur	ACTIA Automotive	France	2016

❖ **Fonctions**

- Professeur à l'INP – 6 Allées Émile Monso – 31000 TOULOUSE,
- Cadre scientifique au LAAS-CNRS – 7 Avenue du Colonel Roche – 31077 TOULOUSE Cedex 04,
- Membre de l'Académie des Technologies.

❖ **Adresse**

MAPPING Conseils – 26, rue Saint-Antoine du T – 31000 TOULOUSE

❖ **Expertise et expérience**

- **ETAT CIVIL :**
Né le 29 juillet 1939 à Toulouse (Haute-Garonne)
- **ETUDES :**
Licence ès Sciences 1963
Ingénieur de l'École Nationale Supérieure d'Électrotechnique, d'Électronique, d'Informatique et d'Hydraulique de Toulouse (ENSEEIH) 1963
Docteur de 3^{ème} cycle et d'État ès sciences 1966
Docteur ès Sciences 1972
- **CARRIERE :**
Chercheur, Président d'établissement d'enseignement supérieur

Membre de l'équipe conception et validation des systèmes informatiques sûretés de fonctionnement du Laboratoire d'Automatique et d'Analyse des Systèmes (LAAS) du CNRS	depuis 1974
Maître de conférences	1975 – 1980
Vice-président du groupe International Federation for Information Processing	depuis 1979
Professeur sans chaire	1981 – 1983
Directeur adjoint du LAAS-CNRS et du groupe Tolérance aux fautes et sûreté de fonctionnement informatique	1981 – 1985
Vice-président de l'Association pour le développement de l'économie de l'enseignement et des recherches en Midi-Pyrénées	depuis 1981
Professeur de 1 ^{ère} classe	1983 – 1988
Conseiller technique auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse	depuis 1984
Directeur du LAAS-CNRS et du groupe Tolérance aux fautes et sûreté de fonctionnement informatique	1985 – 1996
Président de la section Informatique, Automatique, Traitement du Signal du CNRS	1988 – 1991
Professeur de classe exceptionnelle	depuis 1989
Membre élu et membre du bureau de la section Informatique, Automatique, Traitement du Signal du CNRS	1992 – 1995
Président du Conseil de Département Sciences pour l'Ingénieur	1992 – 1995
Membre du Conseil Scientifique du CNRS	1992 – 1997
Rapporteur Général de la 2 ^{ème} session plénière du CNRS	1993
Membre du Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie au MESR	depuis 1994
Président de l'Institut National Polytechnique de Toulouse (INPT)	1996 – 2000
Membre du Conseil d'Administration du CNRS	1996 – 2000
Membre de L'ENSEEIH, du Comité Consultatif du Développement Technologique (CCDT)	depuis 1998
Directeur de la Technologie au Ministère de la Recherche	2000 – 2003
Professeur à l'INPT	depuis 2003
Président de la 3 ^{ème} session plénière du CNRS	
Cadre Scientifique au LAAS-CNRS	depuis 2003
Membre de la section 07 du Comité National de la Recherche Scientifique	
Président du Conseil du département sciences pour l'ingénieur et du conseil scientifique du CNRS	
• ŒUVRES :	
Nombreux articles et publications scientifiques dans des revues spécialisées	
• DECORATIONS :	
Commandeur de la Légion d'Honneur	
Commandeur des Palmes Académiques	
Membre de l'Académie des Technologies	
Silver Score de l'IFIP	



❖ **Véronique VEDRINE** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; sa nomination a été ratifiée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2004 ; son mandat a été renouvelé lors des Assemblées Générales Annuelles qui se sont tenues le 14 mai 2009 et le 28 mai 2015 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ Mandats

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Administrateur	Bpifrance Régions	France
	Groupe la dépêche du midi	France
Trésorière et Vice-Présidente	Comité des banques de PACA	France
Représentant Permanent de Bpifrance Investissement, au Conseil d'Administration	IRDI	France
	Midi Pyrénées Croissance	France
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices		
Néant		

❖ Fonction

Directeur de Réseau Sud Bpifrance – Société Anonyme au Capital de 750 860 784 € – RCS CRETEIL 320 252 489.

❖ Adresse

Bpifrance – 27/31 avenue du Général Leclerc – 94710 MAISONS-ALFORT Cedex

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL :

Née le 25 juin 1959 à Mantes-La-Jolie (Yvelines)

2 enfants

• ETUDES :

Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand

1977 – 1980

• CARRIERE :

CEPME

Chargée d'affaires – Direction régionale Auvergne

1981 – 1991

Siège Social – Direction des Engagements : sectoriel tourisme, santé, collectivités

1991 – 1997

Responsable département Tourisme agence centrale

Adjointe au Directeur de Réseau lors du rapprochement CEPME – SOFARIS

Directeur Régional BDPME Midi-Pyrénées

1998 – 2005

Directeur du Réseau Sud Méditerranée OSÉO Bdpme

(PACA, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées)

depuis 02/2005

Directeur du Réseau Sud Méditerranée OSEO

(OSEO Financement – OSEO Innovation)

depuis 10/2006

Directeur du Réseau Sud OSEO

(PACA, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine)

depuis 01/2009

Directeur du Réseau Sud Bpifrance

(la banque publique d'investissement est le rapprochement d'OSEO, de CDC Entreprises, de FSI et de FSI Régions)

depuis 07/2013

- DECORATIONS :
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur (2015)
- ACTIVITE SOCIALE :
Trésorière du Comité Régional des Banques de PACA
Présidente I.F.A. (Institut Français des Administrateurs indépendants) Midi-Pyrénées.

- ❖ **Henri-Paul BROCHET** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 septembre 2008 ; son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 28 mai 2014 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :



❖ **Mandats**

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	
Président	ALIAGE	France	
	CANCEROPOLE Grand Sud-Ouest Société HBIC	France	
Gérant	Holding MBBCS	France	
Administrateur	SOGECLAIR	France	
Personnalité qualifiée	CESER	France	
Administrateur suppléant	AEROSPACE Valley	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Néant			

❖ **Fonctions**

- Membre du Conseil Scientifique de l'Université Paul Sabatier,
- Conseiller Technique I.P. à la CCIT.

❖ **Adresse**

132, chemin Saint Pierre – 31170 TOURNEFEUILLE

❖ **Expertise et expérience**

- ETAT CIVIL :
Né le 12 septembre 1945 à Limoges (Haute-Vienne)
- ETUDES :
Doctorat en physique option hyperfréquence
Institut d'Administration des Entreprises
- CARRIERE :
THOMSON – CSF « Division Faisceaux Hertiens »
Ingénieur de test et d'intégrations de Faisceaux Hertiens 1973 – 1977
Responsable du Laboratoire Oscillateurs Locaux 1977 – 1982
THOMSON – CSF « Division Espace »
Responsable des Lignes de Produits Hyperfréquences et TT&C 1982 – 1988
Directeur Équipements Spatiaux ALCATEL – ESPACE 1988 – 1993
ALCATEL – ESPACE puis ALCATEL – SPACE

(après fusion avec Aérospatiale "satellites")

Directeur Industriel et Directeur du site de Toulouse

1993 – 2003

ALCATEL – SPACE puis ALCATEL ALENIA SPACE (après fusion avec Alenia Spazio)

Directeur de l'Intégration Industrielle et Directeur du site de Toulouse

2003 – 2007

THALES ALENIA SPACE

Directeur Général Adjoint de Thales Alenia Space France et Directeur du site de Toulouse

• DECORATIONS :

Chevalier de la Légion d'Honneur



❖ **Carole GARCIA** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; elle a été nommée lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 28 mai 2014 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2020 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ Mandats

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Président	SAS Graine de pastel	France	
Président et Administrateur	Financière Graine de pastel	France	
Gérant	SCI Clément Laffont	France	
Consul Honoraire	Principauté de Monaco	Monaco	
Membre	Cercle d'oc	France	
	Commission nouvelle économie et croissance à la CCI de Toulouse	France	
Conseiller	Conseil du Commerce Extérieur de la France	France	
Membre du bureau Midi-Pyrénées			
Membre fondateur	Académie des Arts et des Sciences du Pastel	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Néant			

❖ Adresse

GRAINE DE PASTEL – 4 place Saint Etienne 31000 Toulouse

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL :

Née le 10 Septembre 1971 à L'Union (Haute Garonne)

3 enfants

• ETUDES :

École Supérieure de Commerce de Bordeaux

1992

Master Stratégie Marketing, Université Paris Dauphine

1993

Cycle des Hautes Etudes pour le Développement Economique (CHEDE),
Ministère de l'Economie

2015

• CARRIERE :

Fonctions marketing, Groupe pharmaceutique PIERRE FABRE

1994 – 2001

Présidence et co-fondatrice de GRAINE DE PASTEL

Depuis 2002

• DECORATIONS :

Chevalier de l'Ordre National du Mérite



- ❖ **Catherine CASAMATTA** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; elle a été nommée lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 30 mai 2017 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ **Mandats**

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Membre	Commission Recherche Université Toulouse Capitole	France	
	Conseil Académique Université Toulouse Capitole	France	
	Conseil National des Universités	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Directrice	IAE Toulouse, Université Toulouse Capitole	France	2015
Administrateur	IAE Toulouse	France	2017

❖ **Adresse**

10 rue Ernest Mérimée - 31000 Toulouse

❖ **Expertise et expérience**

- **ETAT CIVIL :**
Née le 1^{er} janvier 1973 à Bastia (Corse)
- **ETUDES :**

Diplôme de l'ESSEC (Cergy)	1994
DEA de sciences de gestion	1995
Doctorat en sciences de gestion	1999
Habilitation à diriger des recherches en sciences de gestion	2002
Premier concours d'agrégation en sciences de gestion	2003
- **CARRIERE :**

Professeur de finance, TSM et TSE, UT1 Capitole	depuis 2003
Responsable du département finance, IAE, UT1 Capitole	2002-2004
Directrice de l'Ecole Doctorale de sciences de gestion, UT1 Capitole	2006-2010
Directrice de l'IAE Toulouse, UT1 Capitole	2010-2015
Directrice du Master Corporate Finance, TSM, UT1 Capitole	depuis 2016



❖ **Laura PECH** (fille de Jean-Louis PECH et petite-fille de Louis PECH) est Membre du Conseil de Surveillance de la Société ; elle a été nommée lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 30 mai 2017 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2023 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les sociétés ci-après désignées :

❖ Mandats

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Directrice Générale Déléguée	ALPHA Recyclage Franche-Comté	France	
Directrice Générale	ALPHA Recyclage Composites	France	
Administrateur	ACTIA Automotive	France	
Gérant / Co-Gérant	ALPHA Carbone	France	
	IDE Environnement	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Gérant / Co-Gérant	ALPHA Recyclage Composites	France	2017

❖ Adresse

ALPHA Recyclage Franche-Comté – 4, rue Jules Védrières – B.P. 94204 – 31031 TOULOUSE CEDEX 4

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL :

Née le 26 février 1988 à Toulouse (Haute Garonne)

• ETUDES :

Ingénieur de l'Ecole des Mines d'Albi

2010

Diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris

2012

• CARRIERE :

Alpha Recyclage Franche Comté – Ingénieur, chargée de développement

2012-2015

Alpha Recyclage Franche Comté – Directrice Générale Déléguée

depuis 2015

❖ **Michel DAMIANI** est Membre du Conseil de Surveillance de la Société, représentant des salariés ; il a été nommé lors de l'élection organisée les 5 et 6 novembre 2018 auprès de la Société ACTIA Group et l'ensemble des sociétés employant des salariés, dont le siège social est situé sur le territoire français et dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Société ACTIA Group ; son mandat arrivera à expiration le 6 novembre 2022 ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les sociétés ci-après désignées :



❖ Mandats

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
NEANT			
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Élu : CE, DP, CHSCT (secrétaire)	ACTIA Automotive – Toulouse	France	2018

❖ Fonction

Marketing and Sales Manager

❖ Adresse

ACTIA Group – 5 rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

- ETAT CIVIL :
Née le 12 mars 1956 à Meknès (Maroc)
Célibataire – 3 enfants
- ETUDES :
DUT Informatique à l'USTL de Montpellier 1978
Aïki Jinja Iwama - Senseï 1980
Ingénieur DESTC à l'USTL de Montpellier
Matières enseignées: marketing, vente, finances, droit des entreprises, management 1981
Judge Business School – Cambridge – Management Studies
Business and Management Economics Human Resources and Organizations
Operations and Information Systems - Strategy and Marketing -Finance and Accounting
Purchasing Science - Management Science 1981-1982
Siemens Technic Akademie Erlangen – « Buy, Sale, and Management »
Project Director 2001-2002
- CARRIERE
Responsable Service Logiciel, NIXDORF Avignon Marseille 1982-1985
Conseiller Technico-Commercial - NIXDORF Avignon Marseille 1986-1988
Responsable Commercial Marchés - NIXDORF Toulouse. (3 commerciaux) 1989-1991
Responsable Régional Ventes Partenaires SIEMENS Toulouse. (Grand Sud) 1992-1995
Directeur du département SIEMENS-SW Applications – Nanterre 1996-1998
Directeur du département Projets et Logiciels de Siemens Banking 1998–1999
Wincor Nixdorf - Directeur du Département Projets et Logiciels - Nanterre
(Filiale France leader dans le domaine des solutions pour la grande distribution) 1998-2004
ACTIA Automotive
Customer Services Department Manager 2004-2013
Business Support Manager MERCOSUR 2014
Marketing and Sales Manager – OEM – BU Off-Highway
Business Support Manager Asia (to 2016)
- ACTIVITE SOCIALE
Associations caritatives

- ❖ **Jean-Philippe BRINET** est Censeur auprès du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors du Conseil de Surveillance du 14 septembre 2009 ; son mandat a été renouvelé lors des Conseil de Surveillance du 6 septembre 2013 et du 19 juin 2017 ; Jean-Philippe BRINET a mis fin à ce mandat, pour des raisons personnelles, le 14 janvier 2019 ; le Conseil de Surveillance du 25 mars 2019 a pris acte de cette démission ; avant sa démission, il exerçait également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :



❖ **Mandats**

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Administrateur	KGF	France
	Université Bordeaux 4	France
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices		
NEANT		

❖ **Fonctions**

- Gérant de JPF Conseil

❖ **Adresse**

16, rue du Temple – CAVALIERE – 83980 LE LAVANDOU

❖ **Expertise et expérience**

- ETAT CIVIL :
Né le 14 mars 1943 à Neuilly sur Seine
- ETUDES :
Diplômé de l'Institut d'Administration des Entreprises
Diplômé du Centre d'Études Supérieures de Banque de Paris
Diplômé d'Études Supérieures Spécialisées de Droit Privé
- CARRIERE :
Chargé de recherches au Ministère du Travail au Québec 1968 – 1969
Assistant à la Direction financière de Procter et Gamble 1970 – 1971
Responsable de la clientèle à la Direction des Grandes Entreprises de la BRED 1971 – 1974
Assistant du Directeur de l'exploitation de la BRED 1974 – 1975
Directeur de groupe de la BRED – Paris-Est 1975 – 1977
Directeur de groupe de la BRED – Rouen 1978 – 1981
Directeur régional de la BRED – Est Parisien 1981 – 1989
Directeur du marketing de la BRED 1989 – 1991
Directeur du réseau de la BRED 1991 – 1993
Directeur général de la CIC Société Bordelaise 1994 – 2009



❖ **Christian DESMOULINS** est Censeur auprès du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors du Conseil de Surveillance du 27 juin 2014 après 11 années passées à la Présidence du Directoire d'ACTIA Group ; son mandat a été renouvelé le 18 juin 2018 ; il arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale Annuelle de 2022 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les sociétés ci-après désignées :

❖ **Mandats**

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA Telecom	France
Administrateur	ENSIACET : Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs en Arts Chimique et Technologiques	France
	Université Paul Sabatier	France
Conseiller	Conseil du Commerce Extérieur de la France	France
Président Honoraire	Cercle d'Oc	France
Gérant / Co-Gérant	SCI Bridge – Bayard	France
Président d'Honneur	Comité Régional des Conseillers du Commerce Extérieur de la France en Midi-Pyrénées	France

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	Le Cercle d'Oc	France	2017
Membre du Conseil	École Doctorale Systèmes	France	2016
Administrateur	CIPI ACTIA	Tunisie	2016
	Institut National Polytechnique de Toulouse	France	2016
	IRT Antoine de Saint Exupéry	France	2016
	ARDIA	Tunisie	2016
	ACTIA Automotive	France	2016
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	Institut National Universitaire CHAMPOLLION	France	2016
	ACTIA Nordic	Suède	2015
	ACTIA Corp	USA	2015
	SCI los Olivos	Espagne	2015
	ACTIA 3E	France	2015
	ACTIA China	Chine	2015
	ACTIA UK	Angleterre	2015
	ACTIA Inc	USA	2015
	ACTIA Italia	Italie	2015
	ACTIA Systems	Espagne	2015
	KARFA	Mexique	2015
	Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse	France	2015
Président	Comité Régional des Conseillers du Commerce Extérieur de la France en Midi-Pyrénées	France	2015
Président du Conseil de Supervision	Les Ateliers de l'Ayguette	France	2015
Administrateur	ACTIA Muller	France	2015
	ACTIA Nederland	Pays-Bas	2015
	ACTIA de Mexico	Mexique	2015
	ACTIA PCs	France	2015

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
	ACTIA Polska	Pologne	2015
	ACTIA Tunisie	Tunisie	2015
	YMCA Cépière	France	2015
	Aerospace Valley	France	2015
	Club des Affiliés du LAAS-CNRS	France	2015
Membre du Conseil Consultatif	ACTIA do Brasil	Brésil	2015
Gérant / Co-Gérant	SCI les Coteaux de Pourville	France	2015
	ACTIA Muller España	Espagne	2015
Conseiller	Banque de France de Toulouse	France	2015
Représentant permanent d'ACTIA Group	ARDIA	Tunisie	2014
Représentant permanent d'ACTIA Automotive	ACTIA Tunisie	Tunisie	2014
Président du Directoire	ACTIA Group	France	2014
Directeur Général	ACTIA Automotive	France	2014
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA PCs	France	2014
	ACTIA Muller UK	Angleterre	2014

❖ Fonctions

- Académicien des Technologies
- Académicien des Jeux Floraux

❖ Adresse

ACTIA Group – 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

- ETAT CIVIL :
Né le 18 octobre 1951 à Safi (Maroc)
Marié – 1 enfant
- ETUDES :
École Polytechnique
Ingénieur des Ponts et Chaussées
- CARRIERE :

Chef d'Arrondissement à la Direction Départementale de l'Équipement de la Nièvre	1976 – 1981
Chef de Division à la DRIRE de PACA et Chargé de Mission auprès du Préfet de Région	1981 – 1986
Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et Délégué Régional de l'ANVAR d'Auvergne	1986 – 1991
Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Midi-Pyrénées et Directeur de l'École des Mines d'Albi	1991 – 1998
Chef du service des Industries Manufacturières au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie	1998 – 1999
Directeur de la Recherche Technologique du CEA et Président de CEA Valorisation	1999 – 2003
Président du Directoire d'ACTIA Group et Directeur Général d'ACTIA Automotive	2003 – 2014
- DECORATIONS :
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de l'Ordre National des Palmes Académiques



❖ **Frédéric THRUM** (fils de Günther THRUM) est Censeur auprès du Conseil de Surveillance de la Société ; il a été nommé lors du Conseil de Surveillance du 27 mars 2017 ; son mandat arrivera à expiration lors de l'Assemblée Générale qui devra se tenir en 2021 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ; il exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ Mandats

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Président	Fives Cryo SAS	France	
Président, Directeur	Fives Cryo Inc.	USA	
Président du Conseil d'Administration, Directeur	Fives Cryo (Suzhou) Co. Ltd	Chine	
Président du Conseil d'Administration, Administrateur	Fives Cryomec AG	Suisse	
Membre du Conseil	EEIGM (Ecole Européenne d'Ingénieurs en Génie des Matériaux)	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur	Fives Cail SA	France	2016
Gérant	Fives Cail Fletcher S. de R.L. de CV	Mexique	2014

❖ Adresse

SIDMIA International – 48, quai Alphonse Le Gallo – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

❖ Expertise et expérience

- ETAT CIVIL :
Né le 27 mai 1972 à Neuilly-sur-Seine (92), Marié, 3 enfants
- ETUDES :
ESME–Sudria, Ingénieur - option Telecom 1996
Harvard Business School, P.M.D 2002
- CARRIERE :
FIVES
Président - Cryogenics|Energy depuis 2013
Fives Cryo (France), Fives Cryo Suzhou (Chine), Fives Cryo Inc. (USA),
Fives Cryomec (Suisse)
Directeur Général – Fives Cail Group 2001-2013
Fives Cail (France), Fives Fletcher (UK), Fives Lille do Brazil (Brésil),
Fives Cail KCP (Inde), FCFM (Mexique)
Responsable Produits, Directeur Commercial, DGA, DG
Responsable Commercial SAV – Fives FCB 1998-2001
BOUYGUES OFFSHORE 1996-1998
Ingénieur Projets, Responsable Contrôle - Raffineries (France),
Projets plateformes pétrolières (Malaisie, Indonésie)
Chef de Projet adjoint (Nigéria)
ACTIA, Toulouse 1996
Stage de fin d'études

- ❖ **Jean-Louis PECH** (fils de Louis PECH, père de Laura PECH) a été nommé Président du Directoire par le Conseil de Surveillance du 27 juin 2014. Nommé Membre du Directoire de la Société, par le Conseil de Surveillance du 24 mars 2014 ; son mandat (à effet au 12 novembre 2018) a été renouvelé lors du Conseil de Surveillance du 17 septembre 2018 et arrivera à expiration le 12 novembre 2022 ; il exerce également les mandats et les fonctions dans les sociétés ci-après désignées :



❖ Mandats

Mandats en cours		
Mandats	Société	Pays
Membre du Directoire	LP2C	France
Directeur Général et Administrateur	ACTIA Automotive S.A.	France
Directeur Général	JLS Invest	France
	ALPHA Recyclage Franche Comte	France
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA 3E	France
	KARFA	Mexique
	ACTIA Nordic	Suède
	ACTIA Corp	USA
	ACTIA India	Inde
	ACTIA Inc	USA
	ACTIA Systems	Espagne
	ACTIA UK	Angleterre
	SCI Los Olivos	Espagne
	ACTIA Italia	Italie
Administrateur	ACTIA de Mexico	Mexique
	ACTIA Nederland	Pays-Bas
	ACTIA Polska	Pologne
Censeur	ACTIA China	Chine
Membre du Conseil consultatif	ACTIA do Brasil	Brésil
Représentant permanent de LP2C	ACTIA PCs	France
Représentant permanent d'ACTIA Group	ACTIA Telecom	France
	Co-Gérant SCI SODIMOB	France
Représentant permanent d'ACTIA Automotive	CIPI ACTIA	Tunisie
	ACTIA Tunisie	Tunisie
	ARDIA	Tunisie
	ACTIA Systems	Espagne
Gérant / Co-Gérant	IDE Ingénierie	France
	ALPHA CARBONE	France
	SOREGOM	France
	SCI Jean MERMOZ	France
	SCI Jules VEDRINES	France
	SCI Louis BLERIOT	France
	SCI La CONFLUENCE	France
Conseiller	Banque de France de Toulouse	France
Membre	Cercle d'Oc	France
Président	Commission prospective CNPA	France
	GIE France Recyclage Pneumatique	France
	Cluster Automotech	France
	Leader Toulouse	France
	Fondation INSA Toulouse	France
Président Régional Occitanie	CNPA	France

Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur	OC-TV	France	2014
	ACTIA Telecom	France	2016
	ARDIA	Tunisie	2016
Administrateur Unique	ACTIA Muller España	Espagne	2017
Membre, pour la CGPME	Commission Consultative sur le Statut de Déchets	France	2014
Gérant / Co-Gérant	SOPYRAM	France	2016
	ALPHA RECYCLAGE COMPOSITES	France	2017
Trésorier National	CNPA	France	2015
Trésorier National Adjoint	CNPA	France	2017
Président de la Commission Pneus Usagés	CNPA	France	2017
Président du Conseil d'Administration et Administrateur	ACTIA Muller	France	2015

❖ Adresse

ACTIA Group – 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

• ETAT CIVIL

Né le 19 décembre 1960 à Toulouse

Marié – 2 enfants

• ETUDES

Ingénieur INSA option « Génie des Procédés Industriels et de l'Environnement » 1985

D.E.A. « Ingénierie de l'antipollution »

• CARRIERE

SOTRACIM – Directeur Général 1987 – 1988

I.D.E. Ingénierie S.A. – Créateur et Gérant depuis 1987

SA LP2C Toulouse - Membre du Directoire depuis 1992

ALPHA Recyclage Franche Comte – Créateur et Gérant depuis 1998

JLS INVEST – Créateur et Gérant depuis 2007

GIE France Recyclage Pneumatique – Président 2009 – 2014

GIE France Recyclage Pneumatique – Vice-Président depuis 2014

Président du Directoire d'ACTIA Group depuis 2014

Directeur Général d'ACTIA Automotive depuis 2014



❖ **Catherine MALLET** (fille de Louis PECH) est Membre du Directoire de la Société ; nommée lors du Conseil de Surveillance du 12 novembre 2002, son mandat (à effet au 12 novembre 2018) a été renouvelé lors du Conseil de Surveillance du 17 septembre 2018 et arrivera à expiration le 12 novembre 2022 ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les Sociétés ci-après désignées :

❖ Mandats

Mandats en cours				
Mandats		Société	Pays	
Membre du Directoire		LP2C	France	
Présidente du Conseil d'Administration et Administrateur		Banque Populaire Occitane	France	
		ACTIA PCs	France	
Membre du Conseil de Surveillance		BPCE	France	
Administrateur		ACTIA UK	Royaume-Uni	
		ACTIA China	Chine	
		ACTIA Italia	Italie	
		ACTIA de Mexico	Mexique	
		ACTIA Corp	USA	
		ACTIA Inc	USA	
		ACTIA India	Inde	
		CIPI ACTIA	Tunisie	
		ACTIA Systems	Espagne	
		Fédération Nationale des Banques Populaires	France	
Membre du Conseil consultatif		ACTIA do Brasil	Brésil	
Représentante permanente d'Action Logement (MEDEF)		Ma Nouvelle Ville	France	
		Promologis S.A. H.L.M.	France	
Présidente du Comité d'Audit		Promologis S.A. H.L.M.	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices				
Mandats		Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur		ACTIA Muller	France	2015
Représentante permanente du MEDEF 31		CILEO	France	2016

❖ Adresse

ACTIA Group – 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ Expertise et expérience

- **ETAT CIVIL**
Fille de Louis PECH
Née le 26 Mai 1969 à Toulouse (Haute-Garonne)
Mariée – 2 enfants
- **ETUDES**
Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Toulouse 1989 - 1992
- **CARRIERE**
Crédit Mutuel Île de France Boulogne-Billancourt – Chargée de clientèle 1992 – 1993
ACTIA Automotive S.A Toulouse – Attachée de Direction 1993 – 1996
ACTIA Group S.A Toulouse – Attachée de Direction 1996 – 2003
ACTIA Group S.A Toulouse – Directrice Financière depuis 2003
LP2C S.A. Toulouse – Membre du Directoire depuis 1999

- ❖ **Marine CANDELON-BONNEMAISON** (fille de Pierre CALMELS) est Membre du Directoire de la Société ; nommée lors du Conseil de Surveillance du 12 novembre 2002, son mandat (à effet au 12 novembre 2018) a été renouvelé lors du Conseil de Surveillance du 17 septembre 2018 et arrivera à expiration le 12 novembre 2022 ; elle exerce également les mandats et les fonctions suivants dans les sociétés ci-après désignées :



❖ **Mandats**

Mandats en cours			
Mandats	Société	Pays	
Membre du Directoire	LP2C	France	
Administrateur	ACTIA Telecom	France	
Représentant permanent de LP2C	ACTIA 3E	France	
Représentant permanent d'ACTIA Group	ACTIA Automotive	France	
Mandats exercés au cours des 5 derniers exercices			
Mandats	Société	Pays	Fin du mandat
Administrateur	ACTIA Muller	France	2015
	ACTIA 3E	France	2016
	ACTIA PCs	France	2016

❖ **Adresse**

ACTIA Group – 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 – 31432 TOULOUSE Cedex 04

❖ **Expertise et expérience**

- ETAT CIVIL
 - Fille de Pierre CALMELS
 - Née le 2 décembre 1961 à Paris
 - Mariée – 2 enfants
- ETUDES
 - First Certificate of Cambridge 1979
 - Proficiency of Cambridge 1980
 - BTS Secrétariat de Direction 1982
- CARRIERE
 - TECHNAL France Toulouse : Secrétaire qualifiée export 1982 – 1985
 - Maurice MESSEGUE Auch - Secrétaire de Direction 1986
 - LABORATOIRES DES HERBES SAUVAGES Fleurance - Secrétaire de Direction 1986 – 1990
 - SARL ACTE Nérac - Assistante de Direction 1990 – 1993
 - SA M3S Castelnau - Président Directeur Général 1993 – 2002
 - SA LP2C Toulouse - Membre du Directoire depuis 1999

Les critères d'indépendance retenus ainsi que la liste des mandataires indépendants figurent au § 6.1 « Gouvernance d'entreprise ».

6.3.3 Déclaration d'absence de condamnation des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire

A la connaissance de la Société, au cours des cinq dernières années :

- ❖ Aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un des membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire ;
- ❖ Aucun membre du Conseil de Surveillance ou du Directoire n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- ❖ Aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil de Surveillance ou du Directoire par des autorités statutaires ou réglementaires ;
- ❖ Aucun membre du Conseil de Surveillance ou du Directoire n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'Administration, de Direction ou de Surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

6.3.4 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance et de la Direction Générale

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de conflit d'intérêts avéré ou potentiel entre leurs devoirs de membre des organes de Direction ou de Surveillance à l'égard de l'émetteur en leur qualité de mandataire social et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

Conformément au Code de référence, le règlement intérieur du Conseil de Surveillance prévoit : « Dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêt entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'Actionnaire ou du groupe d'Actionnaires qu'il représente, le Membre concerné doit

- ❖ En informer dès qu'il en a connaissance le Conseil ;
- ❖ Et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat. Ainsi, selon le cas, il devra :
 - soit s'abstenir de participer aux discussions et au vote de la délibération correspondante,
 - soit ne pas assister aux réunions du Conseil durant la période pendant laquelle il se trouvera en situation de conflit d'intérêts,
 - soit démissionner de ses fonctions de membre du Conseil.

A défaut de respecter ces règles d'abstention, voire de retrait, la responsabilité du membre du Conseil pourrait être engagée.

En outre, le Président du Conseil ne sera pas tenu de transmettre au(x) membre(s) dont il a des motifs sérieux de penser qu'ils sont en situation de conflit d'intérêts des informations ou documents afférents au sujet conflictuel, et informera le Conseil de cette absence de transmission.. ».

En conséquence, en cas de conflit d'intérêts, selon sa nature, le Membre du Conseil de Surveillance s'abstient de voter, voire de participer aux réunions, voire démissionne.

A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux Actionnaires, des clients ou des fournisseurs aux termes desquels l'un des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire a été sélectionné en cette qualité.

A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe aucune restriction acceptée par les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire concernant la cession de leur participation dans le capital de la Société, en dehors des termes du pacte d'Actionnaires qui est détaillé au § 5.13.3 « Pacte d'Actionnaires ».

6.3.5 Nominations, renouvellements et ratifications de cooptation

Aucun mandat de membre du Conseil de Surveillance n'arrive à expiration lors de la présente Assemblée.

6.4 Rémunérations des mandataires

6.4.1 La politique de rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées aux mandataires sociaux d'ACTIA Group le sont principalement par LP2C, société holding consolidante au titre des mandats qui sont exercés au niveau de la Société Anonyme LP2C et votées par le Conseil de Surveillance de cette dernière ; ces rémunérations ne sont donc pas des rémunérations versées au titre des mandats exercés au sein de la Société ACTIA Group.

Pour une parfaite information, nous vous rappelons que, dans le cadre d'une convention d'assistance, LP2C facture au Groupe une partie des salaires versés, en raison de prestations techniques diverses qui sont détaillées au § 5.12.11 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés ». Le solde correspond à son propre fonctionnement et reste à la charge de LP2C, selon la règle de répartition du temps de travail. Les rémunérations versées par LP2C ne concernent absolument pas les mandats exercés par le Président du Directoire, ni les mandats des membres du Directoire, ni les mandats au sein du Conseil de Surveillance.

Le détail des sommes facturées dans le cadre de la convention d'assistance est donné par nature de prestation au § Note 24.1 « Opérations avec les parties liées avec la Société Holding LP2C SA » des notes annexes aux comptes consolidés. Pour 2018, le montant facturé était de 1 526 k€, calculé, conformément à la convention, en fonction des coûts directs et indirects réellement engagés par LP2C majorés de 15 % ; la refacturation des prestations externes est, pour sa part, établie avec une marge de 3 % pour tenir compte des frais généraux de LP2C.

A ce jour, la seule rémunération attribuable en raison du mandat social exercé dans ACTIA Group est la rémunération fixe versée en raison de son mandat au Président du Directoire d'ACTIA Group. D'une manière générale, la partie fixe de la rémunération versée au Président du Directoire d'ACTIA Group suit l'évolution des salaires de la principale structure française, sauf année exceptionnelle, quand la situation du Groupe est trop tendue, auquel cas l'augmentation est alors inférieure, voire nulle. Les rémunérations sont régulièrement comparées avec celles pratiquées au sein du Groupe pour assurer une bonne cohérence.

6.4.2 Approbation des éléments de la politique de rémunération (say on pay ex ante)

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables au Président du Directoire d'ACTIA Group en raison de son mandat (soumise à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019, dans la 9^{ème} résolution) :

- ❖ Le Président du Directoire d'ACTIA Group perçoit, au titre de cette fonction, une rémunération fixe annuelle brute. La partie fixe suit l'évolution des salaires de la principale structure française du Groupe.

En l'absence de rémunération ou d'avantages attribuables aux autres Membres du Directoire et aux membres du Conseil de Surveillance d'ACTIA Group en raison de leur mandat, aucune résolution n'est à soumettre à la prochaine Assemblée Générale en vue de l'approbation des principes ou critères de rémunération les concernant.

6.4.3 Rémunération et avantages des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions des articles L225-68 et L225-37-3 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale brute (éléments fixes, variables et exceptionnels) et des avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social, ainsi que les critères en fonction desquels ils ont été calculés ou les circonstances en vertu desquelles ils ont été établis.

Nous vous indiquons également les engagements de toute nature pris au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, ainsi que les modalités de détermination de ces engagements.

Aucun engagement de quelque nature que ce soit, correspondant à des éléments de rémunération, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonction du mandataire ou postérieurement à celle-ci n'a été pris, en dehors des engagements cités ci-dessous.

Aucun jeton de présence n'est actuellement versé aux membres du Conseil de Surveillance d'ACTIA Group.

Les chiffres communiqués en suivant concernent les décisions prises au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et l'ensemble des rémunérations versées à chaque mandataire social d'ACTIA Group, par l'émetteur et par toute autre société du Groupe :

Tableau 1 – Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute autre société du Groupe						
Nom et fonction du dirigeant mandataire social :	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
	En 2018		En 2017		En 2016	
Jean-Louis PECH – Président du Directoire						
Rémunération fixe	222 731	222 731	218 498	218 498	215 122	215 122
Rémunération variable annuelle ⁽²⁾	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Rémunération variable pluriannuelle						
Rémunération exceptionnelle						
Jetons de présence						
Avantages en nature ⁽²⁾	4 548	4 548	4 499	4 499	4 472	4 472
TOTAL	327 279⁽¹⁾	327 279⁽¹⁾	322 997	322 997	319 594	319 594
Catherine MALLET – Membre du Directoire						
Rémunération fixe ⁽²⁾	94 572	94 572	105 498	105 498	100 276	100 276
Rémunération variable annuelle						
Rémunération variable pluriannuelle						
Rémunération exceptionnelle ⁽²⁾	17 064	17 064	17 056	17 056	1 810	1 810
Jetons de présence						
Avantages en nature ⁽²⁾	2 603	2 603	1 790	1 790	2 343	2 343
TOTAL	114 239	114 239	124 344	124 344	104 429	104 429
Marine CANDELON – Membre du Directoire						
Rémunération fixe ⁽²⁾	74 055	74 055	73 078 ⁽³⁾	73 078 ⁽³⁾	49 927	49 927
Rémunération variable annuelle						
Rémunération variable pluriannuelle						
Rémunération exceptionnelle ⁽²⁾	11 731	11 731	11 526	11 526	1 345	1 345
Jetons de présence						
Avantages en nature ⁽²⁾	1 998	1 998	1 513	1 513	2 078	2 078
TOTAL	87 784	87 784	86 117	86 117	53 350	53 350

⁽¹⁾ Rémunération au titre du mandat exercé au niveau de la Société Anonyme LP2C : 276 831 € + Rémunération au titre de ses mandats de Direction au sein du Groupe ACTIA : 50 448 €, dont 9 202 € au titre du mandat ACTIA Group.

⁽²⁾ Rémunérations au titre des mandats exercés au niveau de la Société Anonyme LP2C.

⁽³⁾ Augmentation principalement due à une augmentation de la durée de travail, courant 2016.

La rémunération variable du Président du Directoire a été appréciée par rapport à l'objectif de croissance du chiffre d'affaires du Groupe et l'amélioration de l'engagement social, environnemental et sociétal au travers des différentes actions tant en France qu'à l'étranger. Le niveau de réalisation attendu de ces critères n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité. Le montant maximal de la partie variable pour 2017 (versement 2018) a été fixé à 30 % maximum de la rémunération totale versée au titre de l'exercice n-1. Le niveau de réalisation de ces critères a été pleinement réalisé.

La rémunération exceptionnelle versée aux membres du Directoire a été octroyée au titre des fonctions exercées dans LP2C, pour la réalisation d'objectifs en matière de communication au sein du Groupe et de levée des financements nécessaires aux besoins du Groupe d'une part, et pour le déploiement des sujets relatifs à la politique de développement durable et ceux liés à la compliance au sein du Groupe, d'autre part. Le niveau de réalisation de ces critères a été pleinement réalisé.

Les avantages en nature correspondent à la mise à disposition par LP2C d'un véhicule de fonction.

Lors de son Assemblée Générale du 30 mai 2018, l'approbation des éléments de la politique de rémunération des membres du Directoire a fait l'objet de la 9^{ème} résolution qui a été approuvée à 96,65 %.

Il est précisé qu'à la date du présent document, le Conseil de Surveillance ne dispose d'aucune enveloppe de jetons de présence.

**Tableau 2 – Jetons de présence et autres rémunérations perçus
par les mandataires sociaux non dirigeants
de l'émetteur et de toute autre société du Groupe**

Mandataires sociaux non dirigeants – Nom et mandat	Montants versés en 2018	Montants versés en 2017	Montants versés en 2016
Louis PECH – Président du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations ⁽¹⁾	107 918	105 941	104 690
Pierre CALMELS – Vice-Président du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations ⁽¹⁾	60 000	60 000	60 000
Henri-Paul BROCHET – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT	NEANT	NEANT
Catherine CASAMATTA – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations ⁽¹⁾	NEANT	NEANT	NEANT
Alain COSTES – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT	NEANT	NEANT
Michel DAMIANI – Membre du Conseil de Surveillance, représentant des salariés Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT 80 546	N/A	N/A
Carole GARCIA – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT	NEANT	NEANT
Laura PECH – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations ⁽¹⁾	NEANT	NEANT	NEANT
Günther THRUM – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT	NEANT	NEANT
Véronique VÉDRINE – Membre du Conseil de Surveillance Jetons de présence Autres rémunérations	NEANT	NEANT	NEANT
TOTAL	167 918	165 941	164 690

(1) Rémunérations fixes au titre des mandats exercés au niveau de la Société Anonyme LP2C.

Tableau 3 – Dirigeants – Mandataires sociaux

	Contrat de Travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
Nom : Jean-Louis PECH Fonction : Président du Directoire Date début Mandat : 01/07/14 Date fin Mandat : 12/11/22	Non	Non	Non	Non

Tableau 3 – Dirigeants – Mandataires sociaux				
	Contrat de Travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
Nom : Marine CANDELON Fonction : Membre du Directoire Date début Mandat : 12/11/02 Date fin Mandat : 12/11/22	Non	Non	Non	Non
Nom : Catherine MALLET Fonction : Membre du Directoire Date début Mandat : 12/11/02 Date fin Mandat : 12/11/22	Non	Non	Non	Non

Dans le cadre des conventions signées entre LP2C, l'émetteur et ses filiales, LP2C refacture 88,8 % des rémunérations versées à ses mandataires, pour l'ensemble des prestations réalisées au profit du Groupe.

Une partie des informations est développée au § Note 24.1 « Opérations avec les parties liées – Avec la Société Holding : LP2C S.A. » des notes annexes aux comptes consolidés.

6.4.4 Eléments de rémunération soumis au vote (say on pay ex post)

Les rémunérations versées ou attribuées en raison du mandat de Président du Directoire exercé dans ACTIA Group, à Jean-Louis PECH, en 2018, déterminées en application des principes et critères de rémunération approuvés par l'Assemblée Générale du 30 mai 2018 dans sa 9^{ème} résolution et qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale dans la 8^{ème} résolution, sont les suivantes :

Récapitulatif des rémunérations versées à chaque mandataire social par l'émetteur		
Nom et fonction du dirigeant mandataire social :	Montants dus	Montants reçus
	2018	
Jean-Louis PECH – Président du Directoire		
Rémunération fixe	9 202	9 202
Rémunération variable		
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
TOTAL	9 202	9 202

Seule est versée une rémunération fixe au Président du Directoire d'ACTIA Group, à titre de rémunération de son mandat social.

Les autres membres du Directoire et le Président du Conseil de Surveillance n'étant pas rémunérés au titre du mandat exercé dans ACTIA Group, aucune autre résolution n'est donc à soumettre aux Actionnaires d'ACTIA Group au titre du say on pay ex post.

6.5 Délégations accordées dans le domaine des augmentations de capital

6.5.1 Augmentation de Capital Social

A la date de clôture, il n'y a aucune délégation en matière d'augmentation de capital en cours de validité.

6.5.2 Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions

Il n'existe aucun plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la Société ou les autres sociétés du Groupe.

6.5.3 Plan d'Attribution Gratuite d'Actions

Il n'existe aucun plan d'Attribution Gratuite d'Actions en cours sur la Société ou les autres sociétés du Groupe.

6.6 Opérations avec les parties liées

Aucun contrat de service prévoyant l'octroi d'avantages aux termes du contrat ne lie les membres des organes d'Administration, de Direction ou de Surveillance à ACTIA Group S.A. ou à l'une quelconque de ses filiales, en dehors des éléments présentés au paragraphe ci-dessous.

6.6.1 Information spécifique relative aux conventions

Conformément aux dispositions des articles L225-68 et L225-37-4 du Code de Commerce, concernant les conventions intervenues entre l'un des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance ou l'un des Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, d'une société et, d'autre part, une autre société dont cette dernière possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, nous vous informons qu'il n'y a eu aucune convention relevant de ces dispositions.

6.6.2 Nature et montant des conventions règlementées réalisées par l'émetteur

Il est demandé d'approuver les nouvelles conventions visées à l'article L225-86 du Code de Commerce régulièrement autorisées par le Conseil de Surveillance. Elles sont développées dans la 1^{ère} partie du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés, rapport reproduit dans son intégralité au point 5.12.11 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés ».

La principale convention d'assistance et de prestations de services est facturée sur la base d'acomptes trimestriels calculés sur la base d'un budget établi en début d'exercice. La facturation définitive est établie en début d'exercice suivant, sur la base des prestations effectivement réalisées. La facturation définitive établie début 2019, pour solder l'exercice 2018, n'a pas fait apparaître d'écart par rapport aux budgets.

Une partie des informations concernant ces conventions est développée au § Note 24 « Opérations avec les parties liées » des notes annexes aux comptes consolidés et dans le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés au § 5.12.11 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés ».

Le détail des relations entre LP2C et ACTIA Group, d'une part, et ACTIA Group et ses filiales, d'autre part, est communiqué au § 4.3 « Description sommaire du Groupe ».

L'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018 a rejeté la 4^{ème} résolution qui concernait l'ensemble des conventions et engagements conclus par ACTIA Group en 2018 ; cette résolution a été rejetée par 62,05 % des voix exprimées, sur la base très limitée de 9,6 % des Actionnaires ayant voté lors de l'Assemblée Générale, les Actionnaires intéressés n'ayant pas pris part au vote. Toutes les conventions règlementées ont été autorisées préalablement à leur mise en œuvre par le Conseil de Surveillance d'ACTIA Group. Elles ont été étudiées dans l'intérêt du Groupe, afin de partager les compétences et d'aboutir à une réduction des coûts globaux de gestion, par la réalisation d'économies d'échelles sur les coûts fixes. Elles ont été négociées aux conditions de marché, dans la mesure où les prestations sont facturées au temps passé, majoré d'un taux de marge. Elles sont nécessaires au bon fonctionnement du Groupe et conformes à son intérêt. Il est porté à l'attention du lecteur que, conformément à l'article 225-89 du Code de Commerce, elles continuent de produire leurs effets. Elles seront à nouveau soumises au vote de la prochaine Assemblée.

6.6.3 Opérations avec les parties liées

Cf. § Note 24 « Opérations avec les parties liées » des notes annexes aux comptes consolidés.

6.7 Observations et travaux du Conseil de Surveillance

Convoqués en Assemblée Générale Mixte conformément à la loi et aux statuts, les Actionnaires viennent de prendre connaissance des rapports du Directoire et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Conformément à l'article L225-68 du Code de Commerce, nous portons à votre connaissance nos observations relatives aux rapports du Directoire et aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

6.7.1 Observations du Conseil de Surveillance

❖ Sur le rapport du Directoire :

Le rapport du Directoire n'appelle pas de remarque particulière de la part du Conseil de Surveillance.

❖ Sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Tels qu'ils ont été présentés, après avoir été certifiés par les Commissaires aux Comptes, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 n'appellent pas d'observation de la part du Conseil de Surveillance.

Le Conseil vous invite à approuver les résolutions proposées par le Directoire.

6.7.2 Objet des travaux du Conseil de Surveillance

En application des règles légales, et au-delà de l'examen des comptes sociaux et du rapport du Directoire au sujet desquels il vient de vous faire ses observations, le Conseil de Surveillance entend périodiquement le rapport du Directoire sur la marche de la Société. Il autorise les constitutions de sûretés, les cessions partielles ou totales de participations et de biens et droits immobiliers.

6.7.3 Mandats d'un Commissaire aux Comptes titulaire et de son suppléant (sixième et septième résolutions)

Nous vous rappelons que les mandats de Commissaire aux Comptes titulaire d'Eric Blache et de Commissaire aux Comptes suppléant d'EURAUDIT arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée.

Concernant le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire, une procédure d'appel d'offres a été mise en place, à l'issue de laquelle le Conseil réunit sous forme de Comité d'Audit a émis les recommandations et préférences suivantes :

- ❖ EURAUDIT, pour sa proximité et sa taille ; co-Commissaire aux Comptes de la société mère du Groupe, LP2C, EURAUDIT connaît déjà parfaitement le Groupe ACTIA. Par le passé, EURAUDIT a pu accompagner le Groupe sur des missions techniques où son professionnalisme a pu être reconnu, ainsi que son agilité de par sa taille et sa maîtrise des coûts ;
- ❖ BMA, en raison de sa taille intermédiaire qui correspond au Groupe ACTIA. En effet, ACTIA Group est déjà doté d'un Commissaire aux Comptes de taille importante, qui fait partie des leaders du secteur. De plus BMA, est très actif dans l'accompagnement des sociétés « Smallcaps » et maîtrise donc les enjeux liés à ce type de structure dans un environnement réglementaire de plus en plus contraignant.

Le Conseil de Surveillance réuni sous forme de Comité d'Audit a émis une préférence pour BMA, car dans les structures consultées de taille humaine, BMA offre une structure indépendante, de taille suffisante pour répondre aux enjeux du Groupe sans être surdimensionnée et en capacité de bien accompagner le Groupe à l'international. Enfin, BMA est fortement impliqué dans les instances professionnelles et peut ainsi contribuer aux réflexions de place et anticiper les évolutions comptables et normatives.

Sur proposition du Conseil réunit sous forme de Comité d'Audit, le Conseil de Surveillance propose de nommer le cabinet BMA en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire en remplacement d'Eric Blache pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous vous précisons que le cabinet BMA n'a vérifié, au cours des deux derniers exercices, aucune opération d'apport ou de fusion dans la Société et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce.

Le Conseil réunit sous forme de Comité d'Audit a confirmé ne pas avoir été influencé par un tiers dans sa décision et qu'aucune clause contractuelle n'ayant eu pour effet de restreindre son choix ne lui a été imposée.

Sur recommandation du Conseil réunit sous forme de Comité d'Audit, le Conseil de Surveillance, propose de ne pas renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant d'EURAUDIT, ni procéder à son remplacement, conformément à la loi.

6.7.4 Say on Pay (huitième et neuvième résolutions)

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 en raison de son mandat à Jean-Louis PECH, Président du Directoire (huitième résolution) :

Les informations concernant les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de son mandat à Jean-Louis PECH, Président du Directoire, sont présentés dans le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise au § 6.4.4 « Eléments de rémunération soumis au vote » du Document de Référence 2018.

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président du Directoire (neuvième résolution)

Les informations concernant les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président du Directoire, sont détaillés dans le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise au § 6.4.2 « Approbation des éléments de la politique de rémunération (say on pay ex ante) » du Document de Référence 2018.

Le Conseil de Surveillance vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

Fait à TOULOUSE
Le 25 mars 2019
Le Conseil de Surveillance

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	164
7.1	Comptes consolidés	164
7.1.1	Bilan Consolidé	164
7.1.2	Compte de résultat consolidé	166
7.1.3	Etat du résultat global	166
7.1.4	Variation des Capitaux Propres	167
7.1.5	Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé	168
7.1.6	Notes annexes aux comptes consolidés	169
	Note 1. Informations relatives au Groupe – Entité présentant les états financiers	169
	Note 2. Principes comptables	169
	Note 2.1 Base de préparation des états financiers	169
	Note 2.2 Recours à des estimations et des jugements	169
	Note 2.3 Evolutions des normes IFRS	169
	Note 2.4 Changement de méthode	170
	Note 2.5 Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaies étrangères	177
	Note 2.6 Conversion des transactions libellées en devises	177
	Note 2.7 Regroupement d'entreprises	178
	Note 2.8 Crédits d'impôt, subventions et autres aides publiques	178
	Note 3. Périmètre de consolidation	179
	Note 3.1 Critères de consolidation	179
	Note 3.2 Sociétés consolidées	179
	Note 4. Immobilisations incorporelles	180
	Note 4.1 Variations des immobilisations incorporelles	180
	Note 4.2 Goodwills	182
	Note 4.3 Frais de développement et autres immobilisations incorporelles	184
	Note 5. Immobilisations corporelles	186
	Note 5.1 Variations des immobilisations corporelles	187
	Note 5.2 Dépréciation d'immobilisations corporelles	189
	Note 6. Participations mises en équivalence	190
	Note 7. Actifs financiers non courants	190
	Note 8. Stocks et encours	190
	Note 9. Clients et autres créances	192
	Note 10. Autres actifs et passifs sur contrats	192
	Note 11. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat	193
	Note 11.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie	193
	Note 11.2 Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat	193
	Note 12. Impôts différés	195
	Note 13. Actifs et passifs financiers	196
	Note 13.1 Les actifs financiers	197
	Note 13.2 Les passifs financiers	197
	Note 14. Dettes financières	198
	Note 15. Capitaux propres	204
	Note 15.1 Gestion du Capital	204
	Note 15.2 Composition du Capital	204
	Note 15.3 Actions propres	204
	Note 16. Résultat par action	204

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 16.1 Résultat de base par action	204
Note 16.2 Résultat dilué par action	205
Note 17. Provisions	205
Note 17.1 Evolution des provisions	206
Note 17.2 Avantages au personnel	206
Note 18. Autres dettes courantes	208
Note 19. Secteurs opérationnels	208
Note 20. Chiffre d'affaires	210
Note 20.1 Les ventes de biens	211
Note 20.2 Les ventes d'études	211
Note 20.3 Les contrats de services	212
Note 20.4 Les contrats à éléments multiples	212
Note 20.5 Carnet de commandes	212
Note 21. Impôts sur les bénéfices	212
Note 22. Autres produits et charges opérationnels	213
Note 23. Résultat financier	213
Note 24. Opérations avec les parties liées	214
Note 24.1 Avec la Société holding : LP2C S.A.	214
Note 24.2 Avec les participations mises en équivalence	215
Note 24.3 Avec les filiales	216
Note 24.4 Avec les membres des organes de direction	217
Note 24.5 Avec les autres parties liées	217
Note 25. Effectif	218
Note 26. Engagements hors bilan	218
Note 27. Garanties sur éléments d'actif	219
Note 28. Facteurs de risques	219
Note 28.1 Les risques de crédit et/ou de contrepartie	219
Note 28.2 Les risques de liquidité	220
Note 28.3 Les risques de marché	222
Note 29. Autres informations	224
Note 30. Evènements post-clôture	225
7.1.7 Honoraires versés aux contrôleurs légaux des comptes	225
7.1.8 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	227
7.2 Comptes sociaux	231
7.2.1 Bilan social	231
7.2.2 Compte de résultat social	233
7.2.3 Notes annexes	234
Note 1. Faits majeurs de l'exercice	234
Note 2. Règles et méthodes comptables	234
Note 2.1 Immobilisations incorporelles	234
Note 2.2 Immobilisations corporelles	234
Note 2.3 Immobilisations financières	235
Note 2.4 Créances	235
Note 2.5 Engagements de retraite	235
Note 3. Compléments d'informations relatifs au bilan et compte de résultat	235
Note 3.1 Immobilisations incorporelles	236
Note 3.2 Immobilisations corporelles	236
Note 3.3 Immobilisations financières	237
Note 3.4 Stocks	237
Note 3.5 Avances et acomptes versés sur commandes	237
Note 3.6 Créances et comptes rattachés, autres créances	238
Note 3.7 Actions propres	238

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3.8	Capitaux Propres	238
Note 3.9	Provisions pour charges	239
Note 3.10	Dettes	239
Note 3.11	Chiffre d'affaires	240
Note 3.12	Transfert de charges d'exploitation	240
Note 3.13	Résultat financier	241
Note 3.14	Résultat Exceptionnel	241
Note 3.15	Résultat par action	241
Note 3.16	Engagements financiers et sûretés réelles donnés	241
Note 4.	Autres informations	241
Note 4.1	Charges à payer	241
Note 4.2	Dividendes	241
Note 4.3	Situation fiscale latente	241
Note 4.4	Effectifs en fin d'année	242
Note 4.5	Opérations avec les entreprises liées	242
Note 4.6	Risques et politique de couverture	242
Note 4.7	Rémunération aux membres de l'organe de direction	243
Note 4.8	Evènements post clôture	243
Note 4.9	Société consolidante	243
7.2.4	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	244
7.3	Informations financières diverses	247
7.3.1	Politique de distribution des dividendes	247
7.3.2	Procédures judiciaires et d'arbitrage	247
7.3.3	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	247

7. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

7.1 Comptes consolidés

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, le bilan a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 afin de tenir compte des incidences liées à l'application de la norme IFRS 15 à compter du 1^{er} janvier 2018, de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (Cf. Note 2.4), les données ainsi retraitées seront indiquées par « * ».

7.1.1 Bilan Consolidé

Actifs consolidés en k€	Notes Annexes	31/12/2018	31/12/2017 retraité *
Goodwills	Note 4	24 148	24 532
Frais de développement	Note 4	54 703	47 019
Autres immobilisations incorporelles	Note 4	1 182	582
Total immobilisations incorporelles	Note 4	80 032	72 133
Terrains	Note 5	3 619	3 557
Constructions	Note 5	8 977	6 427
Installations techniques	Note 5	17 860	15 137
Autres immobilisations corporelles	Note 5	24 754	8 205
Total immobilisations corporelles	Note 5	55 210	33 326
Participations mises en équivalence	Note 6	613	718
Actifs financiers non courants	Note 13	1 197	1 472
Impôts différés	Note 12	11 460	11 105
Crédit d'impôt non courant	Note 13	13 190	12 224
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		161 702	130 978
Stocks et en-cours	Note 8	136 051	108 898
Créances clients	Note 9	150 262	125 065
Autres créances courantes liées à l'activité	Note 9	11 011	9 020
Crédit d'impôt courant	Note 9	17 910	8 129
Autres créances courantes diverses	Note 9	688	1 603
Actifs financiers courants	Note 11.2	1 209	
Total créances courantes		317 132	252 715
Équivalents de trésorerie	Note 11.1	95	163
Trésorerie	Note 11.1	36 941	45 416
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 11.1	37 036	45 579
TOTAL ACTIFS COURANTS		354 168	298 295
TOTAL ACTIFS		515 870	429 273

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Capitaux Propres et Passifs consolidés en k€	Notes Annexes	31/12/2018	31/12/2017 retraité *
Capital	Note 15	15 075	15 075
Primes	Note 15	17 561	17 561
Réserves	Note 15	83 301	80 653
Report à nouveau	Note 15	11 141	7 784
Réserve de conversion	Note 15	<3 840>	<3 204>
Actions propres	Note 15	<162>	<162>
Résultat de l'exercice	Note 15	9 027	8 264
Capitaux Propres attribuables aux actionnaires du Groupe	Note 15	132 102	125 970
Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	Note 15	167	246
Réserves des participations ne donnant pas le contrôle	Note 15	548	1 235
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 15	716	1 481
CAPITAUX PROPRES	Note 15	132 817	127 451
Emprunts auprès des établissements de crédit	Note 14	72 069	92 640
Dettes financières diverses	Note 14	2 547	1 982
Dettes financières location financement	Note 14	4 437	2 937
Total des dettes financières non courantes	Note 14	79 053	97 559
Impôt différé passif	Note 12	3 812	3 631
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	Note 17	9 905	9 315
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		92 770	110 506
Autres provisions	Note 17	8 312	6 771
Dettes financières à moins d'un an	Note 14	126 547	60 086
Instruments financiers	Note 11.2		5 296
Total des dettes financières courantes		126 547	65 381
Fournisseurs	Note 18	79 594	55 471
Autres dettes d'exploitation	Note 18	60 149	48 239
Dettes fiscales (IS)	Note 18	2 029	2 083
Autres dettes diverses	Note 18	1 434	1 592
Produits différés		12 216	11 780
TOTAL PASSIFS COURANTS		290 282	191 316
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		515 870	429 273

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.1.2 Compte de résultat consolidé

Etat du résultat consolidé en k€	Notes Annexes	Année 2018	Année 2017 retraitée *
Produits des activités ordinaires (Chiffre d'affaires)	Note 19	476 520	433 320
- Achats consommés	Note 19	<268 310>	<226 644>
- Charges de personnel	Note 19	<110 191>	<102 851>
- Charges externes	Note 19	<79 228>	<68 342>
- Impôts et taxes		<5 792>	<5 494>
- Dotations aux amortissements	Note 19	<20 688>	<18 654>
+/- Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		12 832	2 419
+/- Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation		<382>	1 923
+ Crédit Impôt Recherche		3 905	3 290
Résultat opérationnel courant	Note 19	8 667	18 967
+/- Autres produits et charges opérationnels		993	884
+/- values sur cessions d'immobilisations		<85>	<47>
- Dépréciation des goodwill	Note 4		
Résultat opérationnel	Note 19	Note 19	19 803
+ Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		35	30
- Intérêts et charges financières	Note 19	<3 260>	<2 626>
+ Autres produits financiers		6 615	226
- Autres charges financières		<18>	<6 619>
Résultat financier	Note 23	3 371	<8 988>
+ Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	Note 6	<885>	<449>
+ Impôt	Note 19	<2 867>	<1 856>
Résultat de la période	Note 19	9 194	8 510
* attribuable aux actionnaires du Groupe		9 027	8 264
* participations ne donnant pas le contrôle		167	246
Résultat de base et dilué par action (en €) - Part du Groupe	Note 16	0,45	0,41

7.1.3 Etat du résultat global

Etat du résultat global en k€	Année 2018	Année 2017 retraitée *
Résultat de la période	9 194	8 510
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		
Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels	45	370
Impôt différé sur engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels	<17>	<126>
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		
Ecart de conversion	<922>	<3 163>
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	<894>	<2 919>
Résultat global de la période	8 300	5 591
* attribuable aux actionnaires du Groupe	8 419	5 691
* participations ne donnant pas le contrôle	<118>	<100>

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.1.4 Variation des Capitaux Propres

En k€	Capital	Actions propres	Primes	Réserves, RAN, Résultat consolidés	Réserve de conversion	Total attribuable au Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Au 31/12/2016	15 075	<162>	17 561	91 442	<386>	123 528	1 707	125 235
Résultat global								
Résultat consolidé				8 264		8 264	246	8 510
Autres éléments du résultat global				244	<2 817>	<2 573>	<345>	<2 919>
Résultat global de la période	0	0	0	8 508	<2 817>	5 691	<100>	5 591
Transactions avec les actionnaires								
Distributions effectuées				<3 013>		<3 013>	<266>	<3 279>
Variation de périmètre						0		0
Autres				<236>		<236>	140	<96>
Au 31/12/2017	15 075	<162>	17 561	96 701	<3 204>	125 970	1 481	127 451
Résultat global								
Résultat consolidé				9 027		9 027	167	9 194
Autres éléments du résultat global				28	<637>	<608>	<285>	<894>
Résultat global de la période	0	0	0	9 055	<637>	8 419	<118>	8 300
Transactions avec les actionnaires								
Distributions effectuées				<2 410>		<2 410>	<228>	<2 638>
Variation de périmètre				<172>		<172>	<439>	<611>
Autres				294		294	20	314
Au 31/12/2018	15 075	<162>	17 561	103 468	<3 840>	132 102	716	132 817

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.1.5 Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé

Tableau de Flux de Trésorerie Consolidé en k€	Notes Annexes	Année 2018	Année 2017 retraitée *
Résultat de la période	7.1.2	9 194	8 510
<i>Ajustements pour :</i>			
Amortissements et provisions	7.1.2	16 988	28 264
Résultat de cession d'immobilisations	7.1.2	<1>	10
Charges d'intérêts	7.1.2	3 260	2 626
Charge d'impôt courant (hors Crédit Impôt Recherche)	7.1.2	3 096	2 277
Variation des impôts différés	7.1.2	<229>	<421>
Crédit Impôt Recherche	7.1.2	<3 911>	<3 290>
Autres charges et produits	7.1.2	2 041	1 754
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	7.1.2	885	449
Flux opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement		31 324	40 179
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	Note 28.5	<26 278>	<19 710>
Trésorerie provenant des activités opérationnelles		5 046	20 468
Impôt sur le résultat payé (hors Crédit Impôt Recherche)		<3 151>	<1 651>
Encaissement sur Crédit Impôt Recherche		620	2 344
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		2 515	21 161
Acquisitions d'immobilisations	Note 4	<48 769>	<28 450>
Produit de cessions d'immobilisations	7.1.2	77	333
Variation des prêts et avances consenties		<526>	<228>
Acquisitions de l'exercice sous déduction de la trésorerie acquise		<711>	<2 746>
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		<49 929>	<31 091>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		<2 410>	<3 013>
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		<228>	<266>
Nouveaux emprunts	Note 14	60 948	70 320
Remboursement d'emprunts	Note 14	<33 632>	<28 149>
Intérêts payés	Note 23	<3 260>	<2 626>
Trésorerie nette provenant des activités de financement		21 417	36 266
Effet de la variation du taux de change		<607>	<1 073>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	Note 11.1	16 612	<8 650>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	Note 11.1	<9 991>	16 612
Variation trésorerie et équivalents de trésorerie		<26 604>	25 263

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.1.6 Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Informations relatives au Groupe – Entité présentant les états financiers

ACTIA Group S.A. est domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis 5, rue Jorge Semprun - 31432 Toulouse. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Les principaux domaines d'activité du Groupe sont les systèmes embarqués électroniques à haute valeur ajoutée, destinés aux marchés des véhicules et des télécommunications.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Directoire du 25 mars 2019 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 mai 2019.

Note 2. Principes comptables

Note 2.1 Base de préparation des états financiers

Les méthodes comptables et les modalités de calcul ont été appliquées de manière identique pour l'ensemble des périodes présentées.

Les montants mentionnés dans ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros (k€).

Les états financiers consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et tel qu'adopté dans l'Union Européenne, cette conformité couvrant les définitions, modalités de comptabilisation et d'évaluation préconisées par les IFRS ainsi que l'ensemble des informations requises par les normes. Les états financiers sont conformes à toutes les dispositions des IFRS d'application obligatoire au 31 décembre 2018. Par ailleurs, ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Note 2.2 Recours à des estimations et des jugements

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables compte tenu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables de certains actifs et passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est enregistré dans la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou dans la période du changement et les périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes du bilan concernés par ces estimations sont les goodwill (cf. § Note 4 « Immobilisations incorporelles »), les frais de développement immobilisés (cf. § Note 4.3 « Frais de développement et autres immobilisations incorporelles »), les impôts différés actifs (cf. § Note 12 « Impôts différés »), et les provisions (cf. § Note 17 : « Provisions »).

Note 2.3 Evolutions des normes IFRS

Les nouveaux textes IAS/IFRS entrés en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018 et **appliqués par le Groupe** pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre sont les suivants :

	Date d'application « IASB »	Date d'adoption UE	Date d'application UE
IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	01/01/2018	22/09/2016	01/01/2018
Clarification d'IFRS 15	01/01/2018	31/10/2017	01/01/2018
IFRS 9 - Instruments financiers	01/01/2018	22/11/2016	01/01/2018
Modifications d'IFRS 2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	01/01/2018	26/02/2018	01/01/2018

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

	Date d'application « IASB »	Date d'adoption UE	Date d'application UE
Interprétation IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée	01/01/2018	26/03/2018	01/01/2018
Améliorations annuelles 2014-2016	01/01/2017	07/02/2018	01/01/2018

Les impacts de la mise en œuvre de la norme IFRS 15 sont présentés dans la Note 2.4 – « Changement de méthode ».

Les autres textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 n'ont pas d'impact significatif.

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais **non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe** au 1^{er} janvier 2018 sont les suivants :

	Date d'application « IASB »	Date d'adoption UE	Date d'application UE
IFRS 16 - Contrats de location	01/01/2019	31/10/2017	01/01/2019
Modifications d'IFRS 9 : Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative	01/01/2019	22/03/2018	01/01/2019
Modifications d'IAS 28 : Intérêts à long terme dans des entités associées et des coentreprises	01/01/2019	08/02/2019	01/01/2019
Interprétation IFRIC 23 – Incertitudes relatives aux traitements fiscaux	01/01/2019	23/10/2018	01/01/2019

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer ces normes par anticipation.

Concernant la norme IFRS 16 sur les locations, le recensement des contrats de location au sein du Groupe a été réalisé. La nouvelle norme sera appliquée selon la méthode « rétrospective modifiée » au 1^{er} janvier 2019. De ce fait, les comptes comparatifs 2018 présentés dans les états financiers 2019 ne seront pas retraités. Au 31 décembre 2018, les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple sont considérés comme donnant une estimation raisonnable de l'ordre de grandeur de l'impact IFRS 16. L'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 alors que l'endettement net du Groupe devrait être impacté pour environ 14 à 18 M€ et l'EBITDA pour 3 à 6 M€. La transition devrait donc induire une amélioration du ratio de levier et au contraire détériorer le gearing.

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations publiés mais en cours d'adoption par l'Union Européenne et **non encore applicables** sont les suivants :

	Date d'application « IASB »	Date d'adoption UE	Date d'application UE
IFRS 14 - Comptes de report règlementaires	01/01/2016	N/A	N/A
Amendements à IFRS 10 et IAS 28 : Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Reportée sans limite	Adoption reportée	Adoption reportée
Amendements d'IAS 19 - Modification réduction ou liquidation de plans	01/01/2019	2019 ?	01/01/2019 ?
IFRS 17 - Contrats d'assurance	01/01/2021	?	01/01/2021 ?
Modification des références au cadre conceptuel des normes	01/01/2020	2019 ?	01/01/2020 ?
Améliorations annuelles 2015-2017	01/01/2019	2019 ?	01/01/2019 ?

Note 2.4 Changement de méthode

Le Groupe a appliqué au 1^{er} janvier 2018 la norme **IFRS 15** sur la reconnaissance du revenu ; l'application de cette norme étant rétrospective, les comptes publiés au 31 décembre 2017 ont été modifiés en conséquence. Les impacts en sont présentés dans les tableaux ci-après.

L'étude approfondie des contrats et des opérations de ventes a permis d'identifier les modifications décrites ci-dessous sur la présentation du chiffre d'affaires et les modalités de reconnaissance dans le temps.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

❖ Ventes d'équipements et de marchandises

Le chiffre d'affaires est reconnu à la date de transfert de contrôle de l'obligation de prestation (qui intervient dans la majorité des cas à la livraison) et l'application d'IFRS 15 n'a pas modifié ce rythme de reconnaissance. Le Groupe n'a par ailleurs pas identifié de changement relatif au prix de transaction à retenir selon IFRS 15.

❖ Ventes d'études

Chaque étude constitue une obligation de prestation distincte dans la mesure où le contrôle du développement est transféré au client.

Le chiffre d'affaires est reconnu par les coûts lorsque le transfert de contrôle est continu ou à l'issue de la réalisation de la prestation lorsque le transfert de contrôle est réalisé à un moment précis.

L'application de la norme IFRS 15 est sans incidence pour ce type de prestation.

❖ Contrats de services (maintenance, garantie, hotline ou autre obligation de type « stand ready »)

La méthode de mesure de l'avancement qui reflète au mieux la performance du Groupe, est un avancement par les coûts. Les inputs identifiés sont consommés de manière uniforme tout au long de la période nécessaire à la satisfaction de l'obligation de performance. Dans la mesure où le chiffre d'affaires était initialement reconnu prorata-temporis, l'application d'IFRS 15 est sans incidence.

❖ Contrats à éléments multiples

- Contrats de développement et fourniture de séries limitées : une à plusieurs obligations de performances ont été identifiées en fonction des liens entre conception et production. Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement par les coûts car ces contrats remplissent le critère suivant :

- Le Groupe ACTIA n'a pas d'autre usage pour l'actif fourni,
- Le Groupe ACTIA a un droit exécutoire au paiement au titre de la performance réalisée à date en cas de résiliation du contrat à la convenance du client.

Ces contrats concernent notamment les secteurs « Défense » et « Energie » de la division Telecom pour lesquels le Groupe appliquait déjà une reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement par les coûts. L'application d'IFRS 15 n'a donc pas eu d'incidence sur ce type de contrats.

- Contrat de développement et fourniture de séries à grande échelle :

La phase de développement est généralement concomitante au lancement d'une politique produit visant à acquérir une nouvelle brique technologique. Par ailleurs, les développements réalisés peuvent faire l'objet d'un financement partiel par les clients.

Dans le cadre de la mise en place de la norme IFRS 15, une analyse a été réalisée par le Groupe afin de distinguer les coûts génériques des coûts spécifiques encourus dans le cadre d'un contrat :

- les coûts génériques ont été analysés à travers la norme IAS 38 et immobilisés en « frais de développement » si les conditions d'activation étaient réunies. Le Groupe a ainsi reclassé en « frais de développement », ces coûts initialement inclus au sein du poste « stocks et en-cours ». Ces frais de développement inscrits à l'actif correspondent à des projets d'application de standards et de technologies génériques pour des clients ou marchés identifiés ;
- les coûts de développement spécifiques aux contrats ont été analysés comme étant des coûts d'exécution des contrats. Ces derniers sont classés au bilan au sein du poste « stocks et en-cours ». Dans le cas de développements financés par les clients, il a été considéré que ces développements étaient indissociables de la production série et ne constituaient pas une obligation de prestation distincte. De ce fait, le financement de ces développements par les clients est comptabilisé au bilan en « Passifs sur contrats » lors de l'encaissement, puis constaté en chiffre d'affaires au rythme de la livraison des biens de la série et sur la base d'un prévisionnel de ventes de chaque produit.

Lorsque les produits vendus font l'objet d'une garantie contractuelle, celle-ci n'a pas été identifiée comme étant une Obligation de Prestation distincte dans la mesure où il n'y a pas d'option d'achat de cette garantie séparée du contrat ni de service additionnel fourni par le Groupe dans le cadre de la garantie. Les coûts de garantie font ainsi l'objet d'une provision pour garantie selon IAS 37.

En synthèse, la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'incidence significative ni sur les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2017, ni sur le niveau de chiffre d'affaires annuel du Groupe dans son périmètre actuel. L'élargissement du champ d'application de la norme IAS 38, résultat de la mise en œuvre de la norme IFRS 15, a toutefois une incidence sur la présentation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissement, ainsi que sur la détermination de l'EBITDA.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Carnet de commandes et bilan

Le carnet de commandes (présenté en Note 20.5) correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestation non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture.

Pour un contrat donné, le montant cumulé du chiffre d'affaires comptabilisé au titre de l'ensemble des obligations de prestation du contrat, diminué des paiements reçus et des créances clients qui sont comptabilisées séparément, est présenté en Note 10 dans les rubriques « Actifs sur contrats », ou « Passifs sur contrats » si le solde est négatif.

Les éventuelles provisions pour contrats onéreux, dites pertes à terminaison, sont exclues de ces soldes et présentées au sein des provisions pour risques et charges.

Actifs consolidés en k€	01/01/2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15*	01/01/2017 avant IFRS 15
Goodwills	21 668	0	21 668
Frais de développement	44 515	10 578	33 937
Autres immobilisations incorporelles	590	0	590
Total immobilisations incorporelles	66 773	10 578	56 195
Terrains	2 849	0	2 849
Constructions	6 620	0	6 620
Installations techniques	13 739	0	13 739
Autres immobilisations corporelles	5 885	0	5 885
Total immobilisations corporelles	29 093	0	29 093
Participations mises en équivalence	985	0	985
Actifs financiers non courants	1 433	0	1 433
Impôts différés	10 898	0	10 898
Crédit d'impôt non courant	11 722	0	11 722
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	120 904	10 578	110 326
Stocks et en-cours	97 026	3 249	93 778
Créances clients	118 378	0	118 378
Autres créances courantes liées à l'activité	6 297	0	6 297
Crédit d'impôt courant	5 489	0	5 489
Autres créances courantes diverses	814	0	814
Actifs financiers courants	692	0	692
Total créances courantes	228 696	3 249	225 447
Équivalents de trésorerie	184	0	184
Trésorerie	27 162	0	27 162
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	27 346	0	27 346
TOTAL ACTIFS COURANTS	256 042	3 249	252 793
TOTAL ACTIFS	376 945	13 827	363 119

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Capitaux Propres et Passifs consolidés en k€	01/01/2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15*	01/01/2017 avant IFRS 15
Capital	15 075	0	15 075
Primes	17 561	0	17 561
Réserves	61 994	0	61 994
Report à nouveau	8 534	0	8 534
Réserve de conversion	<386>	0	<386>
Actions propres	<162>	0	<162>
Résultat de l'exercice	20 914	0	20 914
Capitaux Propres attribuables aux actionnaires du Groupe	123 528	0	123 528
Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	371	0	371
Réserves des participations ne donnant pas le contrôle	1 336	0	1 336
Participations ne donnant pas le contrôle	1 707	0	1 707
CAPITAUX PROPRES	125 235	0	125 235
Emprunts auprès des établissements de crédit	54 568	0	54 568
Dettes financières diverses	1 941	0	1 941
Dettes financières location financement	3 965	0	3 965
Total des dettes financières non courantes	60 474	0	60 474
Impôt différé passif	3 786	0	3 786
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	9 075	0	9 075
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	73 335	0	73 335
Autres provisions	5 466	0	5 466
Dettes financières à moins d'un an	61 497	0	61 497
Instruments financiers	0	0	0
Total des Dettes Financières Courantes	61 497	0	61 497
Fournisseurs	52 351	0	52 351
Autres dettes d'exploitation	46 715	13 827	32 888
Dettes fiscales (IS)	1 457	0	1 457
Autres dettes diverses	79	0	79
Produits différés	10 810	0	10 810
TOTAL PASSIFS COURANTS	178 375	13 827	164 548
TOTAL PASSIFS	376 945	13 827	363 119

(*) Les retraitements réalisés sur le bilan lors de la première application d'IFRS 15 correspondent à :

- ❖ la comptabilisation des coûts de développement spécifiques à un contrat et financés au sein du poste « Stocks et en-cours » avec pour contrepartie la comptabilisation au passif d'acomptes reçus (élément intégré aux Passifs sur contrats).
- ❖ la reclassification de dépenses de développement génériques du poste « Stocks et en-cours » vers le poste « Frais de développement » ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Ces retraitements ont été réalisés rétrospectivement au 01/01/2017 et pour chaque clôture présentée.

Actifs consolidés en k€	31/12/2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15*	31/12/2017 avant IFRS 15
Goodwills	24 532	0	24 532
Frais de développement	47 019	13 149	33 870
Autres immobilisations incorporelles	582	0	582
Total immobilisations incorporelles	72 133	13 149	58 984
Terrains	3 557	0	3 557
Constructions	6 427	0	6 427
Installations techniques	15 137	0	15 137
Autres immobilisations corporelles	8 205	0	8 205
Total immobilisations corporelles	33 326	0	33 326
Participations mises en équivalence	718	0	718
Actifs financiers non courants	1 472	0	1 472
Impôts différés	11 105	0	11 105
Crédit d'impôt non courant	12 224	0	12 224
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	130 978	13 149	117 829
Stocks et en-cours	108 898	1 520	107 378
Créances clients	125 065	0	125 065
Autres créances courantes liées à l'activité	9 020	0	9 020
Crédit d'impôt courant	8 129	0	8 129
Autres créances courantes diverses	1 603	0	1 603
Actifs financiers courants	0	0	0
Total créances courantes	252 715	1 520	251 195
Équivalents de trésorerie	163	0	163
Trésorerie	45 416	0	45 416
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	45 579	0	45 579
TOTAL ACTIFS COURANTS	298 295	1 520	296 774
TOTAL ACTIFS	429 273	14 669	414 603

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Capitaux Propres et Passifs consolidés en k€	31/12/2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15*	31/12/2017 avant IFRS 15
Capital	15 075	0	15 075
Primes	17 561	0	17 561
Réserves	80 653	0	80 653
Report à nouveau	7 784	0	7 784
Réserve de conversion	<3 204>	0	<3 204>
Actions propres	<162>	0	<162>
Résultat de l'exercice	8 264	0	8 264
Capitaux Propres attribuables aux actionnaires du Groupe	125 970	0	125 970
Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	246	0	246
Réserves des participations ne donnant pas le contrôle	1 235	0	1 235
Participations ne donnant pas le contrôle	1 481	0	1 481
CAPITAUX PROPRES	127 451	0	127 451
Emprunts auprès des établissements de crédit	92 640	0	92 640
Dettes financières diverses	1 982	0	1 982
Dettes financières location financement	2 937	0	2 937
Total des dettes financières non courantes	97 559	0	97 559
Impôt différé passif	3 631	0	3 631
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	9 315	0	9 315
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	110 506	0	110 506
Autres provisions	6 771	0	6 771
Dettes financières à moins d'un an	60 086	0	60 086
Instruments financiers	5 296	0	5 296
Total des Dettes Financières Courantes	65 381	0	65 381
Fournisseurs	55 471	0	55 471
Autres dettes d'exploitation	48 239	14 669	33 569
Dettes fiscales (IS)	2 083	0	2 083
Autres dettes diverses	1 592	0	1 592
Produits différés	11 780	0	11 780
TOTAL PASSIFS COURANTS	191 316	14 669	176 647
TOTAL PASSIFS	429 273	14 669	414 603

(*) Les retraitements réalisés sur le bilan lors de la première application d'IFRS 15 correspondent à :

- ❖ la comptabilisation des coûts de développement spécifiques à un contrat et financés au sein du poste « Stocks et en-cours » avec pour contrepartie la comptabilisation au passif d'acomptes reçus (élément intégré aux Passifs sur contrats).
- ❖ la reclassification de dépenses de développement génériques du poste « Stocks et en-cours » vers le poste « Frais de développement » ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Ces retraitements ont été réalisés rétrospectivement au 01/01/2017 et pour chaque clôture présentée.

Etat du résultat consolidé en k€	Année 2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15**	Année 2017 avant IFRS 15
Produits des activités ordinaires (Chiffre d'affaires)	433 320	<2 809>	436 130
- Achats consommés	<226 644>	0	<226 644>
- Charges de personnel	<102 851>	4 573	<107 424>
- Charges externes	<68 342>	2 015	<70 357>
- Impôts et taxes	<5 494>	0	<5 494>
- Dotations aux amortissements	<18 654>	<2 002>	<16 652>
+/- Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	2 419	<1 777>	4 196
+/- Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	1 923	0	1 923
+ Crédit Impôt Recherche	3 290	0	3 290
Résultat opérationnel courant	18 967	0	18 967
+ Autres produits opérationnels	1 535	0	1 535
- Autres charges opérationnelles	<652>	0	<652>
+/- values sur cessions d'immobilisations	<47>	0	<47>
- Dépréciation des goodwill	0	0	0
Résultat opérationnel	19 803	0	19 803
+ Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	30	0	30
- Intérêts et charges financières	<2 626>	0	<2 626>
+ Autres produits financiers	226	0	226
- Autres charges financières	<6 619>	0	<6 619>
Résultat financier	<8 988>	0	<8 988>
+ Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	<449>	0	<449>
+ Impôt	<1 856>	0	<1 856>
Résultat de la période	8 510	0	8 510
* attribuable aux actionnaires du Groupe	8 264	0	8 264
* participations ne donnant pas le contrôle	246	0	246

(**) Les retraitements réalisés sur l'état du résultat consolidé lors de la première application d'IFRS 15 correspondent à :

- ❖ la comptabilisation en chiffre d'affaires du financement au titre des activités de R&D pendant la phase série au lieu de phase de R&D tel que réalisé préalablement à l'application d'IFRS 15 ; cette écriture a pour contrepartie le poste « Variation des stocks de produits en cours et de produits finis » et est donc sans incidence sur le résultat de la période ;
- ❖ la reclassification de dépenses de développement génériques du poste « Variation des stocks de produits en cours et de produits finis » vers les postes « Charges de personnel » et « Dotations aux amortissements ».

Tableau de Flux de Trésorerie Consolidé en k€	Année 2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15***	Année 2017 avant IFRS 15
Résultat de la période	8 510	0	8 510
<u>Ajustements pour :</u>	0	0	0
Amortissements et provisions	28 264	2 002	26 262
Résultat de cession d'immobilisations	10	0	10
Charges d'intérêts	2 626	0	2 626
Charge d'impôt courant (hors Crédit Impôt Recherche)	2 277	0	2 277
Variation des impôts différés	<421>	0	<421>
Crédit Impôt Recherche	<3 290>	0	<3 290>
Autres charges et produits	1 754	0	1 754
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	449	0	449

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Tableau de Flux de Trésorerie Consolidé en k€	Année 2017 après IFRS 15	Impact IFRS 15***	Année 2017 avant IFRS 15
Flux opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement	40 179	2 002	38 177
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	<19 710>	2 571	<22 281>
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	20 468	4 573	15 895
Impôt sur le résultat payé (hors Crédit Impôt Recherche)	<1 651>	0	<1 651>
Encaissement sur Crédit Impôt Recherche	2 344	0	2 344
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	21 161	4 573	16 588
Acquisitions d'immobilisations	<28 450>	<4 573>	<23 877>
Dividendes reçus des entreprises associées		0	
Produit de cessions d'immobilisations	333	0	333
Variation des prêts et avances consenties	<228>	0	<228>
Acquisitions de l'exercice sous déduction de la trésorerie acquise	<2 746>	0	<2 746>
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	<31 091>	<4 573>	<26 518>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	<3 013>	0	<3 013>
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	<266>	0	<266>
Augmentation de capital en numéraire chez la société mère	0	0	0
Augmentation de capital en numéraire chez les filiales	0	0	0
(part versée par aux participations ne donnant pas le contrôle)	0	0	0
Nouveaux emprunts	70 320	0	70 320
Remboursement d'emprunts	<28 149>	0	<28 149>
Intérêts payés	<2 626>	0	<2 626>
Trésorerie nette provenant des activités de financement	36 266	0	36 266
Effet de la variation du taux de change	<1 073>	0	<1 073>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	<8 650>	0	<8 650>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	16 612	0	16 612
Variation trésorerie et équivalents de trésorerie	25 263	0	25 263

(***) Les retraitements réalisés sur le tableau de flux de trésorerie consolidé lors de la première application d'IFRS 15 correspondent à la reclassification de dépenses de développement génériques (i) du BFR vers les acquisitions d'immobilisations tel que décrit sur les impacts bilanciaux et (ii) des variations de stock vers les dotations aux amortissements tel que décrit sur les impacts de l'état du résultat.

Note 2.5 Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés étrangères, hors zone Euro, sont convertis de la manière suivante :

- ❖ Les actifs et les passifs, y compris les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation, sont convertis au taux de clôture, à l'exception des goodwill antérieurs à la date de transition, le 1^{er} janvier 2005 ;
- ❖ Les postes du compte de résultat sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice. En cas d'activité située dans des pays à forte inflation, les postes du compte de résultat de la filiale concernée seraient convertis au taux de clôture en application de la norme IAS 29 et de l'interprétation IFRIC 7 ;
- ❖ La différence de conversion est inscrite en tant que composante distincte des capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

Note 2.6 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque société au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les dettes et créances libellées en devises sont converties au taux en vigueur au 31 décembre. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Conformément à l'IAS 21 et IFRIC 16, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les autres éléments du résultat global, en réserve de conversion. Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les Capitaux Propres seront enregistrés en résultat.

Note 2.7 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les dispositions de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. Le prix d'acquisition appelé « contrepartie transférée » pour l'acquisition d'une filiale est la somme des justes valeurs des actifs transférés et des passifs assumés par l'acquéreur à la date d'acquisition, ainsi que des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur. Le prix d'acquisition comprend les compléments éventuels du prix évalués et comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les coûts directs liés à l'acquisition sont enregistrés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Dans le cas d'une prise de contrôle par acquisitions successives, la quote-part d'intérêts antérieurement détenus par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle et tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat.

L'évaluation initiale du goodwill est finalisée au maximum dans les douze mois suivant la date de l'acquisition.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel, à la date de clôture ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. Les principaux indices de pertes de valeur retenus par le Groupe sont :

❖ Indices chiffrés :

- baisse de 15% du chiffre d'affaires ou de 30% du résultat opérationnel de l'UGT à périmètre et change constant,
- valeur comptable de l'actif net supérieure à la capitalisation boursière.

❖ Indices non chiffrés :

- performance inférieure aux prévisions,
- changements importants intervenus dans l'environnement économique, technologique, réglementaire ou politique des marchés dans lesquels le Groupe opère.

Note 2.8 Crédits d'impôt, subventions et autres aides publiques

Le Groupe ACTIA a bénéficié d'aides publiques du type « avances remboursables ». Ces types de financement porteur d'intérêts ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et des critères de la norme IAS 20. Compte tenu des projets financés et de la forte probabilité de remboursement de ces avances, elles sont présentées en dettes dans les états financiers.

La politique de Recherche & Développement du Groupe se traduit par l'obtention d'un Crédit Impôt Recherche par les sociétés établies en France. Ce Crédit Impôt Recherche est qualifié de subvention selon IAS 20. Il est affecté dans une rubrique spécifique du compte de résultat et impacte le résultat opérationnel ; cependant, la quote-part du Crédit d'Impôt Recherche affectable à des projets immobilisés est constatée en produits différés et rapportée au résultat sur la durée d'utilité des actifs pour lesquels elle a été perçue.

De la même manière, les subventions perçues et affectables à des projets immobilisés suivent le même traitement comptable.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été instauré en France par la 3^{ème} Loi de Finance rectificative pour 2012 à compter du 1^{er} janvier 2013. Ce crédit d'impôt est calculé par année civile et correspond, en 2018, à 6% des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Le Groupe n'a pas considéré le CICE comme une subvention, mais comme un remboursement de rémunération permettant de réduire le coût du travail. A ce titre, il a été comptabilisé selon IAS 19 en réduction des charges de personnel au rythme des charges de rémunérations correspondantes. Le montant du CICE comptabilisé en déduction des charges de personnel au titre de l'exercice 2018 s'élève à 1 291 k€, contre 1 457 k€ en 2017.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3. Périmètre de consolidation

Note 3.1 Critères de consolidation

Les états financiers des entreprises contrôlées, directement ou indirectement, par ACTIA Group sont intégrés globalement dans les états financiers consolidés. Les comptes des sociétés dans lesquelles ACTIA Group possède une influence notable sont comptabilisés par mise en équivalence.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels le 31 décembre.

Note 3.2 Sociétés consolidées

Au cours du 1^{er} semestre 2018, une filiale nommée ACTIA Africa a été créée en Tunisie et a en charge la promotion, la commercialisation et le support technique des produits du Groupe, en Tunisie et en Afrique, afin de renforcer le développement économique d'ACTIA sur l'ensemble du continent. Filiale à 99,8 % d'ACTIA Group, elle est consolidée par intégration globale.

Egalement au cours du 1^{er} semestre, la filiale ACTIA Electronics a été créée aux Etats-Unis afin de réaliser de la production de cartes électroniques sur le sol américain. Filiale à 100 % d'ACTIA Corp., elle est consolidée par intégration globale.

La Société ACTIA Group S.A. a racheté au cours du 4^{ème} trimestre 2018, pour un montant de 610 902 €, les participations minoritaires de la société ACTIA PCs, désormais détenue à hauteur de 87,81% par ACTIA Automotive S.A. et 12,19% par ACTIA Group S.A..

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Nom	Siège	N° Siren ou pays	% de Contrôle		Méthode d'intégration		Métiers	Contribution au CA consolidé (en k€)	Contribution au Résultat Net consolidé (en k€)
			déc-17	déc-18	déc-17	déc-18			
ACTIA Group	Toulouse	542 080 791	Société consolidante		Société consolidante		Holding	135	-2 147
Automotive									
ACTIA Automotive	Toulouse	389 187 360	99,98	99,98	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	157 409	-2 661
ACTIA PCs ⁽¹⁾	Maison-Alfort	384 018 263	87,80	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	4 087	-30
ACTIA Uk	Newtown	Royaume-Uni	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	3 907	232
ACTIA Systems	Getafe Madrid	Espagne	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications de matériels Audio & Vidéo	17 529	655
SCI Los Olivos	Getafe Madrid	Espagne	39,99	39,99	M.E.	M.E.	Immobilier		4
KARFA	Mexico	Mexique	90,00	90,00	I.G.	I.G.	Gestion de participations		-85
ACTIA de Mexico	Mexico	Mexique	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	9 111	214
ACTIA do Brasil	Porto Alegre	Brésil	97,97	97,97	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	3 997	-156
ACTIA Inc.	Dearborn - Michigan	Etats-Unis	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques		7
ACTIA Cz	Tabor	Rep.Tchèque	89,98	89,98	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	1 626	690
ACTIA Italia	Torino	Italie	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	19 142	564
ACTIA 3E	Le Bourget du Lac	381 805 514	99,93	99,93	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	1 734	122
ACTIA I+Me	Braunschweig	Allemagne	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	45 593	1 558
ACTIA Corp.	Elkhart - Indiana	Etats-Unis	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	22 546	2 484
ACTIA Electronics ⁽²⁾	Romulus - Michigan	Etats-Unis	-	99,98	-	I.G.	Fabrications électroniques		-739
ACTIA NL ⁽³⁾	Helmond	Pays-Bas	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques		-194
ACTIA Polska	Piaseczno	Pologne	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	1 244	87
CIPI ACTIA	Tunis	Tunisie	65,80	65,80	I.G.	I.G.	Fabrications électroniques	182	363
ACTIA India	New Delhi	Inde	51,00	51,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	1 999	-214
ACTIA China	Shanghai	Chine	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	14 416	641
ACTIA Nordic	Sollentuna	Suède	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	110 383	1 765
ACTIA Tunisie	Tunis	Tunisie	96,96	96,96	I.G.	I.G.	Fabrications électroniques	6	294
Télécommunication									
ACTIA Telecom	St Georges de Luzençon	699 800 306	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes et fabrications électroniques	58 264	4 921
SCI Sodimob	St Georges de Luzençon	419 464 490	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier		71
ACTIA Africa ⁽²⁾	Tunis	Tunisie	-	99,77	-	I.G.	Promotion, commercialisation et support technique	70	-33
ARDIA	Tunis	Tunisie	73,33	73,33	I.G.	I.G.	Études électroniques	762	282
COOVIA ⁽³⁾	Toulouse	788 665 149	19,98	19,98	M.E.	M.E.	Conseil en mobilité		-90
Market-IP	Naninne	Belgique	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Etudes électroniques	2 378	289
SCI de l'Oratoire ⁽⁴⁾	Colomiers	345 291 405	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier		298
SCI Les Coteaux de Pourville	Toulouse	343 074 738	27,50	27,50	M.E.	M.E.	Immobilier		1

⁽¹⁾ : La société ACTIA Group a racheté les participations minoritaires de la société ACTIA PCs au cours du 4^{ème} trimestre 2018.

⁽²⁾ : Nouvelles sociétés créées au cours de l'exercice.

⁽³⁾ : En cours de dissolution

⁽⁴⁾ : SCI de l'Oratoire est détenue à 86% par ACTIA Group et 14% par ACTIA Automotive.

Note 4. Immobilisations incorporelles

Note 4.1 Variations des immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transferts>	Cessions et autres diminutions	31/12/2018
Goodwills	25 787	<384> ⁽¹⁾				25 402
Frais de développement	102 404		<383>	21 055	<1 741>	121 335

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transferts>	Cessions et autres diminutions	31/12/2018
Autres immobilisations incorporelles	11 854		<138>	480	349	12 545
Autres immobilisations incorporelles en cours				2		2
Total	140 044	<384>	<520>	21 538	<1 393>	159 285
Dont location financement						
Autres immobilisations incorporelles	513					513
Autres immobilisations incorporelles en cours						

(1) Réévaluation du goodwill de Market-IP

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	01/01/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transferts>	Cessions et autres diminutions	31/12/2017
Goodwills	23 010	2 777				25 787
Frais de développement	88 703		<1 313>	14 967	46	102 404
Autres immobilisations incorporelles	11 521	39	<173>	497	<29>	11 854
Autres immobilisations incorporelles en cours	65		<7>		<58,352>	
Total	123 300	2 816	<1 493>	15 464	<42>	140 044
Dont location financement						
Autres immobilisations incorporelles	513					513
Autres immobilisations incorporelles en cours						

Dans le Groupe ACTIA, aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet de nantissement ou autres garanties.

Les amortissements et dépréciations :

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	31/12/2018
Goodwills	1 254					1 254
Frais de développement	55 385		<287>	12 677	<1 142>	66 633
Autres immobilisations incorporelles	11 272		<126>	460	<240>	11 366
Total	67 911		<414>	13 137	<1 382>	79 253
Dont location financement						
Autres immobilisations incorporelles	513					513

Au 31 décembre 2018, il n'y a pas eu de dépréciation pour perte de valeur.

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	01/01/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	31/12/2017
Goodwills	1 342	<88>				1 254
Frais de développement	44 188		<576>	12 863	<1 091>	55 385
Autres immobilisations incorporelles	10 996	37	<162>	728	<326>	11 272
Total	56 526	<50>	<738>	13 591	<1 418>	67 911
Dont location financement						
Autres immobilisations incorporelles	513					513

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les valeurs nettes :

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Cessions nettes>	31/12/2018
Goodwills	24 532	<384>			24 148
Frais de développement	47 019		<95>	7 779	54 703
Autres immobilisations incorporelles	581		<11>	609	1 179
Autres immobilisations incorporelles en cours				2	2
Total	72 133	<384>	<107>	8 390	80 032
Dont location financement					
Autres immobilisations incorporelles	<0>				<0>
Autres immobilisations incorporelles en cours					

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	01/01/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Cessions nettes>	31/12/2017
Goodwills	21 668	2 864			24 532
Frais de développement	44 515		<737>	3 241	47 019
Autres immobilisations incorporelles	525	2	<11>	66	581
Autres immobilisations incorporelles en cours	65		<7>	<58>	
Total	66 773	2 866	<755>	3 248	72 133
Dont location financement					
Autres immobilisations incorporelles	<0>				<0>
Autres immobilisations incorporelles en cours					

Note 4.2 Goodwills

A fin 2018, les valeurs nettes des **goodwills** sont les suivantes :

En k€	Pays	Valeurs nettes au bilan au 31/12/2018	Valeurs nettes au bilan au 31/12/2017
ACTIA Telecom	France	11 415	11 415
ACTIA Corp	Etats-Unis	7 501	7 501
Market-IP	Belgique	2 480	2 864
ACTIA Nordic	Suède	1 351	1 351
CIPI ACTIA	Tunisie	922	922
ACTIA PCs	France	390	390
SODIMOB	France	88	88
Total		24 148	24 532

Des **tests de dépréciation** annuels sont réalisés sur les goodwills.

Ce test porte sur un actif déterminé ou sur une Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.). Une U.G.T. est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les goodwills sont affectés à une U.G.T.. En règle générale, l'U.G.T. pour les goodwills est l'entité acquise à l'origine.

Le test de dépréciation a pour but de comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'U.G.T. à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

❖ La juste valeur diminuée des coûts de la vente ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ La valeur d'utilité, valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler de l'actif ou d'une U.G.T.. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de prévisionnels à quatre ans de l'U.G.T. ou des groupes d'U.G.T. concernés, validés par la Direction du Groupe. Les taux de croissance retenus pour les périodes ultérieures sont stables. Les taux d'actualisation sont déterminés en retenant un taux sans risque de la zone géographique concernée, augmenté d'une prime de risque spécifique aux actifs concernés.

Lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est enregistrée au compte de résultat en rubrique « dépréciation des goodwill ». La perte de valeur d'une U.G.T. est affectée en priorité aux goodwill puis aux autres actifs de l'U.G.T., au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill n'est jamais reprise.

Conformément à la norme IAS 36, des tests de dépréciation ont été mis en œuvre pour l'intégralité de ces goodwill par l'application de la méthode du discounted cash-flow aux plans d'affaires des U.G.T. concernées.

Les taux d'actualisation utilisés pour ces tests de dépréciation sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En k€	2018		2017	
	Europe	USA	Europe	USA
Secteur Automotiv	entre 8,4% et 9,2% ⁽¹⁾	entre 7,6% et 8,7%	entre 7,5% et 8,5%	entre 7,3% et 8,4%
Secteur Télécommunications	entre 7,0% et 8,0%	-	entre 6,0% et 7,0%	-

⁽¹⁾ : CIPI-ACTIA (Tunisie) : entre 12,5% et 13,5% en 2018 et entre 11,2% et 12,3% en 2017.

Le taux de croissance à l'infini est de 1 % pour les tests d'impairment réalisés sur la zone Europe. Compte tenu des perspectives de sortie de crise anticipée de la zone Amérique, le taux de croissance à l'infini a été porté à 1,5 % depuis 2012 pour les tests réalisés sur cette zone.

Aucune perte de valeur ne ressort des tests de dépréciation appliqués à des scénarii de flux prévisionnels raisonnables et incluant des analyses de la sensibilité des valeurs à la variation des hypothèses et paramètres retenus. Les éléments d'appréciation des valeurs testées les plus significatives (UGT ACTIA Telecom et ACTIA Corp.) sont précisées ci-après :

- ❖ Test sur le goodwill d'**ACTIA Telecom** :

Le goodwill d'ACTIA Telecom a été rattaché à une U.G.T. composée de l'ensemble des actifs opérationnels d'ACTIA Telecom.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'U.G.T.. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les **prévisions de cash-flow** établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commandes et sur des hypothèses raisonnables d'obtention de marchés sur appels d'offres des quatre prochaines années, ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité,
- le niveau d'investissement de renouvellement annuel,
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur son expérience ainsi que sur ses résultats passés,
- la période couverte pour ces prévisions de cash-flow est de quatre années (de 2019 à 2022),
- le taux retenu pour l'actualisation des cash-flows s'élève à 7,34 % après impôt, et découle des paramètres suivants :
 - le coût des fonds propres s'élève à 7,59 % ;
 - le bêta réendetté est de 0,92 ;
 - le levier financier sectoriel s'élève à 3,9 %.
- sur l'horizon explicite, le taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires s'établit à 2,7 %,
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un cash-flow auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1 %,
- les analyses de sensibilité de la valeur des goodwill à la variation des hypothèses de flux d'exploitation prévisionnels et du taux d'actualisation indiquent que la question de la perte de valeur serait posée par l'une ou l'autre des hypothèses dégradées suivantes :

taux d'EBITDA/Chiffre d'affaires normatif inférieur à celui retenu pour estimer le flux terminal,

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

taux d'actualisation supérieur au taux central précédemment explicité.

❖ Test sur le goodwill d'ACTIA Corp. (USA) :

Le goodwill d'ACTIA Corp a été rattaché à une U.G.T. composée de l'ensemble des actifs opérationnels d'ACTIA Corp.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'U.G.T.. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les **prévisions de cash-flow** établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commandes et sur des hypothèses raisonnables d'obtention de marchés sur appels d'offres des trois prochaines années, ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité,
- le niveau d'investissement de renouvellement annuel,
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur l'expérience passée,
- la période couverte pour ces prévisions de cash-flow est de quatre années (de 2019 à 2022),
- le taux retenu pour l'actualisation des cash-flows s'élève à 8,67 % après impôt, et découle des paramètres suivants :
 - le coût des fonds propres s'élève à 8,80 % ;
 - le bêta réendetté est de 1,07 ;
 - le levier financier sectoriel s'élève à 2,5 %.
- sur l'horizon explicité, le taux de croissance moyen annuel du chiffre d'affaires s'établit à 7,5 %,
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un cash-flow auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1,5 %, compte tenu des perspectives de sortie de crise de la zone Amérique,
- les prévisions de cash-flow tiennent compte de la réforme fiscale américaine,
- compte tenu de la marge significative ressortant du test de dépréciation, les analyses de sensibilité de la valeur des goodwills à la variation des hypothèses de flux d'exploitation prévisionnels et de taux d'actualisation ne font pas apparaître de risque.

A ce jour, les pertes de valeur sur goodwill s'élèvent à 1 254 k€ et correspondent à :

- ❖ Perte de valeur sur goodwill ACTIA Polska : 224 k€ (comptabilisée en 2008) ;
- ❖ Perte de valeur sur goodwill ACTIA Telecom : 1 000 k€ (500 k€ comptabilisée en 2009 et 500 k€ comptabilisée en 2012) ;
- ❖ Perte de valeur sur goodwill KARFA : 30 k€ (comptabilisée en 2015).

Note 4.3 Frais de développement et autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont reconnues à l'actif si elles sont contrôlées par le Groupe, si elles procurent des avantages économiques futurs au Groupe et si elles satisfont aux critères d'identification ci-dessous :

- ❖ Elles sont séparables de l'entité (possibilité de vente, transfert, cession ...) de façon individuelle ou liées avec un autre actif / passif ou ;
- ❖ Elles résultent des droits contractuels ou autres droits légaux.

Les différentes natures d'immobilisations incorporelles identifiables dans le Groupe ACTIA sont notamment les frais de développement et les brevets et marques.

Les amortissements des immobilisations incorporelles autres que les frais de développement sont calculés linéairement sur des durées d'utilité de 3 à 7 ans.

Les frais de développement

Une immobilisation incorporelle résultant de la phase de développement est comptabilisée à l'actif si, et seulement si, les critères suivants sont respectés :

- ❖ Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- ❖ Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- ❖ Façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même, ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- ❖ Disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- ❖ Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le coût de cette immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par le Groupe.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche n'est comptabilisée à l'actif. Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les amortissements des frais de développement reflètent le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Les méthodes utilisées sont l'amortissement linéaire ou la méthode des unités d'œuvre. Les durées d'utilité sont fonction des actifs concernés. Elles sont de 3 à 5 ans, à l'exception du chronotachygraphe dont la durée d'utilité a été estimée à 15 ans (fin de l'amortissement en 2020).

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilité est considérée indéfinie.

Les **principaux investissements incorporels** réalisés au cours des deux derniers exercices sont détaillés dans le tableau suivant :

En k€	2018	2017
Frais de développement		
Secteur Automotif	18 563	13 112
<i>Dont Diagnostic</i>	3 391	396
<i>Dont Systèmes Embarqués</i>	15 172	12 716
Secteur Télécommunications	2 492	1 855
Total	21 055	14 967
Autres Immobilisations Incorporelles		
Secteur Automotif	422	465
Secteur Télécommunications	61	32
Total	482	497

Les nouvelles immobilisations incorporelles :

- ❖ Ont été générées en interne (coûts de développement immobilisés) pour 21,1 M€ (15,0 M€ en 2017) ;
- ❖ Ont été acquises à l'extérieur pour 0,5 M€ (0,5 M€ en 2017).

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du coût total des dépenses de Recherche & Développement :

En k€	2018	2017
Division Automotif	66 547	56 955
<i>dont : coût des études commandées par les clients</i>	19 560	18 588
<i>immobilisations</i>	17 748	13 112
<i>charges de l'année</i>	29 239	25 255
Division Telecom	14 438	9 995
<i>dont : coût des études commandées par les clients</i>	9 742	5 991
<i>immobilisations</i>	2 492	1 855
<i>charges de l'année</i>	2 203	2 149
Total	80 985	66 950
<i>Amortissement des frais de développement immobilisés n'entrant pas dans le calcul du coût total</i>	12 677	12 839

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

La majeure partie des sociétés de la division Automotive réalise des travaux de R&D. ACTIA Automotive (France) contribue à hauteur de 50,4 % (environ 48,2 % en 2017), ACTIA I+ME (Allemagne) pour 11,2 % (11,4 % en 2017) et ACTIA Nordic (Suède) pour 23,6 % (22,5 % en 2017), le reste des entités de la division se répartissant équitablement le solde de ces travaux. Il est précisé que le bureau d'études tunisiens, ARDIA, travaille au profit des autres entités du Groupe, ses travaux sont donc éliminés (IG) à son niveau au profit des sociétés qui ont commandées les développements.

Pour la division Telecom, les travaux sont réalisés par tous les établissements d'ACTIA Telecom.

La politique d'investissement en R&D du Groupe est concentrée dans quatre domaines :

- ❖ La télématique pour véhicules, tant 1^{ère} monte que 2^{ème} monte et services associés ;
- ❖ L'électronique de puissance pour véhicules ;
- ❖ Les outils de contrôle et de réparation des véhicules ;
- ❖ Les équipements professionnels liés aux modes de communication par hyperfréquence.

Dans ces domaines, le Groupe ACTIA doit anticiper l'arrivée de nouveaux produits, faire appel aux technologies les plus modernes tout en répondant aux exigences d'une normalisation mondiale croissante et une maîtrise des coûts. ACTIA doit également accompagner ses clients à l'export et trouver de nouveaux marchés à l'étranger.

Le Groupe ACTIA, implanté dans 16 pays, assume des dépenses de R&D importantes. Sur les trois dernières années, la moyenne de ces dépenses s'établit à 15,2 % du chiffre d'affaires consolidé. La conséquence de cette politique volontariste se traduit en France par un Crédit Impôt Recherche et des subventions significatifs (6,4 M€ pour 2018, contre 5,4 M€ en 2017).

En 2018, les dépenses totales de R&D ont représenté 17,0 % du chiffre d'affaires du Groupe contre 15,4 % en 2017. Cependant, un tiers environ de ces dépenses sont partagées avec les clients. Ainsi, s'affirme la volonté du Groupe à répondre, par l'innovation, aux besoins du marché.

Le poids de la R&D supportée par le Groupe ACTIA dans son compte de résultat, c'est-à-dire en tenant compte de la part facturée aux clients, des aides de l'État, et du décalage temporel (immobilisations / amortissements) représente 8,2% du chiffre d'affaires en 2018, comme en 2017. Le taux de refacturation clients s'élève à 36,2% en 2018, contre 36,7% en 2017. Le Groupe enregistre ainsi une progression de sa R&D immobilisée de 16,3%.

Note 5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif, à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le Groupe ACTIA a choisi le modèle du coût comme méthode d'évaluation.

Les éléments du coût comprennent :

- ❖ Le prix d'achat y compris droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordées ;
- ❖ Les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;
- ❖ Le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et remise en état du site.

Lorsque des éléments significatifs d'immobilisations corporelles peuvent être déterminés et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (par composant).

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle, le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle, au moment où le coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Le Groupe ACTIA a déterminé trois composants pour les constructions :

- ❖ Le gros œuvre : durée d'utilité 40 ans ;
- ❖ Le second œuvre : durée d'utilité 20 ans ;
- ❖ L'agencement : durée d'utilité 10 ans.

La décomposition de certains bâtiments dont la structure est très spécifique (bardage verre ...) a été adaptée pour que les durées d'utilité correspondent à la véritable durée de vie du bien.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues par le Groupe sont les suivantes :

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ Installations techniques, matériel et outillage : sur 6 à 10 ans ;
- ❖ Autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture.

Le Groupe n'a pas déterminé de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

Note 5.1 Variations des immobilisations corporelles

Les **valeurs brutes** des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

- ❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transferts>	Cessions et autres diminutions	31/12/2018
Terrains	3 570		<112>	174		3 633
Constructions	17 104		<194>	3 373	<1>	20 283
Installations techniques	59 819		<1 514>	8 124	<1 489>	64 940
Matériels outillages						
Autres immobilisations	25 967		<559>	19 103	<1 119>	43 393
Total	106 460		<2 378>	30 775	<2 608>	132 248
Dont location financement						
Terrains	260					260
Constructions	6 079					6 079
Installations techniques	12 894			2 823		15 717
Matériels outillages						
Autres immobilisations	4 581			682		5 263

- ❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	31/12/2016	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transferts>	Cessions et autres diminutions	31/12/2017
Terrains	2 862		<274>	982		3 570
Constructions	17 172		<804>	739	<3>	17 104
Installations techniques	55 892	160	<2 354>	6 788	<668>	59 819
Matériels outillages						
Autres immobilisations	22 473	416	<845>	4 812	<890>	25 967
Total	98 399	577	<4 277>	13 322	<1 560>	106 460
Dont location financement						
Terrains	260					260
Constructions	6 079					6 079
Installations techniques	12 679			215		12 894
Matériels outillages						
Autres immobilisations	4 269			312		4 581

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les amortissements :

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	31/12/2018
Terrains	13					13
Constructions	10 677		<62>	738	<46>	11 306
Installations techniques	44 682		<863>	4 835	<1 573>	47 080
Matériels outillages	17 762		<158>	2 039	<1 005>	18 638
Total	73 134		<1 084>	7 612	<2 624>	77 038
Dont location financement						
Terrains	13					13
Constructions	5 222			89		5 312
Installations techniques	8 369			1 060		9 430
Matériels outillages	3 417			496		3 912

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	31/12/2016	Variations périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	31/12/2017
Terrains	13					13
Constructions	10 552		<368>	557	<64>	10 677
Installations techniques	42 153	157	<1 418>	4 258	<468>	44 682
Matériels outillages	16 587	238	<537>	1 664	<190>	17 762
Total	69 305	395	<2 324>	6 479	<722>	73 134
Dont location financement						
Terrains	13					13
Constructions	5 120		<52>	154		5 222
Installations techniques	7 525			844		8 369
Matériels outillages	3 011			406		3 417

Les valeurs nettes :

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Cessions nettes>	31/12/2018
Terrains	3 557		<112>	174	3 619
Constructions	6 427		<132>	2 681	8 977
Installations techniques	15 137		<651>	3 374	17 860
Matériels outillages	8 205		<401>	16 950	24 754
Total	33 326		<1 295>	23 179	55 210
Dont location financement					
Terrains	247				247
Constructions	856			<89>	767
Installations techniques	4 524			1 762	6 287
Matériels outillages	1 164			186	1 351

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	31/12/2016	Variations périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Cessions nettes>	31/12/2017
Terrains	2 849		<274>	982	3 557
Constructions	6 620		<436>	244	6 427
Installations techniques	13 739	3	<935>	2 330	15 137
Matériels outillages	5 886	178	<307>	2 448	8 205
Total	29 093	181	<1 953>	6 005	33 326
Dont location financement					
Terrains	247				247
Constructions	959		52	<154>	856
Installations techniques	5 154			<630>	4 524
Matériels outillages	1 258			<94>	1 164

Les immobilisations corporelles données en garantie sont détaillées au § Note 27 : « Garanties sur éléments d'actif » des notes annexes aux comptes consolidés.

Les acquisitions les plus significatives concernent :

En k€	2018	2017
<u>Terrains</u>		
Secteur Automotif	174	967
Secteur Télécommunications		15
Sous-Total	174	982
<u>Constructions</u>		
Secteur Automotif	2 302	381
Secteur Télécommunications	528	32
Autres (y/c holding)		
Sous-Total	2 830	413
<u>Installations techniques</u>		
Secteur Automotif	6 117	6 475
Secteur Télécommunications	905	354
Sous-Total	7 022	6 829
<u>Autres immobilisations corporelles</u>		
Secteur Automotif	20 211	4 845
Secteur Télécommunications	1 005	254
Autres (y/c holding)	11	
Sous-Total	21 227	5 099
Total	31 254	13 324

La totalité des nouvelles immobilisations corporelles a été acquise auprès de fournisseurs extérieurs.

Le poste Autres immobilisations corporelles englobent les travaux de construction et de rénovation non encore livrés à la date de clôture.

Note 5.2 Dépréciation d'immobilisations corporelles

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation des autres actifs est systématiquement réalisé.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En cas de perte de valeur d'un actif ou d'une U.G.T., une provision est systématiquement constatée. Elle est affectée à la rubrique « Dotations aux amortissements » du compte de résultat, qui sera renommée de ce fait « Dotations aux amortissements et provisions pour perte de valeur ».

Au 31 décembre 2018, aucune provision pour dépréciation d'actif corporel n'est comptabilisée.

Note 6. Participations mises en équivalence

En k€	Valeur des titres		Quote-part du résultat	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
SCI Los Olivos	412	408	4	<9>
SCI Les Côteaux de Pourville	201	220	1	<330>
Coovia	0	90	<890>	<110>
Total	613	718	<885>	<449>

Suite à la liquidation judiciaire de la société Coovia (cf. Note 30 « Evénements post-clôture »), sa quote-part de résultat mis en équivalence comprend la dépréciation de son compte courant avec ACTIA Group S.A..

Lorsque la quote-part de l'investisseur est ramenée à zéro, les pertes supplémentaires éventuelles font l'objet d'une provision si l'investisseur a contracté une obligation légale ou implicite d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée ou de la coentreprise (cf. § Note 17 : « Provisions » des notes annexes aux comptes consolidés).

Des informations financières relatives aux participations mises en équivalence sont données ci-dessous :

❖ Au 31 décembre 2018 :

En k€	Total Actifs	Dettes	Chiffre d'Affaires	Résultat
SCI Los Olivos	2 743	1 714	176	9
SCI Les Côteaux de Pourville	8 219	7 039	756	7
Coovia	124	982	110	<188>

❖ Au 31 décembre 2017 :

En k€	Total Actifs	Dettes	Chiffre d'Affaires	Résultat
SCI Los Olivos	2 648	1 628	136	<24>
SCI Les Côteaux de Pourville	7 028	5 855	515	43
Coovia	269	936	40	<548>

Note 7. Actifs financiers non courants

En k€	31/12/2018			31/12/2017		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Titres immobilisés non consolidés	297	<226>	71	297	<231>	65
Créances rattachées à des participations non consolidées	961	<872>	89	727	<72>	656
Dépôts et cautionnements	1 008		1 008	722		722
Prêts et divers	29	<0>	29	29	<0>	29
Total	2 295	<1 098>	1 197	1 775	<303>	1 472

Au titre de la période 2018, les actifs financiers ont généré des profits, inclus dans la rubrique « Autres produits financiers » du compte de résultat, à hauteur de 82 k€ contre 43 k€ en 2017.

Note 8. Stocks et encours

Les coûts des stocks comprennent :

- ❖ Les coûts d'acquisition : prix d'achat et frais accessoires ;
- ❖ Les coûts de transformation : main d'œuvre et frais indirects de production ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ Les autres coûts ne sont inclus dans les coûts des stocks que s'ils sont encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les stocks d'encours de services sont évalués à leur coût de production, main d'œuvre et autres frais de personnel directement engagés pour fournir le service.

Le coût des stocks est déterminé en utilisant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

Les valeurs de réalisation nette des stocks sont les suivantes :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
	Net	Net
Matières premières	61 906	48 414
Coûts R&D exécutoires aux contrats	27 150	21 241
Produits intermédiaires et finis	35 755	29 276
Marchandises	11 240	9 967
Total	136 051	108 898

Au cours de l'exercice 2018, les stocks ont évolué de la façon suivante :

En k€	Brut	Dépréciation	Net
Au 31/12/2017	119 475	<10 578>	108 898
Variation de la période	28 317		28 317
Dépréciation nette		<404>	<404>
Effet des variations de change	<749>	<11>	<760>
Au 31/12/2018	147 044	<10 992>	136 051

Les mises au rebut de la période s'élèvent à 2 078 k€ (1 233 k€ pour 2017) et concernent principalement :

- ❖ ACTIA Automotive : 1 311 k€ (entièrement provisionnés sur les périodes antérieures) ;
- ❖ ACTIA I+Me : 235 k€ (provisionnés à hauteur de 182 k€ sur les périodes antérieures) ;
- ❖ ACTIA Italie : 245 k€ (provisionnés à hauteur de 23 k€ sur les périodes antérieures) ;
- ❖ ACTIA Telecom : 176 k€ (provisionnés à hauteur de 155 k€ sur les périodes antérieures).

En valeur brute, les stocks ont augmenté de 27,6 M€ au cours de l'année 2018 contre 11,8 M€ au cours de l'année 2017. Le détail de ces variations est donné ci-dessous :

En M€		2018	2017
Matières premières		+ 15,2	+ 9,7
<i>Dont :</i>	<i>Division Automotive</i>	+ 12,9	+ 9,1
	<i>Division Telecom</i>	+ 2,2	+ 0,6
Coûts R&D exécutoires aux contrats		+ 7,5	+ 2,0
<i>Dont :</i>	<i>Division Automotive</i>	+ 4,5	+ 1,0
	<i>Division Telecom</i>	+ 3,0	+ 2,2
Produits intermédiaires et finis		+ 6,4	<0,4>
<i>Dont :</i>	<i>Division Automotive</i>	+ 5,5	<0,1>
	<i>Division Telecom</i>	+ 0,9	<0,3>
Marchandises		<0,1>	+ 0,4
<i>Dont :</i>	<i>Division Automotive</i>	<0,1>	+ 0,4
	<i>Division Telecom</i>	-	-

Les nantissements de stocks sont indiqués au § Note 27 « Garanties sur éléments d'actif » des notes annexes aux comptes consolidés.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 9. Clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de crédits attendues.

Lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur, le montant de la perte constatée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

Le détail des **créances clients et autres créances courantes** est donné dans le tableau ci-dessous :

En k€	Valeurs Nettes au 31/12/2017	Variations de la période	Dépréciation / Reprise	Variation de périmètre	Effet des variations de change	Valeurs Nettes au 31/12/18
Créances Clients	125 065	27 171	<1 092>		<881>	150 262
Avances / Acomptes	3 859	1 092			<82>	4 869
Créances sociales	402	57			<26>	433
Créances TVA	2 705	870			0	3 576
Charges constatées d'avance	2 053	98			<18>	2 134
Autres créances courantes liées à l'activité	9 020	2 117			<126>	11 011
Créances fiscales	3 955	7 522			<66>	11 411
Crédit Impôt Recherche	4 175	2 325				6 500
Crédit d'impôt courant	8 129	9 847			<66>	17 910
Autres créances courantes diverses	1 603	<865>			<50>	688
Total	143 817	38 269	<1 092>		<1 122>	179 871

Au 31 décembre 2018, l'échéancier des créances clients brutes non échues et échues (balance âgée) est le suivant :

En k€	Non échues	Echues de 0 à 30 jours	Echues de 31 à 60 jours	Echues de 61 à 90 jours	Echues de plus de 91 jours	Total des créances clients (Valeurs Brutes)
Valeurs Brutes au 31/12/2018	124 644	11 985	4 513	2 836	9 608	153 587
Valeurs Brutes au 31/12/2017	104 353	8 727	4 100	1 854	8 290	127 324

Aucune **perte sur créance irrécouvrable** significative n'a été comptabilisée en 2018, comme en 2017.

Note 10. Autres actifs et passifs sur contrats

Dans le cadre de l'application de la nouvelle norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », pour un contrat donné, le montant cumulé du chiffre d'affaires comptabilisé au titre de l'ensemble des obligations de prestation du contrat, diminué des paiements reçus et des créances clients qui sont comptabilisées séparément, sont présentés ci-dessous dans les rubriques « Actifs sur contrats », ou « Passifs sur contrats » si le solde est négatif.

Les éventuelles provisions pour contrats onéreux, dites pertes à terminaison, sont exclues de ces soldes et présentées au sein des provisions pour risques et charges.

En k€	Au 01/01/2017	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Actifs sur contrats	6 363	7 183	16 182
Passifs sur contrats	<3 048>	<3 352>	<2 934>

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 11. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Note 11.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La **trésorerie** est constituée des disponibilités bancaires en compte à la date de clôture. Les découverts bancaires remboursables à vue constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les **équivalents de trésorerie** sont des placements à court terme très liquides constitués de valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont comptabilisés à la valeur liquidative à la date de clôture, le boni de placement étant constaté au compte de résultat.

Elles ont évolué comme suit :

En k€	31/12/2018	31/12/2017	Evolution
Équivalents de trésorerie	95	163	<68>
Trésorerie	36 941	45 416	<8 475>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 036	45 579	<8 543>
<Concours bancaires courants>	<47 028>	<28 967>	<18 060>
Total	<9 991>	16 612	<26 604>

Les Concours bancaires courants sont inclus dans les « Dettes Financières à moins d'un an » dans le Passif Courant.

Le Groupe ACTIA procède à la liquidation des valeurs mobilières en fin d'exercice et constate ainsi en résultat les plus-values définitives.

Note 11.2 Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Le Groupe ACTIA utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêts résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissements. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet d'instrument financier à des fins de transactions. Cependant, les instruments dérivés qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments spéculatifs.

❖ La couverture du risque de taux

Le Groupe ACTIA a adopté une politique globale de couverture de taux ; ces instruments de couverture ne sont pas directement affectables à certains emprunts mais permettent de couvrir les emprunts à taux variable de façon globale. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les instruments de couverture du risque de taux sont détaillés dans le tableau suivant :

En k€	Montant initial	Montant au 31/12/2018	Taux fixe	Date de début	Date de fin	Amortissement
SWAP 1	5 000	5 000	0,50%	01/06/2016	01/06/2021	In fine
SWAP 2	5 000	2 500	0,34%	01/06/2016	01/06/2021	trimestriel
SWAP 3	5 000	2 750	0,25%	01/09/2016	01/09/2021	trimestriel
SWAP 4	5 000	5 000	0,45%	01/09/2016	01/09/2021	In fine
Total	20 000	15 250				

Ces couvertures de taux ne sont pas liées à des contrats de financement spécifiques mais elles couvrent l'endettement du Groupe à hauteur de 15,3 M€ au 31 décembre 2018 (17,3 M€ au 31 décembre 2017).

Le Groupe ACTIA comptabilise ses instruments de couverture de taux à la juste valeur par le compte de résultat dans les rubriques « autres produits financiers » et « autres charges financières ».

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les impacts de cette comptabilisation sur le résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

En k€	31/12/2018		31/12/2017	
	Juste valeur	Impact résultat	Juste valeur	Impact résultat
Instruments financiers ACTIF <PASSIF>				
SWAP	<219>	11	<230>	159
Total	<219>	11	<230>	159

Une analyse des risques de taux encourus par le Groupe ACTIA est détaillée à la Note 28 « Facteurs de Risques » des annexes aux comptes consolidés.

❖ La couverture du risque de change

Les critères n'étant pas respectés pour les périodes présentées, la comptabilité de couverture (couverture de flux futurs – cash-flow hedge) n'a pas été appliquée. Les instruments de couverture du risque de change ont été évalués à la juste valeur et comptabilisés comme les instruments de couverture du risque de taux.

Il est précisé que ces outils ont vocation à assurer une acquisition de dollars US, nécessaires à l'achat de composants, à un coût raisonnable et sécurisé par rapport aux importantes fluctuations du marché.

Les instruments de couverture du risque de change sont détaillés dans le tableau suivant :

En Devises	Montant initial maximum	Montant maximum restant à acquérir au 31/12/2018	Seuil Minimal	Strike	Date de début	Date de fin
Achats de devise						
Accumulateur EUR/USD	16 000 000 \$	0 \$	1,1000	1,1700	07/04/2017	15/02/2019
Accumulateur EUR/USD	9 000 000 \$	2 700 000 \$	1,0585	1,1960	25/04/2017	22/02/2019
Accumulateur EUR/USD	7 800 000 \$	1 200 000 \$	1,0875	1,2300	30/06/2017	22/02/2019
Accumulateur EUR/USD	10 600 000 \$	1 600 000 \$	1,0500	1,2000	23/02/2017	25/02/2019
Accumulateur EUR/USD	16 000 000 \$	2 200 000 \$	1,0800	1,2167	07/06/2017	13/03/2019
Accumulateur EUR/USD	14 100 000 \$	2 550 000 \$	1,0600	1,1860	21/04/2017	25/04/2019
Accumulateur EUR/USD	5 200 000 \$	2 600 000 \$	1,1400	1,2720	14/11/2017	28/06/2019
Accumulateur EUR/USD	5 850 000 \$	3 900 000 \$	1,1600	1,2375	30/05/2018	28/06/2019
Accumulateur EUR/USD	3 300 000 \$	1 925 000 \$	1,1995	1,2430	13/04/2018	31/07/2019
Accumulateur EUR/USD	3 300 000 \$	2 475 000 \$	1,1700	1,2900	12/04/2018	30/09/2019
Accumulateur EUR/USD	12 000 000 \$	10 000 000 \$	1,1400	1,2535	26/07/2018	03/10/2019
Accumulateur EUR/USD	804 000 \$	720 250 \$	1,1150	1,2100	25/10/2018	23/10/2019
Accumulateur EUR/USD	16 000 000 \$	12 000 000 \$	1,1600	1,2420	29/05/2018	06/12/2019
Accumulateur EUR/USD	9 000 000 \$	7 200 000 \$	1,1200	1,2500	27/08/2018	16/12/2019
Accumulateur EUR/USD	13 300 000 \$	8 400 000 \$	1,2200	1,3040	25/01/2018	23/12/2019
Accumulateur EUR/USD	5 200 000 \$	5 200 000 \$	1,2170	1,3300	04/05/2018	31/12/2019
Accumulateur EUR/USD	15 000 000 \$	13 000 000 \$	1,1280	1,2570	20/09/2018	17/01/2020
Accumulateur EUR/USD	13 000 000 \$	13 000 000 \$	1,0900	1,2150	12/12/2018	18/02/2020
Accumulateur EUR/USD	15 000 000 \$	14 000 000 \$	1,1250	1,2390	07/11/2018	18/02/2020
Accumulateur EUR/USD	15 000 000 \$	14 000 000 \$	1,0500	1,2175	16/11/2018	27/02/2020
Accumulateur EUR/USD	1 300 000 \$	1 300 000 \$	1,0800	1,2150	29/11/2018	11/03/2020
Accumulateur EUR/USD	13 200 000 \$	13 000 000 \$	1,1400	1,2855	17/07/2018	30/03/2020
Accumulateur EUR/USD	15 000 000 \$	15 000 000 \$	1,0800	1,2370	20/12/2018	19/06/2020
Ventes de devise						
Accumulateur EUR/USD	4 000 000 \$	-3 600 000 \$	NA	1,1340	10/12/2018	10/09/2019

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Le Groupe ACTIA comptabilise ces instruments de couverture de change à la juste valeur par le compte de résultat dans les rubriques « autres produits financiers » et « autres charges financières ».

Il est précisé que le Groupe a procédé à des achats en dollars pour 120,0 M\$, contre 87,5 M\$ en 2017. Ces achats font l'objet soit d'une couverture via des instruments financiers, soit d'une couverture naturelle dans une moindre mesure.

Les impacts de cette comptabilisation sur le résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

En k€	31/12/2018		31/12/2017	
	Juste valeur	Impact résultat	Juste valeur	Impact résultat
Instruments financiers ACTIF <PASSIF>				
Couverture EUR / USD	1 428	6 464	<5 035>	<6 164>
Couverture EUR / JPY	0	30	<30>	17
Total	1 428	6 494	<5 066>	<6 147>

Note 12. Impôts différés

Les impositions différées résultent notamment :

- ❖ Des pertes fiscales reportables ;
- ❖ Du décalage temporel pouvant exister entre la valeur en consolidation et la base fiscale de certains actifs et passifs.

En application de la méthode bilancielle du report variable, les impôts différés sont évalués en tenant compte des taux d'imposition (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

La position passive d'une société peut, dans certaines conditions, être réduite à concurrence des reports fiscaux déficitaires raisonnablement imputables en contrepartie et des impôts différés sur différences temporelles déductibles.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés lorsque leur recouvrement est probable. Les déficits ou différences temporelles doivent être imputables sur les bénéfices imposables à venir, à hauteur des éventuels plafonnements selon la législation française. Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice fiscal suffisant soit disponible.

L'utilisation des reports déficitaires des sociétés françaises est plafonnée et en conformité avec nos business plans, le Groupe ACTIA travaille avec un prévisionnel de quatre ans. Ainsi, le montant des pertes fiscales non utilisées pour lesquelles aucun actif d'impôts différés n'a été reconnu s'élève à **27,3 M€** (23,3 M€ au 31 décembre 2017). Le gain d'impôt potentiel s'élève à 8,9 M€ (7,3 M€ au 31 décembre 2017). Cette évolution est liée au changement de taux d'Impôt sur les Sociétés en France. Ces pertes fiscales ont une durée de vie illimitée.

La réforme fiscale américaine a bien été prise en compte dans le calcul des impôts différés des sociétés ACTIA Corp, ACTIA Inc et ACTIA Electronics.

En application de la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation. Ils sont présentés au bilan, selon les cas, en actif et passif non courant.

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Actifs d'impôts constatés au titre des :		
Décalages temporels	4 930	4 575
<i>Dont provision départ retraite</i>	<i>2 077</i>	<i>1 967</i>
<i>Dont profits sur stocks</i>	<i>429</i>	<i>423</i>
<i>Dont autres retraitements</i>	<i>2 424</i>	<i>2 185</i>
Déficits reportables	6 530	6 530
Total net des Actifs d'impôts	11 460	11 105
Passifs d'impôts constatés au titre des :		
Passifs d'impôts différés	3 812	3 631
Total net des Passifs d'impôts	3 812	3 631
Total net des Actifs et Passifs d'impôts différés	7 647	7 474

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 13. Actifs et passifs financiers

Les différentes catégories d'instruments financiers sont les actifs détenus jusqu'à échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise, les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat et les autres passifs financiers.

Actifs détenus jusqu'à échéance

Le Groupe ACTIA n'en possède aucun.

Prêts et créances émis par l'entreprise

Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, et peuvent faire l'objet d'une dépréciation calculée selon l'évaluation des pertes de crédit attendues.

La sortie des comptes des actifs financiers est conditionnée au transfert des risques et avantages liés à l'actif, ainsi qu'au transfert de contrôle de l'actif. De ce fait, les effets escomptés non échus et les Dailly à titre de garantie sont maintenus au poste « Créances clients ».

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Les achats et ventes d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la date de transaction.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture.

Autres dettes (prêts et emprunts portant intérêts)

Après leur comptabilisation initiale, elles sont évaluées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Titres de participation

Le Groupe détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Conformément à la norme IAS 39, les titres sont analysés comme disponibles à la vente et sont normalement comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur en autres éléments du résultat global, à moins que la diminution de juste valeur soit significative ou durable. Toutefois, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés au coût. En cas d'indication objective de dépréciation, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Instruments financiers composés

Le Groupe peut être amené à émettre également des Obligations Convertibles ou Bons de Souscription d'Actions. Ces instruments financiers composés sont ventilés en une composante Dette et une composante Capitaux Propres.

Instruments financiers dérivés

Ils sont détaillés à la Note 11.2 : « Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat ».

Transferts d'instruments financiers actifs

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou lorsqu'il transfère les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels dans une transaction dans laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés, ou lorsqu'il ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages, et ne conserve pas le contrôle sur l'actif transféré. Tout intérêt créé ou conservé par le Groupe dans des actifs financiers décomptabilisés est comptabilisé séparément comme actif ou passif.

Dans le cas contraire, les créances sont maintenues à l'actif du bilan, le Groupe gardant le risque de défaillance du débiteur. La somme versée par la banque est inscrite en trésorerie en contrepartie de l'inscription d'une dette bancaire au passif. Celle-ci et la créance ne disparaissent du bilan que lorsque le débiteur s'est acquitté de sa dette auprès de l'établissement financier. Les frais encourus sont comptabilisés en déduction de la dette, cette dernière étant évaluée selon la méthode du coût amorti, au taux d'intérêt effectif.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 13 :

- ❖ Catégorie de niveau 1 « prix du marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- ❖ Catégorie de niveau 2 « modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- ❖ Catégorie de niveau 3 « modèle avec paramètres non observables ».

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 13.1 Les actifs financiers

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers actifs :

En k€	31/12/2018				31/12/2017			
	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Prêts et créances	Comptes consolidés Groupe (*)	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Prêts et créances	Comptes consolidés Groupe (*)
Actifs Non Courants								
Actifs financiers non courants	152		1 045	1 197	713		759	1 472
Crédit impôt recherche non courant			13 190	13 190			12 224	12 224
Actifs Courants								
Créances clients			150 262	150 262			125 065	125 065
Crédit d'impôt courant			17 910	17 910			8 129	8 129
Autres créances courantes diverses			688	688			1 603	1 603
Instruments financiers		1 209		1 209		0		0
Équivalents de trésorerie		95		95		163		163
Trésorerie			36 941	36 941			45 416	45 416
Total	152	1 305	220 035	221 492	713	163	193 196	194 072

(*) La juste valeur est identique à la valeur comptabilisée dans les comptes consolidés pour l'ensemble des actifs financiers.

Au 31 décembre 2018, les actifs financiers à la juste valeur sont classifiés ainsi :

En k€	Catégorie 1 Prix de marché	Catégorie 2 Avec paramètres observables	Catégorie 3 Avec paramètres non observables
Instruments financiers		1 209	
Équivalents de trésorerie	95		
Total	95	1 209	-

Note 13.2 Les passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des catégories d'instruments financiers passifs :

En k€	31/12/2018			31/12/2017		
	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Comptes consolidés Groupe (*)	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Comptes consolidés Groupe (*)
Passifs non courants						
Emprunts obligataires			0	20 000		20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	72 069		72 069	72 640		72 640
Dettes financières diverses	322	2 225	2 547	322	1 660	1 982
Dettes financières Location Financement	4 437		4 437	2 937		2 937
Passifs courants						

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En k€	31/12/2018			31/12/2017		
	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Comptes consolidés Groupe (*)	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Comptes consolidés Groupe (*)
Dettes financières à moins d'un an	126 203	345	126 547	59 691	395	60 086
Instruments financiers		0	0		5 296	5 296
Fournisseurs	79 594		79 594	55 471		55 471
Autres dettes diverses	1 434		1 434	1 592		1 592
Total	284 060	2 570	286 629	212 653	7 351	220 003

(*) La juste valeur est proche de la valeur comptabilisée dans les comptes consolidés pour les passifs financiers.

Au 31 décembre 2018, les passifs financiers à la juste valeur sont classifiés ainsi :

En k€	Catégorie 1 Prix de marché	Catégorie 2 Avec paramètres observables	Catégorie 3 Avec paramètres non observables
Passifs non courants			
Dettes financières diverses	2 225		
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an	345		
Instruments financiers			
Total	2 570	-	-

Note 14. Dettes financières

La répartition des dettes financières par nature de crédit et par échéance est impactée par le reclassement de 41,2 M€ de dettes à court terme (cf. ci-après § relatif au non-respect des covenants) :

En k€	31/12/2018				31/12/2017			
	<31/12/19	>01/01/20 <31/12/23	>01/01/24	Total	<31/12/18	>01/01/19 <31/12/22	>01/01/23	Total
Emprunts obligataires	20 000			20 000			20 000	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 793	63 136	8 933	128 863	28 757	68 865	3 775	101 398
Dettes financières diverses	836	2 431	116	3 383	900	1 621	361	2 882
Dettes financières location financement (*)	1 891	4 437		6 328	1 461	2 921	17	4 399
Concours bancaires et découverts	47 028			47 028	28 967			28 967
Total	126 547	70 004	9 049	205 601	60 086	73 406	24 153	157 645

(*) Cf. paragraphe "Immobilisations corporelles"

En 2018, les dettes financières ont évolué de la façon suivante :

En k€	Au 01/01/18	Variations monétaires		Variations non monétaires					Au 31/12/18
		Nouveaux emprunts	Rembour- sements d'emprunts	Variation de périmètre	Activation de crédit- bail	Variation de juste valeur	Ecarts de con- version	Autres	
Emprunts obligataires	20 000								20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	101 398	59 003	<31 783>				110	135	128 863
Dettes financières diverses	2 882	1 944	<274>			<46>	<20>	<1 103>	3 383

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En k€	Au 01/01/18	Variations monétaires		Variations non monétaires					Au 31/12/18
		Nouveaux emprunts	Rembour- sements d'emprunts	Variation de périmètre	Activation de crédit- bail	Variation de juste valeur	Ecarts de con- version	Autres	
Dettes financières location financement	4 399		<1 575>		3 505				6 328
Concours bancaires et découverts	28 967	18 106					<45>		47 028
Total	157 645	79 053	<33 632>	0	3 505	<46>	44	<968>	205 601

En 2017, les dettes financières ont évolué de la façon suivante :

En k€	Au 01/01/17	Variations monétaires		Variations non monétaires					Au 31/12/17
		Nouveaux emprunts	Rembour- sements d'emprunts	Variation de périmètre	Activation de crédit- bail	Variation de juste valeur	Ecarts de con- version	Autres	
Emprunts obligataires	0	20 000							20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	77 080	49 946	<25 672>	221			<188>	12	101 398
Dettes financières diverses	3 355	374	<808>			<3>	<36>		2 882
Dettes financières location financement	5 540		<1 669>		527				4 399
Concours bancaires et découverts	35 996		<6 832>				<197>		28 967
Total	121 971	70 320	<34 981>	221	527	<3>	<421>	12	157 645

Au 31 décembre 2018, l'échéancier des dettes financières y compris intérêts non courus se décompose de la façon suivante :

En k€	<31/12/19		>01/01/20 <31/12/23		>01/01/24		Total		
	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal + Intérêts
Emprunts obligataires	20 000	631	0	2 500	0	625	20 000	3 756	23 756
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 793	1 292	63 136	2 285	8 933	154	128 863	3 730	132 593
Dettes financières diverses	836		2 431		116		3 383	0	3 383
Dettes financières location financement	1 891	41	4 437	59			6 328	100	6 428
Concours bancaires et découverts	47 028	634					47 028	634	47 662
Total	126 547	2 598	70 004	4 844	9 049	779	205 601	8 220	213 821

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Au 31 décembre 2017, l'échéancier des dettes financières y compris intérêts non courus se décompose de la façon suivante :

En k€	<31/12/18		>01/01/19 <31/12/22		>01/01/23		Total		
	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal + Intérêts
Emprunts obligataires	0	625	0	2 500	20 000	625	20 000	3 750	23 750
Emprunts auprès des établissements de crédit	28 757	1 018	68 865	1 552	3 775	78	101 398	2 648	104 045
Dettes financières diverses	900		1 621		361		2 882	0	2 882
Dettes financières location-financement	1 461	49	2 921	68	17	0	4 399	118	4 517
Concours bancaires et découverts	28 967	371					28 967	371	29 338
Total	60 086	2 063	73 406	4 120	24 153	703	157 645	6 887	164 532

Au 31 décembre 2018, les dettes financières par devise de souscription se répartissent de la façon suivante :

En k€	EUR	USD	Autres	Total
Emprunts obligataires	20 000	0	0	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	125 933	2 930	0	128 863
Dettes financières diverses	2 875	0	507	3 383
Dettes financières location financement	6 328	0	0	6 328
Concours bancaires et découverts	43 925	320	2 783	47 028
Total	199 060	3 250	3 291	205 601

Au 31 décembre 2017, les dettes financières par devise de souscription se répartissent de la façon suivante :

En k€	EUR	USD	Autres	Total
Emprunts obligataires	20 000	0	0	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	100 043	1 355	0	101 398
Dettes financières diverses	2 366	0	515	2 882
Dettes financières location-financement	4 399	0	0	4 399
Concours bancaires et découverts	27 033	303	1 631	28 967
Total	153 840	1 658	2 146	157 645

Les **concours bancaires et découverts** sont accordés généralement pour une durée d'un an et sont renouvelables en milieu d'exercice. Ils sont impactés par le poids du financement du poste client (Daily, Effets Escomptés Non Échus et Factoring) pour 15,7 M€ au 31 décembre 2018 contre 9,8 M€ au 31 décembre 2017, et du financement des créances sur l'État (CIR/CICE) pour 11,6 M€ contre 9,8 M€ au 31 décembre 2017.

Le ratio « endettement net / fonds propres » est le suivant :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires	20 000	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	128 863	101 398
Dettes financières diverses	3 383	2 882
Dettes financières location financement	6 328	4 399
Concours bancaires et découverts	47 028	28 967
Sous-Total A	205 601	157 645
Équivalents de trésorerie	95	163
Trésorerie	36 941	45 416
Sous-Total B	37 036	45 579
Total endettement net = A - B	168 565	112 065
Total fonds propres	132 817	127 451
Ratio d'endettement net sur fonds propres	126,9%	87,9%

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Le ratio « endettement net / fonds propres » corrigé de l'impact du financement du poste client, du CIR et du CICE est le suivant :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires	20 000	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	128 863	101 398
Dettes financières diverses	3 383	2 882
Dettes financières location financement	6 328	4 399
Concours bancaires et découverts	47 028	28 967
- Financement poste client	<15 747>	<9 824>
- Mobilisation CIR	<8 241>	<7 862>
- Mobilisation CICE	<3 394>	<1 954>
Sous-Total A	178 219	138 005
Équivalents de trésorerie	95	163
Trésorerie	36 941	45 416
Sous-Total B	37 036	45 579
Total endettement net = A - B	141 183	92 425
Total fonds propres	132 817	127 451
Ratio d'endettement net sur fonds propres	106,3%	72,5%

La répartition de l'endettement entre taux fixe et taux variable est la suivante :

En k€	31/12/2018			31/12/2017		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts obligataires	20 000	0	20 000	20 000	0	20 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	117 121	11 741	128 863	82 970	18 427	101 398
Dettes financières diverses	3 383	0	3 383	2 882	0	2 882
Dettes financières location financement	6 328	0	6 328	4 399	0	4 399
Concours bancaires et découverts	5 206	41 821	47 028	3 597	25 370	28 967
Total	152 038	53 563	205 601	113 848	43 797	157 645
Répartition en pourcentage	73,9%	26,1%	100,0%	72,2%	27,8%	100,0%

L'ensemble des covenants sur emprunts et concours bancaires doit être contrôlé annuellement à chaque fin de période. Ils s'appliquent sur 25,2 % de l'endettement, soit 51,8 M€.

En 2018, l'évolution de l'activité du Groupe ACTIA a eu de forts impacts sur les ratios « Dettes Nettes / Fonds Propres » et « Dettes Nettes / EBITDA », basé sur les comptes consolidés, notamment du fait :

❖ Concernant la rentabilité du Groupe impactant l'EBITDA :

- D'un mix produit défavorable lié à la très forte progression d'un contrat automobile (+ 49,0%) à faible marge malgré la montée progressive des nouveaux programmes, mieux margés,
- D'un marché des composants très tendu générant une hausse des prix sur des produits habituellement baissiers, et une gestion sous allocation réduisant la productivité usine et augmentant les stocks (impact BFR) ;

❖ Concernant les dettes :

- De la mise en place des financements immobiliers liés à des projets lancés en 2017 et se poursuivant jusqu'en 2019,
- De la forte progression du besoin en fonds de roulement venant d'une hausse des stocks de 27,2 M€ (croissance de l'activité + hausse des prix + augmentation des délais de livraison).

Ces éléments ont conduit au non-respect de covenants sur vingt-cinq emprunts au 31 décembre 2018, contre le respect de tous les covenants au 31 décembre 2017.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Sur les 51,8 M€ de dettes soumises à covenants, 41,2 M€ ont été reclassées à moins d'un an. Une demande de waiver a été sollicitée le 25 mars 2019, suite à la tenue du Conseil de Surveillance validant les comptes annuels en vue de leur soumission à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019. Les établissements financiers concernés ont bénéficié d'une information régulière sur le sujet. Aussi, 5 des 6 partenaires financiers interrogés ont déjà répondu favorablement à la date de publication de ce Document de Référence, ce qui représente 21,2 M€ de la dette reclassée. Il est précisé que certains partenaires ont conditionné cet accord à l'acceptation de l'ensemble des parties prenantes. La demande de waiver est encore en cours de traitement par le dernier partenaire financier.

Au 31 décembre 2018, les covenants sont détaillés dans le tableau suivant :

Prêts soumis à covenant				Covenant		Respect (3)		Reclassement en Dette Courante (4)	
Catégorie (1)	Année de souscription	Solde au 31/12/2018 en k€	Échéance finale	Ratios	Base de calcul (2)	A fin 2017	A fin 2018	A fin 2017	A fin 2018
Emprunts									
E	2014	154	août 2019	Dettes Nettes / Fonds Propres $\leq 1,15$ Coût Endettement Financier / EBITDA $< 30\%$ Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG CC AG CC AG	R R R	NR R NR	0	0
E	2015	438	janv. 2020	Dettes Nettes (>1 an) / Fonds Propres $\leq 1,20$ Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	88
E	2015	375	juin 2019	Fonds Propres / Dettes Brutes ≥ 1 SN N $\geq 90\%$ x SN 2014 Dettes Nettes / SN ≤ 2	CS AA CS AA CS AA	R R R	NR R NR	0	0
E	2015	1 362	sept. 2020	Dettes Nettes (>1 an) / Fonds Propres $\leq 1,20$ Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	655
E	2015	800	déc. 2020	Dettes Nettes / Fonds Propres $< 1,15$ Dettes Nettes / EBE $< 3,5$	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	400
E	2015	649	juil. 2020	Dettes Nettes / Fonds Propres $\leq 1,15$ Coût Endettement Financier / EBITDA $< 30\%$ Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG CC AG CC AG	R R R	NR R NR	0	241
E	2016	810	déc. 2020	Dettes Nettes / Fonds Propres $< 1,15$ Dettes Nettes / EBE $< 3,5$	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	405
E	2016	1 313	sept. 2020	Fonds Propres / Dettes Nettes MLT ≥ 1 Dettes Nettes / SN ≤ 2 SN N $\geq 90\%$ x SN 2014	CS AA CS AA CS AA	R R R	NR NR R	0	563
E	2016	1 510	déc. 2021	Dettes Nettes / Fonds Propres $\leq 1,20$	CC AG	R	NR	0	1 010
E	2016	1 139	déc. 2021	Dettes Nettes / Fonds Propres $< 1,15$ Coût Endettement Financier / EBITDA $< 30\%$ Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG CC AG CC AG	R R R	NR R NR	0	739
E	2016	2 519	juil. 2023	Dettes Nettes / Fonds Propres $< 1,15$ Dettes Nettes / EBITDA $< 3,5$	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	2 022
E	2017	1 884	juin 2021	Dettes Nettes / Fonds Propres $\leq 1,15$ Dettes Nettes / EBE $\leq 3,5$	CC AG CC AG	R R	NR NR	0	1 134
E	2017	2 250	nov. 2021	Fonds Propres / Dettes Nettes MLT ≥ 1 Dettes Nettes / SN ≤ 2 SN N $\geq 90\%$ x SN 2016	CS AA CS AA CS AA	R R R	NR NR R	0	1 500
E	2017	750	nov. 2021	Fonds Propres / Dettes Nettes MLT ≥ 1 Dettes Nettes / SN ≤ 2 SN N $\geq 90\%$ x SN 2016	CS AA CS AA CS AA	R R R	NR NR R	0	500
E	2017	1 408	juin 2022	Dettes Nettes / Fonds Propres $< 1,15$	CC AG	R	NR	0	1 009

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Prêts soumis à covenant				Covenant		Respect (3)		Reclassement en Dette Courante (4)	
Catégorie (1)	Année de souscription	Solde au 31/12/2018 en k€	Échéance finale	Ratios	Base de calcul (2)	A fin 2017	A fin 2018	A fin 2017	A fin 2018
				Dettes Nettes / EBITDA < 3,5	CC AG	R	NR		
E	2017	2 160	juil. 2022	Dettes Nettes / Fonds Propres ≤ 1,20	CC AG	R	NR	0	1 562
E	2017	736	août 2022	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	CC AG	R	NR	0	537
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	CC AG	R	R		
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG	R	NR		
E	2017	736	août 2022	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	CC AG	R	NR	0	537
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	CC AG	R	R		
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG	R	NR		
E	2017	552	août 2022	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	CC AG	R	NR	0	403
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	CC AG	R	R		
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	CC AG	R	NR		
E	2017	15 000	nov. 2024	Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	CC AG	R	NR	0	15 000
E	2017	5 000	nov. 2026	Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	CC AG	R	NR	0	5 000
E	2018	1 869	sept. 2023	Dettes Nettes / Fonds Propres ≤ 1,20	CC AG	-	NR	-	1 474
E	2018	3 000	oct. 2022	Fonds Propres / Dettes Brutes MLT ≥ 1	CS AA	-	NR	-	2 250
				Dettes Nettes / SN ≤ 2	CS AA	-	NR		
				SN N ≥ 90% x SN 2018	CS AA	-	-		
E	2018	2 557	janv. 2023	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	CC AG	-	NR	-	1 963
				Dettes Nettes / EBITDA < 3,5	CC AG	-	NR		
E	2018	2 852	juil. 2023	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	CC AG	-	NR	-	2 260
				Dettes Nettes / EBITDA < 3,5	CC AG	-	NR		
Découvert									
D	-	0	-	Dettes HG / (CP + Dette Groupe) <3	CS AC	R	R	0	0
				EBITDA / Intérêts > 1	CS AC	R	R		
				Equity > 3.500.000 \$	CS AC	R	R		
Total		51 821						0	41 249

(1) E = Emprunt
D = Découvert

CC AG = Comptes Consolidés ACTIA Group
(2) CS AA = Comptes Sociaux ACTIA Automotive
CS AC = Comptes Sociaux ACTIA Corp

(3) R = Respecté
NR = Non Respecté

(4) Part long terme de la dette reclassée en "Dettes financières à moins d'un an"

Les garanties données sur les emprunts et dettes financières sont listées au § Note 27 « Garanties sur éléments d'actif » des notes annexes aux comptes consolidés.

Dans le cadre des contrats d'emprunt souscrits par le Groupe, certaines banques font inscrire dans lesdits contrats des clauses générales relatives à la jouissance des actifs, à la souscription de nouveaux emprunts, voire au maintien de la composition du capital, toute modification entraînant une information préalable des partenaires.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 15. Capitaux propres

Note 15.1 Gestion du Capital

Les actions ordinaires, hormis les actions propres (Cf. § Note 15.3 « Actions propres » des notes annexes aux comptes consolidés), sont comptabilisées dans les Capitaux Propres.

Le Groupe contrôle régulièrement l'évolution de son niveau d'endettement par rapport aux Capitaux Propres.

A ce jour, il n'existe aucun Plan d'Epargne Groupe, ni Plan d'Epargne Groupe International, au sein du Groupe ACTIA.

De plus, les actions détenues au nominatif depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double (Cf. § 8.2.3 « Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions » du Document de Référence).

L'objectif principal du Groupe en termes de gestion du capital est de maintenir un équilibre entre les Capitaux Propres et l'endettement, afin de faciliter son activité et d'accroître la valeur pour les Actionnaires.

Pour maintenir ou ajuster la structure de ses capitaux propres, le Groupe peut proposer d'adopter la distribution de dividendes aux Actionnaires ou de procéder à de nouvelles augmentations de capital.

Les principaux ratios suivis par le Groupe pour la gestion de ses capitaux propres est le ratio d'endettement et l'EBITDA.

Les objectifs, politiques et procédures de gestion du Capital demeurent inchangés.

Les informations concernant le **programme de rachat d'actions propres** sont détaillées à la Note 3.7 « Actions propres » des notes annexes aux comptes sociaux.

Au 31 décembre 2018, il n'existe pas de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions.

L'Assemblée Générale du 30 mai 2017 a autorisé l'émission d'actions nouvelles en faveur des adhérents d'un Plan Epargne Entreprise représentant 3% du capital d'ACTIA Group S.A. Cette autorisation est accordée au Directoire pour d'une durée de 26 mois. Au 31 décembre 2018, elle n'a entraîné aucune émission d'actions nouvelles.

Note 15.2 Composition du Capital

Le détail de l'évolution du nombre d'actions au cours de l'exercice est le suivant :

En unités	31/12/2017	Augmentation de capital	31/12/2018
Actions ACTIA Group - ISIN FR 0000076655	20 099 941	Néant	20 099 941

Au 31 décembre 2018, le Capital Social est constitué de 7 976 583 actions à droit de vote simple, 12 120 030 actions à droit de vote double et 3 328 actions auto détenues sans droit de vote. Il existe 12 316 041 titres nominatifs et 7 783 900 titres au porteur.

Aucune action à dividende prioritaire, ni action de préférence, n'existe au sein de la Société ACTIA Group S.A..

La valeur nominale d'un titre s'élève à 0,75 €.

L'affectation du résultat 2018, proposée à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019, est détaillée au § 5.12.2 « Affectation du résultat » du Document de Référence. Il sera proposé une distribution de dividendes de 0,10 € par action.

Note 15.3 Actions propres

Les actions propres détenues par le Groupe ACTIA sont déduites des Capitaux Propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente ou de l'annulation des actions propres. La contrepartie versée ou reçue lors de ces transactions est directement comptabilisée en Capitaux Propres.

Note 16. Résultat par action

Note 16.1 Résultat de base par action

Le **résultat de base par action** correspond au résultat de la période attribuable au Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice retraité des actions propres.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Le calcul du résultat de base par action au 31 décembre 2018 a été effectué sur la base du résultat consolidé de la période attribuable aux Actionnaires du Groupe, dont le détail des calculs est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires du Groupe (en €)	9 026 805	8 264 191
Nombre moyen pondéré d'actions		
Actions émises au 1 ^{er} janvier	20 099 941	20 099 941
Actions propres détenues en fin de période	<3 328>	<3 328>
Nombre moyen pondéré d'actions	20 096 613	20 096 613
Résultat de base par action (en €)	0,45	0,41

Note 16.2 Résultat dilué par action

Le **résultat dilué par action** prend en compte tous les contrats qui peuvent donner à leur titulaire le droit d'acheter des actions ordinaires appelées actions ordinaires potentielles dilutives.

Le calcul du résultat dilué par action au 31 décembre 2018 a été effectué sur la base du résultat consolidé de la période attribuable aux Actionnaires du Groupe. Aucune correction n'a été apportée à ce résultat. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles de la période s'élève à 20 096 613 actions. Le détail des calculs est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat dilué (en €)	9 026 805	8 264 191
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	20 096 613	20 096 613
Effet des plans de souscriptions d'actions	0	0
Nombre moyen pondéré dilué	20 096 613	20 096 613
Résultat dilué par action (en €)	0,45	0,41

Note 17. Provisions

Une provision est comptabilisée :

- ❖ Lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés ;
- ❖ Lorsqu'il est probable qu'il y aura une sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- ❖ Lorsque son montant peut être estimé de façon fiable.

Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation de la dépense. Si l'impact est significatif, le montant est actualisé par application d'un taux avant impôt qui reflète la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques au passif.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties et est évaluée en pondérant toutes les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

Sauf cas particulier dûment justifié, les provisions sont présentées au bilan dans le passif courant.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 17.1 Evolution des provisions

❖ Au cours de l'exercice 2018 :

En k€	31/12/2017	Variation de périmètre Ecart de conversion	Dotations	Reprises		31/12/2018
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour retraite et autres avantages à long terme	9 315	<23>	1 224	<236>	<375>	9 905
Autres provisions						
Litiges	517		270	<483>		304
Garanties	2 876	<16>	2 049	<202>		4 707
Perte sur marché	121			<12>		109
Amende/Pénalité	809		138	<46>		901
Autres risques	1 872	<98>	249	<225>		1 798
Participations Mises en Equivalence	0					0
Impôt	0					0
Autres charges	576	<1>	213	<295>		493
Autres provisions	6 771	<115>	2 918	<1 262>	0	8 312
Total	16 086	<138>	4 142	<1 498>	<375>	18 217

❖ Au cours de l'exercice 2017 :

En k€	31/12/2016	Variation de périmètre Ecart de conversion	Dotations	Reprises		31/12/2017
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour retraite et autres avantages à long terme	9 075	<32>	667	<227>	<168>	9 315
Autres provisions						
Litiges	94		423			517
Garanties	2 659	<30>	334	<87>		2 876
Perte sur marché	0		121	0		121
Amende/Pénalité	839	<3>	310	<337>		809
Autres risques	1 579	<123>	499	<84>		1 872
Participations Mises en Equivalence	0					0
Impôt	0					0
Autres charges	294	5	342	<65>		576
Autres provisions	5 466	<151>	2 029	<573>	0	6 771
Total	14 541	<183>	2 696	<800>	<168>	16 086

Les provisions pour autres risques sont principalement constituées de provisions pour litiges avec les administrations fiscales et de litiges commerciaux.

Au 31 décembre 2018, il n'y a aucun passif éventuel significatif à signaler dans le Groupe ACTIA.

Note 17.2 Avantages au personnel

Les avantages à court terme sont reconnus en charges de personnel de la période.

Les avantages à long terme concernent :

- ❖ Les régimes à cotisations définies : les obligations du Groupe se limitent au paiement des cotisations périodiques à des organismes extérieurs. La charge est comptabilisée au cours de la période sous la rubrique « charges de personnel » ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ Les régimes à prestations définies : il s'agit des indemnités de départ en retraite, provisionnées selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte de facteurs démographiques (rotation du personnel, table de mortalité) et de facteurs financiers (augmentation des salaires). Le taux d'actualisation retenu est le taux des obligations dites de 1^{ère} catégorie (cotées « AA »). En l'absence de marché actif, c'est le taux des obligations d'État qui est retenu. Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les OCI (Other Comprehensive Income = autres éléments du résultat global) ;
- ❖ Les autres avantages à long terme : ils sont provisionnés en fonction de leur acquisition par les salariés concernés. Le montant de l'obligation est calculé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les réévaluations de l'obligation relative aux autres avantages à long terme sont comptabilisées en résultat net de la période au cours de laquelle elles surviennent.

Conformément à la Norme IAS 19 – Avantages au personnel, la provision pour retraite comptabilisée au passif du bilan a pour but de constater l'indemnité retraite acquise par les membres du personnel à la fin de la période. L'obligation en matière d'engagement retraite est totalement provisionnée et non couverte par des actifs dédiés.

Au cours de l'année 2018, les provisions pour retraite et autres avantages à long terme ont augmenté de 589 k€ et s'élèvent à 9 905 k€ au 31 décembre 2018. Cet accroissement de la provision correspond à :

- ❖ Coût du service : 513 k€ ;
- ❖ Coût financier : 145 k€ ;
- ❖ Ecart actuariel : <45 k€>.

L'écart actuariel comptabilisé en OCI (Autres éléments du résultat global) résulte du changement du :

- ❖ Taux d'actualisation 1,57% (1,30 % en 2017) pour les sociétés françaises, 7,62 % (7,50 % en 2017) pour les sociétés tunisiennes.

Les autres hypothèses de calcul n'ont pas évolué :

- ❖ Table de mortalité : INSEE 2013 :

Age du salarié	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	65 ans
Table de mortalité Hommes	99 274	98 549	97 489	94 963	88 615	83 631
Table de mortalité Femmes	99 469	99 222	98 745	97 436	94 414	92 075

- ❖ Age de départ à la retraite : 67 ans pour les sociétés françaises, 60 ans pour les sociétés tunisiennes ;
- ❖ Taux d'évolution des salaires : 2,25 % pour les sociétés françaises, 3% pour les sociétés tunisiennes ;
- ❖ Taux de turnover faible ou fort selon les sociétés et catégories de salariés (cadres ou non-cadres) :

Age du salarié	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	65 ans
Taux de turn-over faible	5,80%	2,77%	2,04%	0,10%	0,05%	0,00%
Taux de turn-over fort	18,30%	10,90%	6,30%	4,20%	1,00%	0,00%

L'étude de la sensibilité à une variation du taux d'actualisation montre que :

- ❖ Une variation du taux de +1 % aurait un impact positif sur le résultat global consolidé de 1 086 k€ ;
- ❖ Une variation du taux de <1 %> aurait un impact négatif sur le résultat global consolidé de <1 309 k€>.

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent à :

	2018	2017
❖ Pour l'ensemble des sociétés françaises	8 269 k€	7 778 k€
❖ Pour la filiale italienne	1 459 k€	1 372 k€
❖ Pour les filiales tunisiennes	177 k€	165 k€
TOTAL	9 905 k€	9 315 k€

Les engagements de retraite à la date de clôture du prochain exercice (31/12/2019) devraient s'élever à environ à 10 661 k€, à taux d'actualisation stable.

Les indemnités de retraite versées au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 236 k€.

Concernant les régimes à cotisations définies, les cotisations de retraite payées au titre de la période 2018 s'élèvent à 4 109 k€ contre 3 747 k€ au titre de 2017.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 18. Autres dettes courantes

Le détail des **autres dettes courantes** est donné dans le tableau ci-dessous :

En k€	Valeurs Nettes au 31/12/2017	Variations de la période	Variation de périmètre	Effet des variations de change	Valeurs Nettes au 31/12/2018
Fournisseurs de biens et de services	55 471	24 342		<219>	79 594
Avances et Acomptes reçus	22 040	3 288		<678>	24 651
Dettes sociales	20 264	2 015		<257>	22 022
Dettes fiscales	5 934	7 605		<63>	13 477
Autres dettes d'exploitation	48 239	12 908	0	<998>	60 149
Dettes fiscales (IS)	2 083	28		<82>	2 029
Dettes sur immobilisations	550	126		<0>	675
C/C Crédeurs	316	203		<19>	500
Dettes diverses	726	<460>		<8>	258
Autres dettes diverses	1 592	<131>	0	<27>	1 434
Total	107 385	37 147	0	<1 326>	143 206

Les **dettes fournisseurs et autres créditeurs** sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Des produits différés concernent les contrats d'abonnement souscrits par les clients. Les revenus relatifs à ces contrats sont répartis linéairement sur la durée du contrat (cf. § Note 20 « Chiffre d'affaires » des notes annexes aux comptes consolidés).

Note 19. Secteurs opérationnels

L'analyse de la performance telle que suivie par le management conduit à présenter deux secteurs opérationnels distincts « Automotive » et « Télécommunications ».

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8, l'information par secteur opérationnel est fondée sur l'approche de la Direction, c'est-à-dire la façon dont la Direction alloue les ressources en fonction des performances des différents secteurs. Au sein du Groupe ACTIA, le Président du Directoire représente le principal décideur opérationnel. Le Groupe dispose de deux secteurs à présenter qui offrent des produits et services distincts et sont dirigés séparément dans la mesure où ils exigent des stratégies technologiques et commerciales différentes. Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés sont résumées ainsi :

- ❖ La division Automotive qui regroupe les produits « Original Equipment Manufacturers (OEM) », « Aftermarket », « Manufacturing-Design & Services (MDS) » ;
- ❖ La division Telecom qui regroupe les produits « Satcom », « Énergie », « Rail » et « Infrastructures Réseaux Télécom ».

A ces deux secteurs opérationnels s'ajoutent :

- ❖ Une rubrique « Autres » comprenant la holding ACTIA Group S.A. et la société civile immobilière SCI Les Coteaux de Pourvoirville (Mise en équivalence).

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En 2018, les indicateurs clés par secteur opérationnel sont les suivants :

En k€	31/12/2018			
	Secteur Automotive	Secteur Télécom- munications	Autres	Comptes consolidés Groupe
Produits des activités ordinaires				
(Chiffre d'affaires)	418 121	58 264	135	476 520
Achats consommés	<244 470>	<23 376>	<464>	<268 310>
Charges de personnel	<92 499>	<16 350>	<1 341>	<110 191>
Charges externes	<67 530>	<9 996>	<1 702>	<79 228>
Dotations aux amortissements (A)	<18 923>	<1 759>	<5>	<20 688>
Résultat opérationnel courant	4 121	5 011	<465>	8 667
Dépréciation des goodwill (C)	0	0	0	0
Résultat opérationnel	4 942	5 195	<562>	9 575
Intérêts et charges financières (B)	<2 401>	<63>	<797>	<3 260>
Juste-valeur des instruments de couverture (E)	6 223	282		6 505
Impôts (D)	<2 386>	<443>	<38>	<2 867>
RESULTAT NET (F)	6 438	4 992	<2 237>	9 194
EBITDA (G) = (F)-(A)-(B)-(C)-(D)-(E)	23 926	6 975	<1 396>	29 505
ACTIFS SECTORIELS				
Actifs non courants	137 109	23 919	673	161 702
Stocks	118 556	17 495	0	136 051
Créances clients	119 170	31 133	<41>	150 262
Autres créances courantes	26 920	3 689	210	30 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 407	2 510	9 119	37 036
TOTAL ACTIFS SECTORIELS	427 162	78 747	9 961	515 870
INVESTISSEMENTS				
Incorporels	18 985	2 553	0	21 538
Corporels	28 299	2 438	4	30 740
Financiers	363	3	233	599
TOTAL INVESTISSEMENTS	47 647	4 994	237	52 877
PASSIFS SECTORIELS				
Passifs non courants	83 731	7 497	1 543	92 770
Dettes financières à moins d'un an	95 723	5 078	25 746	126 547
Dettes fournisseurs	69 710	9 594	290	79 594
Autres dettes courantes	66 198	17 166	776	84 140
TOTAL PASSIFS SECTORIELS	315 362	39 336	28 355	383 053

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En 2017, les indicateurs clés par secteur opérationnel étaient les suivants :

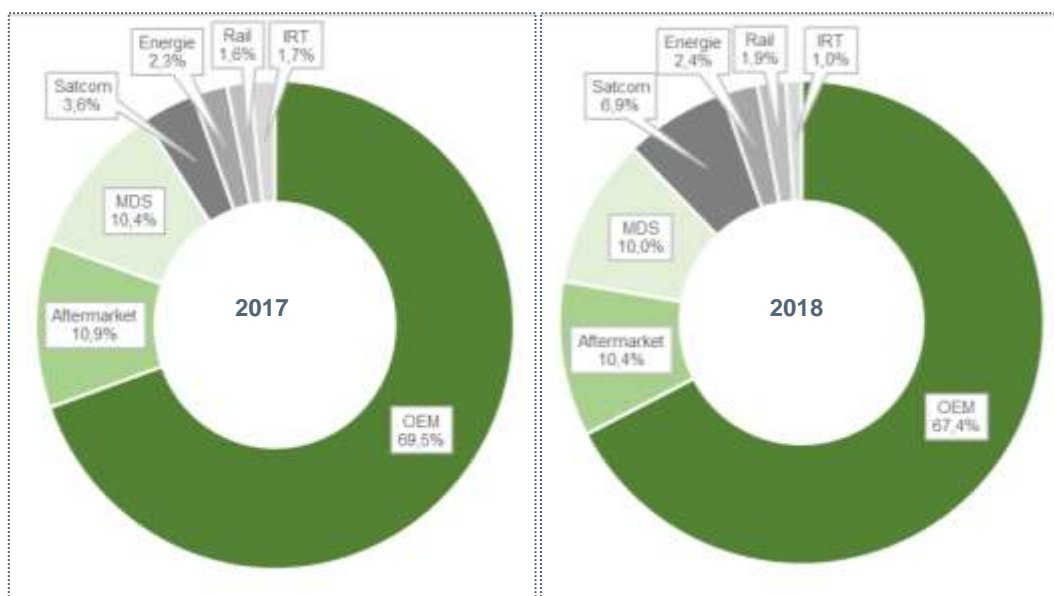
En k€	31/12/2017			
	Secteur Automotive	Secteur Télécom- munications	Autres	Comptes consolidés Groupe
Produits des activités ordinaires				
(Chiffre d'affaires)	394 242	38 921	157	433 320
Achats consommés	<213 690>	<12 588>	<365>	<226 644>
Charges de personnel	<87 447>	<14 442>	<962>	<102 851>
Charges externes	<59 121>	<6 062>	<3 159>	<68 342>
Dotations aux amortissements (A)	<17 530>	<1 318>	193	<18 654>
Résultat opérationnel courant	15 596	3 641	<270>	18 967
Dépréciation des goodwill (C)	0	0	0	0
Résultat opérationnel	16 388	3 722	<307>	19 803
Intérêts et charges financières (B)	<2 373>	<63>	<190>	<2 626>
Juste-valeur des instruments de couverture (E)	<5 712>	<276>		<5 988>
Impôts (D)	<1 956>	<60>	160	<1 856>
RESULTAT NET (F)	6 132	3 328	<950>	8 510
EBITDA (G) = (F)-(A)-(B)-(C)-(D)-(E)	33 703	5 044	<1 114>	37 633
ACTIFS SECTORIELS				
Actifs non courants	109 178	20 462	1 337	130 978
Stocks	96 749	12 149	0	108 898
Créances clients	103 324	21 615	125	125 065
Autres créances courantes	16 049	2 453	250	18 752
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 859	4 240	12 480	45 579
TOTAL ACTIFS SECTORIELS	354 159	60 920	14 193	429 273
INVESTISSEMENTS				
Incorporels	13 577	2 203	0	15 780
Corporels	12 534	656	0	13 190
Financiers	0	0	350	350
TOTAL INVESTISSEMENTS	26 111	2 859	350	29 320
PASSIFS SECTORIELS				
Passifs non courants	78 307	6 658	25 540	110 506
Dettes financières à moins d'un an	55 522	1 921	2 642	60 086
Dettes fournisseurs	50 515	4 157	798	55 471
Autres dettes courantes	60 789	13 745	1 226	75 760
TOTAL PASSIFS SECTORIELS	245 134	26 481	30 207	301 822

Note 20. Chiffre d'affaires

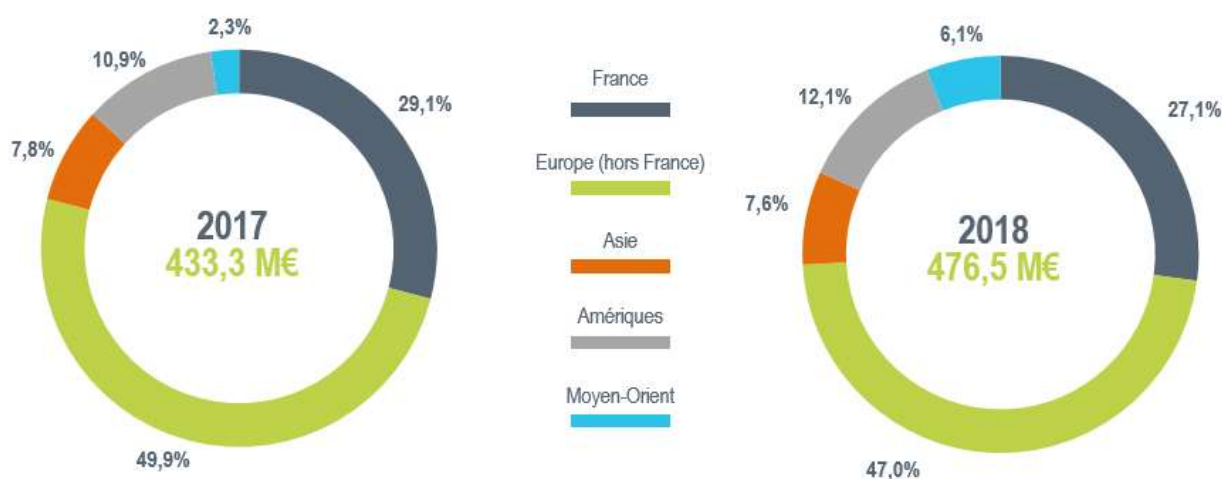
Le Groupe a appliqué au 1^{er} janvier 2018, la norme **IFRS 15** sur la reconnaissance du revenu. Les impacts sur le chiffre d'affaires sont détaillés dans la Note 2.4 « Changement de méthode ».

Le chiffre d'affaires par secteurs se répartit ainsi :

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur



L'impact de l'application de la nouvelle norme IFRS 15 porte principalement sur les secteurs OEM et Rail. Le chiffre d'affaires par zone géographique d'origine des clients se répartit ainsi :



Ainsi, 72,9% du chiffre d'affaires est réalisé à l'international en 2018 contre 70,9% en 2017.

La reconnaissance du revenu dans les comptes consolidés dépend de la nature du revenu :

- ❖ Ventes de biens : équipements et marchandises ;
- ❖ Ventes d'études ;
- ❖ Contrats de services : maintenance, garantie, hotline ou autre obligation de type « stand ready » ;
- ❖ Contrats à éléments multiples.

Note 20.1 Les ventes de biens

Le produit résultant de la vente de biens est comptabilisé en chiffre d'affaires lors du transfert de contrôle de l'obligation de prestation. Dans la majorité des cas, il s'agit de la date de livraison du bien.

Note 20.2 Les ventes d'études

Chaque étude constitue une obligation de prestation distincte dans la mesure où le contrôle du développement est transféré au client.

Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement par les coûts lorsque le transfert de contrôle est continu ou à l'issue de la réalisation de la prestation lorsque le transfert de contrôle est réalisé à un moment précis.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 20.3 Les contrats de services

La méthode de mesure de l'avancement qui reflète au mieux la performance du Groupe, est un avancement par les coûts. Les entrées identifiées sont consommées de manière uniforme tout au long de la période nécessaire à la satisfaction de l'obligation de performance.

Note 20.4 Les contrats à éléments multiples

Contrats de développement et fourniture de séries limitées

Une à plusieurs obligations de performances ont été identifiées en fonction des liens entre conception et production. Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement par les coûts car ces contrats remplissent les critères suivants :

- ❖ Le Groupe ACTIA n'a pas d'autre usage pour l'actif fourni,
- ❖ Le Groupe ACTIA a un droit exécutoire au paiement au titre de la performance réalisée à date en cas de résiliation du contrat à la convenance du client.

Ces contrats concernent notamment les secteurs « Défense » et « Energie » de la division Telecom.

Contrat de développement et fourniture de séries à grande échelle :

La phase de développement est généralement concomitante au lancement d'une politique produit visant à acquérir une nouvelle brique technologique. Par ailleurs, les développements réalisés peuvent faire l'objet d'un financement partiel par les clients.

Dans le cadre de la mise en place de la norme IFRS 15, une analyse a été réalisée par le Groupe afin de distinguer les coûts génériques des coûts spécifiques encourus dans le cadre d'un contrat :

- ❖ les coûts génériques ont été analysés à travers la norme IAS 38 et immobilisés en « frais de développement » si les conditions d'activation étaient réunies. Le Groupe a ainsi reclassé en « frais de développement » ces coûts initialement inclus au sein du poste « stocks et en-cours ». Ces frais de développement inscrits à l'actif correspondent à des projets d'application de standards et de technologies génériques pour des clients ou marchés identifiés ;
- ❖ les coûts de développement spécifiques aux contrats ont été analysés comme étant des coûts d'exécution des contrats. Ces derniers sont classés au bilan au sein du poste « stocks et en-cours ». Dans le cas de développements financés par les clients, il a été considéré que ces développements étaient indissociables de la production série et ne constituaient pas une obligation de prestation distincte. De ce fait, le financement de ces développements par les clients est comptabilisé au bilan en « Passifs sur contrats » lors de l'encaissement, puis constaté en chiffre d'affaires au rythme de la livraison des biens de la série et sur la base d'un provisionnel de ventes de chaque produit.

Lorsque les produits vendus font l'objet d'une garantie contractuelle, celle-ci n'a pas été identifiée comme étant une Obligation de Prestation distincte dans la mesure où il n'y a pas d'option d'achat de cette garantie séparée du contrat ni de service additionnel fourni par le Groupe dans le cadre de la garantie. Les coûts de garantie font ainsi l'objet d'une provision pour garantie selon IAS 37.

Note 20.5 Carnet de commandes

A compter du 1^{er} janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », qui introduit la notion de carnet de commandes comptable (« chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestation non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture »).

Ainsi, le carnet de commandes aux bornes du Groupe s'élève à 356 324 k€ au 31 décembre 2018, dont 88,9% devrait se traduire en chiffre d'affaires d'ici un an.

En k€	Au 01/01/2017	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018
Carnet de commandes	209 145	253 581	356 324

Note 21. Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et les impôts différés.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

L'impôt exigible

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable de la période, en retenant les taux d'imposition en vigueur et tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Les impôts différés

Les impôts différés sont détaillés à la Note 12 : « Impôts différés » des notes annexes aux comptes consolidés.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Le Groupe a décidé de ne pas qualifier la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) d'impôt sur le résultat et enregistre, depuis le 1^{er} janvier 2010, la CVAE en charge opérationnelle. Le Groupe a en effet considéré que la valeur ajoutée est à un niveau intermédiaire de résultat dont le montant est significativement différent de celui soumis à l'impôt des sociétés.

Le détail des **impôts sur les bénéfices** du Groupe est le suivant :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Résultat des sociétés intégrées	10 080	8 959
Impôt courant <crédit>	3 096	2 277
Impôt différé <crédit>	<229>	<421>
<i>Dont Impôt différé sur différences temporaires</i>	<i>287</i>	<i><432></i>
<i>Impôt différé sur changement de taux d'impôt</i>	<i><516></i>	<i>10</i>
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	12 947	10 815

Le tableau détaillé ci-après permet d'expliquer l'impôt dans les comptes consolidés :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Impôt théorique calculé au taux français normal (taux d'impôt théorique : 33,33%)	4 315	3 605
Crédit Impôt Recherche	<1 302>	<1 096>
CICE	<430>	<485>
Taxe sur les dividendes	<8>	<440>
<u>Effet sur l'impôt théorique</u>		
- Différentiel de taux (pays étrangers, taux français)	<1 125>	<843>
- Effet des variations de taux d'impôts différés	<516>	<10>
- Pertes fiscales non activées	3 726	1 768
- Actualisation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales	<1 129>	<1 064>
<i>Bénéfices liées à l'utilisation de pertes fiscales non activées</i>	<i><1 129></i>	<i><760></i>
<i>Bénéfices liés aux modifications de l'activation des pertes fiscales</i>	<i>0</i>	<i><304></i>
<i>Pertes liées à la modification de l'activation des pertes fiscales</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
- Impôt sur plus-values	0	0
- Ajustement de l'impôt sur exercice antérieur	<118>	25
- Ajustement de l'impôt sur exercice en cours	48	15
- Autres (y compris différences permanentes)	<595>	382
Impôt comptabilisé (taux d'impôt réel : 22,15%)	2 867	1 856

Note 22. Autres produits et charges opérationnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un évènement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance du Groupe. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limités, inhabituels, anormaux et peu fréquents que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat.

Les autres produits et charges opérationnels sont principalement constitués d'un remboursement d'assurance au titre d'un sinistre.

Note 23. Résultat financier

Le résultat financier est détaillé dans le tableau suivant :

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Produits de trésorerie et équivalents	35	30
Intérêts et charges financières	<3 260>	<2 626>
<i>Dont Intérêts sur dettes financières</i>	<3 260>	<2 626>
Autres produits financiers	6 615	226
<i>Dont Intérêts perçus</i>	90	67
<i>Dividendes reçus</i>	19	0
<i>Produits sur instruments financiers</i>	6 505	159
Autres charges financières	<18>	<6 619>
<i>Dont Charges sur instruments financiers</i>	0	<6 147>
Résultat financier	3 371	<8 988>

Avec un cours EUR/USD à la clôture de l'exercice à 1,1450, la valorisation des instruments de couverture de change a été particulièrement impactante par rapport au 31 décembre 2017 où le cours EUR/USD était de 1,9993 et a généré une écriture de juste valeur sans incidence sur la trésorerie de + 6,5 M€ sur le résultat financier.

Il est à signaler que le taux d'intérêt brut sur l'exercice 2018 est de 1,59%, contre 1,67% en 2017.

Note 24. Opérations avec les parties liées

Les parties liées au Groupe ACTIA ont été définies conformément à la norme IAS 24 et sont présentées ci-après ainsi que le détail des opérations réalisées au cours de l'exercice 2018.

Note 24.1 Avec la Société holding : LP2C S.A.

La **nature des relations** avec LP2C est définie par trois conventions signées entre LP2C et les sociétés du Groupe le 27 novembre 2018 :

- ❖ Les prestations permanentes concernent les domaines suivants :
 - Animation du Groupe,
 - Prestations dans les domaines suivants :
 - Administratif, juridique, comptable et financier,
 - Qualité,
 - Communication,
 - Ressources Humaines,
 - Immobilier,
 - Gestion et procédures internes du Groupe,
 - Business development.
 - Une convention spécifique lie ACTIA Group à LP2C, ACTIA Group réalisant les prestations suivantes au profit de LP2C :
 - Secrétariat de Direction,
 - Comptabilité.
- ❖ Missions exceptionnelles : LP2C peut mettre en place, à la demande des sociétés du Groupe et pour leur compte, des missions spécifiques nettement définies, limitées dans le temps et n'entrant pas dans le cadre habituel des prestations énumérées ci-dessus. Ces missions exceptionnelles feront l'objet d'une nouvelle convention établie selon les mêmes formes et conditions que la convention définissant les missions permanentes et devront être préalablement autorisées en conseil.

Ces conventions sont conclues pour une période fixe de cinq ans, du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les éléments chiffrés relatifs à 2018 sont les suivants :

En k€	Effectif dédié (en nb. d'intervenants)	2018
Missions permanentes		1 526
<i>Dont</i>		
<i>Animation du Groupe</i>	5	370
<i>Assistance administrative, juridique, comptable et financière</i>	6	735
<i>Assistance dans le domaine de la qualité</i>	3	16
<i>Assistance dans le domaine de la communication</i>	3	58
<i>Assistance dans le domaine des ressources humaines</i>	4	75
<i>Assistance dans le domaine de l'immobilier</i>	3	9
<i>Assistance dans le domaine de la gestion des procédures internes</i>	1	7
<i>Assistance dans le domaine du business development</i>	4	257
Missions exceptionnelles	-	

Les éléments chiffrés relatifs à 2017 sont les suivants :

En k€	Effectif dédié (en nb. d'intervenants)	2017
Missions permanentes		1 881
<i>Dont</i>		
<i>Direction et Management</i>	5	364
<i>Animation des activités</i>	5	726
<i>Communication</i>	4	248
<i>Assistance comptable, juridique et administrative</i>	5	404
<i>Assistance à caractère financier</i>	3	140
Missions exceptionnelles	-	

Aucun avantage particulier n'a été accordé dans le cadre de cette convention.

Cette convention est également mentionnée au § 5.12.11 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements règlementés » du Document de Référence.

Les éléments chiffrés concernant les soldes de bilan sont les suivants :

En k€	2018	2017
Montant de la transaction nette (<charge>)	<1 500>	<1 721>
<i>Dont</i>		
<i>Facturation convention</i>	<1 526>	<1 881>
<i>Prestation de services divers à la holding</i>	26	160
Solde net au bilan (<passif>)	<575>	<525>
<i>Dont</i>		
<i>Compte courant</i>	0	0
<i>Dette Fournisseur</i>	<590>	<641>
<i>Créance Client</i>	15	116
Conditions de facturation	Trimestrielle	Trimestrielle
Conditions de règlement	Comptant	Comptant
Provisions pour créances douteuses	0	0

Note 24.2 Avec les participations mises en équivalence

Les relations entre la SCI Los Olivos, la SCI Les Coteaux de Pourvoirville et le Groupe sont de **nature immobilière** :

- ❖ La SCI Los Olivos possède le terrain et le bâtiment à Getafe (Espagne) qui sont loués à ACTIA Systems,
- ❖ La SCI Les Coteaux de Pourvoirville possède le terrain et les bâtiments situés à Toulouse (31) qui sont loués à ACTIA Group et ACTIA Automotive au prorata de la surface utilisée.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Par ailleurs, le Groupe, par le biais de sa maison mère ACTIA Group, a pris une participation minoritaire (20,0 % du capital) de COOVIA, start-up internet spécialisée dans le covoiturage urbain, en 2016, cf. § Note 30 « Evénement post clôture ».

Les éléments chiffrés concernant la **SCI Los Olivos** sont les suivants :

En k€	2018	2017
Montant de la transaction nette (<charge>)	<175>	<134>
<i>Dont Facturation loyers</i>	<i><176></i>	<i><136></i>
<i>Intérêts et charges financières</i>	<i>0</i>	<i>2</i>
Solde net au bilan (<passif>)	0	0
<i>Dont Compte courant</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dette Fournisseur</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Créance Client</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Conditions de facturation	Mensuelle	Mensuelle
Conditions de règlement	Comptant	Comptant
Provisions pour créances douteuses	0	0

Les éléments chiffrés concernant la **SCI Les Coteaux de Pourville** sont les suivants :

En k€	2018	2017
Montant de la transaction nette (<charge>)	<839>	<519>
<i>Dont Facturation loyers</i>	<i><743></i>	<i><515></i>
<i>Refacturation de frais divers</i>	<i><96></i>	<i><4></i>
Solde net au bilan (<passif>)	27	8
<i>Dont Compte courant</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dette Fournisseur</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Créance Client</i>	<i>27</i>	<i>8</i>
Conditions de facturation	Trimestrielle	Trimestrielle
Conditions de règlement	Comptant	Comptant
Provisions pour créances douteuses	0	0

Les éléments chiffrés concernant la société **COOVIA** sont les suivants :

En k€	2018	2017
Montant de la transaction nette (<charge>)	14	9
<i>Dont Intérêts et charges financières</i>	<i>14</i>	<i>9</i>
Solde net au bilan (<passif>)	823	659
<i>Dont Compte courant</i>	<i>800</i>	<i>650</i>
<i>Dette Fournisseur</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Créance Client</i>	<i>23</i>	<i>9</i>
Conditions de facturation	Annuelle	Annuelle
Conditions de règlement	Comptant	Comptant
Provisions pour créances douteuses	0	0

Suite à sa déclaration en cessation de paiements le 15 février 2019, une procédure de liquidation judiciaire est en cours depuis le 5 mars 2019. Le compte courant a été déprécié et les titres mis en équivalence ont été ramenés à zéro.

Note 24.3 Avec les filiales

Toutes les transactions entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes réalisés, sur cession d'actif immobilisé ou de stocks de sociétés consolidées, sont éliminés. Les pertes internes sont éliminées de la même façon que les profits internes, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Il s'agit des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe (cf. § Note 3.2 « Sociétés Consolidées » des notes annexes aux comptes consolidés).

Les transactions avec les filiales sont totalement éliminées dans les comptes consolidés, comme toutes transactions entre sociétés du Groupe en intégration globale. Elles sont de différente nature :

- ❖ Achat ou vente de biens et de services ;
- ❖ Location de locaux ;
- ❖ Transfert de recherche et développement ;
- ❖ Achat ou vente d'actifs immobilisés ;
- ❖ Contrat de licence ;
- ❖ Management fees ;
- ❖ Comptes courants ;
- ❖ Prêts...

Note 24.4 Avec les membres des organes de direction

Il s'agit des rémunérations versées aux personnes ayant des **mandats sociaux dans ACTIA Group S.A.** :

- ❖ Par ACTIA Group : membres du Directoire et membres du Conseil de Surveillance,
- ❖ Par LP2C, société contrôlante : membres du Directoire et membres du Conseil de Surveillance,
- ❖ Par les Sociétés contrôlées, filiales du Groupe ACTIA.

Le **détail des rémunérations versées** aux mandataires sociaux est le suivant :

En k€	2018	2017
Rémunérations des dirigeants sociaux	529	533
<i>Dont</i>		
<i>Fixes</i>	391	397
<i>Variables</i>	100	100
<i>Exceptionnelles</i>	29	29
<i>Avantages en nature</i>	9	8
Autres rémunérations des mandataires sociaux non dirigeants	168	166
Jetons de présence	0	0
Total	697	699

A ce jour il n'existe aucun plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur ACTIA Group S.A. ou sur les autres sociétés du Groupe.

Les informations concernant les cotisations à des régimes de retraite, les montants à verser en cas de départ ainsi que les autres avantages sont détaillés au § 6.4 « Rémunérations des mandataires » du Document de Référence.

Note 24.5 Avec les autres parties liées

- ❖ GIE PERENEO

La société ACTIA Automotive S.A. détient 50 % du GIE PERENEO. Ce GIE a pour mission de répondre à des offres de services de maintien en condition opérationnelle (MCO) ou de pérennisation des systèmes électroniques, avec Spherea Tests & Services, co-partenaire du GIE.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Les **éléments chiffrés relatifs aux transactions** avec le GIE PERENEO sont les suivants :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Montant de la transaction (<Charges>)	1 334	1 759
Solde au bilan (<Passif>)	637	835
Conditions de règlement	Comptant	Comptant
Provision sur créances douteuses	0	0

Les **informations financières** relatives au GIE PERENEO sont les suivantes :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Total Actifs	1 759	2 206
Dettes	1 770	2 183
Chiffre d'Affaires	3 036	4 493
Résultat	<38>	<11>

Note 25. Effectif

En nombre de salarié	2018	2017
France	1 191	1 140
Etranger	2 506	2 319
Total	3 697	3 459

La ventilation de l'effectif au 31 décembre 2018 par secteur opérationnel est la suivante :

En nombre de salarié	Cadres	Non cadres	Total
Automotive	1 171	2 224	3 395
Télécommunications	157	136	293
Autres (dont Holding)	8	1	9
Total	1 336	2 361	3 697

Pour plus d'informations, voir § 5.7.4 « Les effectifs » du Rapport de Gestion du Directoire.

Note 26. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan se décomposent comme suit :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Engagements reçus		
Cautions bancaires	27 799	947
Total des engagements reçus	27 799	947

Les informations ci-dessus ne reprennent pas :

- ❖ Les encours de location-financement qui sont traités au § Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés ;
- ❖ Les engagements sur locations financement et locations simples qui sont traités au § Note 29 « Autres informations » des notes annexes aux comptes consolidés ;
- ❖ Les intérêts sur emprunts qui sont traités au § Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés ;
- ❖ Les engagements de ventes à terme en devises et de swap de taux d'intérêt qui sont traités au § Note 11.2 « Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat » des notes annexes aux comptes consolidés.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 27. Garanties sur éléments d'actif

Les Garanties sur éléments d'actif correspondent aux éléments de l'actif servant de garantie à des dettes constatées au passif. Elles se décomposent comme suit :

En k€	31/12/2018				31/12/2017			
	Division Automotive	Division Telecom	Autres filiales	Total	Division Automotive	Division Telecom	Autres filiales	Total
Titres de participation de sociétés consolidées (*)	0	3 607	0	3 607	0	4 916	0	4 916
<i>Solde de la dette garantie</i>	<i>0</i>	<i>2 519</i>	<i>0</i>	<i>2 519</i>	<i>0</i>	<i>3 011</i>	<i>0</i>	<i>3 011</i>
Nantissement de créances professionnelles	22 788	1 457	0	24 246	12 383	0	0	12 383
<i>Dont : Dailly sous garanties</i>	<i>6 698</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>6 698</i>	<i>2 466</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 466</i>
<i>Dailly avec recours</i>	<i>16 090</i>	<i>1 457</i>	<i>0</i>	<i>17 548</i>	<i>9 917</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>9 917</i>
<i>Effet escomptés non échus</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Nantissement CIR & CICE	11 634	0	0	11 634	9 816	0	0	9 816
Nantissement stocks	0	0	0	0	0	0	0	0
Nantissement autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0
Nantissement matériel	1 323	0	0	1 323	1 324	0	0	1 324
Hypothèques/Nantissements (terrains/bât)	16 099	1 102	0	17 202	8 198	0	0	8 198
Total	51 845	6 167	0	58 012	31 722	4 916	0	36 638

(*) Valeur Comptable des Titres Nantis

Note 28. Facteurs de risques

Le Groupe ACTIA procède à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, sa capacité à réaliser ses objectifs.

Outre les autres informations contenues dans le Document de Référence, les Actionnaires et les acheteurs potentiels de titres doivent considérer avec soin les facteurs détaillés ci-dessous, ainsi que ceux présentés au paragraphe § 5.10 « Facteurs de risques ». lorsqu'ils évaluent le Groupe et ses activités commerciales.

Ainsi sont présentés les facteurs de risques pertinents et significatifs, identifiés à la date de publication du Document de Référence. Le Groupe ACTIA considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs en dehors de ceux présentés dans ces deux paragraphes.

Note 28.1 Les risques de crédit et/ou de contrepartie

Le Groupe est peu exposé au risque de crédit du fait de la nature des principales contreparties, de la solvabilité de ses principaux clients et de la grande dispersion de ses autres clients. Le chiffre d'affaires réalisé avec les dix principaux clients représente 57,7 % du chiffre d'affaires total. Le premier client en termes de chiffre d'affaires représente 20,8 % de l'activité globale du Groupe. C'est un niveau exceptionnel, du fait d'un contrat ponctuel avec un constructeur automobile (fort volume), dont la fin de vie annoncée favorisera le retour à la situation souhaitée d'ici 3 ans, qu'aucun client du Groupe ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires. Il est cependant important de préciser que les premiers clients sont, pour la plupart d'entre eux, des groupes internationaux avec de nombreuses filiales qui déclinent des marchés différenciés tant en termes juridique (filiales / divisions) qu'en termes de produits répondant à des segments ayant des activités indépendantes. Les neuf clients suivants ont un poids variant de 8,2 % à 1,8 % du chiffre d'affaires consolidés. Cette situation n'a que peu évolué pendant l'année 2018, malgré l'arrêt d'un contrat qui représentait 9,9% du chiffre d'affaires 2017.

Le Groupe ne prévoit aucune défaillance de tiers pouvant avoir un impact significatif sur ses actifs échus non provisionnés (cf. § Note 9 « Clients et Autres créances » des notes annexes aux comptes consolidés).

Par ailleurs, le Groupe peut faire appel à des organismes d'assurance-crédit dans des cas particuliers.

Pour les zones géographiques présentant un risque particulier, les livraisons produits ne sont effectuées qu'au travers des outils reconnus, tels que le crédit documentaire.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 28.2 Les risques de liquidité

La Société procède à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. Cette revue régulière permet d'anticiper toute tension et d'y apporter une réponse rapide le cas échéant.

Une étude détaillée des dettes financières, de la trésorerie, de l'endettement net et des dettes y compris intérêts est donnée à la Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés.

Au sein du Groupe ACTIA, le risque de liquidité est concentré sur la maison mère ACTIA Group et sa filiale ACTIA Automotive, puisqu'elles représentent 79,5 % de l'endettement global. De plus, la diversification des sources de financement permet de limiter la dépendance vis-à-vis des prêteurs.

En 2018, le Groupe a augmenté son recours aux financements à court terme de 18 061 k€, répartis de la manière suivante :

❖ Dailly :	5 924 k€ (+ 60,3%) ;
❖ Découvert :	4 544 k€ (+ 87,0%) ;
❖ Crédit SPOT :	6 040 k€ (+ 157,3%).

Le financement du CIR et du CICE a également augmenté, respectivement de 379 k€ et de 1 439 k€, du fait de l'évolution naturelle de ces sujets spécifiques, étant précisé que la mobilisation de 8 241 k€ du CIR a évolué en 2018 de la différence entre la mobilisation du CIR 2017 et le remboursement du CIR 2013 par l'Etat.

Il est à noter que les autorisations de lignes court terme sont stables et ne sont utilisées qu'à 44,3 % à la clôture de l'exercice.

Sur l'exercice 2018, l'endettement brut du Groupe a augmenté de + 48,0 M€, à 205,6 M€.

Les levées de financement de l'exercice ainsi que le déblocage de lignes autorisées en 2017 sont très significatives en 2018 du fait d'un programme d'investissements, financé par la dette, très important et comportant trois volets :

1. Programme immobilier de 2017 à 2019 : acquisition, extension et rénovation / réhabilitation / réaménagement de nombreux sites : France (7 sites), Espagne (1 site), Italie (1 site), Allemagne (1 site), Tunisie (3 sites), Etats-Unis (1 site)
2. Programme équipement industriel : avec l'arrivée d'un nouveau site industriel au sein du Groupe (Etats-Unis), il s'est agi d'acquérir une ligne CMS complète par an depuis 3 ans.
3. Programme R&D : dans la perspective de l'arrêt des contrats télématiques pour le secteur automobile, et grâce aux succès commerciaux, il s'agit de développer des lignes de produits et des spécifiques clients permettant de remplacer plus de 20 % de l'activité du Groupe et d'assurer sa croissance de demain.

Aussi, face à ces programmes ambitieux, le Groupe a fait appel à ses partenaires bancaires qui ont poursuivi leur accompagnement. Une information régulière et partagée permet de construire une vision long terme, malgré une situation annuelle alourdie au 31 décembre 2018, entraînant un non-respect des ratios financiers (cf. § Note 14 « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés).

Il est souligné qu'en cette période de forte activité, perturbée par un marché des composants électroniques sous tension, les stocks ont fortement augmenté, expliquant à eux seuls la progression de la variation du BFR (<26,3 M€> en 2018, après <19,7 M€> en 2017) et donc une partie de l'évolution de la dette.

Cependant, avec un potentiel important sur la mobilisation de son poste clients (seulement 10,5% mobilisés au 31/12/18), sur l'utilisation de ses lignes court terme (de 37,6% au 31/12/18) et avec les premiers dossiers autorisés et mis en place en 2019, le Groupe est en capacité de faire face au risque de liquidité. Il reste attentif au niveau atteint fin 2018 et s'engage à retrouver des niveaux de ratios conformes à son secteur d'ici trois ans, ayant conscience que la stratégie long terme en vue de pérenniser le Groupe dans un niveau d'activité supérieur à 500 M€ demande des efforts exceptionnels.

Une étude détaillée des actifs et passifs financiers est donnée à la Note 13 « Actifs et passifs financiers » des notes annexes aux comptes consolidés. Elle est reprise dans les tableaux suivants, par échéance :

Au 31 décembre 2018 :

En k€	<31/12/19	>01/01/20 <31/12/23	>01/01/24	Total
Total des actifs financiers	207 106	13 190	1 197	221 492
Total des passifs financiers	<207 576>	<70 004>	<9 049>	<286 629>
Position nette avant gestion	<470>	<56 815>	<7 852>	<65 137>
Engagements hors bilan	<27 799>			<27 799>
Position nette après gestion	<28 269>	<56 815>	<7 852>	<92 936>

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Au 31 décembre 2017 :

En k€	<31/12/18	>01/01/19 <31/12/22	>01/01/23	Total
Total des actifs financiers	180 376	12 224	1 472	194 072
Total des passifs financiers	<122 444>	<73 406>	<24 153>	<220 003>
Position nette avant gestion	57 932	<61 182>	<22 681>	<25 931>
Engagements hors bilan	<947>			<947>
Position nette après gestion	56 985	<61 182>	<22 681>	<26 878>

Dans le Groupe ACTIA, le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des passifs financiers est lié à son niveau de facturation et de recouvrement de ses créances, mais aucune difficulté n'est à signaler à ce niveau-là.

Les sociétés du Groupe ACTIA gèrent de façon autonome leurs besoins de trésorerie. La maison mère n'intervient qu'en cas de difficulté. Cette trésorerie provient de l'activité, des concours bancaires pouvant être obtenus en local. Les investissements importants sont décidés au niveau de la Direction du Groupe (acquisitions, bâtiments, outils de production, projets significatifs de R&D) et sont généralement financés par des emprunts ou des crédits baux souscrits par l'entité concernée. ACTIA Automotive S.A., en tant que société tête de la division Automotive, peut être amenée à financer des investissements importants pour le compte de ses filiales (ex : investissement télématique avec sa filiale ACTIA Nordic, investissement industriel aux Etats-Unis avec sa filiale ACTIA Corp.).

Enfin, le Groupe, pouvant bénéficier d'excédents de trésorerie au niveau de certaines filiales, a organisé des conventions bilatérales de trésorerie qui s'enclenchent selon les besoins.

A ce jour, ACTIA Automotive S.A. a signé des conventions cadre avec ses filiales ACTIA Systems (Espagne), ACTIA I+Me (Allemagne), ACTIA Italia (Italie), et ACTIA PCs (France) afin de pouvoir utiliser, au mieux, les excédents de trésorerie disponibles au sein du Groupe. Au cours de l'année 2018, ACTIA Automotive S.A n'a pas utilisé de trésorerie en provenance de ses filiales.

De même, ACTIA Telecom a signé une convention bilatérale de trésorerie avec sa maison mère ACTIA Group S.A. pour un montant de 3,0 M€, qui n'est pas utilisée au 31 décembre 2018.

Il est rappelé que ces conventions ont pour vocation d'utiliser la trésorerie disponible au sein du Groupe afin de limiter l'utilisation des lignes de financement court terme et de réduire ainsi les frais financiers : il ne s'agit pas de transférer les financements bancaires sur les filiales.

Le savoir-faire du Groupe est basé sur une politique active en termes d'innovation, aussi, historiquement près de 75 % des levées de financement à moyen terme concernent la R&D ou la croissance externe. Cette situation est cependant ponctuellement modifiée avec le plan d'investissements immobiliers 2017-2019, qui pèse pour près de 40% des levées 2018, mais la part de la R&D aura pour vocation à revenir une représentation de 75% des financements. La politique de financement se décompose donc en trois éléments :

- **Financement à long terme** : les construction / réhabilitation / acquisition de bâtiments sont financées par la levée d'emprunts à long terme, selon les pratiques locales des pays concernés.
Conjuguées aux emprunts obligataires de 2017 accompagnant les opportunités de croissance externe, les levées 2017 et 2018 ont permis d'améliorer la maturité de la dette du Groupe.
- **Financement à moyen terme** : pour pérenniser ses développements et construire son avenir des financements moyen terme sont mis en place sous forme de prêts bancaires ou de crédit baux (matériels de production et véhicules), d'une durée moyenne de 4 à 5 ans. Les prêts bancaires financent des projets structurant de R&D (cf. § 5.6 « Investissements » du Document de Référence). Le reste du financement de la R&D est porté soit par les clients, soit par des aides (subventions, avances, CIR), soit par les fonds propres. Les autres investissements concernent le renouvellement des matériels et des équipements nécessaires au maintien des exigences de qualité et de capacitaire des outils de production pour les produits du Groupe et sont, en règle générale, financés par des crédits baux (France), ou prêts moyen terme (Tunisie).
- **Financement à court terme** : les lignes de financement court terme sont stables (-4,3 % en 2018) et sont généralement demandées en renouvellement, à l'exception des lignes de financement du poste client qui sont adaptées à l'évolution de l'activité. Ces outils servent à la gestion du BFR.

Il est précisé que les lignes court terme sont rarement notifiées. Le Groupe a donc demandé leur renouvellement à l'identique et n'a pas rencontré de difficulté à l'utilisation au 31 décembre de ces lignes, avec un taux d'utilisation de 44,3 %.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 28.3 Les risques de marché

❖ Risque de taux

La Société a procédé à l'analyse de son risque de taux et les éléments chiffrés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En k€	Actifs financiers* (a)		Passifs financiers* (b)		Exposition nette avant couverture (c) = (a) - (b)		Instrument de couverture de taux (d)		Exposition nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
< 1 an	207 106		160 085	47 491	47 021	<47 491>	15 250	<15 250>	31 771	<32 241>
De 1 à 2 ans	4 731		21 969	2 847	<17 237>	<2 847>			<17 237>	<2 847>
De 2 à 3 ans	3 460		19 701	954	<16 241>	<954>			<16 241>	<954>
De 3 à 4 ans	4 020		15 006	663	<10 987>	<663>			<10 987>	<663>
De 4 à 5 ans	979		7 507	1 357	<6 528>	<1 357>			<6 528>	<1 357>
> 5 ans	1 197		8 799	250	<7 602>	<250>			<7 602>	<250>
Total	221 492	0	233 067	53 563	<11 575>	<53 563>	15 250	<15 250>	<26 825>	<38 313>

* Le détail des Actifs et Passifs financiers est donné au § Note 13 des annexes aux comptes consolidés.

Au niveau du Groupe, un contrôle est effectué sur la répartition du risque global de taux afin d'avoir un coût raisonnable de la dette bancaire.

Profitant de la faiblesse des taux d'intérêts bancaires et constatant la mise en place d'un taux plancher à zéro lors de financement à taux variable, le Groupe ACTIA a continué de privilégier la mise en place de financement à taux fixe en 2018. La répartition des dettes financières à taux fixe et taux variable est donnée à la Note 14 : « Dettes financières » des notes annexes aux comptes consolidés. Au vu du niveau des taux d'intérêts sur les marchés et n'anticipant pas une hausse significative à court terme, le Groupe n'a pas jugé bon de couvrir l'intégralité de sa dette à taux variable. Des outils pourront être progressivement mis en place pour bénéficier, avec le risque le plus faible possible, du niveau exceptionnellement faible des marchés, lorsque les taux repartiront à la hausse.

En 2015, le Groupe a mis en place des outils de couverture à départ différé, qui ramènent aujourd'hui la part des dettes bancaires à taux variable à 20 %. Les caractéristiques des swap de taux souscrit par notre filiale ACTIA Automotive S.A. sont décrites au § Note 11.2 « Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat » des notes annexes aux comptes consolidés.

La sensibilité à une variation de +/- 1 % du taux de référence a été calculée sur une base après couverture. Les données chiffrées de cette analyse sont détaillées ci-dessous :

En k€	31/12/2018	
	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôts
Impact d'une variation de + 1 % des taux d'intérêts	<383>	<383>
Impact d'une variation de - 1 % des taux d'intérêts	383	383

Il est important de signaler que de nombreux établissements bancaires imposent, depuis le passage des taux court terme en dessous de 0, un floor à 0% qui ne permet pas au Groupe de bénéficier des taux négatifs des marchés financiers.

❖ Risque de change

Le Groupe facture, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, en euros pour tous les flux intragroupes et limite la durée du Crédit Client sur les pays à monnaie « fondante ».

Pour les transactions réalisées en devises étrangères (ex : achats ou ventes en dollar américain (USD) ou en yen (JPY) par des entités de la zone Euro), les sociétés concernées gèrent de façon autonome leur risque de change et souscrivent si nécessaire des couvertures de change, lorsque les volumes en jeu le permettent.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

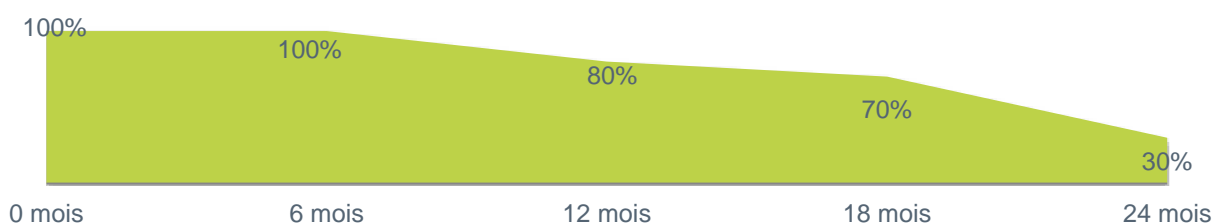
ACTIA Automotive, filiale française du Groupe, gère une part très significative des achats de composants du Groupe. Elle souscrit régulièrement des contrats de couverture de change dont les caractéristiques sont détaillées au § Note 11.2 « Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat » des notes annexes aux comptes consolidés. Ces outils de couverture ont pour objectif de sécuriser le coût d'acquisition des dollars par rapport à un prix vendu à nos clients, qui n'autorisent pas d'évolution des prix en fonction des fluctuations EUR/USD. Il ne s'agit donc pas de spéculer par rapport aux marchés boursiers, mais d'assurer un niveau raisonnable de parité pour les semaines/mois à venir.

Une forte évolution de la parité EUR/USD, a eu des conséquences très différentes en fonction de la vision court ou moyen terme que l'on adopte pour le Groupe :

- ❖ A court terme, cela représente un risque majeur pour nos achats de composants qui sont pour environ la moitié effectués en dollars et qui sont essentiellement fabriqués en zone sous influence dollar. Les outils de couverture permettent de limiter l'impact de l'évolution de la parité, sécurisant les achats lors de forte baisse, mais ne permettant pas de bénéficier immédiatement des hausses, devant attendre la mise en œuvre de nouveaux outils suite à l'extinction des outils existants. Aussi, il est constaté que malgré de très fortes amplitudes, le Groupe a pu travailler à change quasi constant sur ces trois dernières années. Des actions sont cependant menées pour trouver les ajustements nécessaires sur les prix tant auprès des fournisseurs, qu'auprès des clients. Force est de constater, dans les deux cas, que, du fait de notre taille, peu de produits ont bénéficié d'un réajustement de prix en notre faveur, par le passé.
- ❖ A moyen terme, l'évolution de la parité peut impacter la compétitivité du Groupe dans les appels d'offres internationaux mais cela ne se traduira, dans l'activité, qu'avec 18 mois à 3 ans de retard, du fait du cycle de développement (R&D) et d'industrialisation.

Le Groupe a ainsi pu procéder à ses achats de dollars à une parité moyenne sur la période de 1,178 contre 1,162 en 2017, sans toutefois bénéficier pleinement des hausses du marché. Ainsi, le Groupe n'a pas surperformé le marché comptant dont la parité moyenne sur la période est de 1,181, contre 1,130 en 2017, mais s'est mis à l'abri de tout mouvement risquant d'impacter ses marges client.

A titre indicatif, les outils de couverture s'inscrivent dans une politique pouvant se traduire par le graphe suivant :



Le Groupe a procédé à l'analyse du **risque de change** sur les créances clients et les dettes fournisseurs après couverture et les éléments chiffrés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En k€	Créances Clients Valeurs Brutes (a)	Dettes Fournisseurs (b)	Engagements hors bilan (c)	Position nette avant couverture (d)=(a)+(b)+(c)	Instruments financiers de couverture (e)	Position nette après couverture (f)=(d)+(e)
EUR	119 254	<58 914>	27 799	88 139		88 139
USD	15 672	<12 308>		3 364	9 052	12 417
Autres devises	18 661	<8 373>		10 288	0	10 288
Total	153 587	<79 594>	27 799	101 791	9 052	110 843

La majeure partie des transactions sont donc réalisées en Euro. L'analyse de la sensibilité à une variation de +/- 1 % de taux de change a été réalisée sur le dollar américain, 2^{ème} devise la plus utilisée dans le Groupe, les neuf autres devises regroupées dans le tableau ci-dessus en rubrique « Autres devises » ne présentant pas de risque significatif, même si certaines devises connaissent de très fortes fluctuations, comme le réal brésilien.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

La sensibilité à une variation de +/- 1 % du taux de change EUR/USD a été calculée sur une base après couverture. Les données chiffrées de cette analyse sont détaillées ci-dessous :

En k€	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôts	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
Position nette après couverture en USD	12 417	12 417	12 417	12 417
USD 0,87336	0,88210	0,86463	0,88210	0,86463
Estimation du risque	+ 108	-108	+ 108	-108

Enfin, avec un impact particulièrement marqué en clôture de l'exercice 2018 de +6,5 M€, contre <6,1> M€ en 2017, la valorisation des instruments de couverture imposée par la norme IAS 39 peut fluctuer significativement d'un exercice à l'autre. L'utilisation d'outils de type « accumulateur » qui sont gérés avec une capacité d'accumulation limitée par des levées anticipées régulières et avec un seuil de double accumulation bonifié par rapport à des achats à terme, ajoute un degré de risque dans le calcul de la valorisation, qui surenchérit le calcul. Il est rappelé que ces instruments ont pour vocation de protéger les achats de devises au risque de devoir enregistrer des écritures techniques sans lien avec l'activité.

En ce qui concerne les actifs et les passifs hors zone euro, ils ne représentent qu'une faible part (25,3 %) et ne sont généralement liés qu'à l'activité. Les biens mobiliers ou immobiliers s'amortissent ou sont déjà totalement amortis. Seuls les derniers investissements aux Etats-Unis (nouveau site industriel) sont accompagnés par une dette en devise, la construction des deux bâtiments en Tunisie étant financés en local, en euros. Une analyse a été faite concernant ces deux investissements long terme par rapport au risque devises, mais l'opportunité immobilière qu'ils représentaient par rapport au coût de location de biens pour de la production de cartes électroniques avec sa spécificité pondère considérablement le risque de change. Concernant les équipements lourds nécessaires à la production, les biens sont amortis rapidement et l'homogénéité des équipements sur nos différents sites permettrait la récupération et l'utilisation des biens sur n'importe quel autre site.

Enfin, n'ayant pas opté pour une valorisation des actifs immobiliers, la valeur nette comptable est très en deçà de la valeur de marché et couvrirait un différentiel de change si nous étions amenés à vendre un bien.

Ainsi, le risque de change lié aux filiales hors zone euro se limite essentiellement à la contribution aux résultats du Groupe.

❖ Les risques sur actions et autres instruments financiers

Aucun investissement n'est réalisé en actions. Seules quelques actions sont en nom propre pour ACTIA Group S.A (cf. Note 15.3 « Actions propres » des notes annexes aux comptes sociaux). Aucun instrument financier n'a été mis en place, hormis ceux présentés dans le cadre des couvertures de taux ou de change (cf. § Note 11.2 « Instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat » des notes annexes aux comptes consolidés).

❖ Les risques sur matières premières

Le Groupe ACTIA n'a pas d'opération de couverture liée à des approvisionnements de matières premières et/ou énergétiques. En effet, les achats effectués par le Groupe ne se font pas au niveau de la matière brute et ne sont donc pas directement affectés par les tensions actuelles sur certains marchés. Cependant, les tensions sur le marché du cuivre, nécessaire à la fabrication de circuit imprimé ou sur le plastique peuvent avoir des conséquences indirectes sur les approvisionnements ou sur les prix. De même, l'évolution des prix sur les terres rares impactent les prix des moteurs pour véhicules électriques, que nous approvisionnons dans le cadre d'une livraison complète de blocs moteurs.

En matière énergétique, le Groupe n'est qu'un faible consommateur (cf. § 5.7.8 « L'énergie » du Document de Référence) et une hausse du coût dans ce domaine n'impacterait pas de manière significative la structure des coûts.

Note 29. Autres informations

❖ Contrats de location simple

Les contrats de location simple concernent essentiellement des contrats de location de bâtiments, véhicules et matériels informatiques.

Au 31 décembre 2018, les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple sont considérés comme donnant une estimation raisonnable de l'ordre de grandeur de l'impact IFRS 16 :

En k€	31/12/2018			
	<31/12/19	>01/01/20 <31/12/23	>01/01/24	Total
Bâtiments	2 676	7 593	3 826	14 094
Matériels et véhicules	867	935	0	1 802
Total	3 542	8 529	3 826	15 897

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Au 31 décembre 2017 :

En k€	31/12/2017			
	<31/12/18	>01/01/19 <31/12/22	>01/01/23	Total
Bâtiments	663	535	0	1 198
Matériels et véhicules	845	803	8	1 656
Total	1 508	1 339	8	2 855

Au 31 décembre 2017, les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple ne tenaient pas compte des loyers immobiliers facturés entre entités du Groupe, quelle que soit leur méthode d'intégration dans les comptes consolidés. Par ailleurs, le recensement exhaustif opéré dans la cadre de la transition IFRS 16 a permis de mieux appréhender l'horizon de paiements minimums futures de certains contrats.

❖ Contrats de location-financement

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs financés au moyen de contrats de location-financement sont présentés à l'actif à leur juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Cette valeur est ultérieurement minorée du cumul des amortissements et pertes de valeur éventuelles. La dette correspondante est inscrite en passif financier et comptabilisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du contrat.

L'actif est amorti conformément à la durée d'utilité prévue par le Groupe pour les actifs de même nature.

Les contrats de location-financement peuvent concerner des locations de logiciels, de bâtiments et d'installations techniques.

Au 31 décembre 2018, les paiements minimaux futurs au titre de ces contrats sont les suivants :

En k€	31/12/2018			
	<31/12/19	>01/01/20 <31/12/23	>01/01/24	Total
Logiciel				0
Bâtiments				0
Installations techniques	1 891	4 437		6 328
Total	1 891	4 437	0	6 328

Au 31 décembre 2017 :

En k€	31/12/2017			
	<31/12/18	>01/01/19 <31/12/22	>01/01/23	Total
Logiciel				0
Bâtiments				0
Installations techniques	1 461	2 921	17	4 399
Total	1 461	2 921	17	4 399

Note 30. Evènements post-clôture

La société Coovia, détenue à 20% par ACTIA Group, a déclaré être en cessation de paiements le 15 février 2019. Une procédure de liquidation judiciaire est en cours depuis le 5 mars 2019. Le compte courant a été déprécié et les titres mis en équivalence ont été ramenés à zéro, générant un impact sur l'exercice de <852 k€>.

7.1.7 Honoraires versés aux contrôleurs légaux des comptes

En application de l'article 222-8 du règlement général de l'AMF, le tableau ci-dessous recense le montant des honoraires Hors Taxes des Commissaires aux Comptes certifiant les comptes sociaux et consolidés du Groupe. Il s'agit des honoraires rémunérant des prestations rendues et comptabilisées en charges au titre de l'exercice 2018 dans les comptes de la Société ACTIA Group S.A. et de ses filiales dont les comptes de résultat de l'exercice et le bilan sont consolidés par intégration globale. A noter que le solde des honoraires de Commissariat aux Comptes relatif à la période est souvent facturé au cours du 1^{er} semestre de l'exercice suivant. C'est le cas pour le solde des honoraires de 2017 qui a été facturé début 2018.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Pour une meilleure lecture de l'information concernant la société mère et ses filiales, nous avons opté pour une présentation des montants convenus dans les lettres de mission.

Globalement, les honoraires de Commissariat aux Comptes sont stables d'une période à l'autre.

En k€	KPMG				Éric BLACHE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :								
Émetteur : ACTIA Group S.A.	88	88	18,7%	19,7%	45	45	100,0%	100,0%
Filiales intégrées globalement	347	349	74,0%	78,0%	0	0	0,0%	0,0%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes :								
Émetteur : ACTIA Group S.A.	34	10	7,2%	2,2%	0	0	0,0%	0,0%
Filiales intégrées globalement	0	1	0,0%	0,1%	0	0	0,0%	0,0%
SOUS-TOTAL	469	447	100,0%	100,0%	45	45	100,0%	100,0%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement :								
Juridique, fiscal, social	10	6	100,0%	59,3%	0	0		
Autres	0	4	0,0%	40,7%	0	0		
SOUS-TOTAL	10	10	100,0%	100,0%	0	0	0,0%	0,0%
TOTAL Groupe	479	457	100,0%	100,0%	45	45	100,0%	100,0%

Les honoraires des Commissaires aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2018 concernent principalement les services professionnels rendus pour la revue et la certification des comptes consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, la certification des états financiers statutaires de certaines filiales du Groupe, le respect des réglementations au plan local et la revue des documents enregistrés auprès de l'AMF.

Les autres diligences et prestations directement liées à la mission rendues par les Commissaires aux Comptes, ou un membre du réseau, concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de Commissariat aux Comptes rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales et environnementales, rédaction d'attestations particulières, diligences effectuées dans le cadre d'opérations d'acquisition ou de cession d'activités ou de sociétés destinées à entrer ou à sortir du périmètre de consolidation.

Les autres prestations de nature juridique, fiscale et sociale rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement concernent des prestations hors audit rendues par un membre du réseau de KPMG ou par Eric BLACHE et son Cabinet aux filiales consolidées. Ces missions sont essentiellement des travaux d'assistance aux obligations fiscales sans lien avec la mission de Commissariat aux Comptes, réalisés à l'étranger.

7.1.8 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société ACTIA Group S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Actia Group S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2.4 de l'annexe des comptes consolidés concernant l'application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Immobilisation des frais de développement

Risque identifié :

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable des frais de développement immobilisés s'élève à 54 703 k€.

Les critères d'inscription à l'actif des frais de développement sont décrits dans la note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'analyse du respect des différents critères d'immobilisation fait appel à de nombreux jugements et estimations, notamment l'appréciation de la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

Au regard du caractère significatif des frais de développement immobilisés et des éléments d'appréciation du respect des différents critères d'immobilisation, nous avons considéré que l'immobilisation des frais de développement constituait un point clé de l'audit.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Notre réponse :

Nos travaux ont consisté notamment :

- ❖ à prendre connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour identifier les projets de développement et les coûts éligibles aux critères et conditions d'activation de la norme IAS 38 ;
- ❖ à tester l'efficacité des contrôles clés relatifs au respect des critères d'immobilisation et de suivi des dépenses attribuables aux différentes immobilisations incorporelles au cours de leur phase de développement ;
- ❖ à apprécier par sondages le respect des différents critères d'immobilisation des frais de développement ;
- ❖ à apprécier la qualité des processus d'établissement des prévisions dans le cadre de l'analyse des avantages économiques futurs probables générés par les projets immobilisés par des analyses critiques des écarts constatés entre les prévisions de chiffre d'affaires et de rentabilité des années antérieures et les réalisations subséquentes.

Evaluation des goodwill d'Actia Télécom et d'Actia Corp

Risque identifié :

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable des goodwill s'élève à 24 148 k€, dont 18 916 k€ au titre des goodwill d'Actia Télécom et d'Actia Corp.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuellement à la date de clôture ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. Les principaux indices de pertes de valeur retenus par le Groupe sont décrits dans la note 2.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les goodwill sont affectés par Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.). Le test de dépréciation coconsiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'U.G.T. à sa valeur recouvrable, qui correspond à la valeur la plus élevée entre, d'une part, la valeur d'utilité déterminée sur la base de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, et, d'autre part, la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

L'évaluation de la valeur recouvrable requiert des jugements et estimations de la part de la Direction générale, notamment l'appréciation raisonnable des flux de trésorerie opérationnels retenus dans les budgets et plans d'affaires à moyen terme, les taux d'actualisation et de croissance à l'infini retenus dans le calcul des valeurs recouvrables.

Au regard du caractère significatif de ces actifs incorporels et des éléments d'appréciation inhérents à la détermination de la valeur recouvrable des U.G.T. rattachées à Actia Corp et Actia Telecom, nous avons considéré que l'évaluation de ces goodwill constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse :

Nos travaux ont consisté notamment :

- ❖ à apprécier la cohérence des prévisions de flux de trésorerie des activités des U.G.T. concernées établies par leurs Directions opérationnelles avec les données et hypothèses issues des plans d'affaires établis sous le contrôle des Directions générales des activités concernées ;
- ❖ à apprécier la qualité des processus prévisionnels par des analyses critiques des écarts constatés entre les prévisions d'exploitation et d'investissements des années antérieures et les réalisations subséquentes ;
- ❖ à apprécier la pertinence des taux d'actualisation et des taux de croissance retenus ;
- ❖ à examiner les analyses de sensibilité des valeurs à la variation des hypothèses de flux prévisionnels et des taux d'actualisation ;
- ❖ à apprécier la cohérence des éléments composant la valeur comptable des U.G.T. avec la manière dont les prévisions de flux de trésorerie ont été établies.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet KPMG S.A. et Eric Blache ont été désignés commissaires aux comptes de la société Actia Group S.A. par ses assemblées générales, tenues respectivement le 26 mai 2000 et le 28 mai 2013.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. et Eric Blache étaient respectivement dans la 19^{ème} et 6^{ème} année de leurs missions, sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ❖ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

- ❖ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Labège, le 24 avril 2019

Paris, le 24 avril 2019

KPMG Audit

Philippe Saint-Pierre
Associé

Mathieu Leruste
Associé

Eric Blache

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.2 Comptes sociaux

7.2.1 Bilan social

Bilan actif (en €)	31/12/2018			31/12/2017
	Montant Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	62 560	62 511	49	71
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	68 725	45 888	22 837	28 555
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	55 746 237	257 324	55 488 913	55 174 011
Créances rattachées à participations	10 451 559	800 000	9 651 559	8 301 250
Autres titres immobilisés				
Prêts	778	113	665	675
Autres immobilisations financières	4 635		4 635	4 573
ACTIF IMMOBILISE	66 334 494	1 165 837	65 168 658	63 509 136
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	879 088	23 819	855 269	1 311 207
Autres créances	180 910		180 910	198 227
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	258 286	149 124	109 163	181 985
dont actions propres : 162 076				
Disponibilités	9 023 670		9 023 670	12 316 892
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	91 543		91 543	52 230
ACTIF CIRCULANT	10 433 497	172 942	10 260 555	14 060 541
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
BILAN ACTIF	76 767 991	1 338 779	75 429 212	77 569 677

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Bilan passif (en €)	31/12/2018	31/12/2017
Capital social et individuel (dont versé : 15 074 956)	15 074 956	15 074 956
Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 560 647	17 560 647
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence : 0)		
Réserve légale	1 507 496	1 507 496
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours : 0)	189 173	189 173
Autres réserves		
Report à nouveau	11 140 926	7 783 639
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 219 272	5 766 829
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	47 692 470	47 882 740
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	20 000 000	20 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 197 733	8 159 113
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs : 0)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	320 643	859 274
Dettes fiscales et sociales	189 747	223 371
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		393 641
Autres dettes	28 620	51 539
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	27 736 742	29 686 937
Ecart de conversion passif		
BILAN PASSIF	75 429 212	77 569 677

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.2.2 Compte de résultat social

Compte de résultat (en €)	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	1 712 968	2 777 018
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 712 968	2 777 018
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	860 008	786 215
Autres produits		
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 572 976	3 563 234
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variations de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		
Variation de stock (matière premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	2 206 512	3 591 698
Impôts, taxes et versements assimilés	25 999	23 996
Salaires et traitements	953 523	667 535
Charges sociales	375 186	283 796
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	5 490	6 651
Sur immobilisations : dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	23 464	355
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	200	
CHARGES D'EXPLOITATION	3 590 374	4 574 029
RESULTAT D'EXPLOITATION	<1 017 398>	<1 010 796>
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	4 396 358	6 576 552
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	529 928	457 203
Autres intérêts et produits assimilés	17 507	
Reprises sur provisions et transferts de charges	322	2 043
Différences positives de change	848	82
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	18 148	16 988
PRODUITS FINANCIERS	4 963 111	7 052 867
Dotations financières aux amortissements et provisions	805 368	202 850
Intérêts et charges assimilés	796 651	201 823
Différences négatives de change	384	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	85 935	37 629
CHARGES FINANCIERES	1 688 338	442 302
RESULTAT FINANCIER	3 274 773	6 610 566
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 257 375	5 599 770

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Compte de résultat (en €)	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14	477
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 986	11 200
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 000	11 677
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	80	7
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 302	1 198
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 382	1 205
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 618	10 473
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	40 722	<156 586>
TOTAL DES PRODUITS	7 550 087	10 627 778
TOTAL DES CHARGES	5 330 815	4 860 949
BENEFICE OU PERTE	2 219 272	5 766 829

7.2.3 Notes annexes

Note 1. Faits majeurs de l'exercice

La Société ACTIA Group S.A. a rempli son rôle de Holding de Groupe en 2018.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, ACTIA Group a créé une filiale, ACTIA Africa, en Tunisie. Celle-ci est en charge de la promotion, de la commercialisation et du support technique des produits du Groupe, tant en Tunisie qu'en Afrique, afin de renforcer le développement économique d'ACTIA sur l'ensemble du continent. Le capital est composé de 3 000 actions, dont 2 993 sont détenues par ACTIA Group S.A., les 7 autres actions étant portées par des personnes physiques pour répondre au droit tunisien.

La Société ACTIA Group S.A. a racheté au cours du 4^{ème} trimestre 2018 pour un montant de 610 902 € les participations minoritaires dans la société ACTIA PCs. Désormais, cette filiale est détenue à hauteur de 87,81% par ACTIA Automotive S.A. et 12,19% par ACTIA Group S.A..

Note 2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2018 ont été arrêtés, conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, par le Directoire du 25 mars 2019 et soumis au Conseil de Surveillance du même jour.

Note 2.1 Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions sont amortis en linéaire sur un ou deux ans.

Note 2.2 Immobilisations corporelles

Les actifs immobilisés sont décomposés et amortis sur leur propre durée d'utilité si celle-ci est différente de l'immobilisation principale.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition. Les éléments du coût comprennent :

- ❖ Le prix d'achat y compris les droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordés ;
- ❖ Les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;
- ❖ Le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Lorsque des parties significatives d'immobilisations corporelles peuvent être déterminées et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, les amortissements sont comptabilisés par composant. A ce jour, aucune immobilisation ne fait l'objet d'un traitement par composant, faute d'immobilisation significative.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- ❖ Installations techniques, matériels et outillages : sur 6 à 10 ans ;
- ❖ Autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

Note 2.3 Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la valeur comptable d'une participation est inférieure à la quote-part de capitaux propres de celle-ci, détenue par ACTIA Group, une dépréciation est constatée, sauf si :

- ❖ une juste valeur transactionnelle actée permet de justifier la valeur,
- ❖ ou lorsque les perspectives de redressement de la rentabilité sont fortement probables et peuvent être démontrées, la valeur d'utilité de la participation étant dès lors estimée par une démarche d'évaluation financière.

La valeur actuelle des participations est ainsi appréciée par la mise en œuvre principalement de la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés, fondée sur des hypothèses d'activité et de flux libres de trésorerie prévisionnels raisonnablement estimés par la Direction Générale, qui sont les plus probables à la date d'arrêté des comptes. Les taux d'actualisation et de croissance utilisés sont rationalisés à partir de données de marché.

Afin d'apprécier les marges d'estimation des valeurs de fonds propres ainsi déterminées, des analyses de sensibilité de ces valeurs à la variation d'hypothèses relatives aux flux futurs estimés et au taux d'actualisation sont simulées.

Note 2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en fonction de l'antériorité des créances et des risques de non-recouvrement.

Note 2.5 Engagements de retraite

Les engagements de retraite ont été calculés conformément à la recommandation CNC n°2013-02, sur la base d'une estimation actuarielle des droits potentiels acquis par les salariés à la date du bilan.

Les principales hypothèses retenues à la date de la clôture sont :

- ❖ taux d'actualisation : 1,57 % (1,30 % en 2017),
- ❖ taux d'évolution des salaires : 2,25 %,
- ❖ âge de la retraite : 67 ans,
- ❖ taux de turn-over faible :

Age du salarié	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	65 ans
Taux de Turn-over (cadres et non cadres)	5,80%	2,77%	2,04%	0,10%	0,05%	0,00%

- ❖ table de mortalité : INSEE 2013 :

Age du salarié	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	65 ans
Table de Mortalité Hommes	99 274	98 549	97 489	94 963	88 615	83 631
Table de Mortalité Femmes	99 469	99 222	98 745	97 436	94 414	92 075

Dans les engagements hors bilan, les engagements de retraite représentent un montant de 177 367 €.

Note 3. Compléments d'informations relatifs au bilan et compte de résultat

Les comptes sont établis au 31 décembre 2018 pour une période de douze mois.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3.1 Immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes des **immobilisations incorporelles** ont évolué comme suit :

En €	31/12/2017	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	31/12/2018
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	62 610	113	163	62 560
Total	62 610	113	163	62 560

et les amortissements :

En €	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	62 539	135	163	62 511
Total	62 539	135	163	62 511

Note 3.2 Immobilisations corporelles

Les valeurs brutes des **immobilisations corporelles** ont évolué comme suit :

En €	31/12/2017	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	31/12/2018
Terrains	0			0
Constructions	0			0
Installations tech., matériel, outil.	0			0
Autres	77 282	10 938	19 495	68 725
Immobilisations corporelles en cours	0			0
Total	77 282	10 938	19 495	68 725

et les amortissements :

En €	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Terrains	0			0
Constructions	0			0
Installations tech., matériel, outil.	0			0
Autres	48 727	5 355	8 193	45 888
Total	48 727	5 355	8 193	45 888

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3.3 Immobilisations financières

Elles ont évolué de la manière suivante :

En €	Montants des titres au Bilan				Détention au 31/12/18 (en %)	Capitaux propres avant affectation de l'exercice au 31/12/18	Chiffre d'affaires HT de l'exercice 2018	Résultats nets au 31/12/18
	31/12/2017		31/12/2018					
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette				
TITRES DE PARTICIPATIONS								
Filiales et participations > 10 %								
ACTIA Telecom	25 772 641	25 772 641	25 772 641	25 772 641	100,00%	34 929 563	60 850 147	5 401 252
ACTIA Automotive	24 894 195	24 894 195	24 894 195	24 894 195	99,98%	53 300 359	271 660 714	<801 230>
Market-IP	4 094 578	4 094 578	3 698 578	3 698 578	99,00%	1 306 514	2 623 466	289 010
ACTIA PCs			610 902	610 902	12,19%	3 604 595	4 583 219	<18 166>
SCI Oratoire	199 098	199 098	199 098	199 098	86,00%	780 955	527 777	264 560
ARDIA (*)	151 680	151 680	151 680	151 680	53,33%	1 234 108	10 074 006	678 174
ACTIA Africa (*)			100 000	100 000	99,77%	91 502	114 713	<33 595>
SCI Pouvoirville	41 161	41 161	41 161	41 161	27,50%	1 172 816	756 133	7 158
Coovia	200 010	0	200 010	0	19,98%	<670 315>	110 391	<187 876>
MORS INC	0	0	0	0	100,00%	N.C.	N.C.	N.C.
CYT	33 494	0	33 494	0	15,00%	N.C.	N.C.	N.C.
Filiales et participations < 10 %								
CIPI-ACTIA (*)	10 138	10 138	10 138	10 138	0,20%	3 123 442	11 768 790	425 436
SCI Sodimob	7 030	7 030	7 030	7 030	2,00%	218 781	103 056	71 353
Hors-Groupe								
MPC	3 489	3 489	3 489	3 489	0,02%	N.C.	N.C.	N.C.
Continentale	47	0	47	0	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
STEM	22 812	0	22 812	0	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
CGC	960	0	960	0	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
Total	55 431 335	55 174 011	55 746 237	55 488 913				
AUTRES TITRES IMMOBILISES								
1% Construction	0	0	0	0				
Total	0	0	0	0				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
Prêt	778	675	778	665				
Créances diverses	4 573	4 573	4 635	4 635				
Total	5 352	5 248	5 413	5 300				

N.S. : Non significatif - N.C. : Non communiqué

(*) Filiales étrangères dont la devise locale n'est pas l'euro et les données bilanciellles sont converties au taux de clôture et les données résultat au taux moyen

Note 3.4 Stocks

Néant.

Note 3.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Néant.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3.6 Créances et comptes rattachés, autres créances

En €	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Échéances < 1 an	Échéances > 1 an
Créances rattachées à des participations	10 451 559	9 651 559	600 000	9 051 559
Clients, comptes rattachés	879 088	855 269	855 269	
Comptes courants rattachés à des participations				
Autres créances (y compris charges constatées d'avance)	272 453	272 453	272 453	
Total	11 603 100	10 779 282	1 727 723	9 051 559

Note 3.7 Actions propres

ACTIA Group détient **1 399 actions propres** comptabilisées pour une valeur brute de 153 043 €. Ces actions étaient détenues par MORS S.A. au moment de la fusion en 2000.

Depuis la fusion avec MORS S.A., le Groupe a procédé à différents programmes de rachat d'actions propres.

Le dernier programme de rachat d'actions propres a été autorisé par l'Assemblée Générale du 30 mai 2017 pour une période de 18 mois. Nous rappelons que ce programme est conforme aux articles L225-209 et suivants du Code de Commerce. Les objectifs, le montant maximum alloué au programme de rachat d'actions, le nombre maximal et les caractéristiques des titres ainsi que le prix maximum d'achat sont décrits au paragraphe 5.13.9 « Autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions » du Document de Référence.

Au 31 décembre 2018, ACTIA Group S.A. détient 3 328 actions propres.

Une provision sur ces actions propres est calculée en fonction du cours de clôture, soit 3,38 € au 31 décembre 2018, et représente un montant de 148 314 €.

Le tableau ci-dessous détaille le poste Actions Propres au 31 décembre 2018 :

Origine de la détention	Nombre d'actions	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette
Fusion avec MORS S.A. en 2000	1 399	153 043 €	148 314 €	4 729 €
Programmes de rachat d'actions propres	1 929	9 033 €	- €	9 033 €
Total	3 328	162 076 €	148 314 €	13 762 €

De plus, au 31 décembre 2018, dans le cadre du **contrat de liquidité**, ACTIA Group détient **15 466 actions propres** et 31 091,72 € de liquidité. Tous les titres sont utilisés afin d'assurer l'animation du marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement (P.S.I.), la Société de Bourse Portzamparc, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF.

Note 3.8 Capitaux Propres

Au 31 décembre 2018, il n'existe pas de plan de souscription ou d'achat d'actions émis par la Société et le Capital Social s'élève donc à 15 074 955,75 €. Il est constitué de 20 099 941 actions dont la valeur nominale unitaire est de 0,75 €. La prime d'émission s'élève à 14 693 643,96 €.

La situation nette a par conséquent évolué comme suit pendant l'exercice :

En €	Solde au 31/12/2017 avant affectation	Affectation du résultat 2017			Augmentation de capital social	Solde au 31/12/2018 avant affectation proposée
		Réserves RAN	Dividendes			
			Versés aux actionnaires	Sur actions propres		
Capital	15 074 956					15 074 956
Prime d'émission	14 693 644					14 693 644
Prime de fusion	2 867 003					2 867 003
Réserves légales	1 507 496					1 507 496
Réserves indisponibles	189 173					189 173
Report à nouveau	7 783 639	3 354 836		2 451		11 140 926
Résultat exercice 2017	5 766 829	<3 354 836>	<2 409 542>	<2 451>		0
Résultat exercice 2018	0					2 219 272
Total	47 882 740	0	<2 409 542>	0	0	47 692 470

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Au 31 décembre 2018, le montant des réserves indisponibles affectées à la couverture des actions propres s'élève à 13 762 €.

Note 3.9 Provisions pour charges

Néant.

Note 3.10 Dettes

Les dettes par nature et par échéance se répartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice :

En €	31/12/2018			Total
	<31/12/19	>01/01/20 <31/12/23	>01/01/24	
Autres emprunts obligataires	20 000 000			20 000 000
Emprunts & dettes établis. Crédit	5 833 327	974 107	390 299	7 197 733
<i>Dont Emprunts MLT</i>	5 627 290	974 107	390 299	6 991 696
<i>Dont Billet très. et concours bancaires CT</i>	0			0
<i>Dont Intérêts courus sur dettes financières</i>	206 037			206 037
Emprunts & dettes financières diverses				0
Av. et acomptes reçus sur commandes				0
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	320 643			320 643
Dettes fiscales & sociales	189 747			189 747
Autres dettes (y compris produits constatés d'avance)	28 620			28 620
Total	26 372 337	974 107	390 299	27 736 742

Certains emprunts à moyen et long terme sont soumis au respect de covenants. Ces covenants s'appliquent à des prêts pour un montant de 25 196 506 €, soit 93,3 % de l'endettement à moyen et long terme. Ils doivent être contrôlés annuellement, à chaque fin de période, sur la base des comptes consolidés du Groupe ACTIA.

La part long terme de la dette reclassée en « Dettes financières à moins d'un an » à la clôture s'élève à 23 538 468 €.

Au 31 décembre 2018, le détail des emprunts à moyen et long terme et des covenants est le suivant :

Montant initial en €	Date de souscription	Durée	Capital restant dû au 31/12/2018	Covenant			
				Ratios à fin 2018 (calculés sur la base des comptes consolidés)	Respect ⁽¹⁾		Reclassement en Dette Courante ⁽²⁾
					A fin 2017	A fin 2018	
1 000 000	2014	5 ans	154 334	Dettes Nettes / Fonds Propres ≤ 1,15	R	NR	0
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	R	R	
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	R	NR	
1 500 000	2014	5 ans	233 402	-			
2 000 000	2015	5 ans	648 535	Dettes Nettes / Fonds Propres ≤ 1,15	R	NR	0
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	R	R	240 607
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	R	NR	
2 000 000	2016	5 ans	1 138 977	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	R	NR	0
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	R	R	738 679
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	R	NR	
3 500 000	2016	7 ans	2 518 644	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	R	NR	0
				Dettes Nettes / EBE < 3,5	R	NR	2 022 429
1 000 000	2017	5 ans	736 016	Dettes Nettes / Fonds Propres < 1,15	R	NR	0
				Coût Endettement Financier / EBITDA < 30%	R	R	536 754

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Montant initial en €	Date de sous-critption	Durée	Capital restant dû au 31/12/2018	Covenant			
				Ratios à fin 2018 (calculés sur la base des comptes consolidés)	Respect ⁽¹⁾		Reclasse-ment en Dette Courante ⁽²⁾
					A fin 2017	A fin 2018	A fin 2018
				Dettes Nettes / EBITDA < 5	R	NR	
15 000 000	2017	7 ans	15 000 000	Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	R	NR	0 15 000 000
5 000 000	2017	9 ans	5 000 000	Dettes Nettes / EBITDA ≤ 4	R	NR	0 5 000 000
4 000 000	2018	7 ans	610 902	-			
1 000 000	2018	5 ans	950 885	-			
Total			26 991 696				0 23 538 468

(1) R = Respecté - NR = Non Respecté

(2) Part long terme de la dette reclassée en "Dettes financières à moins d'un an"

En 2018, l'évolution de l'activité du Groupe ACTIA a eu de forts impacts sur les ratios « Dettes Nettes / Fonds Propres » et « Dettes Nettes / EBITDA », basé sur les comptes consolidés, notamment du fait :

❖ Concernant la rentabilité du Groupe impactant l'EBITDA :

- D'un mix produit défavorable lié à la très forte progression d'un contrat automobile (+ 49,0%) à faible marge malgré la montée progressive des nouveaux programmes, mieux margés,
- D'un marché des composants très tendu générant une hausse des prix sur des produits habituellement baissiers, et une gestion sous allocation réduisant la productivité usine et augmentant les stocks (impact BFR) ;

❖ Concernant les dettes :

- De la mise en place des financements immobiliers liés à des projets lancés en 2017 et se poursuivant jusqu'en 2019,
- De la forte progression du besoin en fonds de roulement venant d'une hausse des stocks de 27,2 M€ (croissance de l'activité + hausse des prix + augmentation des délais de livraisons).

Ces éléments ont conduit au non-respect de covenants sur sept emprunts au 31 décembre 2018, contre le respect de tous les covenants au 31 décembre 2017.

Pour les covenants non respectés à fin 2018, un waiver a été sollicité le 25 mars 2019, suite à la tenue du Conseil de Surveillance validant les comptes annuels en vue de leur soumission à l'Assemblée Générale du 28 mai 2019. Les établissements financiers concernés ont bénéficié d'une information régulière sur le sujet. Aussi, 2 des 3 partenaires financiers interrogés ont déjà répondu favorablement à la date de publication du Document de Référence du Groupe, ce qui représente 3,5 M€ de la dette reclassée. Il est précisé que certains partenaires ont conditionné cet accord à l'acceptation de l'ensemble des parties prenantes.

Note 3.11 Chiffre d'affaires

Du fait de la nature de son activité de holding, le chiffre d'affaires réalisé par ACTIA Group S.A. correspond à de la refacturation de charges à ses entreprises liées.

Note 3.12 Transfert de charges d'exploitation

Dans les produits d'exploitation, les transferts de charges concernent la refacturation de frais engagés par ACTIA Group S.A. pour le compte de ses filiales :

- ❖ Licences : 429 772 €
- ❖ Assurances (y compris courtage) : 429 535 €

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 3.13 Résultat financier

Dans les **produits financiers**, les éléments les plus significatifs sont :

❖ Les dividendes reçus des filiales :	4 341 240 €
❖ Les intérêts sur comptes courants des filiales :	55 118 €
❖ Les revenus des engagements hors bilan en faveur des filiales :	529 858 €

Les **charges financières** sont principalement constituées :

❖ Des intérêts et charges assimilées liées aux dettes financières auprès des établissements de crédit :	796 581 €
❖ Des intérêts sur comptes courants bancaires créditeurs :	70 €

Note 3.14 Résultat Exceptionnel

Aucun résultat exceptionnel significatif n'est à signaler au titre de la période 2018.

Note 3.15 Résultat par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2018 est calculé sur la base d'un résultat social de 2 219 272 € divisé par le nombre d'actions en circulation (hors actions propres). Le détail du calcul est fourni dans le tableau ci-dessous :

En €	31/12/2018	31/12/2017
Résultat social	2 219 272	5 766 829
Actions émises au 1 ^{er} janvier	20 099 941	20 099 941
Actions nouvelles émises	0	0
Actions propres	<3 328>	<3 328>
Résultat par action	0,11	0,29

Note 3.16 Engagements financiers et sûretés réelles donnés

Les garanties délivrées par ACTIA Group S.A. pour le compte de ses filiales en faveur des tiers non banquiers s'élèvent à 218 912 289 € et correspondent à des garanties clients. Deux garanties clients de 217 000 000 € sont couvertes par une assurance prise directement par la filiale concernée. Les sûretés délivrées par ACTIA Group S.A. pour le compte de ses filiales en faveur des banques s'élèvent à 62 465 027 € au 31 décembre 2018, contre 51 120 290 € au 31 décembre 2017.

ACTIA Group S.A. a donné en garantie de prêts bancaires 344 262 titres de sa filiale ACTIA Telecom.

Note 4. Autres informations

Note 4.1 Charges à payer

Les charges à payer correspondent aux honoraires de Commissariat aux Comptes pour 26 858 €.

Note 4.2 Dividendes

L'affectation du résultat 2018 est détaillée au § 5.12.2 « Affectation du résultat » du Document de Référence. Il sera proposé une distribution de dividendes de 0,10 € par action, lors de l'Assemblée Générale du 28 mai 2019.

Note 4.3 Situation fiscale latente

Au 31 décembre 2018, la situation fiscale latente est composée de déficits restant à reporter pour 8 685 097 €.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Note 4.4 Effectifs en fin d'année

	2018	2017
Cadres et agents de maîtrise	8	8
Employés	1	2
Stagiaires		
Ouvriers		
Total	9	10

Note 4.5 Opérations avec les entreprises liées

Montants concernant les entreprises au 31/12/2018	Société Mère	Filiales	Autres entreprises liées
Bilan ACTIF			
Créances rattachées à des participations		10 451 559	
Provisions sur créances rattachées à des participations		<800 000>	
Créances clients et comptes rattachés	14 564	839 762	
Autres créances		62 370	
Bilan PASSIF			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	96 661	30 285	
Compte de résultat			
Charges d'exploitation	322 204	128 534	
Charges financières		800 010	
Charges exceptionnelles			
Produits d'exploitation	49 429	2 517 120	
Produits financiers		4 926 217	
Produits exceptionnels		13 986	

Les charges d'exploitation avec la société mère correspondent aux facturations de prestations de service.

Note 4.6 Risques et politique de couverture

❖ Risque de taux :

Le tableau ci-dessous présente la répartition entre taux fixe et taux variable des dettes financières d'ACTIA Group S.A. au 31 décembre 2018 :

En €	2018			2017		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts obligataires	20 000 000		20 000 000	20 000 000		20 000 000
Emprunt moyen et long terme	6 603 959	387 736	6 991 696	6 603 906	1 458 592	8 062 498
Billets / Concours bancaires CT			0			0
Total en valeur	26 603 959	387 736	26 991 696	26 603 906	1 458 592	28 062 498
Total en %	99%	1%	100%	95%	5%	100%

La sensibilité à une hausse de 1 % du taux de référence (Euribor 3 Mois) a été calculée sur une base avant couverture. Au 31 décembre 2018, elle s'élève à 4 k€ et n'est impactée que par les emprunts à moyen et long terme (15 k€ au 31 décembre 2017).

❖ Risque sur actions :

Au 31 décembre 2018, ACTIA Group S.A. possède 3 328 actions propres. La sensibilité à une baisse de 1 € du cours de bourse s'élève donc à 3 k€.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

❖ Risque de change :

A ce jour, aucune opération en devise étrangère n'est en cours, la refacturation aux filiales s'effectue en euro.

Note 4.7 Rémunération aux membres de l'organe de direction

Aucun membre du Conseil de Surveillance d'ACTIA Group S.A. n'est rémunéré par celle-ci, seul le Président du Directoire est rémunéré au titre de son mandat. Pour plus d'informations voir § 6.4 « Rémunérations des mandataires ».

Note 4.8 Evénements post clôture

La société Coovia, détenue à 20% par ACTIA Group, a déclaré être en cessation de paiements le 15 février 2019. Une procédure de liquidation judiciaire est en cours depuis le 5 mars 2019. L'intégralité du compte courant et des titres détenus sont dépréciés au 31 décembre 2018, soit un montant total de 1 023 839 €.

Note 4.9 Société consolidante

S.A. **LP2C** au capital de € 6 751 560

Siège Social : 5 rue Jorge Semprun – 31432 TOULOUSE

R.C.S. : Toulouse B 384 043 352

7.2.4 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société ACTIA Group S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Actia Group S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation :

Risque identifié :

Les titres de participation, figurent au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 55.488.913 euros. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition, ou à leur valeur d'apport. Une dépréciation est constatée lorsque la quote-part de capitaux propres de la participation est inférieure à sa valeur comptable dans les comptes de votre société, sauf si une juste valeur nette transactionnelle ou une valeur d'utilité supérieures à cette valeur comptable peuvent être justifiées.

Comme indiqué dans la note 2.3 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la Direction générale principalement sur la base de la méthode des flux futurs actualisés. Des analyses de sensibilité de la valeur à la variation des hypothèses de flux prévisionnels et des taux d'actualisation sont menées pour mesurer les marges d'appréciation.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la Direction générale pour déterminer les perspectives d'activité et de rentabilité futures.

Du fait du caractère significatif de ces actifs et des éléments d'appréciation inhérents à toute démarche prévisionnelle, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation-constitue un point clé de l'audit.

Notre réponse :

Lorsque les capitaux propres des participations constituent le seul critère d'appréciation de leur valeur actuelle, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité et que les éventuelles réévaluations extra comptables proposées par la Direction générale sont fondées sur une documentation probante.

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos diligences ont consisté principalement à vérifier que l'estimation par la Direction générale de ces valeurs est justifiée par l'emploi de méthodes d'évaluation et de modalités calculatoire appropriées.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

C'est ainsi que nos travaux, menés par ligne de participation, ont consisté :

- ❖ à apprécier la cohérence des prévisions de flux de trésorerie des activités des entités concernées établies par leurs Directions opérationnelles avec les données et hypothèses issues des plans d'affaires établis sous le contrôle des Directions générales des activités concernées ;
- ❖ à apprécier la qualité des processus prévisionnels par des analyses critiques des écarts constatés entre les prévisions d'exploitation et d'investissements des années antérieures et les réalisations subséquentes ;
- ❖ à vérifier la pertinence des taux d'actualisation et des taux de croissance retenus appliqués aux flux prévisionnels pour estimer les valeurs actuelles nettes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet KPMG S.A. et Eric Blache ont été désignés commissaires aux comptes de la société Actia Group S.A. par ses Assemblées générales, tenues respectivement le 26 mai 2000 et le 28 mai 2013.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. et Eric Blache étaient respectivement dans la 19^{ème} et 6^{ème} année de leurs missions, sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ❖ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Labège, le 24 avril 2019

Paris, le 24 avril 2019

KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Mathieu Leruste
Associé

Eric Blache
Associé

7. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

7.3 Informations financières diverses

7.3.1 Politique de distribution des dividendes

Exercice	Dividende par action en €	Dividende global distribué en €
2015	0,10	2 009 994,10
2016	0,15	3 014 991,15
2017	0,12	2 411 992,92

ACTIA Group propose à ses Actionnaires une distribution de dividendes conforme à sa politique sur les Capitaux Propres, telle que décrite au § Note 15: « Capitaux Propres » des notes annexes aux comptes consolidés et en rapport avec ses résultats consolidés. Cette politique a marqué une pause sur les exercices 2009 à 2011 en raison de la conjoncture économique ; elle a été reprise dès que les résultats ont rattrapé le niveau initialement budgété de fonds propres pour permettre le désendettement de l'ensemble des structures du Groupe. Il en sera de même à l'avenir.

Il est également précisé que cette politique s'étend à l'ensemble des sociétés bénéficiaires du Groupe auxquelles est appliqué un pourcentage de distribution défini en fonction des besoins en investissements autorisés et des contraintes légales.

7.3.2 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est confronté à un certain nombre de contentieux ou litiges (prud'hommes, clients, fournisseurs, ...). Ces litiges sont provisionnés conformément aux principes comptables en vigueur.

Pour une période couvrant au moins les douze derniers mois, il n'y a aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur aurait connaissance, qui serait en suspens ou dont il serait menacé) qui pourrait avoir ou aurait eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du Groupe.

Concernant les litiges en cours à la clôture de l'exercice 2018, ils font l'objet de provision au cas par cas, selon le degré de risque ou de durée de la procédure (cf. détail donné dans les notes annexes aux comptes consolidés § Note 17 « Provisions »). Cependant, aucun de ces litiges ne représente un risque significatif pour le Groupe.

7.3.3 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis la clôture du 31 décembre 2018 concernant la situation financière ou commerciale du Groupe.

8. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1 Capital Social

Les actions d'ACTIA Group S.A. sont classées en Compartiment C du marché Euronext à Paris, correspondant aux capitalisations inférieures à 150 millions, sous le code ISIN FR0000076655.

8.1.1 Capital Social souscrit

Le Capital Social s'élève à 15 074 955,75 euros, divisé en 20 099 941 actions de 0,75 euros de valeur nominale, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Depuis la dernière augmentation constatée le 15 septembre 2008, le Capital Social n'a pas connu de modification et ce jusqu'à la date de signature de ce document.

8.1.2 Actions non représentatives du capital

Sans objet.

8.1.3 Actions auto détenues

Le détail est communiqué au § Note 3.7 « Actions propres » des notes annexes aux comptes sociaux ».

8.1.4 Valeurs mobilières converties, échangeables ou assorties de bons de souscription

Sans objet.

8.1.5 Conditions d'acquisition

Sans objet.

8.1.6 Capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

8.1.7 Historique du Capital Social

Années	Opérations	Montant nominal	Prime	Montants successifs du capital	Nombre cumulé d'actions
1993		50 F	113 645 832 F	142 727 000 F	2 854 540
Juin 1994	Réduction du capital par réduction du nominal des actions de 50 F à 10 F	10 F	(113 645 832) F	28 545 400 F	2 854 540
Juillet 1994	Augmentation du capital en numéraire par émission d'actions avec bons de souscription	10 F	129 917 897 F	92 772 550 F	9 277 255
Janvier 1995	Augmentation de capital par exercice de bons	10 F	6 696 F	92 775 340 F	9 277 534
Août 1997	Augmentation de capital par exercice de bons	10 F	2 400 F	92 776 340 F	9 277 634
Juin 1998	Réduction du capital par réduction du nominal des actions de 10 F à 4 F	4 F	(129 926 993) F	37 110 536 F	9 277 634
Février 1999	Emission de Bons de Souscription d'Actions au profit d'ÉLECTROPAR	4 F	1 F	37 110 536 F	9 277 634

Années	Opérations	Montant nominal	Prime	Montants successifs du capital	Nombre cumulé d'actions
Mai 2000	Réduction du Capital Social pour cause de pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions	0,5 F	-	4 638 817 F	9 277 634
Mai 2000	Augmentation de capital par apport des titres ACTIELEC	0,5 F	31 737 488 F	77 341 042 F	154 682 084
Mai 2000	Regroupement d'actions et réduction de capital	5 F	-	77 341 040 F	15 468 208
Mai 2000	Conversion du capital en euros	0,75 €	-	11 601 156 €	15 468 208
Octobre 2000	Constatation de la levée des options de souscription des salariés du Groupe (5 ^{ème} tranche)	0,75 €	327 168 €	11 792 856 €	15 723 808
Décembre 2000	Augmentation du capital en numéraire	0,75 €	9 148 160 €	12 864 906 €	17 153 208
Octobre 2004	Augmentation du capital en numéraire sous forme de BSA	0,75 €	4 875 000 €	14 271 156 €	19 028 208
Avril 2005	Augmentation du capital en numéraire, suite à l'attribution de Bons de Souscription d'Action gratuits	0,75 €	3 606 685 €	14 879 024 €	19 838 699
Mars 2006	Augmentation de capital en numéraire, suite à la souscription de Bons de Souscription d'Action	0,75 €	79 466 €	14 894 956 €	19 859 941
Septembre 2008	Augmentation de capital en numéraire, suite à la levée de stock-options	0,75 €	280 800 €	15 074 956 €	20 099 941

8.1.8 Descriptif du programme de rachat de la Société de ses propres actions

Cf. § 5.13.8 « Programme de rachat d'actions en cours » du Document de Référence.

8.2 Acte constitutif et statuts

8.2.1 Objet social

« Article 3 des statuts : Objet

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- ❖ L'étude, la conception, la réalisation et l'entretien d'après-vente de système mécaniques, hydrauliques, électriques, électroniques ;
- ❖ Toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement, la réalisation ou la commercialisation ;
- ❖ La concession, la franchise de toutes marques, brevets, produits ou services et plus généralement la participation de la Société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes et ce par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, apports, fusions, alliances ou sociétés en participation ;
- ❖ La gestion de son portefeuille titres ainsi que toutes opérations mobilières ou immobilières et prestations de services s'y rapportant ;
- ❖ La fourniture de prestations en matière notamment, juridique, financière, comptable, administrative, d'organisation et de gestion, de communication, de marketing et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à toute activité similaire ou connexe. »

8.2.2 Membres des organes d'Administration, de Direction et de Surveillance

ACTIA Group S.A. est une Société à Conseil de Surveillance et Directoire depuis son Assemblée Générale Extraordinaire du 12 novembre 2002.

La composition des organes de Direction, Conseil de Surveillance et Directoire, est traitée au § 6.3.1 « Composition du Directoire » du Document de Référence.

Conseil de Surveillance

« Article 22 des statuts : Missions et pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il autorise le Directoire, dans les conditions et limites fixées par les textes en vigueur, à donner des cautions, avals ou garanties au nom de la Société, à céder des immeubles par nature, à céder ou acquérir totalement ou partiellement des participations et à constituer des sûretés. »

Directoire

« Article 16 des statuts : Pouvoirs et obligations du Directoire – Direction Générale

Le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par le Code de Commerce au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Toutefois, outre les opérations pour lesquelles l'autorisation du Conseil de Surveillance est exigée par la loi, il est stipulé à titre de mesure d'ordre interne non opposable aux tiers que certaines décisions ne peuvent être prises par le Directoire et certains actes ou engagements ne peuvent être passés ou signés par le Président du Directoire ou, le cas échéant, par un Directeur général, s'ils n'ont fait l'objet d'une autorisation préalable du Conseil de Surveillance lorsqu'ils concernent, savoir :

- ❖ Achat d'immeubles par nature, dont la valeur sera supérieure à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Achat, vente, échange, apport de tous autres biens immobiliers et droits quelconques mobiliers ou immobiliers, dont la valeur sera supérieure à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Création de tous établissements quelconques, tant en France qu'à l'étranger, représentant un investissement dont le montant sera supérieur à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance ; fermeture desdits établissements,
- ❖ Emprunts même non assortis de sûretés, dont le montant sera supérieur à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Création de sociétés et prises de participations sous toutes formes dans toutes sociétés ou entreprises dès lors que le montant sera supérieur à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Prêts, crédits ou avances consentis par la Société, dont la durée et/ou le montant seront supérieurs à des valeurs déterminées par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Location, prise à bail de tous immeubles ou fonds de commerce, dont la durée et/ou le montant seront supérieurs à des valeurs déterminées par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Tout contrat d'une durée supérieure à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Engagements directs même non assortis de garanties, dont le montant sera supérieur à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Adhésion à un groupement d'intérêt économique ou à toute forme d'association ou de société pouvant entraîner la responsabilité solidaire et/ou indéfinie de la Société,
- ❖ Engagements et licenciements d'employés de la Société dont le salaire annuel sera supérieur à une somme déterminée par le Conseil de Surveillance,
- ❖ Représentation de la société dans toutes actions judiciaires, toutes procédures transactionnelles, toutes opérations de liquidation amiable, toutes procédures de redressement ou de liquidation judiciaire,
- ❖ Convocation d'une Assemblée Générale Ordinaire dont l'ordre du jour comporte :
 - La proposition de candidats aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance ;
 - La révocation d'un ou plusieurs membre(s) du Conseil de Surveillance ;

- Le renouvellement des fonctions d'un ou plusieurs membre(s) du Conseil de Surveillance ;
- ❖ Convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire dont l'ordre du jour comporte :
 - L'apport total ou partiel du patrimoine social, à une ou plusieurs société(s), constituée(s) ou à constituer, par voie de fusion, de scission ou apport partiel d'actif ;
 - La réduction, l'augmentation, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, ou l'amortissement du Capital Social ;
 - La modification d'une ou plusieurs clause(s) des statuts ;
- ❖ Dépassement du budget de l'exercice social en cours, préalablement approuvé par le Conseil de Surveillance.

En outre, l'acceptation par un membre du Directoire d'une fonction de direction, de gestion ou de contrôle ainsi que d'une fonction salariée dans une autre société devra être soumise par le membre concerné à l'autorisation du Conseil de Surveillance.

Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les documents comptables qui doivent être soumis à l'Assemblée Annuelle.

Le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil de Surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du Directoire qui portent alors le titre de Directeur Général. La présidence et la direction générale peuvent être retirées à ceux qui en sont investis par décision du Conseil de Surveillance. Vis-à-vis des tiers tous actes engageant la Société sont valablement accomplis par le Président du Directoire ou tout membre ayant reçu du Conseil de Surveillance le titre de Directeur Général.

Le Conseil de Surveillance fixe, dans la décision de nomination, le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire. »

Mis en place lors de l'Assemblée Générale du 12 novembre 2002 et composé de trois membres, ses prérogatives concernent la définition de la stratégie du Groupe, tant au niveau global qu'au niveau de chaque division, tant dans le domaine industriel que de la Recherche & Développement, maillon essentiel à la pérennité du Groupe, de l'organisation et de la finance, son action va jusqu'à l'opérationnel :

- ❖ Direction Générale de la principale filiale du Groupe ;
- ❖ Relation avec les banques et mise en place des outils de gestion ;
- ❖ Remontée de l'information ;
- ❖ Négociation des contrats déterminants ;
- ❖ Décisions pour les investissements ou cessions significatifs qui engagent le Groupe ;
- ❖ Contrôle des objectifs qu'il fixe.

8.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

« Article 10 des statuts : Droits attachés aux actions ordinaires - vote

La possession d'une action ordinaire emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions ordinaires indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions ordinaires reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve des exceptions prévues par la loi et les statuts.

DROIT DE VOTE :

Dans toutes les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires, le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve des exceptions prévues par la loi et les statuts.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du Capital Social qu'elles représentent, est attribué :

- ❖ À toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins sans interruption au nom du même Actionnaire,
- ❖ Aux actions nominatives ordinaires attribuées gratuitement à un Actionnaire en cas d'augmentation de Capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action ordinaire convertie au porteur ou transférée en propriété.

Néanmoins, n'interrompt pas le délai ci-dessus fixé ou conserve le droit acquis :

- ❖ Tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible,
- ❖ Tout transfert par voie de fusion, scission ou transmission universelle du patrimoine par une personne morale Actionnaire à une autre société :
 - qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote,
 - qui contrôle directement ou indirectement plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote. »

Les principaux actionnaires de ACTIA Group S.A. ne disposent pas de droits de vote différents, en dehors des droits de vote double, dont tout actionnaire peut bénéficier (cf. ci-dessus).

« Article 12 des statuts : Cas de rompus

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de Capital, de fusion ou autre opération sociale pouvant entraîner l'existence de "rompus", les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente de titres nécessaires. »

8.2.4 Actions nécessaires pour la modification des droits des Actionnaires

La modification des droits des Actionnaires ne peut résulter, conformément à la loi, que d'une modification des statuts décidée par une Assemblée Générale Extraordinaire.

8.2.5 Assemblées Générales

Résumé des articles 29 et suivants des statuts :

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions, formes et délais fixés par la loi.

Le droit de participer aux Assemblées ou de s'y faire représenter est subordonné avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit à l'inscription de l'Actionnaire sur le registre des actions nominatives, soit au dépôt, pour les actions au porteur, d'un certificat de l'intermédiaire habilité.

Les Assemblées Générales se composent de tous les propriétaires d'action. Un Actionnaire peut toujours se faire représenter aux Assemblées par toute personne physique ou morale de son choix.

Les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

8.2.6 Éléments de changement de contrôle

À la connaissance de la Société, aucune disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur ne pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de son contrôle.

Il existe un pacte d'actionnaires détaillé au § 5.13.3 « Pacte d'Actionnaires » du Document de Référence.

8.2.7 Franchissement de seuil

« Article 7 des statuts : Emission de valeurs mobilières avantages particuliers - actions de préférence - forme des titres de capital et autres valeurs mobilières - tenue des comptes - identification des actionnaires - franchissement de seuils et participation

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Dans les conditions fixées par la Loi, la Société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle. Les Actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire. A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la Société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la Loi.

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La Société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du Capital Social. Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie, dans les conditions fixées par la Loi. En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

Sauf dispositions contraires du contrat d'émission ou de la Loi, les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent la forme nominative ou au porteur au choix de leur titulaire. Ils ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'Actionnaire.

À la demande du porteur de titre de capital, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société émettrice ou par l'intermédiaire habilité.

La Société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la Loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux Assemblées d'Actionnaires.

La Société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de Commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

La Société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5 % du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du Capital Social de cette personne morale ou des droits de vote à ses Assemblées Générales.

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la Loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux. ».

8.2.8 Conditions de modification du capital

« Article 41 des statuts : Augmentation de capital

Le Capital Social peut être augmenté par l'émission au pair ou avec prime d'actions nouvelles, ordinaires ou de préférence, libérées soit en numéraire, soit par des compensations avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature le tout en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires ou du Directoire spécialement habilité à cet effet par ladite Assemblée.

Si l'augmentation de Capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission, l'Assemblée Générale statue dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires et l'opération est réalisée, soit par voie de majoration du montant nominal des actions, soit par distribution d'actions gratuites.

Aucune augmentation de Capital en numéraire ne peut être réalisée à peine de nullité si le Capital ancien n'est pas, au préalable, intégralement libéré.

Conformément aux dispositions du Code de Commerce, les Actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de Capital.

Le délai accordé aux Actionnaires pour l'exercice de ce droit ne peut être inférieur à la durée fixée par le Code de Commerce ou le règlement en vigueur à dater de l'ouverture de la souscription. Ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables ; dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même.

Le solde des souscriptions n'ayant pas absorbé la totalité de l'augmentation de Capital est réparti par le Directoire sauf décision contraire de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Compte tenu de cette répartition, le Directoire peut, de plus, décider de limiter l'augmentation de ce Capital au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été prévue expressément lors de l'émission.

L'augmentation de Capital est réalisée nonobstant l'existence de " rompus " et les Actionnaires ne disposant pas d'un nombre suffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles font leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide l'augmentation de Capital peut, en se conformant aux dispositions du Code de Commerce, supprimer l'exercice du droit préférentiel de souscription et réserver la souscription des actions nouvelles à telles personnes de son choix.

Tous apports en nature sont soumis à la procédure de vérification et d'approbation instituée par les dispositions du Code de Commerce. »

« Article 42 des statuts : Réduction du capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du Capital Social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de Capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Actionnaires.

La réduction de Capital, quelle qu'en soit la cause à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de Capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un Capital supérieur au Capital Social après sa réduction.

À défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu. »

9. CONTRATS IMPORTANTS

En dehors des contrats conclus dans le cadre normal des affaires qui sont détaillés au § 5.3 « Aperçu des activités » du Document de Référence, dans la limite des autorisations données par nos clients en termes de communication aux tiers (accords et / ou clauses de confidentialité), le Groupe n'a signé aucun contrat important au cours des deux années précédant immédiatement la publication du présent Document de Référence.

10. INFORMATIONS PROVENANT DES TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Sans objet.

11. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les statuts, comptes et rapports, procès-verbaux d'Assemblées Générales et autres documents sociaux peuvent être consultés au Siège Social de la Société : 5, rue Jorge Semprun – BP 74215 - 31432 TOULOUSE Cedex 4 ou sur son site Internet : www.actia.com.

Pour nous contacter



Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au Capital de 15 074 955, 75 €
Immatriculée au RCS TOULOUSE : 542 080 791 – APE : 6420Z

5, rue Jorge Semprun
BP 74215
31432 TOULOUSE Cedex 4
Tél. : +33 (0)5.61.17.61.98
Informations Actionnaires :
Par email : contact.investisseurs@actia.fr

Notre site Internet :

www.actia.com

12. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les informations concernant ce chapitre sont communiquées dans le chapitre § Note 3.2 « Sociétés Consolidées » des notes annexes aux comptes consolidés.

13. TABLES DE CORRESPONDANCE

13.1 Table de correspondance du Document de Référence

Conformément à l'annexe I du règlement CE 809/2004 et à l'article 212-13 alinéa 1 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers et afin de faciliter la lecture du Document de Référence, le tableau ci-dessous renvoie à l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers N° 2005-11 du 13.12.2005 et aux pages du Document de Référence correspondantes.

Informations	Document de Référence	
	§	Pages
1. PERSONNES RESPONSABLES		
1.1. Responsable du Document de Référence	1.1	8
1.2. Attestation du Responsable	1.2	8
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES		
2.1. Nom et adresse des Commissaires aux Comptes	2	9
2.2. Démissions, écarts et non-redésignation des Commissaires aux Comptes	N.A.	-
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES		
3.1. Informations financières de la période	5.2	18
3.2. Informations intermédiaires	-	-
4. FACTEURS DE RISQUES	5.10 Note 28	98 219
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
5.1. Historique et évolution de la Société	3.2 5.4.2	10 42
5.1.1. Raison sociale et nom commercial	3.1.1	10
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement	3.1.2	10
5.1.3. Date de constitution et durée de vie	3.1.3	10
5.1.4. Siège Social et forme juridique	3.1.4	10
5.1.5. Évènements importants	5.4.1	42
5.2. Investissements	5.6	53
5.2.1. Investissements réalisés	5.6.1 5.6.2 Note 4 Note 5	53 54 180 186
5.2.2. Investissements en-cours	5.6.1 5.6.2	54 54
5.2.3. Engagements d'investissements	5.6.3	55
6. APERÇU DES ACTIVITÉS		
6.1. Principales activités	5.3	24
6.1.1. Nature des activités et produits	5.3	24
6.1.2. Nouveaux produits	5.3	24
6.2. Principaux marchés	5.3	24

Informations		Document de Référence	
		§	Pages
6.3.	Événements exceptionnels	5.3	24
6.4.	Degré de dépendance à l'égard de brevets, licences, contrats	5.5.7	53
6.5.	Position concurrentielle	5.3.4	40
7.	ORGANIGRAMME	4.1	12
7.1.	Description du Groupe	4.3	12
7.2.	Liste des filiales et pourcentages de capital	Note 3.2	179
8.	PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
8.1.	Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	5.6.1 5.6.3 5.9.1	53 55 95
8.2.	Influence de l'utilisation de ces immobilisations sur l'environnement	5.7	56
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
9.1.	Situation financière	7.1.1 7.1.2 7.1.3 7.1.4 7.1.5 7.2.1 7.2.2 5.2 5.3	164 166 166 167 168 231 233 18 24
9.2.	Résultat opérationnel	5.2.1 5.2.3	18 21
9.2.1.	Facteurs influant sensiblement le résultat opérationnel	5.3.5	41
9.2.2.	Changements importants du chiffre d'affaires net	5.3 Note 19	24 208
9.2.3.	Stratégie influant les opérations	5.5	44
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
10.1.	Capitaux à court et moyen terme	7.1.1 Note 13 Note 14 Note 15	164 196 198 204
10.2.	Source et montants des flux de trésorerie	7.1.5 Note 14	168 198
10.3.	Conditions d'emprunt et structure du financement	Note 28.2	220
10.4.	Restriction à l'utilisation des capitaux	Note 14	198
10.5.	Sources de financement attendues	NA	-
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	5.5.5 5.5.7	51 53
12.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES		
12.1.	Principales tendances	5.4	42
12.2.	Incertitudes sur les tendances	5.4	42
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	N.A.	-

Informations	Document de Référence	
	§	Pages
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
14.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction de la Société	6.1.1 6.3	124 132
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	6.3.4	153
15. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES		
15.1. Rémunérations versées et avantages en nature	6.4	154
15.2. Pensions, retraites et autres avantages provisionnés	6.4	154
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
16.1. Période et date d'expiration des mandats	6.3.2	132
16.2. Contrats de services	6.6	158
16.3. Comité d'audit et comité de rémunération	6.1.2	126
16.4. Conformité du gouvernement d'entreprise	6.1.2	126
17. SALARIÉS		
17.1. Répartition des effectifs	5.7.4	59
17.2. Participations et stock-options	6.4 6.5	154 157
17.3. Accord de participation au capital	5.13.10 6.5	121 157
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1. Actionnariat hors organe d'administration, direction et surveillance	5.13.1	115
18.2. Droit de vote simple ou double des principaux Actionnaires	5.13.1	115
18.3. Contrôle et détention	5.13.2	119
18.4. Accord en vue d'un changement de contrôle	N.A.	-
19. OPÉRATIONS AVEC LES APPARENTÉS	6.6	158
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
20.1. Information financière historique	7.1	164
20.2. Information financière pro forma	N.A.	-
20.3. États financiers sociaux	7.2	231
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles		
20.4.1. Attestation sur les informations financières historiques	7.1.8 7.2.4	227 244
20.4.2. Autres informations vérifiées par les Commissaires aux Comptes	N.A.	-
20.4.3. Informations financières non vérifiées par les Commissaires aux Comptes	-	-
20.5. Date des dernières informations financières	-	-
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	-	-
20.7. Politique de distribution des dividendes	7.3.1	247

Informations	Document de Référence	
	§	Pages
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	7.3.2	247
20.9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	7.3.3	247
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1. Capital Social	8.1	248
21.1.1. Capital Social souscrit	8.1.1	248
21.1.2. Actions non représentatives du capital	8.1.2	248
21.1.3. Actions auto-détenues	8.1.3	248
21.1.4. Valeurs mobilières converties	8.1.4	248
21.1.5. Conditions d'acquisition	8.1.5	248
21.1.6. Options ou accords	8.1.6	248
21.1.7. Historique du Capital Social	8.1.7	248
21.2. Acte constitutif et statuts	8.2	249
21.2.1. Objet social	8.2.1	249
21.2.2. Règlement organes d'administration, direction et surveillance	8.2.2	250
21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	8.2.3	251
21.2.4. Actions pour modifier les droits des Actionnaires	8.2.4	252
21.2.5. Convocations et admissions aux Assemblées Générales	8.2.5	252
21.2.6. Disposition entravant un changement de contrôle	8.2.6	253
21.2.7. Déclaration de franchissement de seuil	8.2.7	253
21.2.8. Conditions de modifications de capital	8.2.8	254
22. CONTRATS IMPORTANTS	9	255
23. INFORMATIONS PROVENANT DES TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		
23.1. Déclaration d'expert	10	256
23.2. Autres déclarations	10	256
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	11	257
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	12	258

13.2 Table de correspondance du Rapport Financier Annuel

Informations du Rapport Financier		Document de Référence	
		§	Pages
1.	ATTESTATION DU RESPONSABLE	1.2	8
2.	COMPTES SOCIAUX	7.2	231
3.	COMPTES CONSOLIDES	7.1	164
4.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	7.2.4	244
5.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	7.1.8	227
6.	RAPPORT DE GESTION	5	14

13.3 Incorporation par référence des comptes 2016 et 2017

Les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document de référence :

- ❖ Les rapports d'activité, comptes consolidés établis en normes IFRS et comptes sociaux établis en règles françaises au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes y afférents ;
- ❖ Les rapports d'activité, comptes consolidés établis en normes IFRS et comptes sociaux établis en règles françaises au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes y afférents ;
- ❖ Les informations financières sélectionnées.

Ces informations sont contenues dans le Document de Référence 2016 déposé par l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2017 et dans le Document de Référence 2017 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2018.

14. GLOSSAIRE

Pour faciliter la compréhension du lecteur, les principaux termes techniques et autres acronymes sont définis ci-après :

- ❖ **ACTIA Connect** : portail de type extranet proposant des web-services connectés directement accessibles à partir d'un outil de diagnostic Multi-Diag®. Ces services offrent un support en ligne au garagiste. Le portail est un espace sécurisé réservé aux clients Multi-Diag® via un identifiant et un mot de passe.
- ❖ **ACTIA Fleet** : solution globale d'équipements et de services conçue et développée par ACTIA permettant de gérer les flottes de véhicules commerciaux. ACTIA Fleet propose une approche modulaire d'équipements – boîtiers de télématique, afficheurs...- et de services – géolocalisation, gestion de la consommation de carburant, gestion et exploitation des données sociales.
- ❖ **Actimux** : solution d'architecture embarquée multiplexée développée et commercialisée par ACTIA destinée aux bus et cars. Cette solution regroupe une gamme de calculateurs électroniques, d'afficheurs de tableau de bord (ou clusters), de jauges de tableaux de bord (ou gauges).
- ❖ **Actuateur** : Dispositif permettant de réguler le débit et la pression d'un fluide (air, gasoil, huile) afin de piloter un autre système dans des conditions particulières.
- ❖ **Aftermarket** : terme anglais désignant le secteur de l'après-vente. Dans le domaine de l'industrie des véhicules, on distingue le marché de la 1^{ère} monte qui regroupe les équipements qui interviennent dans la fabrication initiale du véhicule et le marché de l'après-vente qui regroupe des activités de post-équipements, de maintenance et de réparation des véhicules.
- ❖ **Armoire TVSE** (Transmission Vidéo Semi-Embarquée) : vise à transmettre les informations vidéo de l'ensemble des portes du train à quai, vers la cabine de conduite, permettant au conducteur de vérifier les montées et descente des voyageurs, contribuant ainsi au départ de la gare en toute sécurité, une fois obtenu le signal de confirmation de fermeture des portes.
- ❖ **Bien Double Usage** : le contrôle des exportations des biens et technologies dits "à double-usage" est mis en œuvre par les Etats pour lutter contre l'accumulation déstabilisante d'armes dans certaines régions du monde. Ces contraintes portent sur les biens soumis à restrictions vers certaines destinations.
- ❖ **BMS (Battery Management System)** : Système de gestion des batteries électriques : modules électroniques permettant de réguler la puissance des différents blocs de cellules de la batterie.
- ❖ **Chronotachygraphe** : le chronotachygraphe est un équipement permettant d'enregistrer l'activité des véhicules commerciaux de transport de passagers et de marchandises. Obligatoire au sein de l'UE, cet équipement enregistre les temps de conduite et la vitesse afin de réguler la circulation des véhicules commerciaux par une meilleure sécurité.
- ❖ **Cloud** : informatique en nuage qui exploite la puissance de calcul ou de stockage de serveurs informatiques distants par l'intermédiaire d'un réseau Internet.
- ❖ **Cluster** : terme anglais désignant dans notre domaine d'activité (le terme anglais de cluster pouvant avoir d'autres significations dans d'autres domaines) un cluster display c'est-à-dire un afficheur de tableau de bord composé de différents modules d'affichages : écrans, jauges (voir « gauge »).
- ❖ **CMS** : acronyme pour Composant Monté en Surface. Le CMS est une technique de fabrication des cartes électroniques dans laquelle les composants sont soudés (brasage) directement sur la carte et non brochés (composant maintenu par des broches).
- ❖ **Cobotique** : domaine de la collaboration homme-robot, c'est-à-dire de l'interaction, directe ou télé-opérée, entre homme(s) et robot(s) pour atteindre un objectif commun.
- ❖ **COMCEPT** : acronyme pour COMplément de Capacités en Elongation, Projection et Théâtre, contrat attribué par la DGA (voir « DGA ») à la société Airbus Defence and Space (ex Astrium) et à son partenaire ACTIA Telecom (ex ACTIA Sodielec) permettant aux armées françaises d'accéder, dès 2014, à des capacités satellitaires haut-débit.
- ❖ **DGA** : acronyme pour Direction Générale de l'Armement. C'est une direction du ministère de la Défense française, qui a pour mission de concevoir, d'acheter et d'évaluer tous les systèmes d'armes destinés aux forces de l'armée française.
- ❖ **DMT** : le portail télématique DMT (Diagnostic Multiplexage Telematics) combine les informations captées des trois systèmes embarqués fournis par ACTIA, afin d'améliorer l'exploitation des véhicules de transport de public en Chine.

- ❖ **EasyTach** : logiciel développé et commercialisé par le Groupe ACTIA permettant le téléchargement automatique et à distance des données légales contenues dans le chronotachygraphe qui équipe les véhicules commerciaux (voir « chronotachygraphe »).
- ❖ **EBSF** : acronyme pour European Bus System of the Future. EBSF est le premier projet commun sur le bus urbain qui regroupe sous la forme d'un consortium 49 partenaires présents dans 11 pays européens. Initié en 2008 et coordonné par l'UITP (Union Internationale des Transports Publics), ce projet intègre, dans une perspective globale, les besoins des passagers, des exploitants, des opérateurs, des conducteurs et s'attache aux problématiques liées à l'infrastructure urbaine ou à la place du bus dans la ville de demain.
- ❖ **ECOfleet** : un des services numériques du portail télématique ACTIA Fleet permettant le suivi et l'analyse des comportements de conduite (carburant et confort).
- ❖ **Electre** : projet de qualification de postes automates numériques mené par RTE (voir « RTE »).
- ❖ **EnR** : acronyme pour Energie Renouvelable qui est une énergie que se constitue ou se reconstitue plus vite qu'elle n'est utilisée.
- ❖ **End Of Line** : solution de diagnostic électronique du véhicule en fin de ligne de production automobile.
- ❖ **FAR** : Fonctions Avancées de Régulation (ou réseau électrique) optimisant le rendement des lignes électriques et des transformateurs grâce à des mesures beaucoup plus nombreuses qui permettent de mieux répartir les flux d'énergie.
- ❖ **Gauge** : terme anglais désignant les jauges et indicateurs des tableaux de bord des véhicules. Les jauges fournissent différentes indications au conducteur : vitesse, régime moteur, consommation de carburant...
- ❖ **Hyperfréquence** : la technologie hyperfréquence se base sur l'émission puis l'analyse d'une onde radio de fréquence très élevée. Le Groupe ACTIA utilise cette technologie dans les équipements de transmission des stations terriennes (voir « stations terriennes »).
- ❖ **IATF** : International Automotive Task Force.
- ❖ **iCAN** : boîtier de télématique destiné à équiper des flottes de véhicules légers en seconde monte (marché Aftermarket). Il se connecte dans l'habitacle du véhicule à la prise OBD du véhicule afin de transmettre des données de fonctionnement du véhicule vers une application logicielle de type gestion de flotte.
- ❖ **IHM-I** : gamme de calculateurs intelligents et communicants équipée d'une interface de contrôle pour les bus et cars. Ces produits sont disponibles en post-équipement. Ils intègrent des protocoles de communication pour proposer aux passagers l'internet à bord, la téléphonie ou différents services de navigation urbaine et au chauffeur et à l'opérateur des services d'exploitation tels que l'antivol et la détection de chocs, l'appel d'urgence, l'ouverture des portes, l'autorisation de démarrage ou la gestion de flotte.
- ❖ **Infotainment** : terme anglais désignant, dans les domaines d'activité d'ACTIA, les gammes de produits qui concourent au divertissement et à l'information des passagers des bus, des cars, des métros, tramways et trains.
- ❖ **Inductance** : composant caractérisé par la propriété de créer un flux magnétique lorsqu'elle est parcourue par un courant électrique.
- ❖ **IRIS** : acronyme pour International Railway Industry Standard. Il s'agit de la norme référentielle standard pour l'industrie ferroviaire internationale. Créé en 2006 à l'initiative de l'UNIFE (voir « UNIFE »), ce standard est le référentiel qualité reconnu qui intègre toutes les exigences spécifiques de ce secteur.
- ❖ **ISO/TS 16949** : référentiel international traitant de la démarche Qualité dans le secteur automobile. Elaboré par l'IATF (voir « IATF »), groupe de travail composé de représentants des constructeurs et des organisations professionnelles d'équipementiers automobiles européens et américains, son objectif est d'harmoniser les exigences des parties prenantes en termes de système qualité.
- ❖ **ITxPT** : coopération en matière de mise en œuvre de normes pour les systèmes informatiques appliqués aux transports publics. Ces dispositifs sont destinés à fonctionner parfaitement lorsqu'ils sont utilisés ou connectés pour la première fois, sans reconfiguration. Un banc d'essai intégré propose des services de spécification, de test, de qualification et de mise en valeur des solutions normalisées.
- ❖ **Lean** : ce terme anglais désigne une théorie de gestion développée au Japon notamment par Toyota dont l'objectif est de réduire les gaspillages par une démarche d'amélioration continue de l'ensemble de l'organisation. Littéralement « Lean » signifie « maigre ».
- ❖ **MCO** : acronyme pour Maintien en Condition Opérationnelle. Le MCO est un ensemble de procédés permettant de garantir le fonctionnement d'un système dans le temps. Dans le cas des systèmes électroniques, ces procédés couvrent le redesign éventuel de cartes, leur réparation, le stockage de composants...

- ❖ **Méthodes MSA** : systèmes de mesure d'analyse. Validation de la quantité d'erreurs dans un système de mesure. Une analyse des systèmes de mesure évalue la méthode d'essai, des instruments de mesure, et l'ensemble du processus de l'obtention de mesures pour assurer l'intégrité des données utilisées pour l'analyse.
- ❖ **Montée en Débit** : ce programme national a pour objectif de résorber rapidement les zones de faible débit grâce à une modernisation des réseaux de télécommunications existants. Outre l'enjeu économique et social de la nouvelle économie numérique, ce programme va aussi désenclaver les territoires éloignés des grandes villes.
- ❖ **Multi-Diag®** : est la marque des appareils et des logiciels de diagnostic électronique multimarque développés et commercialisés par le Groupe ACTIA. L'objectif de cette gamme est de maintenir et de réparer les organes électroniques des véhicules légers et commerciaux quelle que soit la marque du véhicule. Elle est commercialisée auprès des réseaux après-vente de maintenance et de réparation de véhicules partout dans le monde.
- ❖ **Multiplexage** : technologie permettant de faire circuler un nombre très important d'informations entre les boîtiers électroniques de gestion des commandes et les accessoires par l'intermédiaire d'un câblage électrique réduit.
- ❖ **NADCAP** : acronyme pour National Aerospace and Defense Contractors Accreditation Program. NADCAP est un programme de certification qualité pour les sous-traitants et fournisseurs des secteurs aéronautique et défense. Ce programme définit les critères standards de qualité pour chaque produit, chaque procédé de fabrication et chaque service. Il résulte de la coopération des grands donneurs d'ordre tels que Boeing, Airbus, Safran, Rolls Royce, Bombardier ou Zodiac.
- ❖ **OBD** : On Board Diagnostic (ou prise diagnostic).
- ❖ **ONCF** : acronyme pour Office National des Chemins de Fer au Maroc.
- ❖ **ONE WEB** : projet de constellation d'environ 650 satellites de télécommunication circulant sur une orbite basse pour fournir aux particuliers un accès mondial à Internet à haut débit à partir de 2022.
- ❖ **OTAN** : acronyme pour Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Fondée le 4 avril 1944, c'est une organisation politico-militaire réunissant 28 pays membres (Europe et Amérique du Nord) et dont l'objectif est la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres.
- ❖ **OTC-LAN** : nouveau protocole de communication obligatoire pour tout matériel neuf installé dans un centre de contrôle technique depuis le 1^{er} juillet 2014. A compter du 1^{er} juillet 2016, tout équipement d'un centre de contrôle technique devra être mis en conformité ou remplacé par un équipement conforme. Ce protocole permet de normaliser et de sécuriser toutes les informations recueillies et transmises par les différents équipements lors d'un contrôle technique.
- ❖ **PALIER SMART ELECTRE** : le Palier de contrôle commande numérique (PCCN) est un équipement de protection et de contrôle commande des postes sources RTE. Il est situé dans l'armoire de contrôle commande numérique. Le palier Smart Electre est destiné à piloter des organes haute tension.
- ❖ **PES** : Plateforme d'Exécution des Services qui désigne le calculateur adapté à l'environnement véhicule (bus, tramway) et équipé des interfaces de communication nécessaires, permettant d'héberger toutes les applications logicielles essentielles à l'exploitation du véhicule (billettique, multimédia, gestion de flotte, informations voyageurs...).
- ❖ **PCCN** : acronyme pour Poste Contrôle Commande Numérique. Il est utilisé par Enedis et il définit un nouveau palier technique (palier PCCN) qui équipe tous les ouvrages neufs et remplace les matériels anciens nécessitant un maintien en condition opérationnelle trop coûteux.
- ❖ **RTE** : gestionnaire du réseau de transport d'électricité français ayant pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute et très haute tension en étant garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique).
- ❖ **RTU (Remote Terminal Unit)** : organe de communication (fiable) qui permet au dispatching régional de réaliser des commandes dans le poste électrique (ouverture disjoncteur, régulation...).
- ❖ **SAM ATOM** : PC embarqué pour bus et car permettant de gérer les applications et services tels que la localisation, l'information et le divertissement des passagers, les interfaces entre le chauffeur et les passagers, la billettique, la vidéosurveillance...
- ❖ **SAMI** : boîtier embarqué en post équipement qui permet de remonter des données de fonctionnement des véhicules de transport pour en réaliser la maintenance avancée. Il comprend également une fonction dite boîte noire, permettant un enregistrement détaillé des paramètres techniques, qui pourront être analysés en cas de défaillance véhicule ou d'accident.

- ❖ **Say on pay** : L'expression anglaise Say on pay est une règle en droit des sociétés par laquelle les actionnaires d'une entreprise ont le droit de voter sur la rémunération de leurs dirigeants.
- ❖ **Shelter** : en anglais, « un abri » compris en français comme une cellule (conteneur) hébergeant des fonctions notamment dans le « militaire » : équipement complet transportable d'un site à l'autre.
- ❖ **SIL 4** (niveau d'intégrité de sécurité) : niveau relatif de réduction de risques inhérents à une fonction de sécurité. Plus simplement, c'est une mesure de la performance attendue pour une fonction de sécurité. Les exigences pour un niveau SIL 4 correspondent au niveau le plus sûr (grande fiabilité). Un SIL est déterminé à partir d'un certain nombre de facteurs quantifiés dans la gestion du cycle de développement et/ou du cycle de vie.
- ❖ **SMART GRID** : terme anglais désignant un réseau de distribution d'électricité intelligent dont le pilotage informatique à distance permet l'optimisation de la performance énergétique.
- ❖ **SMART POWER** : un périphérique Smart Power est un circuit de commutation avec un contenu numérique. Il s'interface entre un multiprocesseur et une charge. Ces interrupteurs intelligents sont conçus pour contrôler une grande variété de charges dans les systèmes automobiles et industriels.
- ❖ **Station terrienne** : une station terrienne est le point de réception et/ou d'émission d'un système de communication par satellite. Elle répond à des besoins de transmission civils ou militaires.
- ❖ **Systèmes embarqués** : terme générique désignant des ensembles électroniques à bord des véhicules. Ces systèmes se localisent majoritairement au niveau du châssis mais communiquent avec des éléments de la cabine notamment des afficheurs (voir « cluster », « gauges », « switch pack »).
- ❖ **Télématique** : étymologiquement technologie associant les télécommunications et l'informatique. Dans les domaines d'activités d'ACTIA, la télématique désigne la connectivité des véhicules et regroupe non seulement des boîtiers de communication embarqués capables de transmettre des données mais aussi les services utilisateurs permis par l'exploitation de ces données : géolocalisation, gestion des flottes de véhicules, suivi de la consommation de carburant...
- ❖ **TGU2** : acronyme pour l'anglais Telematic Gateway Unit 2 qui signifie Passerelle de télématique 2. Le TGU2 est un boîtier électronique conçu et fabriqué par ACTIA qui équipe les véhicules commerciaux et industriels et assure la communication de ces véhicules avec leur environnement. Cette communication sert de nombreuses fonctions : géolocalisation, suivi de la consommation de carburant, maintenance...
- ❖ **UNIFE** : Union des Industries Ferroviaires Européennes.
- ❖ **VCI** : acronyme pour Vehicle Communication Interface, terme anglais désignant un boîtier qui se connecte à la prise OBD (voir « OBD ») pour la connexion du véhicule. Cette prise normalisée située dans l'habitacle du véhicule est reliée aux calculateurs électroniques du véhicule et donne accès à de nombreuses données liées à son fonctionnement. L'exploitation de ces données via la VCI donne l'état de santé électronique du véhicule et permettra donc sa maintenance. Une VCI est donc un boîtier de télématique débarqué.